



COMMUNE DE MONCHY SAINT ELOI

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

ARRET DU PROJET

CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

1

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal du 19 décembre 2016 arrêtant le plan local d'urbanisme.

Le Maire,

RAPPORT DE PRESENTATION



Etudes et Conseils en Urbanisme

11, Rue Pasteur - BP 4 - 76 340 BLANGY SUR BRESLE

Tél : 02 32 97 11 91 - Fax : 02 32 97 12 54 - Email : courriel@espacurba.fr

SOMMAIRE

1ERE PARTIE - PRESENTATION DE LA COMMUNE, DIAGNOSTIC DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE, AGRICOLE, SERVICES ...

I.1 - Généralités

I.1.1 - Situation administrative et géographique	page 2
I.1.2 - Le contexte Intercommunal	page 3
I.1.2.1 - La communauté de Communes du Liancourtois (Vallée dorée)	page 3
I.1.2.2 - Le Pays	page 4
I.1.2.3 - Le Syndicat mixte du Grand Creillois et Vallées Bréthoise	page 4

I.2 - Données démographiques

I.2.1 - Le poids démographique de MONCHY SAINT ELOI	page 9
I.2.2 - Evolution de la population	page 9
I.2.3 - Analyse des mouvements naturels et migratoires de la population	page 10
I.2.4 - Analyse comparative par âge et par sexe	page 11
I.2.5 - Evolution des classes d'âge	page 12
I.2.6 - Analyse comparative par catégorie socioprofessionnelle	page 12

I.3 - Analyse des ménages et de leur composition

page 13

I.4 - Analyse et évolution du parc de logements

I.4.1 - Le parc de logements	page 15
I.4.2 - Ancienneté du parc de logements	page 15
I.4.3 - La typologie des résidences principales	page 16
I.4.4 - Le statut d'occupation des résidences principales en 2011	page 16
I.4.5 - Les éléments de confort des résidences principales	page 18
I.4.6 - Le nombre de pièces par résidences principales	page 18
I.4.7 - Les mécanismes de consommation du parc de logement / Fonctionnement du marché local	page 19
I.4.8 - Le dispositif d'aide à l'investissement locatif intermédiaire	page 19

I.5 - Données socio-économiques

- I.5.1 - Analyse de la population active page 20
- I.5.2 - Emploi, lieu de résidence et modes de transport page 22

I.6 - Activité agricole

- I.6.1 - Une politique raisonnée d'aménagement de l'espace rural page 24
- I.6.2 - Des objectifs de développement page 24
- I.6.3 - Une réelle protection de l'agriculture page 25
 - I.6.3.1 - La superficie Agricole Utilisé (SAU) page 26
 - I.6.3.2 - L'occupation des sols page 26
 - I.6.3.3 - Caractérisation des exploitations agricoles page 27
- I.6.4 - L'activité Agricole à MONCHY SAINT ELOI page 28

I.7 - Activités artisanales, industrielles et commerciales et de services

- I.7.1 - Les activités implantées dans la trame urbaine page 29
- I.7.2 - Le site de l'entreprise AFTRAL page 29
- I.7.3 - La zone de la Croix Blanche sur 13 hectares page 30

I.8 - Les équipements publics

- I.8.1 - Les réseaux page 32
 - I.8.1.1 - Eau potable page 32
 - I.8.1.2 - Assainissement page 33
 - I.8.1.3 - Voirie page 33
 - I.8.1.4 - Desserte numérique du territoire page 34
 - I.8.1.5 - Défense Incendie page 37
- I.8.2 - Les équipements publics page 39
 - I.8.2.1 - Le cimetière page 39
 - I.8.2.2 - L'école et l'enseignement page 40
 - I.8.2.3 - Les équipements sportifs et associatifs page 41

I.9 - Les services

- I.9.1 - Les services de proximité page 42
- I.9.2 - Déchets ménagers page 42

I.10 - L'animation, le tourisme et les possibilités de loisirs	page 43
---	---------

I.11 - Synthèse	page 44
------------------------	---------

2EME PARTIE - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, L'ORGANISATION, LES PERCEPTIONS DU TERRITOIRE COMMUNAL, LE PATRIMOINE BATI ET LES RISQUES

II.1 Le milieu physique

II.1.1 Le climat	page 48
II.1.2 La qualité de l'air	page 49
II.1.2.1 - Schéma Régional Climat Air Energie	page 49
II.1.2.2 - Plan Climat Energie Territorial	page 51
II.1.3 - Le relief	page 52
II.1.4 - La géologie	page 53
II.1.5 - L'hydrologie	page 54
II.1.5.1 - Le contexte réglementaire	page 54
II.1.5.2 - L'Hydrographie	page 55

II.2 Le milieu naturel

II.2.1 - Les protections réglementaires	page 57
II.2.1.1 - Les réserves naturelles	page 57
II.2.1.2 - Les forêts de protection	page 57
II.2.1.3 - Les réserves biologiques	page 57
II.2.1.4 - Les arrêtes de protection de biotope	page 58
II.2.1.5 - Les espaces remarquables du littoral	page 58
II.2.2 - Gestions contractuelles et engagements nationaux	page 58
II.2.2.1 - Site NATURA 2000	page 58
II.2.2.2 - Forêt relevant du régime forestier	page 59
II.2.2.3 - Parc naturel	page 59
II.2.2.4 - Convention de RAMSAR	page 59
II.2.3 - Inventaires patrimoniaux	page 60
II.2.3.1 - Les zones humides	page 60
II.2.3.2 - Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux	page 62
II.2.3.3 - Les Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique	page 62

II.2.3.4 - Les espaces naturels sensibles	page 76
II.2.4 Sites et paysage	page 76
II.2.4.1 - Les sites classés	page 76
II.2.4.2 - Les sites inscrits	page 76
II.2.4.3 - L'opération Grand Site	page 77
II.2.5 Les continuités écologiques	page 77
II.2.5.1 Définition	page 77
II.2.5.2 Le Patrimoine naturel ordinaire (haies, alignements arbres,mares...)	page 78

II.3 Le paysage

II.3.1 - La composition paysagère du territoire	page 81
II.3.2 - Les perceptions du territoire communal	page 84
II.3.3 - Approches visuelles des pôles construits	page 85

II.4 - L'organisation du territoire

II.4.1 - Rappel historique	page 87
II.4.2 - L'occupation du sol	page 89
II.4.3 - La consommation de l'espace	page 90
II.4.4 - Les dents creuses	page 93
II.4.5 - Les espaces mutables	page 95

II.5 Le bâti

II.5.1 Le bâti ancien	page 97
II.5.1.1 - Les caractéristiques du bâti ancien	page 97
II.5.1.2 - Les matériaux	page 99
II.5.1.3 - Les éléments de détails	page 99
II.5.2 Le bâti récent	page 100
II.5.3 Le patrimoine	page 102
II.5.3.1 - Le patrimoine bâti	page 102
II.5.3.2 - Le patrimoine archéologique	page 107

II.6 - Les déplacements

II.6.1 - Les déplacements internes à la commune	page 109
II.6.2 - Les déplacements extérieurs à la commune	page 113
II.6.3 - Les capacités de stationnement	page 115

II.7 - Les risques et nuisances

II.7.1 - Les risques naturels	page 116
II.7.1.1 - Les cavités souterraines	page 116
II.7.1.2 - Le risque « mouvements de terrain »	page 118
II.7.1.3 - Le risque sismique	page 119
II.7.1.4 - Le risque inondation	page 120
II.7.2 - Les risques technologiques	page 123
II.7.2.1 - Les anciens sites industriels ou activités de service	page 123
II.7.2.2 - BASOL	page 125
II.7.2.3 - Les installations classées	page 125
II.7.2.4 - SEVESO	page 126
II.7.2.5 - Le plan de prévention des risques technologiques	page 126
II.7.2.6 - Le transport des matières dangereuses	page 126
II.7.2.7 - Le risque nucléaire	page 126
II.7.3 Les nuisances sonores	page 127
II.7.3.1 - Le plan d'exposition au bruit	page 127
II.7.3.2 - Le classement des infrastructures de transport terrestre	page 127

II.8 Projets de l'Etat

II.8.1 - Le Schéma National des Infrastructures et des Transports en voie de finalisation	page 129
II.8.2 - Le projet de mise à 2x2 voies de la RD 200 entre la RD 1016 et la RD 1017	page 130

II.9 Les servitudes d'utilité publique

page 131

II.10 Les énergies renouvelables

II.10.1 - Le schéma régional éolien	page 133
II.10.2 - Les textes actuels sur les énergies éoliennes et solaires	page 133
II.10.3 - Dispositifs favorisant la performance énergétique et les énergies renouvelables dans l'habitat	page 135
II.10.4 - La méthanisation intégrée à l'activité agricole	page 136

II.11 Synthèse	page 137
-----------------------	----------

TROISIEME PARTIE – OBJECTIFS COMMUNAUX ET PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

III.1 – Les scénarii de développement	page 142
III.2 – Le bilan de la capacité d'accueil	page 143
III.3 – Les besoins en logements et en foncier	page 143
III.4 – La programmation	page 143
III.5 – Le projet d'aménagement et de développement durables	page 144

QUATRIEME PARTIE – EXPLICATION DU PROJET

IV.1 – Le projet de territoire, le zonage	page 146
IV.2 – Explication de la délimitation des zones	
IV.2.1 – Le POS en vigueur	page 148
IV.2.2 – Les zones délimitées dans le cadre du PLU	page 152
IV.2.2.1. Appellation et caractéristiques des zones du PLU	page 152
IV.2.2.2. Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux enjeux du territoire	page 154
IV.2.2.3. Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux orientations du PADD	page 154
IV.2.3 – Analyse des différentes zones du PLU	page 157
IV.2.3.1. La réponse du PLU aux objectifs démographiques et besoin foncier	page 167
IV.2.3.2. La protection des espaces naturels	page 168
IV.2.3.3. La zone agricole	page 168
IV.3 – Justification du règlement	page 169

IV.4 – Autres prescriptions figurant aux documents graphiques

IV.4.1 – Espaces boisés	page 173
IV.4.2 – Emplacements réservés	page 173
IV.4.3 – La protection du patrimoine	page 173
IV.4.4 – Les secteurs de risques naturels	page 173
IV.4.5 – Les secteurs de risques technologiques	page 173
IV.4.6 – Le droit de préemption urbain	page 173

CINQUIEME PARTIE – ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

V.1 – Préambule	page 176
------------------------	----------

V.2 – Incidences notables prévisibles

V.2.1 – Incidences : définition et présentation	page 180
V.2.2 – Les incidences notables probables de l'élaboration du PLU sur le milieu physique et mesures liées	page 180
V.2.3 – Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur le milieu naturel (Hors Natura 2000)	page 183
V.2.4 – Les incidences notables probables de l'élaboration du PLU sur les sites Natura 2000 et les mesures liées	page 185
V.2.5 – Les incidences notables probables de la mise en œuvre de la mise en comptabilité sur le milieu humain et mesures liées	page 186
V.2.6 – Les incidences notables probables de la mise en œuvre de la mise en comptabilité sur les paysages bâtis et naturels	page 190
V.2.7 – Les incidences notables des pièces du PLU	page 190
V.2.8 – Les incidences du plan de zonage	page 191
V.2.9 – Incidences notables du règlement	page 192

SIXIEME PARTIE – MESURES POUR EVITER, REDUIRE, COMPENSER LES CONSEQUENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

VI.1 – Mesures d'évitement	page 194
-----------------------------------	----------

VI.2 – Mesures de réduction	page 195
------------------------------------	----------

VI.3 – Mesures de compensation	page 196
---------------------------------------	----------

SEPTIEME PARTIE – CRITERES ET INDICATEURS POUR L'EVALUATION DU PLU

VII.1 – Les indicateurs de suivi du document d'urbanisme page 198

VII.2 – Définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement
page 200

HUITIEME PARTIE – RESUME NON TECHNIQUE ET DESCRIPTION DE LA METHODOLOGIE EMPLOYEE POUR REALISER L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

VIII.1 – Diagnostic communal

VIII.1.1 – Généralités	page 203
VIII.1.2 – Démographie	page 203
VIII.1.3 – Parc de logements	page 204
VIII.1.4 – Economie	page 204
VIII.1.5 – Equipements, réseaux et services	page 205
VIII.1.6 – L'animation, le tourisme et les possibilités de loisirs	page 206
VIII.1.7 – Organisation du territoire	page 207
VIII.1.8 – Bâti et patrimoine	page 207
VIII.1.9 – Les déplacements et stationnements	page 208
VIII.1.10 – Les servitudes d'utilité publique	page 209
VIII.1.11 – Articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes	page 210
VIII.1.12 – Le Plan Local de l'Habitat	page 210

VIII.2 – Analyse de l'état initial de l'environnement

VIII.2.1 – Le milieu physique	page 210
VIII.2.2 – Le milieu humain	page 211
VIII.2.3 – Le milieu naturel	page 211
VIII.2.4 – Synthèse des enjeux du territoire	page 212

VIII.3 – Les incidences de la mise en œuvre du document sur l’environnement et mesures associées

VIII.3.1 – Incidences et mesures sur le milieu physique	page 213
VIII.3.2 – Incidences et mesures sur le milieu naturel	page 213
VIII.3.3 – Incidences sur les zones Natura 2000	page 213
VIII.3.4 – Incidences et mesures sur le milieu humain	page 213
VIII.3.5 -Incidences et mesures sur le paysage	page 213

VIII.4 – Explication du projet

VIII.4.1 – Les objectifs communaux	page 214
VIII.4.2 – Explication de la délimitation des zones	page 215
VIII.4.3 – Justification du règlement	page 217
VIII.4.4 – Autres prescriptions figurant aux documents graphiques	page 217

VIII.5 – Description de la méthodologie

page 218

Annexes

page 219

1ERE PARTIE - PRESENTATION DE LA COMMUNE DIAGNOSTIC DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE, AGRICOLE, SERVICES, ...

I.1 - Généralités

I.1.1 - Situation administrative et géographique

Le territoire communal de MONCHY SAINT ELOI est situé au Sud du département de l'Oise, à proximité de la ville de CREIL. Elle fait partie du canton de LIANCOURT, adhère à la Communauté de Communes du Liancourtois.

MONCHY SAINT ELOI fait partie du Syndicat mixte du Grand Creillois et des Vallées Brèthoise (Brèche Thérain et Oise).

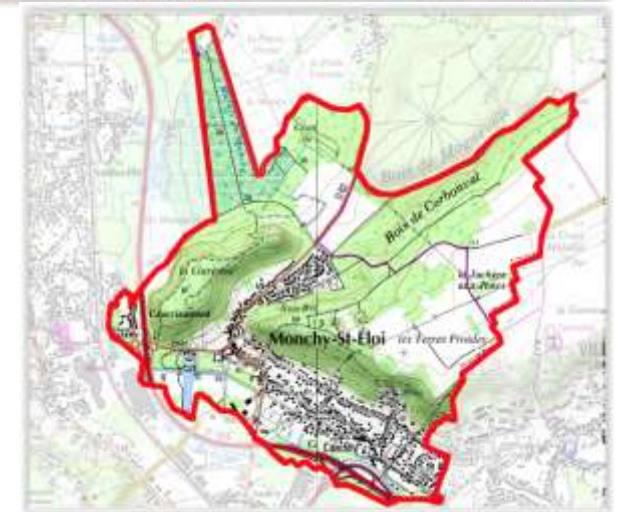
Ses communes limitrophes sont : LAIGNEVILLE, MOGNEVILLE, ANGICOURT, CAUFFRY, VILLERS SAINT PAUL, NOGENT SUR OISE.

MONCHY SAINT ELOI se trouve à 11 km de CLERMONT, 15 km de CHANTILLY, 40 km de BEAUVAIS, 73 Km de PARIS et 80 Km de REIMS.

D'une superficie de 388 hectares, le Bourg si situe au bord du plateau du Clermontois, en limite avec la vallée de l'Oise. Cela offre un relief de plateau entaillé par des vallées.

MONCHY SAINT ELOI est constituée d'un centre bourg compact et d'un écart à l'ouest du territoire communal : Caucriaumont, séparé du bourg par la RD 1016.

MONCHY SAINT ELOI est desservi par plusieurs voies départementales : la RD 1016, la RD 200 et la RD 62. Les autres voies sont secondaires et supportent un trafic moins important : ce sont des voies communales et des chemins ruraux.



I.1.2 - Le contexte intercommunal

I.1.2.1 - Communauté de Communes du Liancourtois : la Vallée Dorée

Née le 14 février 1963, la Communauté de Communes du Liancourtois est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) qui regroupe 10 communes autour d'un projet commun. Le territoire de la communauté de communes est constitué de 48.67 km² où vivent environ 23 392 habitants en 2011.

La communauté de communes possède, entre autres, des compétences obligatoires en matière de (Source : www.ccl-valléedoree.fr) :

- développement économique : Création ou développement, aménagement entretien et gestion de zones d'activités économiques d'intérêt communautaire - valorisation du patrimoine touristique (stations balnéaire, parc et jardins...),
- aménagement de l'espace,
- gestion de l'eau : eau potable et assainissement,
- habitat : actions en vue de favoriser le logement locatif, l'accession à la propriété et la réhabilitation du parc immobilier bâti,
- environnement : protection des zones sensibles d'intérêt écologique, de la gestion des déchets et de la lutte contre les nuisances (notamment sonores).



Source cartographie : site internet de la Communauté de communes

I.1.2.2 - Le Pays

Les Pays ont été créés en 1995 par la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (dit loi Pasqua-Hoeffel) puis définis dans leur forme actuelle par la Loi Voynet en 1999. Un Pays est un territoire cohérent géographiquement, économiquement, culturellement ou socialement au sein duquel les collectivités locales et les acteurs socio-économiques (entreprises, associations, habitants...) travaillent ensemble pour un développement harmonieux.

Les collectivités et les acteurs du Pays élaborent et adoptent un projet commun dit Charte de développement du Pays. Elle définit pour dix ans les orientations pour le développement du territoire et les moyens de leur mise en œuvre. Cette charte sert de base pour négocier avec la Région l'obtention d'un Contrat de Pays.

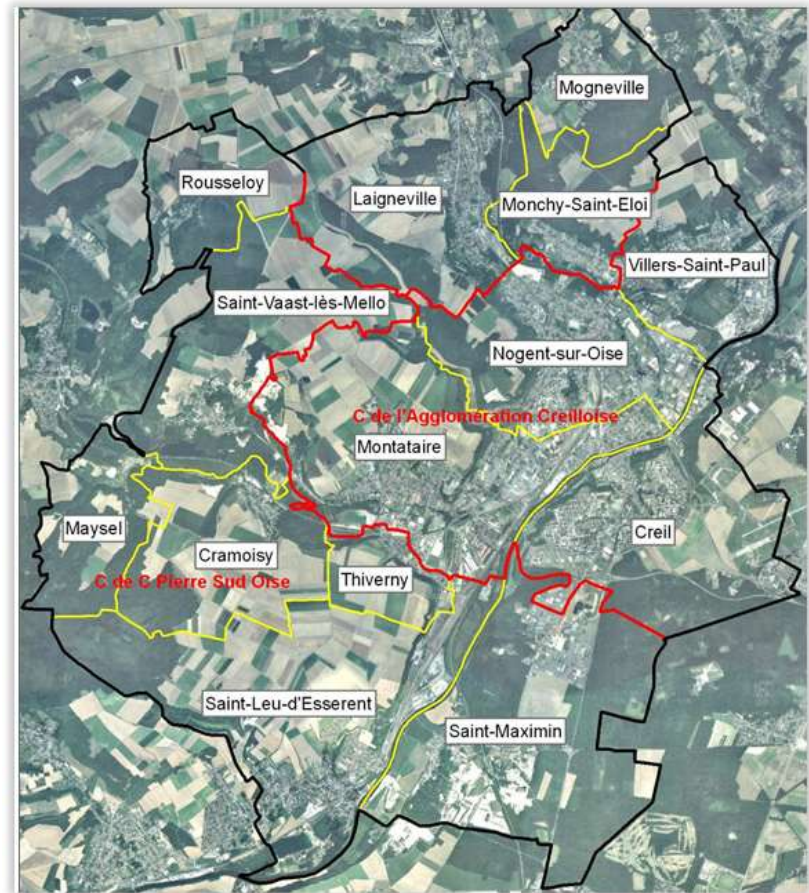
La commune de MONCHY SAINT ELOI fait partie de la Vallée Bréthoise.

I.1.2.3 - Le syndicat mixte du Grand Creillois et Vallées Bréthoise

Les syndicats mixtes ont été créés par le décret-loi du 30 octobre 1935 dont l'article 1^{er} disposait que « les départements, communes, chambres de commerce et établissements publics peuvent se regrouper sous forme de syndicats pour l'exploitation, par voie de concession, de services publics représentant un intérêt pour chacune des personnes morales en cause ».

Le décret n° 55-606 du 20 mai 1955 a autorisé la coopération entre collectivités territoriales de niveau différent et élargi le champ de leur intervention. Ce décret est le texte fondateur des syndicats mixtes fermés et des syndicats mixtes ouverts.

La création du syndicat mixte a vu le jour grâce à la volonté des élus locaux d'élaborer un SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale). Le 18 juillet 2007, le Préfet a entériné la création du Syndicat mixte du SCOT du Grand Creillois. Ce syndicat a en charge l'élaboration, l'approbation, le suivi et la révision du schéma. Il devient la seule autorité compétente pour autoriser toute ouverture à l'urbanisation d'une commune.



Le syndicat mixte est composé, par définition, de structures intercommunales et de communes. Ainsi, le syndicat mixte du Grand Creillois regroupe :

- ❖ la communauté de l'Agglomération Creilloise avec les communes de CREIL, MONTATAIRE, NOGENT SUR OISE et VILLERS SAINT PAUL ;
- ❖ La communauté de communes de Pierre Sud Oise avec les communes de CRAMOISY, MAYSEL, ROUSSELOY, SAINT LEU D'ESSERENT, SAINT MAXIMIN, SAINT VAAST LES MELLO et THIVERNY.
- ❖ Les communes de LAIGNEVILLE, MOGNEVILLE et MONCHY SAINT ELOI.
- ❖ Plus récemment, le syndicat mixte s'est élargi, suite au vote de la Communauté de communes de la Vallée Dorée, à 7 communes supplémentaires : BAILLEVAL, CAUFFRY, LABRUYERE, MONCHY SAINT ELOI, RANTIGNY, ROSOY, VERDERONNE.

Ainsi, la communauté de communes du Liancourtois adhère entièrement au Syndicat mixte du Grand Creillois.

En définitive, le Syndicat mixte du Grand Creillois est chargé de l'élaboration du SCOT. La commune de MONCHY SAINT ELOI en fait partie.

a) Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)

Les SCOT ont remplacé en 2001 (en application de la loi du 13 décembre 2000 dite loi SRU) les anciens schémas directeurs.

Le schéma de cohérence territoriale (SCOT) est l'outil de conception et de mise en oeuvre d'une planification intercommunale en orientant l'évolution d'un territoire dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durable. Le SCOT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'habitat, de déplacements, de développement commercial, d'environnement, d'organisation de l'espace.... Il en assure la cohérence, tout comme il assure la cohérence des documents sectoriels intercommunaux (PLH, PDU), et des plans locaux d'urbanisme (PLU) ou des cartes communales établis au niveau communal.

Le SCOT doit respecter les principes du développement durable : principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural et la préservation des espaces naturels et des paysages ; principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ; principe de respect de l'environnement.

Le SCOT présente le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) retenu, qui fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements des personnes et des marchandises, de stationnement des véhicules et de régulation du trafic automobile. Pour mettre en oeuvre le projet d'aménagement et de développement durable retenu, il fixe les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés et détermine les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il apprécie les incidences prévisibles de ces orientations sur l'environnement. Tous les SCOT doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale. Pour son exécution, le SCOT peut être complété en certaines de ses parties par des schémas de secteur qui en détaillent et en précisent le contenu.

Le SCOT du Syndicat Mixte du Grand Creillois a été approuvé par le Préfet le 26 mars 2013. Il est constitué des 2 intercommunalités et 3 communes, composant le Syndicat mixte, comportant un total de 14 communes.

❖ **La gestion de l'environnement, des paysages et de la qualité urbaine se décline en plusieurs objectifs :**

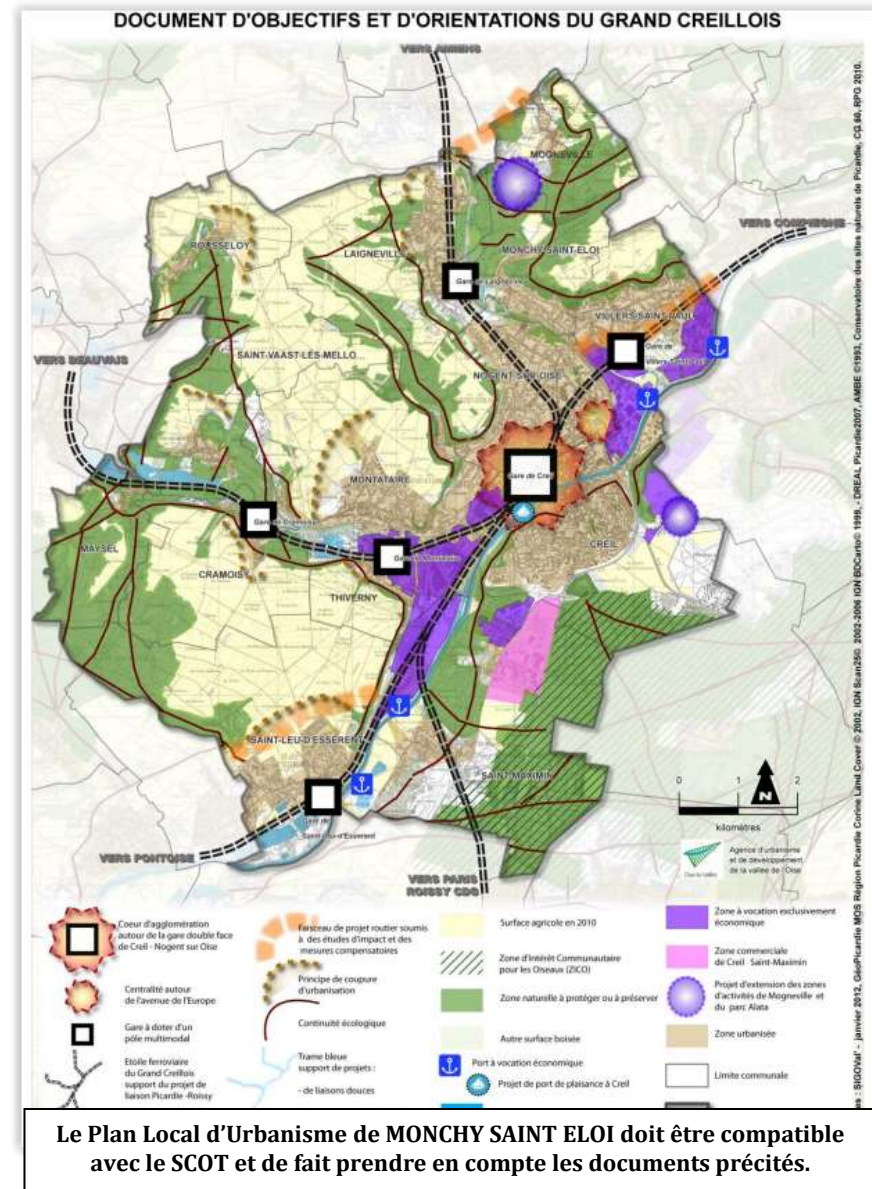
Grands objectifs du SCoT	Particularité à MONCHY SAINT ELOI
Principe pour un développement équilibré et durable	<p>Limiter le ruissellement des eaux ;</p> <p>Préserver le caractère typique des villages et des centres urbains ;</p> <p>Soigner les entrées de villes ;</p> <p>Limiter la publicité ;</p> <p>De nouvelles constructions plus durable : formes urbaines et architecturales ;</p>
Protéger et mettre en valeur les espaces naturels, agricoles et forestiers et les berges	<p>Protection des espaces classés et inventoriés : ZNIEFF, zones humides, espaces boisés</p> <p>Protéger et, dans la mesure du possible, restaurer les corridors écologiques dégradés. Le corridor écologique situé au Nord de LAIGNEVILLE à la limite de CAUFFRY, est identifié. Il se situe à proximité de MONCHY SAINT ELOI, d'où la présence d'espace naturel sensible (ENS) d'intérêt départemental;</p> <p>Le SCOT fixe comme objectif de mettre fin à la disparition, la dégradation des zones humides et de préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité. MONCHY SAINT ELOI en fait partie.</p> <p>Les chemins ruraux : Recensement, conservation et valorisation.</p>

❖ **L'organisation de l'espace se décline en plusieurs objectifs :**

Objectifs de développement : limiter l'étalement urbain et le rendre cohérent	<p>Objectifs chiffré maximal de consommation : maximum de 160 hectares entre toutes les communes, dont 110 son d'ores et déjà inscrits dans les PLU et les POS.</p> <p>Répartition de la consommation de l'espace par commune : Le SCOT laisse le soin aux communes de fixer la quantité à consommer ou à inscrire en zone NA-AU dans leur PLU.</p>
Renforcer la mixité fonctionnelle	<p>Inscription du principe de la mixité dans les zones urbaine ;</p> <p>Objectif de surface de plancher à construire en moyenne à l'hectare : minimum de 2000m², 75% de l'objectif de plancher à construire devront concerner du logement. Le PLU doit fixer la répartition de la surface de plancher à construire entre les différentes opportunités foncières ;</p>
Poursuivre l'effort de construction de logements neufs et la réhabilitation du parc existant	<p>Objectif de croissance du parc de logements pour la période 2012/2022 : 5800 logements à répartir entre les communes ;</p> <p>Foncier nécessaire à la construction de ces logements : 60 hectares de terrains en friches + 130 hectares de terres agricoles ou naturelles dont 80 Ha inscrits dans les POS/PLU à vocation d'habitat et 50 hectares de terres supplémentaires pour atteindre les objectifs.</p>
Créer des polarités autour des grands équipements	Pôle santé de la Croix Blanche à MONCHY SAINT ELOI, pôle medico-social.
Développer les circulations douces et les transports collectifs	Intégrer les circulations douces et les transports en commun dans les projets de création ou de rénovation d'infrastructures routières.

Conformément aux dispositions prévues par les articles précités et compte tenu du contexte local :

- ✓ Le SCOT doit être compatible avec :
 - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie,
 - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie.
- ✓ Le SCOT prend en compte :
 - Le Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADDT) de Haute Normandie et le contrat de projets entre l'État et la région ;
 - Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Seine-Maritime ainsi que tous les plans de gestion des déchets approuvés par la Région ou le Département ;
 - Le Schéma départemental des carrières de la Seine-Maritime ;
 - Les Programmes d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates ;
 - Le Schéma Régional de Gestion Sylvicole des Forêts Privées ;
 - Les Directives Régionales des Forêts Domaniales ;
 - Les Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques et le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Haute-Normandie ;
 - Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) de Haute Normandie;
 - Le Schéma décennal de développement du réseau de transport d'électricité et le Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables ;
 - Le Schéma national et le schéma régional des infrastructures de transport ;
 - Les Programmes situés à l'intérieur des sites NATURA 2000 ;
 - Autres plans, schémas, programmes et documents de planification adoptés par l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements et les établissements publics.



b) Le Plan Local de l'Habitat (PLH)

Le Programme Local de l'Habitat a été institué en 1983 par la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.

Il est établi par un établissement public de coopération intercommunale pour l'ensemble de ses communes membres.

C'est un **outil de prévision**, de **programmation** et de **mise en œuvre** des politiques locales de l'habitat qui est défini pour six ans. Il donne les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergements et à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale.

La communauté de communes du Liancourtois (Vallée Dorée) ne dispose pas de PLH. Ainsi la commune de MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée.

c) Le Plan de Déplacement Urbain (PDU)

Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) est un document règlementaire concernant les déplacements et leur articulation avec les projets d'urbanisme. Ils ont été rendus obligatoires par la loi sur l'Air de 1996 pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Un PDU doit aboutir à la préconisation d'actions permettant de diminuer la part de la voiture individuelle dans les déplacements au profit des modes alternatifs et moins polluants tels que la marche, le vélo, les transports en commun...

La communauté de communes du Liancourtois (Vallée Dorée) va engager un PDU. Ce plan va être, à minima, lancé sur le périmètre de ses compétences (3 EPCI).

I.2 - Les données démographiques

I.2.1 - Le poids démographique de MONCHY SAINT ELOI

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Population	928	1198	1189	1748	1889	2021	2108
Densité moyenne (hab/km²)	239.2	308.8	306.4	450.5	486.9	520.9	543.3

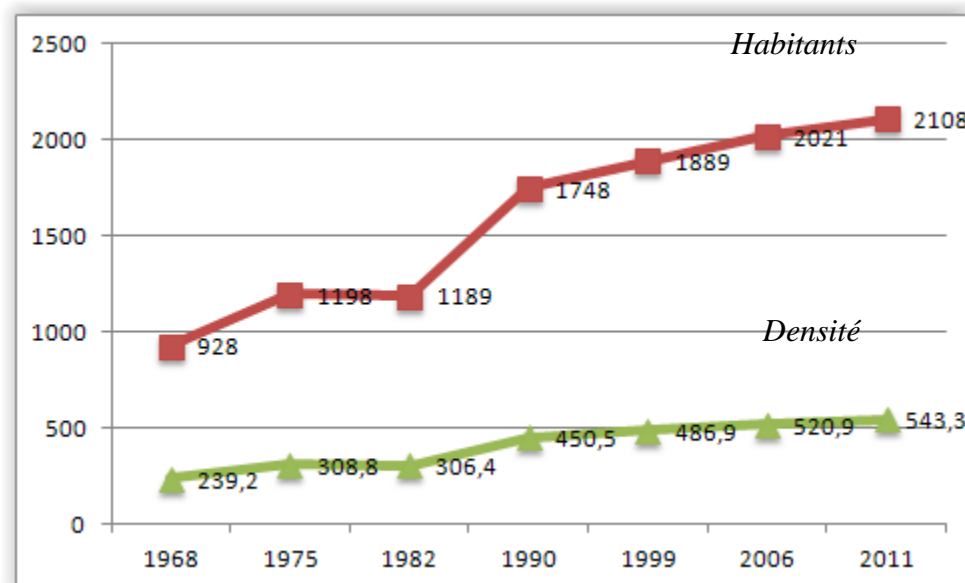
Au recensement de 2011, MONCHY SAINT ELOI comptait 2108 habitants, pour un territoire d'une surface de 388 hectares. La densité de la population de MONCHY SAINT ELOI confirme la dualité de ce territoire : une commune à caractère rural dans un canton à caractère urbain. En effet, en 2011, la densité de population était de 543.3 habitants au km². Ce chiffre est légèrement supérieur à celui de la communauté de communes (478.8 habitants au Km² en 2011). La commune représentait, en 2011, 9 % du poids démographique de la communauté de communes.

I.2.2 - Evolution de la population

Depuis 40 ans, la population de MONCHY SAINT ELOI connaît une évolution positive.

Entre 1968 et 2011, la commune a gagné 1180 personnes pour atteindre 2108 habitants en 2011. Cette tendance semble se confirmer d'après les résultats de 2011. Entre 1999 et 2011, la population a augmenté de 87 habitants passant de 2021 à 2108 habitants.

A noter que l'évolution de la population de MONCHY SAINT ELOI suit la même tendance que celle du canton : augmentation du nombre d'habitants depuis plus de 40 ans.



I.2.3 - Analyse des mouvements naturels et migratoires de la population

L'évolution de la population communale est liée à la combinaison de 2 facteurs : le solde naturel et le solde migratoire.

Depuis ces 40 dernières années, ces 2 indicateurs connaissent des fluctuations, induisant les variations constatées dans l'évolution de la population communale :

- Solde naturel : il demeure positif depuis 1968 : le nombre de naissances est supérieur à celui des décès.
- Solde migratoire : Il demeure positif depuis 1968 : le nombre d'arrivées est plus important que celui des départs. La période allant de 1975 à 1982 a été marqué par un nombre plus importants de départs que d'arrivées (-0.1%).

Bien souvent, l'apport d'une nouvelle population entraîne quelques années plus tard, la progression du solde naturel. Cependant, il est nécessaire d'être vigilant, car si les mouvements migratoires s'atténuent cela risque d'entraîner les mêmes résultats concernant le solde naturel. Avec une rapidité extrême, la population peut ainsi diminuer.

Il s'agit aujourd'hui d'une réflexion globale relative à la manière d'appréhender l'évolution de la population au regard des mouvements antérieurs.

INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011
Variation annuelle moyenne de la population en %	+3.7	-0.1	+4.9	+0.9	+1	+0.8
- due au solde naturel en %	+0.3	+0.0	+4.7	+0.2	+0.4	+0.8
- due au solde apparent des entrées sorties en %	+3.4	-0.1	+4.7	+0.2	+0.4	+0.0
Taux de natalité en ‰	13.4	8.9	10.9	13	11.4	12.9
Taux de mortalité en ‰	10.5	8.6	8.2	6.3	5.4	4.9

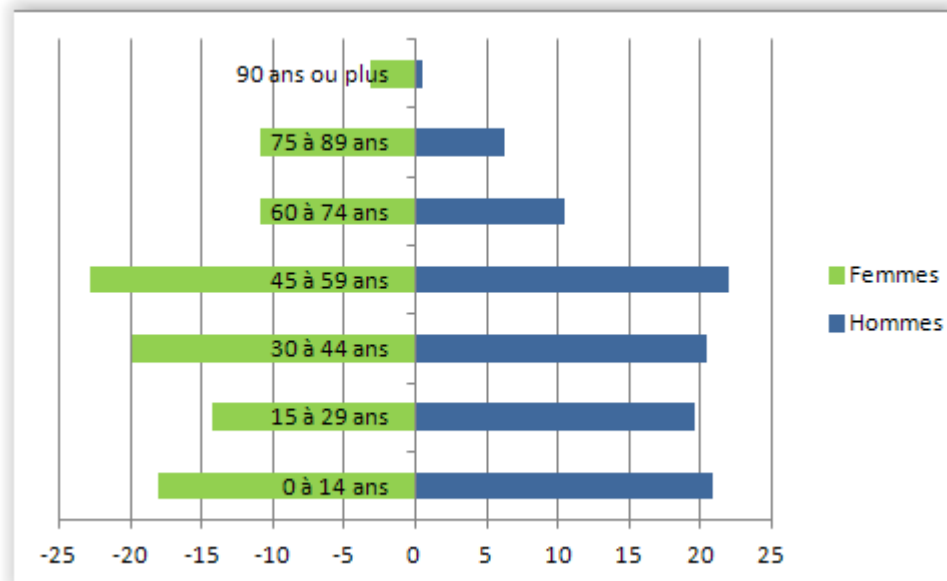
Source INSEE 2011

I.2.4 - Analyse comparative par âge et par sexe

La population de MONCHY SAINT ELOI est relativement jeune : en 2011, 56.5 % des habitants ont moins de 44 ans et 25.9% de la population à moins de 19 ans. Les personnes de 65 ans et plus représentent 16.7% des habitants de la commune. Suivant ces chiffres, il est important de maintenir un équilibre et un renouvellement de la population, afin de poursuivre la dynamique démographique de la population. A MONCHY SAINT ELOI, on constate, ci-contre, que la tranche d'âge prépondérante est celle des 45-59 ans. Elle est loin devant les 15-29 ans. Ce phénomène se vérifie pour les femmes, comme pour les hommes. Concernant la répartition Hommes/Femmes, en 2011, les hommes étaient un peu moins nombreux puisque MONCHY SAINT ELOI comptait 1039 hommes et 1069 femmes. Cette tendance ne se retrouve pas pour la quasi-totalité des classes d'âges.

	Hommes	%	Femmes	%	% par rapport à la population totale
Ensemble	1039	100	1069	100	100
0 à 14 ans	216	20.8	193	18.1	19.4
15 à 29 ans	204	19.6	152	14.2	16.9
30 à 44 ans	213	20.5	213	19.9	20.2
45 à 59 ans	229	22	244	22.8	22.4
60 à 74 ans	109	10.5	117	10.9	10.7
75 à 89 ans	64	6.2	117	10.9	8.6
90 ans ou plus	5	0.5	33	3.1	1.8
0 à 19 ans	294	28.3	250	23.4	25.9
20 à 64 ans	606	58.3	606	56.7	57.5
65 ans ou plus	140	13.5	213	19.9	16.7

Source INSEE 2011



La différence est notoire à partir de la catégorie des 45-59 ans. (cf. la pyramide des âges)

A travers ces chiffres, il faut donc :

- veiller au maintien de la dynamique démographique.
- et prolonger l'effort en termes d'apport de la population et d'autre part d'analyser les flux actuels dans l'ancien.

Pyramide des âges, Source INSEE 2011

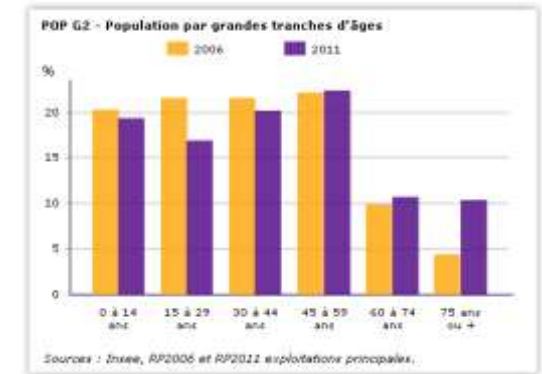
I.2.5 - Evolution des classes d'âge

L'évolution des classes d'âge entre 1999 et 2011 montre :

- une baisse des classes d'âges des plus jeunes (15-29 ans),
- à l'inverse une augmentation des classes d'âges supérieures à 45 ans,

Ce constat pose la question d'un phénomène de vieillissement de la population.

Face à ce constat, il est indispensable de renouveler et varier les apports de population pour ne pas entraîner un vieillissement brutal et prolongé de la population. Il semble important de permettre d'accueillir de jeunes couples pour préserver un solde naturel positif observé depuis ces 40 dernières années, et de créer des structures d'accueil pour les personnes âgées.



I.2.6 - Analyse comparative par catégorie socioprofessionnelle

	Hommes	Femmes	Part en % de la population âgée de		
			15-24 ans	25 54 ans	55 ans ou +
Ensemble	804	912	100,0	100,0	100,0
<i>Agriculteurs exploitants</i>	0	4	0,0	0,5	0,0
<i>Artisans, commerçants, chefs entreprise</i>	36	24	0,0	5,6	2,1
<i>Cadres et professions intellectuelles supérieures</i>	68	44	0,0	11,2	2,8
<i>Professions intermédiaires</i>	144	200	11,3	31,6	7,0
<i>Employés</i>	76	208	15,5	22,8	7,7
<i>Ouvriers</i>	200	44	15,5	20,5	4,2
<i>Retraités</i>	144	228	0,0	0,9	63,6
<i>Autres personnes sans activité professionnelle</i>	136	160	57,7	7,0	12,6

Source INSEE 2011

L'évolution de la population par CSP et par âge montre :

- Un fort pourcentage de jeunes personnes sans activité professionnelle: 57.7% des 15-24ans n'ont pas d'activité professionnelle,
- Un nombre assez élevé de population qualifiée de profession intermédiaire chez les 25-54ans: 31.6%
- Les retraités et les professions intermédiaire représentent le plus fort taux de population: 20% et 21%,
- Très peu de cadres et d'artisans

I.3 - Analyse des ménages et de leur composition

Le nombre total des ménages sur la commune a connu une augmentation entre 2006-2011, passant respectivement de 682 à 700 ménages, soit 18 ménages supplémentaires.

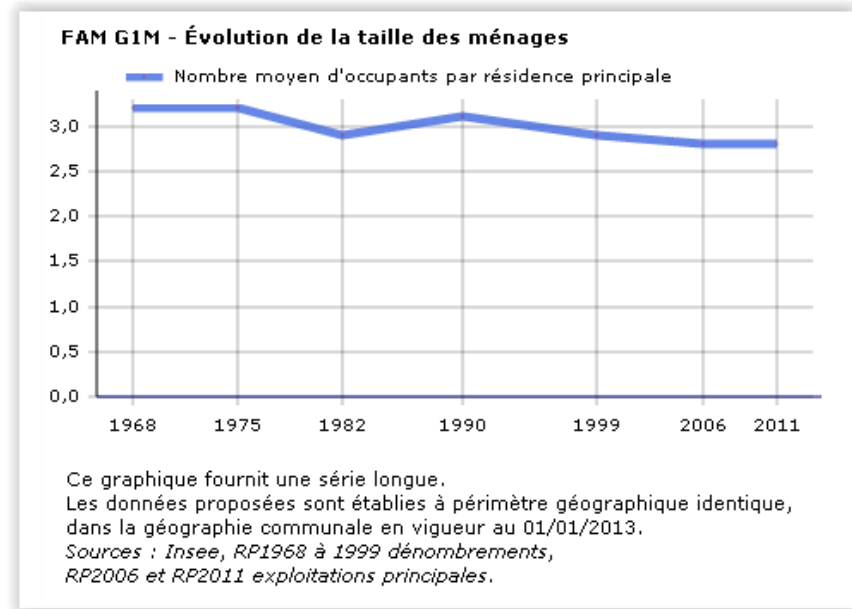
Entre les 2 périodes intercensitaires, on observe :

- une diminution des ménages d'une personne, avec des variations marquées : diminution du nombre d'hommes seuls et du nombre de femmes seules,
- une diminution du nombre de couples sans enfants (- 42 ménages), accompagnée d'une diminution de la part de ces derniers parmi les ménages avec famille,
- une augmentation du nombre de couples avec enfants (+ 30 couples), soulignée par une augmentation de la part de ces derniers,
- une augmentation du nombre de familles monoparentales (+ 20 familles).

	Nombre de ménages				Population des ménages	
	2011	%	2006	%	2011	1999
Ensembles	700	100	682	100	1967	1928
Ménages d'une personne	108	15.4	119	17.4	108	119
Hommes seuls	36	5.1	44	6.4	36	44
Femmes seules	72	10.3	75	11	72	75
Autres ménages sans famille	24	3.4	4	0.6	52	16
Ménages avec familles dont la famille principale est	568	81.1	559	82	1807	1793
- un couple sans enfant	172	24.6	214	31.4	352	464
- un couple avec enfant(s)	324	46.3	294	43	1275	1178
- une famille monoparentale	72	10.3	52	7.6	180	151

Source INSEE 2011

Le nombre moyen d'occupants par ménage est en baisse depuis 1968 et se situe à 2,8 en 2011 à MONCHY SAINT ELOI (cf. graphique ci-contre). Cette évolution correspond à une tendance nationale, liée au phénomène de desserrement de la population : sous l'effet du vieillissement de la population, de la baisse du nombre moyen d'enfants par femme, de la multiplication des familles monoparentales et de la décohabitation plus précoce des jeunes adultes, le nombre de personnes par ménage diminue. A noter que ce chiffre est resté stable entre 1999 et 2011.



I.4 - Analyse et évolution du parc de logements

I.4.1 - Le parc de logements

Depuis 1968, la commune de MONCHY SAINT ELOI connaît une croissance progressive de son parc, pour atteindre 738 logements en 2011.

Le nombre de résidences principales domine, en effet, elles constituent 94.1 % du parc de logements. On note une stagnation du nombre de résidences secondaires depuis 1999 pour atteindre le chiffre de 3 en 2011, soit 0.4 % du parc.

L'existence d'un parc de logements vacants est indispensable pour assurer une fluidité du marché et permettre aux habitants d'une commune de changer d'habitation en fonction de leurs besoins (naissance, départ des enfants, séparation...). Un taux équivalent à 6% du parc de logements permet d'assurer une bonne rotation de la population dans ce même parc sans avoir besoin de beaucoup de nouvelles constructions. A MONCHY SAINT ELOI, ce taux s'élève à 4.6 %, en augmentation par rapport à 1999. (*cf. carte de localisation des logements vacants page 19*)

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Ensemble	309	392	440	595	661	706	738
Résidences principales	287	356	409	557	639	687	701
Résidences secondaires et logements occasionnels	10	9	23	8	2	2	3
Logements vacants	12	27	8	30	20	17	34

Source INSEE 2011

I.4.2 - Ancienneté du parc de logements

Le parc de logement de MONCHY SAINT ELOI est relativement diversifié et récent.

A noter que le parc le plus ancien (avant 1946) représente une part de 15.7 % des logements. La diversité du parc en fonction de son âge est importante, ce qui entraîne également à long terme une gestion du parc vieillissant. Il semble donc nécessaire d'équilibrer le parc les prochaines années en construisant de façon régulière. La diversité permettra également de satisfaire différents types de demande.

Résidences principales selon l'époque d'achèvement

	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2009	694	100
Avant 1946	109	15.7
De 1946 à 1990	458	66
De 1991 à 2008	127	18.3

Source INSEE 2011

I.4.3 - La typologie des résidences principales

Les résidences principales se composent en quasi-totalité de logements individuels. En 2011, 93.5 % des résidences principales correspondent à des maisons individuelles. En 2011, 45 appartements sont comptabilisés à MONCHY SAINT ELOI.

	2011	%	1999	%
Ensemble	738	100	661	100
Maisons	690	93.5	606	91.7
Appartements	45	6.1	48	7.3

Source INSEE 2011

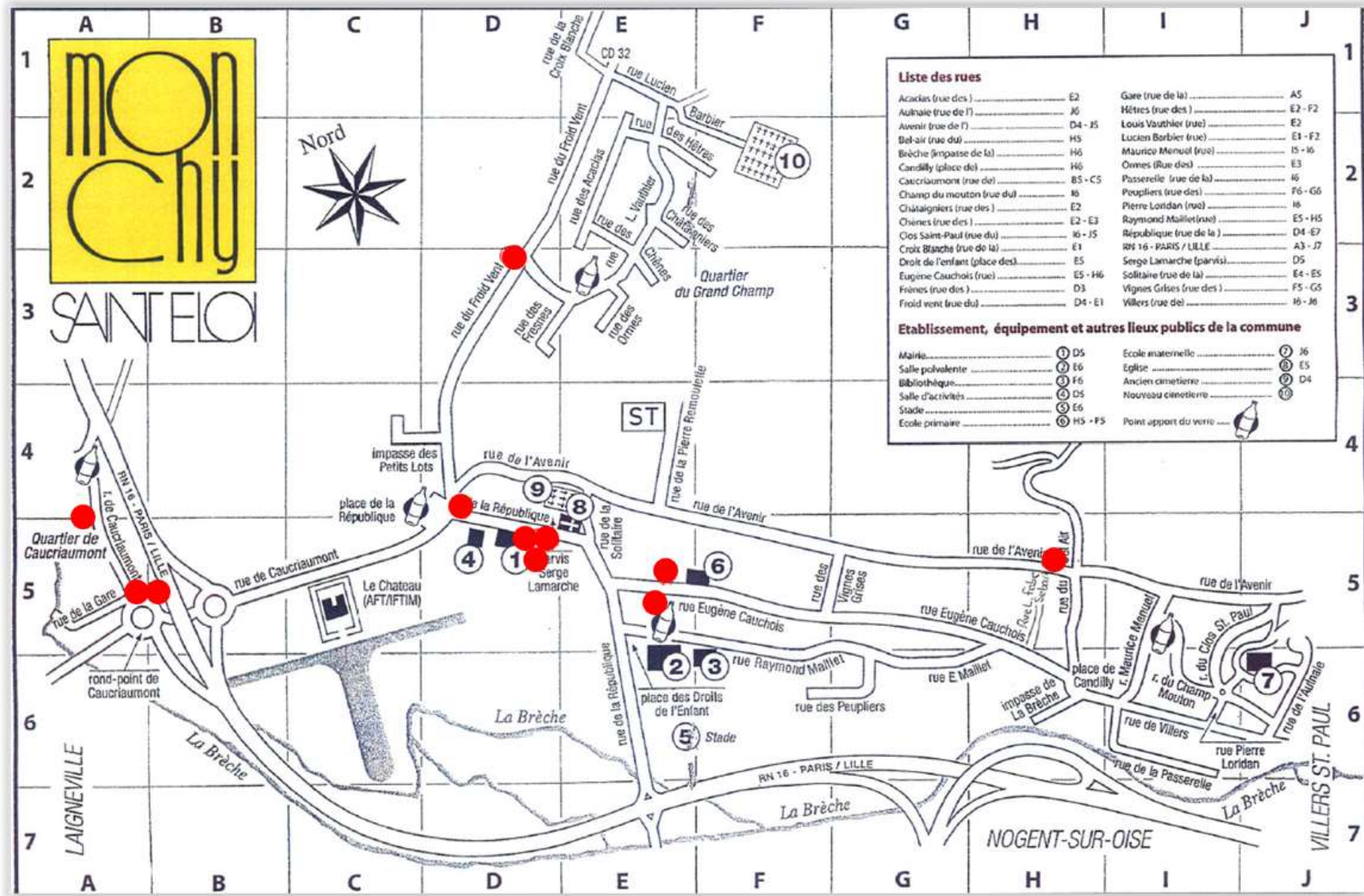
I.4.4 - Le statut d'occupation des résidences principales en 2011

La commune se caractérise par l'importance de l'accession à la propriété. En effet, en 2011, les propriétaires représentent 88.7 % des occupants des résidences principales, chiffre en augmentation par rapport à 1999. Les locataires représentent 10 % des statuts d'occupation, taux en légère augmentation par rapport à 1999. En 2011, 7 logements HLM loué vide sont comptabilisés.

	2011				1999	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
Ensemble	701	100	1952	18	638	100
Propriétaire	622	88.7	1763	19.1	561	87.9
Locataire	70	10	174	7.5	57	8.9
dont d'un logement HLM loué vide	7	1	31	17.1	5	0.8
Logé gratuitement	9	1.3	15	24.9	20	3.1

Les personnes vivant à MONCHY SAINT ELOI restent, en moyenne, de 10 à 19 ans dans le même logement. On note donc un attachement à la commune, notamment lié au cadre de vie.

Carte de localisation des logements vacants, source : Mairie



I.4.5 - Les éléments de confort des résidences principales

Source INSEE 2011

Le niveau de confort a progressé entre 1999 et 2011. En 2011, la plupart des logements est équipé du confort moderne : 96.6 % des ménages occupent un logement équipé d'une installation sanitaire, contre 97.3 % en 1999. 47.7 % des résidences principales sont équipées d'un chauffage central individuel et 32.3% possèdent un système de chauffage « tout électrique ».

	2011	%	1999	%
Ensemble	701	100	638	100
Salle de bain avec baignoire ou douche	677	96.6	621	97.3
Chauffage central collectif	5	0.7	4	0.6
Chauffage central individuel	335	47.8	283	44.4
Chauffage individuel "tout électrique"	227	32.4	270	42.3

Des opérations de réhabilitations, rénovations ont permis d'améliorer le parc de logements à MONCHY SAINT ELOI.

En 2011, 93.2 % des ménages disposaient au moins d'un véhicule, chiffre en stagnation par rapport à 1999. Le nombre et la part des ménages possédant 2 voitures ont augmenté. (+27.7%)

	2011	%	1999	%
Ensemble	701	100	638	100
Au moins un emplacement réservé au stationnement	559	79.7	513	80.4
Au moins une voiture	653	93.2	596	93.4
- 1 voiture	264	37.7	315	49.4
- 2 voitures ou plus	389	55.5	281	44

I.4.6 - Le nombre de pièces par résidences principales

L'analyse des résidences principales en fonction du nombre de pièces est révélatrice des modifications récentes du parc : ainsi, en 1999, le nombre moyen de pièces par résidence principale était de 4,4. En 2011, ce chiffre était passé à 4.7. Une majorité (56.3 %) du parc de logement était composée de 5 pièces ou plus, soit une hausse de 26% par rapport à 1999.

On constate une relative stabilité des petits logements : en 2011, la commune ne comptait 3 logements d'une seule pièce et 21 logements de 2 pièces. On constate une baisse du nombre de logements de taille moyenne (3 pièces) entre 1999 et 2011.

	2011	%	1999	%
Ensemble	701	100	638	100
1 pièce	3	0.4	3	0.5
2 pièces	21	3	25	3.9
3 pièces	81	11.6	90	14.1
4 pièces	201	28.7	229	35.9
5 pièces ou plus	395	56.3	291	45.6

	2011	1999
Nbre moyen de pièces par résidence principale	4.7	4.4
- maison	4.9	4.5
- appartement	2.8	3.3

Source INSEE 2011

I.4.7 - Les mécanismes de consommation du parc de logement / Fonctionnement du marché local

Entre 2003 et 2012, 116 logements ont été commencés à MONCHY SAINT ELOI : 17 logements individuels purs, 19 logements individuels groupés purs et 80 collectifs. Le rythme varie selon les années.

Nombre de logements commencés par nature de projet

Source Sit@del2

	Individuels purs	Individuels groupés	Collectifs	Résidences	Total
2003	2	0	0	0	2
2004	1	0	0	0	1
2005	2	0	0	0	2
2006	0	0	0	80	80
2007	3	0	0	0	3
2008	3	5	0	0	8
2009	2	0	0	0	2
2010	2	0	0	0	2
2011	2	0	0	0	2
2012	0	14	0	0	14
Total	17	19	0	80	116

I.4.8 - Le dispositif d'aide à l'investissement locatif intermédiaire

La loi de finances initiale pour 2013 a créé un nouveau dispositif d'aide à l'investissement locatif intermédiaire dit dispositif « Duflo ». Il consiste en une réduction d'impôt de 18% étalée sur 9 ans, pour la construction ou l'acquisition d'un logement neuf, en contrepartie d'un engagement de location sur la même période, dans le respect de plafonds de loyers et de ressources du locataire (modulés en fonction de la zone d'appartenance de la commune).

Afin de cibler le dispositif sur les communes pour lesquelles le besoin de logements intermédiaires est avéré, seuls les logements situés dans les communes classées en zones A et B1 sont éligibles de plein droit à la réduction d'impôt. Les logements situés dans les communes de la zone B2 ne sont éligibles que sur agrément délivré par le préfet de région après avis du comité régional de l'habitat (CRH).

Le zonage « A/B/C » classant les communes de la plus tendue (A bis) à la moins tendue (zone C) sur lequel s'appuie ce dispositif, vient de faire l'objet d'une révision. Le nouveau zonage, défini par l'arrêté du premier août 2014, **classant les communes par zones géographiques dites A/B/C**, publié au journal Officiel du 6 août 2014, sera applicable le premier octobre pour le dispositif d'investissement locatif intermédiaire.

Cet arrêté classe la commune en zone B1. Elle était classée en zone B2 dans l'ancien dispositif. Ce reclassement modifie les plafonds de loyers et de ressources du locataire, qui doivent respecter les bailleurs pour bénéficier de la réduction d'impôt. Ces plafonds sont fixés par décret et révisés annuellement.

I.5 - Données socio-économiques

I.5.1 Analyse de la population active

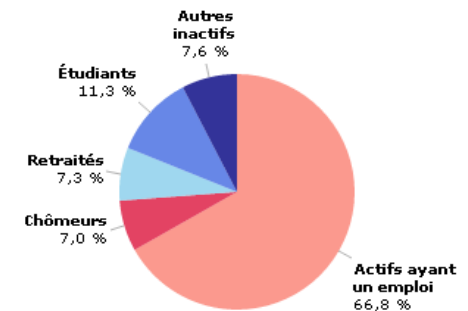
En 2011, MONCHY SAINT ELOI comptait 994 actifs. Le taux d'activité a augmenté entre 2006 (71%) et 2011 (73.8%).

Bien entendu, les actifs ayant un emploi représentent la part la plus importante : 66.8% ; chiffre en augmentation par rapport à 1999 (+ 2.3 points). Les étudiants représentent une part de 11.3 %, suivi des autres inactifs (7.6%) et des retraités (7.3%), puis des chômeurs (7) %.

Concernant la répartition entre les différentes classes d'âges, on constate que les 25-54 ans connaissent le taux d'activité le plus important (92.1%), suivis par les 55-64 ans (43.9%), puis les 15-24 ans (42.6%). Cette répartition se retrouve chez les hommes, comme chez les femmes.

En revanche, on constate que le taux d'activité des hommes (76.9%) est supérieur à celui des femmes (70.6%). Le phénomène est identique pour le taux d'emploi.

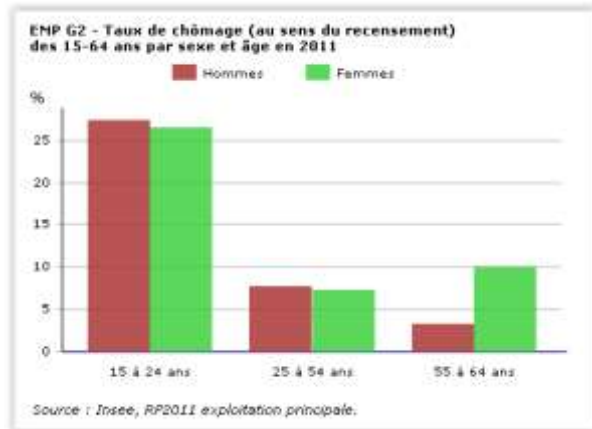
EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2011



Source : Insee, RP2011 exploitation principale.

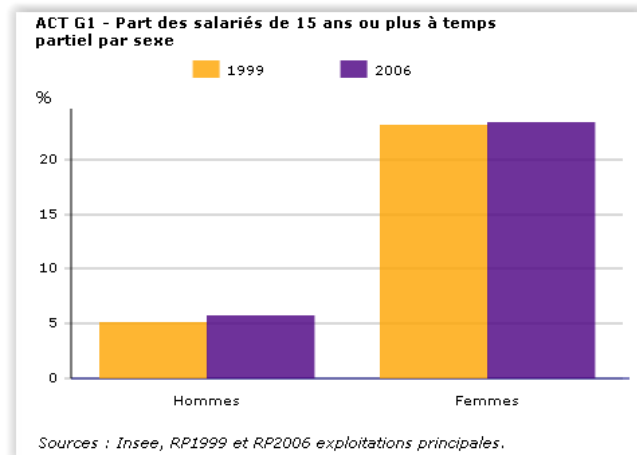
Source INSEE 2011

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	1346	994	73.8	900	66.8
15 à 24 ans	251	107	42.6	78	31.1
25 à 54 ans	843	776	92.1	718	85.2
55 à 64 ans	253	111	43.9	104	41.1
Hommes	684	526	76.9	474	69.3
Femmes	663	468	70.6	426	34.6



	2011	1999
Nombre de chômeurs	94	91
Taux de chômage en %	9.5	9.2
Taux de chômage des hommes en %	9.9	8.5
Taux de chômage des femmes en %	9.0	10
Part des femmes parmi les chômeurs en %	44.7	51.1

Quant au taux de chômage, ce dernier a augmenté entre les 2 derniers recensements (+0.3 points), passant de 9.2% en 1999, à 9.5% en 2011. Il est à noter que le chômage touche plus particulièrement les 15 à 24 ans et les femmes.



Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	904	100	13.8	47.2
Salariés	852	94.2	14	47.8
Non salariés	52	5.8	11.5	38.5

Concernant le statut des actifs ayant un emploi, on constate que la majorité est salariée (94.2%). Le temps partiel représente 13.8% des actifs en emploi et plus particulièrement les femmes, même si cette tendance semble diminuer entre 1999 et 2011.

I.5.2 - Emploi, lieu de résidence et modes de transport

	2011	%	1999	%
Ensemble	904	100	835	100
Travaillent :				
dans la commune de résidence	88	9.7	92	11
dans une commune autre que la commune de résidence	816	90.3	743	89
située dans le département de résidence	562	62.2	510	61.1
située dans un autre département de la région de résidence	1	0.1	1	0.1
située dans une autre région en France métropolitaine	253	28	231	27.7
située dans une autre région hors de France métropolitaine (Dom, Com, étranger)	0	0	1	0.1

Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

En 2011, 88 personnes habitaient et travaillaient à MONCHY SAINT ELOI, soit 9.7 % des actifs de la commune.

L'agglomération CREILLOISE constitue le principal bassin d'emploi des habitants de MONCHY SAINT ELOI : en effet, d'après les données INSEE, 24.90 % des actifs de MONCHY SAINT ELOI travaillent dans l'agglomération. Notons également qu'une partie de la population travaillent dans la région parisienne où 22.41% de la population travaillent.

La commune de MONCHY SAINT ELOI bénéficie donc de pôles d'emplois d'importance dans un rayon inférieur à 10 km.

Ainsi au total, d'après les données INSEE, 46.06 % des actifs exercent un emploi dans un rayon inférieur à 10 kilomètres, 12, 45% entre 10 et 15 kilomètres, 8.71% entre 15 et 20 kilomètres et 32.78 travaillent à plus de 20 kilomètres.

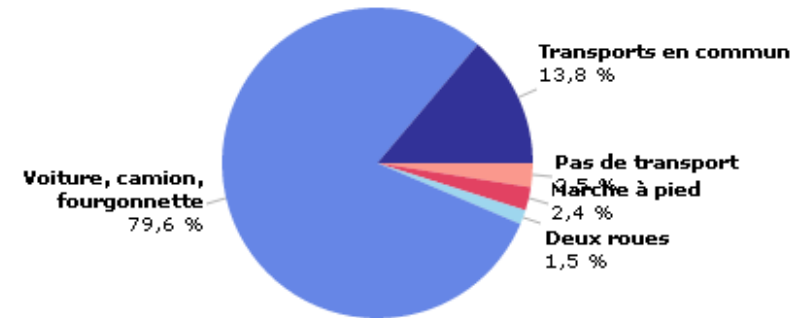
D'après les données INSEE, 62.2% des actifs ayant un emploi travaillent et habitent dans le département de la résidence et 28 % des actifs ayant un emploi travaillent dans une autre région.

En reprenant le diagnostic et la composition des logements, on a pu constater que les ménages possédaient au moins 1 voire 2 véhicules. Ce constat atteste du besoin de mobilité lié au lieu de travail mais aussi aux bassins de vie. Ainsi, d'après le tableau ci-dessous, 88.3 % des actifs utilisent une voiture pour se rendre sur leur lieu de travail. A noter que :

- 2.5% des actifs de MONCHY SAINT ELOI n'utilisent pas de transport : ce chiffre correspond à des personnes habitant et travaillant à MONCHY SAINT ELOI,
- 2.4 % des actifs pratiquent la marche à pieds,
- 13.8% des actifs utilisent les transports en commun.

A souligner qu'il y a 18.7 % des actifs de MONCHY SAINT ELOI qui utilisent des solutions de transports alternatives à la voiture individuelle ou aux deux roues.

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2011



Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.
Source : Insee, RP2011 exploitation principale.

I.6 - Activité agricole

L'aménagement de l'espace rural doit être harmonieux en favorisant le développement des activités agricoles, artisanales, industrielles, commerciales et touristiques et du logement dans les communes rurales dans le cadre défini par l'article 121.1 du code de l'urbanisme. Ce développement équilibré passe par une occupation rationnelle de l'espace où chaque activité peut s'exercer sans gêner les autres. Dans ce cadre, la protection de l'activité agricole dont les fonctions économiques, environnementales et sociales sont reconnues est un impératif.

I.6.1 - Une politique raisonnée d'aménagement de l'espace rural

Cette politique doit permettre :

- d'éviter la destruction de l'espace agricole, compte tenu des contraintes pesant sur la réalisation ou l'adaptation des bâtiments d'élevage, sur la possibilité d'épandage des effluents d'exploitation ou des boues et en considérant que la cohérence de cet espace est indispensable au maintien et au développement d'une activité agricole viable,
- d'éviter, durablement, les conflits entre la pratique de l'activité agricole et les résidents (nuisances, bruits, etc. ...),
- d'éviter la dispersion de l'habitat (mitage) qui engage les collectivités locales dans des dépenses d'équipement et de fonctionnement qui grèvent exagérément leur budget,
- la construction d'habitations, la réhabilitation du patrimoine bâti existant et l'implantation d'activités non agricoles, sous condition de ne pas gêner les activités existantes.

I.6.2 - Des objectifs de développement

Dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, les objectifs d'évolution de la commune doivent être clairement définis, en tenant compte des activités qui s'y exercent (dont l'activité agricole), de ses ambitions (y compris pour l'agriculture et l'occupation de l'espace) et des moyens financiers de la collectivité. Par ailleurs un diagnostic sur l'activité agricole de la commune (repérage des sièges d'exploitation, âge des exploitants, successeur, production principale, ...) doit être réalisé. Cette analyse des activités agricoles doit être intégrée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable. En fonction de ces objectifs, les zones à urbaniser ou à vocation artisanale et industrielle seront déterminées selon des dimensions appropriées en évitant deux écueils :

- le gaspillage de l'espace par un surdimensionnement des zones qui empêche les investissements agricoles sur des superficies qui ne seront jamais utilisées,
- le blocage du développement de la commune par des zones trop restreintes.

Les projets de zones d'activités devront être portés par des structures intercommunales. Une réelle concertation entre ces structures permettra d'éviter l'émergence de plusieurs projets « concurrents » dans certains secteurs.

I.6.3 - Une réelle protection de l'agriculture

Dans les documents d'urbanisme, les zones agricoles doivent être vastes et homogènes et conçues comme des zones prioritaires pour l'activité agricole. Elles doivent être suffisamment importantes et communiquer entre elles. Elles ne doivent pas être le territoire résiduel entre les points d'urbanisation et les voies de communication. On évitera la dispersion générale de l'habitation en dirigeant le développement de l'urbanisation autour de l'agglomération existante et en limitant les zones constructibles aux hameaux existants. Il conviendra de prêter la plus grande attention à la situation des sièges d'exploitation et des installations d'élevage par rapport aux zones urbanisées ou à urbaniser, compte tenu des distances imposées lors de tout projet de construction ou d'extension des élevages. Les exploitations d'élevage disposent d'installations pouvant présenter des nuisances pour le voisinage dont l'aménagement ou le développement est soumis à l'application de réglementations sanitaires très strictes (Règlement Sanitaire Départemental - R.D.S. - ou législation sur les installations classées).

Selon la taille et la nature des troupeaux, ces réglementations impliquent, pour toute construction liée à l'élevage, le respect d'un recul de 50 à 100 m selon les cas, de toutes habitations de tiers ou des limites d'urbanisation. Il est donc nécessaire de prendre en compte ces contraintes d'éloignement et d'éviter l'implantation de nouvelles zones d'habitat à proximité des pôles d'élevage susceptibles de se développer. L'enclavement des sièges d'exploitation, dans le tissu urbain, est à éviter absolument. Concernant les distances d'éloignement des bâtiments et les installations d'élevage, il convient de veiller au strict respect du principe de réciprocité. Exceptionnellement, des avis favorables à des demandes de dérogations à ces règles de distance pourront être envisagés après s'être assuré que le projet ne compromette le développement futur de l'exploitation agricole concernée et à condition qu'il existe déjà des habitations proches, que le projet se situe dans une zone urbanisable n'ayant plus une vocation agricole et ne contribue pas à l'étalement urbain.

Dans le cadre des P.L.U., les principes suivants doivent être pris en compte pour la définition des zones agricoles et naturelles :

- la zone agricole (A) se doit d'inclure toutes les parcelles sur lesquelles s'exerce une activité agricole quelle qu'elle soit. Il s'agit des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Cette activité peut également avoir un rôle environnemental.
- la zone naturelle (N) se doit d'inclure uniquement les parcelles comportant un intérêt environnemental reconnu, les parcelles sur lesquelles pèse une réglementation existante interdisant la construction.

La délimitation des secteurs constructibles dans ces zones naturelles devra être strictement limitée aux zones ayant perdu leur vocation agricole.

1.6.3.1 - La Superficie Agricole Utilisée (SAU)

La commune s'étend sur une superficie totale de 388 hectares, dont aucune superficie n'est utilisée par l'agriculture en 2010 (en comptabilisant les surfaces agricoles utilisés par les agriculteurs de MONCHY SAINT ELOI sur les autres communes). A noter la part de territoire occupée par les surfaces boisées et en eaux.

On peut constater une disparition de la SAU entre 1988 et 2010.

En comparaison avec l'ensemble du territoire, on peut remarquer que MONCHY SAINT ELOI ne représente rien de la SAU du département, de la région et du canton.

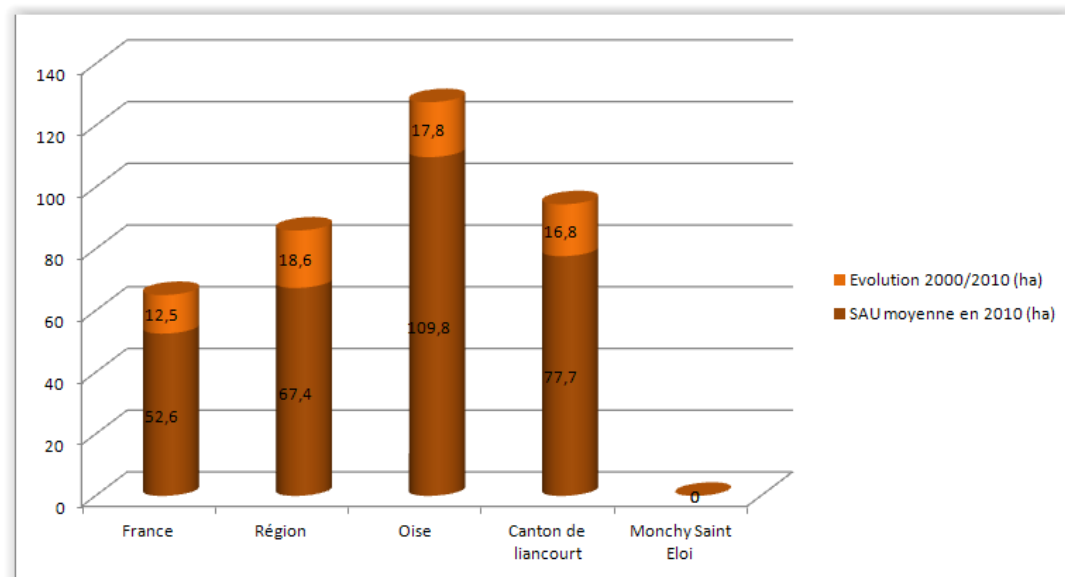
<i>Source : RGA 2010</i>	1988	2000	2010
SAU communale	6	0	0

Source : Ministère de l'agriculture source 2010

1.6.3.2 - L'occupation des sols

La commune de MONCHY SAINT ELOI, disposant d'une SAU total nulle, ne comporte alors aucune surface de terre labourable et de superficie toujours en herbe. Cela s'explique par l'implantation de la commune en bordure d'agglomération et de ses vastes étendues d'espaces forestiers.

SAU moyenne des exploitations (ha)



Source : RGA 2010	1988	2000	2010
Terres labourables	0	0	0
Superficie toujours en herbe	0	0	0

Source : Ministère de l'agriculture source 2010

I.6.3.3 - Caractérisation des exploitations agricoles

En 2010, il n'existait aucune exploitation professionnelle sur la commune. On peut constater une baisse de cet effectif depuis 1988. Il s'agit d'une tendance générale à l'échelle du département.

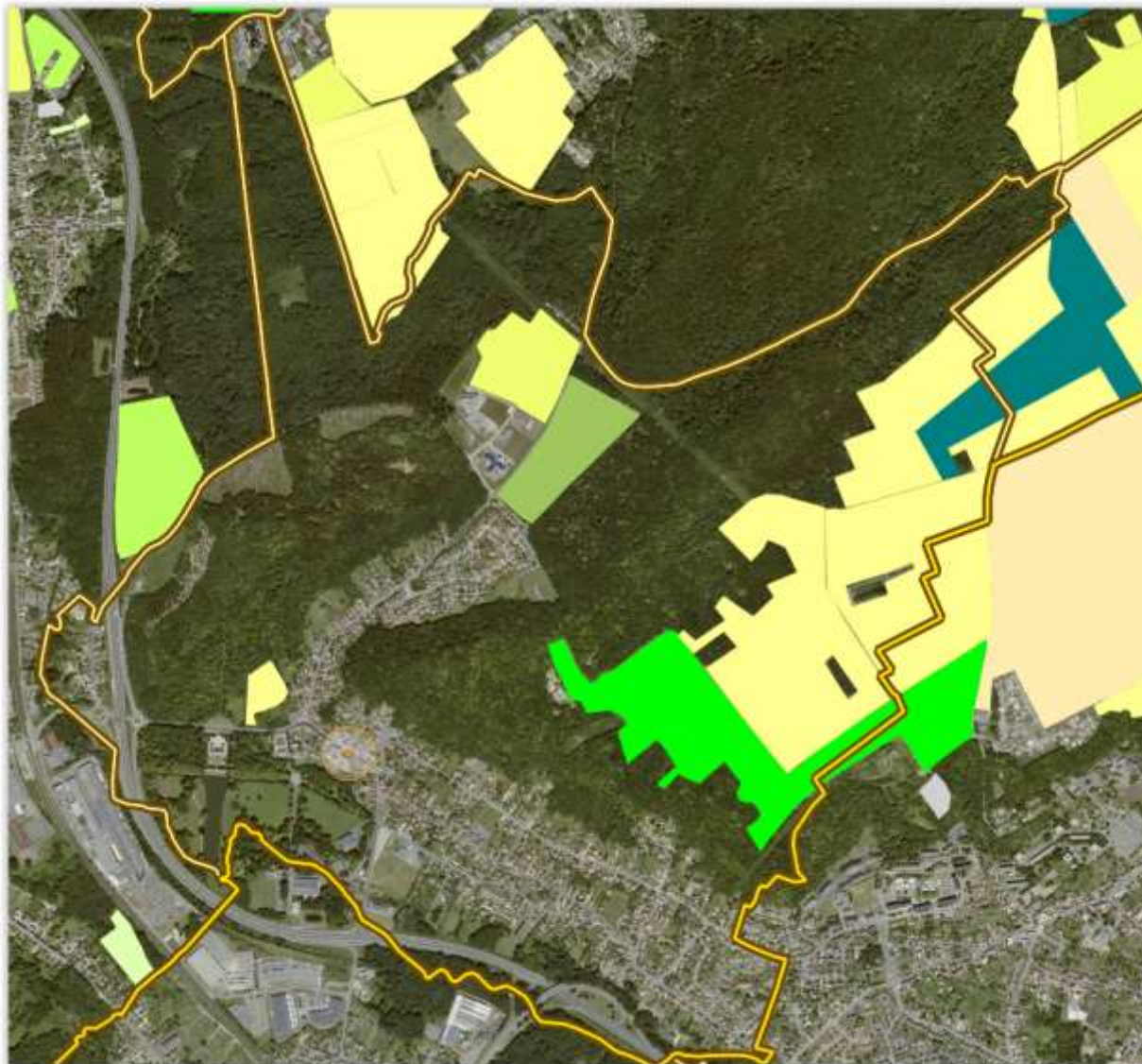
Dans le même temps, la surface moyenne des exploitations a augmenté, confirmant ainsi la tendance d'un agrandissement des structures. En 2010, il est à noter que la SAU moyenne des exploitations de MONCHY SAINT ELOI est nettement inférieur à la SAU moyenne départementale (109.8ha).

Source : RGA 2010	1988	2000	2010
Nombre d'exploitations	3	0	0
SAU moyenne des exploitations	6	0	0

D'après le RGA 2010, le territoire de MONCHY SAINT ELOI ne dispose pas d'orientation technico-économique. Vu qu'il n'existe pas d'exploitation agricole, il n'y a ni culture céréalières, ni élevage sur le territoire communal.

Il existe bien des terres agricoles sur le territoire de MONCHY SAINT ELOI, avec existence de baux. Certes il n'y a plus de sites d'exploitation mais des terres sont cultivées ou en pâture. A ce sujet, les données issues de Géoportail (page suivante) confirment la présence de terres agricoles.

I.6.4 - L'activité agricole à MONCHY SAINT ELOI



Ilots de culture 2012, source : géoportail.

I.7 - Activités artisanales, industrielles, commerciales et de services

I.7.1 - Les activités implantées dans la trame urbaine

Les habitants ne bénéficient pas de services de proximité, de commerces, de services de santé et d'activités artisanales et industrielles.... Lorsque ces services sont insuffisants, les habitants de MONCHY SAINT ELOI se dirigent essentiellement vers plusieurs pôles structurant : CREIL par exemple.

D'autre part, MONCHY SAINT ELOI possède un tissu économique diversifié. En effet, la commune est le siège de diverses activités artisanales, commerciales ou de services : boulanger, bar tabac, pharmacie, ...

I.7.2 - Le site de l'entreprise AFTRAL

A noter, la présence d'un site économique AFTRAL, consacrée au transport (formation professionnelle).



Le campus de MONCHY SAINT ELOI est le site pilote des écoles ISTEI (institut supérieur du transport et de la logistique internationale).

Il regroupe toutes les formations proposées par l'ISTEI, du bac +2 au bac+5, en temps plein ou en alternance. S'y ajoutent des formations dédiées à des grands groupes.

Un service d'hébergement et de restauration est également disponible sur le site.

L'entreprise se situe également sur le territoire de NOGENT SUR OISE.

I.7.3 - La zone de la Croix Blanche sur 13 hectares

Le syndicat intercommunal du Parc d'Activités Multi-Sites de la Vallée de la Brèche, créé en 1999, avec les villes de Laigneville, Monchy Saint-Eloi, Mogneville et Nogent sur Oise, s'était fixé comme objectifs :

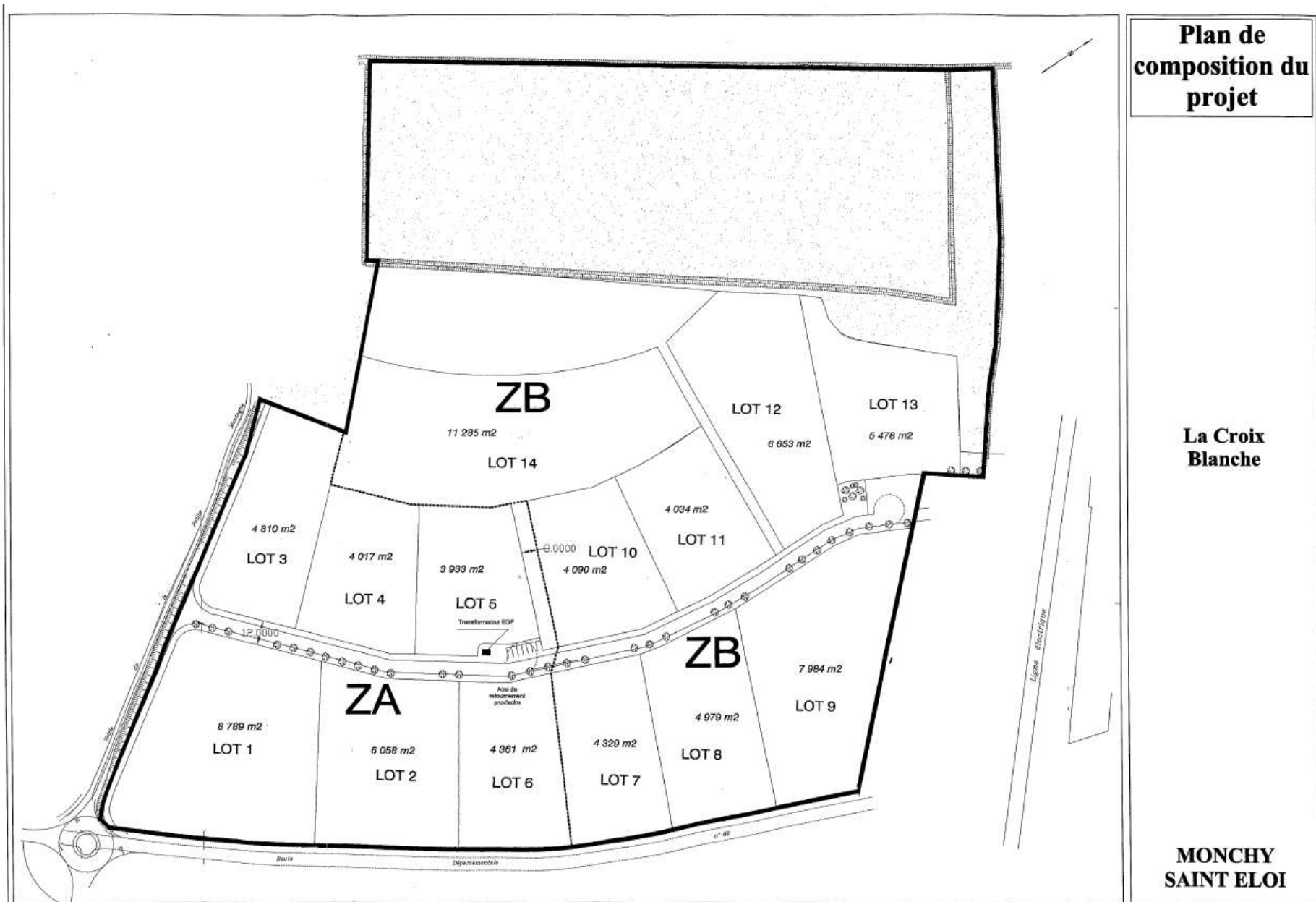
- le recentrage des activités du groupe Montupet sur l'ex site Desnoyers de Laigneville avec le maintien d'environ 800 emplois dans l'industrie automobile.
- la création de quatre parcs d'activités.

A ce jour,

- Réalisation terminée de la réhabilitation du site industriel Montupet
- Parc d'activités de Saulcy à Nogent sur Oise, achevé sur environ 80000 m² et installation de plusieurs entreprises commerciales conduisant près 100 emplois sur 47000 m² vendus, ce chiffre sera en augmentation prochainement.
- Parc d'activités de la Croix blanche à Monchy Saint Eloi, première tranche aménagement terminée et implantation de quatre établissements :
 - Asdapa
 - Comitrans
 - Ehpad de plus de 80 lits
 - Fondation Léopold Bellan

L'extension de la zone a été prévue lors d'un permis d'aménager. Le plan de composition parcellaire est joint page suivante. Au total, ce sont 14 parcelles proposées de nouvelles implantations économiques et de services.





I.8 - Les équipements publics

I.8.1 - Les réseaux

I.8.1.1 - Eau Potable

La communauté de communes du Liancourtois (Vallée Dorée) est compétente en matière de gestion de l'eau potable.

Enjeux Environnementaux



Le captage d'alimentation de MONCHY SAINT ELOI en eau potable se situe sur la commune de LABRUYERE.

La commune ne fait pas partie d'un périmètre de captage.

La carte ci-contre en atteste.

I.8.1.2 - Assainissement

L'assainissement est géré par la communauté de communes du Liancourtois. L'assainissement est collectif pour toute la commune. Une station d'épuration est présente sur le territoire communal : sa capacité est prévue pour 27 000 équivalent habitants. Actuellement 24000 foyers sont raccordés.

I.8.1.3 - Voirie

❖ Les typologies de voiries

Plusieurs voies marquent le territoire communal. Celui-ci est traversé par plusieurs routes départementales :

- RD 62, axe principal, parcourant la commune du Nord au Sud,
- RD 1016, 2x2 voies avec un trafic important permettant de relier l'agglomération Creilloise et la ville de Beauvais. Elle se connecte au bourg et permet d'accéder à la RD 62.
- RD200, qui passe par le sud de la commune, mais ne desservant pas le bourg.

Les autres voies sont secondaires et supportent un trafic moins important : ce sont des voies communales et chemins ruraux.

❖ Les conditions d'aménagement des abords des principaux axes routiers

La législation relative à la protection de l'environnement a été renforcée notamment par la loi BARNIER du 2 Février 1995. Un des objectifs est d'éviter les désordres urbains constatés aujourd'hui le long des vies routières et autoroutières, d'éviter l'implantations linéaire d'activités ou de services le long de ces voies, en méconnaissance des préoccupations d'urbanisme, architecturales et paysagères.

« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou implantations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.(...) ».

Sur la commune de MONCHY SAINT ELOI, aucune information n'est donnée concernant l'aménagement des abords des principaux axes routiers.

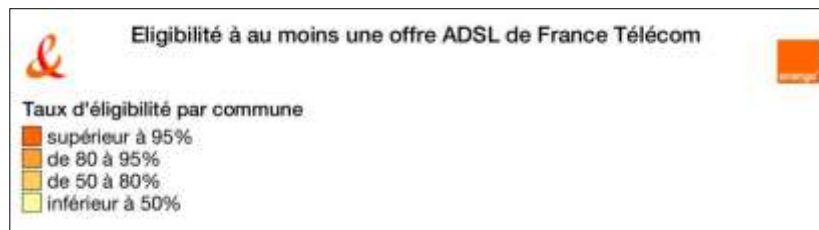
❖ L'insécurité routière et trafics routiers

Nous ne disposons pas d'éléments relatifs à l'accidentologie sur la commune de MONCHY SAINT ELOI.

I.8.1.4 - Desserte numérique du territoire

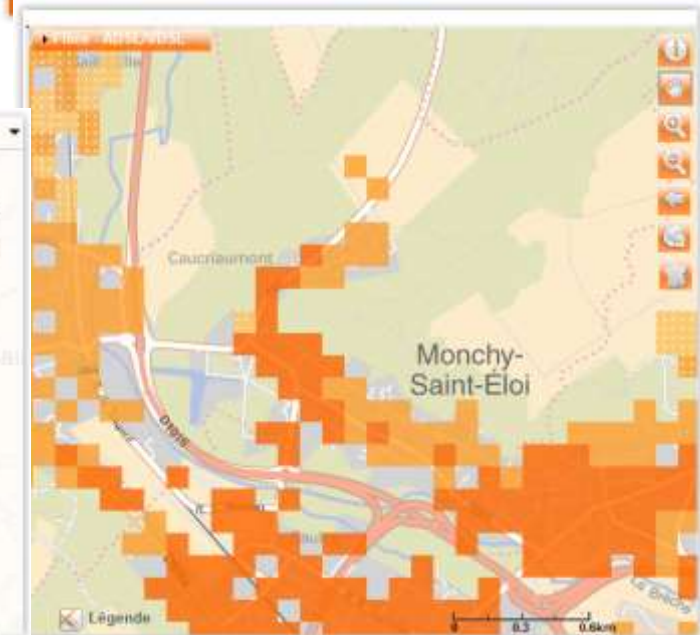
L'ADSL est aujourd'hui la technologie dominante des accès à internet haut débit (95% des abonnements haut débit sont des abonnements ADSL). France Télécom publie des cartes à l'échelle communale sur le taux de lignes téléphoniques "éligible au moins à une offre ADSL de France Télécom".

D'après ce document, le taux d'éligibilité à l'ADSL est supérieur à 95 % à MONCHY SAINT ELOI.



D'après la cartographie des débits ADSL, réalisée par le site Orange, on peut constater que le territoire bénéficie d'une bonne connexion. La commune se trouve dans une zone de puissance comprise entre 2 et 50 Mb/s. Le centre bourg est même doté d'un niveau de connexion supérieur à 10Mb/s.

Le site internet ARIASE précise que la connexion Internet par ADSL et l'accès aux différents services (dégrouper la télévision par ADSL) dépendent à la fois du niveau d'équipement du NRA (central téléphonique) depuis lequel le logement est raccordé, et des caractéristiques de la ligne téléphonique.



NRA situés dans MONCHY SAINT ELOI

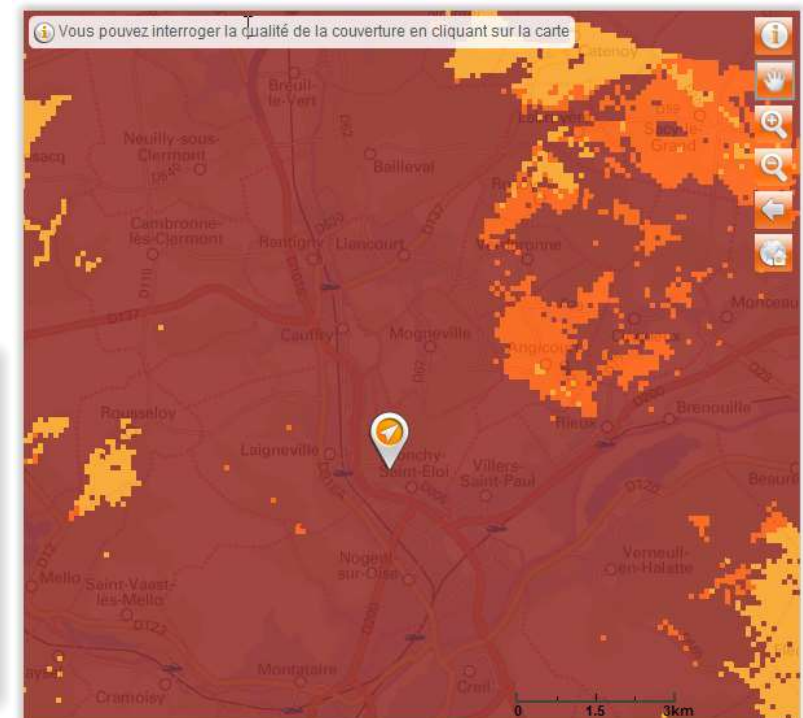
Code	Nom	Nombre de lignes	Dégroupage
CRN60	CREIL NOGENT	12 000	5 opérateurs

La commune de MONCHY SAINT ELOI est desservie par une centrale téléphonique située sur le territoire de la commune voisine. Cette implantation de NRA explique les bons débits que l'on retrouve sur les zones bâties.

D'après le site internet ARIASE, il est précisé que la commune de MONCHY SAINT ELOI ne dispose pas de réseaux FTTH ou FTTLa (fibre optique). De plus, à MONCHY SAINT ELOI, certains fournisseurs d'accès commercialisent des forfaits Internet haut-débit via un réseau WiMax (technologie hertzienne / ondes radio).

L'opérateur Orange fournit également des données relatives à la couverture du réseau 2G, 3G et 4G : la commune de MONCHY SAINT ELOI bénéficie au niveau du bourg d'une couverture en 4G, 3G et H+ de qualité "BONNE" : « *vosre équipement mobile devrait fonctionner dans la plupart des cas à l'extérieur et dans certains cas à l'intérieur des bâtiments* ». Pour le réseau 2G, la qualité de couverture est qualifiée de « TRES BONNE » : « *vosre équipement mobile devrait fonctionner à l'extérieur et dans certains cas à l'intérieur des bâtiments* ».

Pour assurer la cohésion et le développement du territoire départemental et garantir à tous les Isariens l'égal accès aux nouvelles technologies, le Conseil général s'est engagé dans une politique volontariste en investissant constamment depuis 2004 dans le domaine du haut-débit. Aujourd'hui l'Oise est couverte à 99,6 % et l'Oise est devenu un véritable Département pionnier dans le numérique.



Un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) a été élaboré. Ce dernier va organiser le passage de l'ensemble du département au Très haut Débit pour les 10 ans à venir et il a retenu la technologie FTTH (Fiber to the Home). Cette technologie, qui consiste à amener directement la fibre optique jusqu'aux foyers et non plus seulement jusqu'aux centraux téléphoniques, permettra d'offrir des débits à 100 Mbps et au-delà. S'appuyant sur un réseau existant de 1 100 km de fibre existants dans le Département, la FttH ajoutera 1 400 km supplémentaires de réseau structurant pour apporter la fibre jusqu'à l'abonné.

Les communes ont été appelées à participer à ce grand virage du numérique en rejoignant le Syndicat mixte Oise Très Haut Débit, créé le jeudi 6 juin 2013. Il a vocation à créer les meilleures conditions possibles pour le déploiement de la fibre optique dans l'Oise. De nombreuses communes isariennes y adhèrent ; le Conseil général ayant associé dès le début du projet THD pour l'Oise toutes les communes et EPCI pour réussir ensemble ce grand virage du numérique.

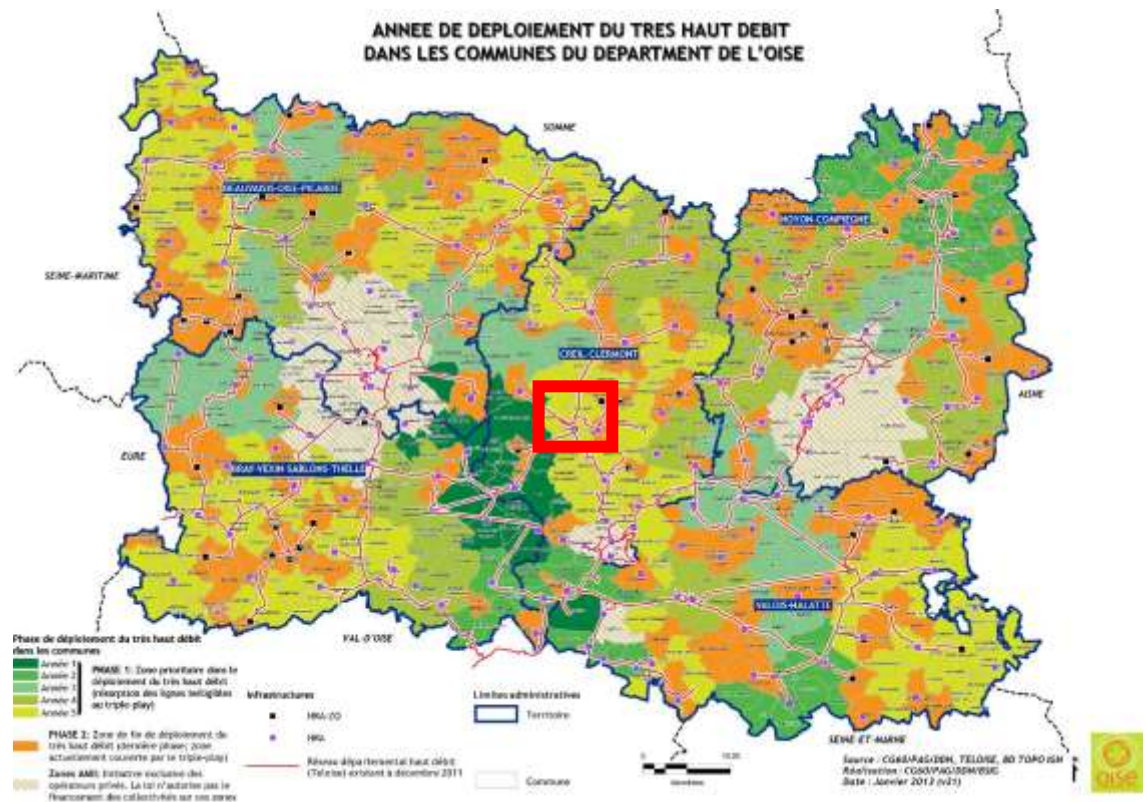
Les premiers raccordements bénéficieront en priorité aux zones grises où le débit est inférieur à 2Mbps n'autorisant pas le triple play. Cette première étape vers le très haut-débit nécessitera cinq à sept ans et la couverture totale du territoire en fibre sera réalisée en moins de dix ans. (Source : CG Oise)

D'après la cartographie ci-joint, la commune de MONCHY SAINT ELOI se situe dans la 5^{ème} phase de déploiement du très haut débit (programmation pour la 5^{ème} année).

Par ailleurs, il paraît important de porter à connaissance l'article L49 du code des postes et des communications électroniques (CPCE) introduit par la loi relative à la lutte contre la fracture numérique du 18 décembre 2009, dite loi Pintat. Cet article vise à faciliter les déploiements de réseaux de communications électroniques à très haut débit et d'en réduire les coûts en offrant aux collectivités et aux opérateurs la possibilité de mettre à profit ces travaux pour installer leurs propres infrastructures destinées à recevoir des câbles de communications électroniques.

En outre, cette mutualisation des travaux effectués sur la voirie évitera des interventions successives et limitera la gêne aux usagers.

La Communauté de Communes prend la compétence en Haut Débit.



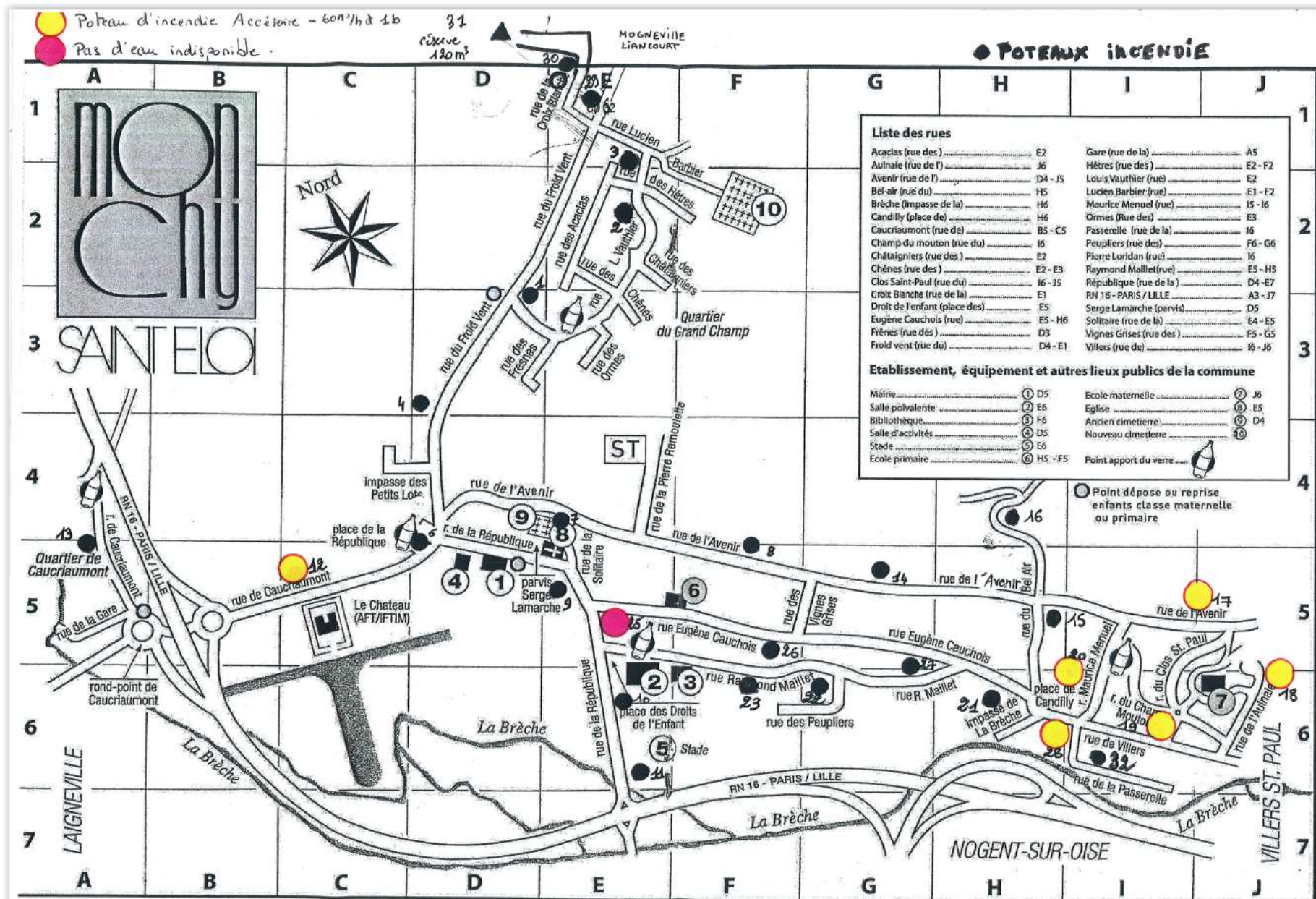
I.8.1.5 - Défense incendie

Une carte de localisation des hydrants se trouve page suivante. Une liste reprenant dans le détail chaque hydrant est jointe en annexe.

NOMENCLATURE DES FOURNITURES

MATERIAUX & MATERIELS RESERVE INCENDIE

	Matériaux	Utilisation	Fiche technique du produit	PROVENANCE
			Produit proposé par l'entreprise	
<u>RESERVE INCENDIE</u>	<p>Reservoir 120 m3 en acier</p> <p>PEHD Eau potable</p> <p>Borne incendie</p>	<p>Réserve incendie</p> <p>Alimentation réserve incendie</p> <p>Borne de pompage sur réserve incendie</p>	<p>Réservoir en acier simple Ø 3000 120 000 litres avec piquage à bride tournante DN 100 pour poteau Equipée d'un robinet à flotteur intégré PEHD bande bleue Ø 63 Poteau d'aspiration PA type EMERAUDE pour réservoir Serie A195</p>	<p>AMTP à WAVRIN 59 136</p> <p>SECOTUB BAYARD</p>



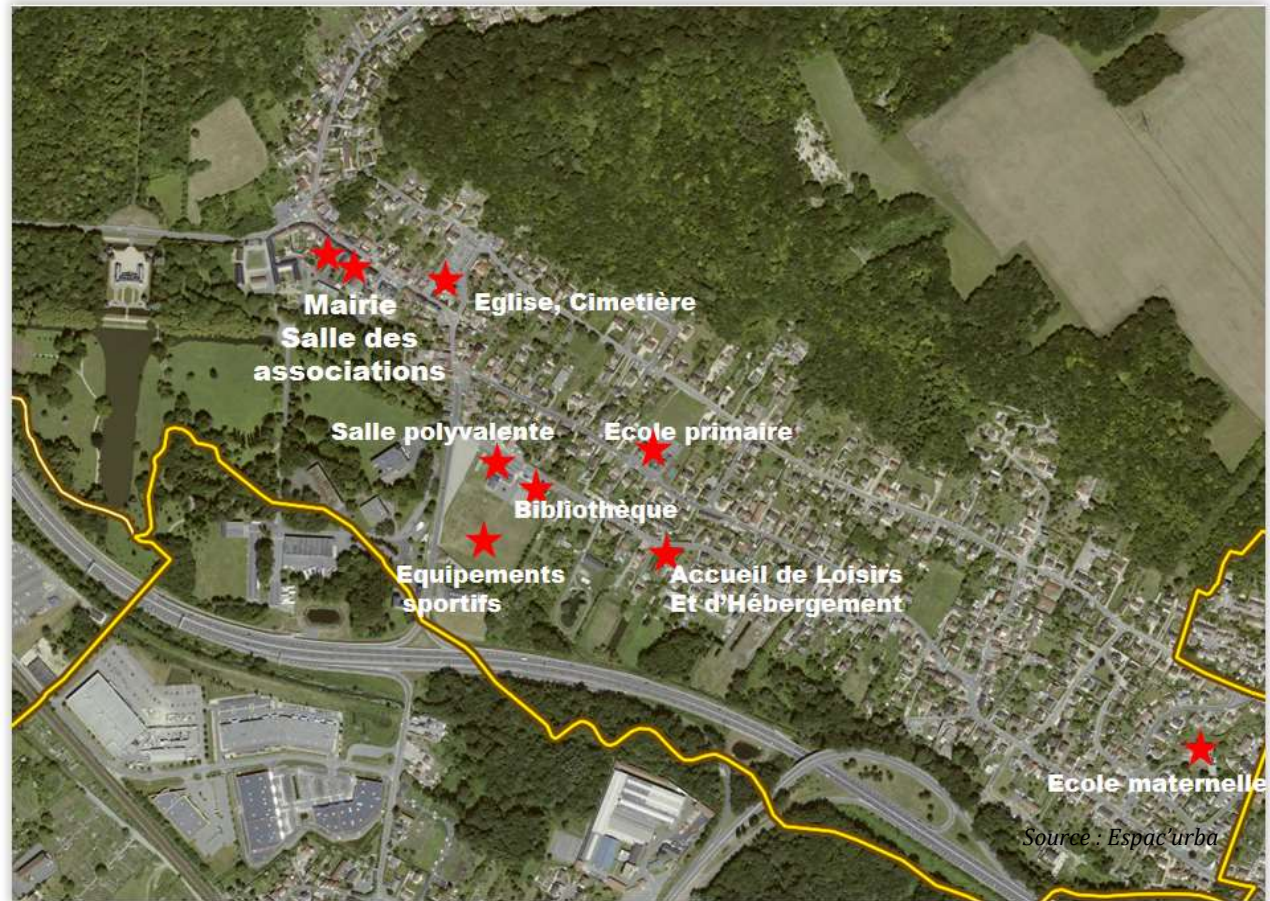
I.8.2 - Les équipements publics

Sur la commune de MONCHY SAINT ELOI, on note la présence de plusieurs d'équipements publics : mairie, église, écoles (primaire et maternelle), Bibliothèque, Salle associations, salle polyvalente, cimetières (Rue Barbier et de la République), cantine scolaire, services techniques et les serres municipales. Un bâtiment situé Rue Maillet accueille les activités périscolaires.

Ces équipements sont répartis sur un seul site et sont tous regroupés dans le bourg. L'école maternelle et le deuxième cimetière sont excentrés.

I.8.2.1 - Les cimetières

Les cimetières de MONCHY SAINT ELOI se situent autour de l'église (rue de la république) et à Froidvent (Rue Lucien Barbier). 349 sépultures sont occupées Rue de la République contre 85 à Froidvent. Aucun projet d'extension n'est prévu. Une procédure de reprise de concession a été engagée. A noter la présence d'un espace cinéraire, columbarium, cave urnes et jardin du souvenir.



I.8.2.2 - L'école et l'enseignement

La commune de MONCHY SAINT ELOI dispose d'une école primaire et d'une école maternelle. La répartition s'effectue de la manière suivante :

- 4 classes pour l'école maternelle (avec dortoirs pour les petits) avec 4 professeurs titulaires et 2,5 ATSEM : 4 classes dans 2 locaux différents dont 1 modulaire
- 6 classes du CP au CM2 avec 6 professeurs titulaires : dans 1 seul établissement.

La commune a mis en place les activités périscolaires. Une équipe accueille les enfants du lundi au Vendredi de 7h à 8h20, de 11h45 à 13h20 et de 16h30 à 19h.

Répartition des élèves de MONCHY SAINT ELOI par niveau d'enseignement

Niveau d'enseignement dans la commune	Nombre d'enfants scolarisés	
	Dans la commune	Hors de la commune
Maternelle	96	5
Primaire	162	13
Collège	0	107
Lycée	0	75
Enseignement supérieur	?	?

Suivant la carte scolaire, les collégiens se rendent à VILLERS SAINT PAUL et les lycéens à MONTATAIRE. Ainsi, deux lignes de bus scolaire passent par MONCHY SAINT ELOI :

- Ligne COL.VSP - Collège Emile Lambert Villers- saint Paul
- COLCAUFFRY - Collège du Marais Cauffry

Les lycéens se dirigent vers la commune de MONTATAIRE (filrière générale) et NOGENT SUR OISE (filrières techniques).

La desserte des bus scolaire s'effectue en 3 arrêts :

- Mairie ;
- Lotissement ;
- Candilly.

I.8.2.3 - Les équipements sportifs et associatifs

La commune dispose de plusieurs équipements sportifs. Il se localise en continuité du

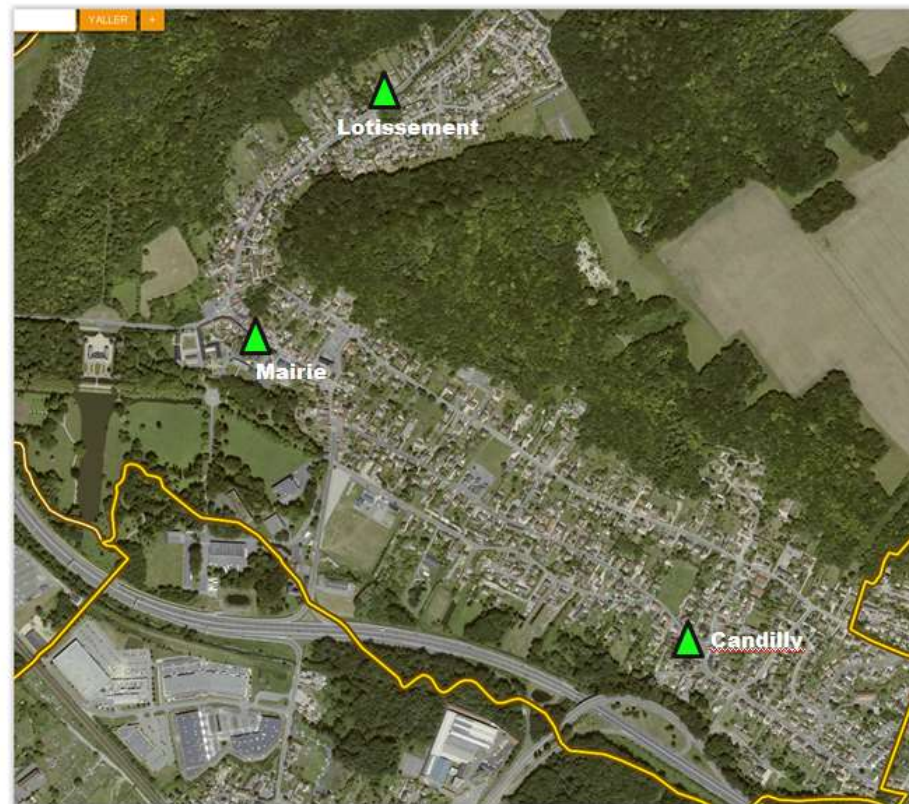
Bourg. Il s'agit :

- d'un terrain de football ;
- d'une aire de jeux ;
- d'une salle de dance et de karaté.

Les associations présentes sur le territoire de MONCHY SAINT ELOI sont nombreuses et diversifiées concernant la culture, la solidarité, le sport ou l'art de vivre :

- Animation le petit prince;
- Entente pongiste Monchy/Laigneville;
- Danse Modern'Jazz;
- Danse de Salon;
- Danse de Country;
- Gymnastique Féminine;
- Randonnée « Monchy La Galoche »;
- Pétanque;
- Yoga;
- Karaté-Do;
- La corbeille aux idées
- Loisirs et découvertes
- 4x4
- FC Monchy Saint Eloi;
- AAPMA « La truite »

LOCALISATION DES ARRETS DE BUS



 **Arrêts de bus des scolaires**

- Chasse communale;
- Batterie Fanfare Monchy/Laigneville
- Ensembles et Solidaires : UNRPA
- Comité de quartier
- CLPE

Source : Espac'urba

I.9 - Les services

I.9.1 - Les services de proximité

La commune de MONCHY SAINT ELOI dispose de plusieurs services de proximité :

- | | |
|---------------|------------------------|
| - Médecin | - Garage |
| - Boulangerie | - Bar/tabac |
| - Pharmacie | - Plombiers |
| - Boucherie | - Infirmières |
| - Coiffeur | - Taxi |
| - Auto-école | - Coiffeurs à domicile |

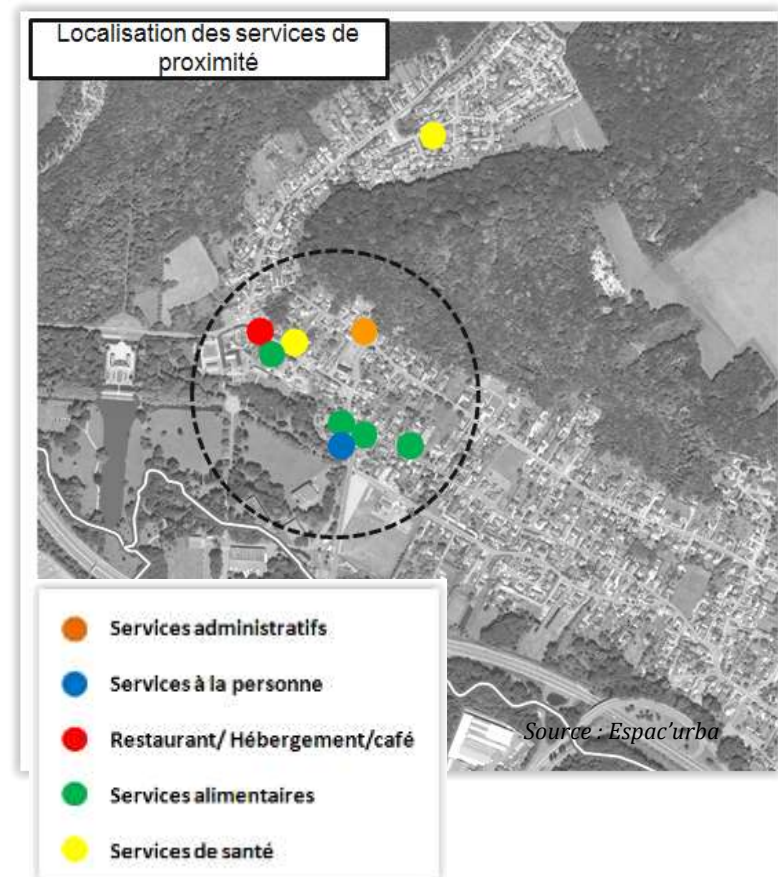
Il existe un commerce ambulant : un poissonnier et épicerie.

- Portage des repas

Suivant cette carte, la majeure partie des services de proximité se situent dans le centre-ville. En effet, ils se situent au cœur d'un centre historique de la ville. Ce centre historique est à l'heure actuelle dynamique. L'enjeu du PLU sera de pérenniser ces services afin de garantir une offre de qualité aux habitants de la commune. Malgré tout, les habitants peuvent se tourner vers d'autres communes (CREIL, VILLERS SAINT PAUL...) s'ils souhaitent utiliser d'autres services non présents sur la commune. Les bassins de vie se situent essentiellement dans la communauté d'agglomération de CREIL.

I.9.2 - Déchets ménagers

La communauté de communes du Liancourtois (Vallée Dorée) gère la gestion des déchets. Le ramassage s'effectue une fois par semaine. La communauté de communes a également mis en place le tri sélectif. MONCHY SAINT ELOI fait partie d'une zone test pendant 2 ans : ramassage de 2 flux : ce qui se recycle et ce qui ne se recycle pas au porte à porte. Les déchets verts sont ramassés au porte à porte du 1^{er} mars au 30 novembre, chaque semaine. Les encombrants sont retirés à la demande.



I.10 - L'animation, le tourisme et les possibilités de loisirs

La commune de MONCHY SAINT ELOI offre plusieurs possibilités de loisirs et de détente :

- Chemins de randonnées,
- Forêt et bois,
- Chasse, pêche,
- Etang communal de 900 m²,
- Equipements sportifs,
- Associations.

Dans un rayon de 15 kms, plusieurs sites remarquables sont présents :

- Chantilly,
- Le musée du cheval,
- Un hippodrome,
- Le musée de Senlis,
- La ferme pédagogique de Saint Paul,
- La base nautique,
- Le cinéma de Montataire,
- ...



Plus proche de MONCHY SAINT ELOI, le parc Chèdeville, situé à MOGNEVILLE, offre des activités socio éducatives sur 6 hectares.



Château de Chantilly



La ferme pédagogique de Villers Saint Paul



Le musée de Senlis

I.11 - Synthèse

✧ Contexte intercommunal

Communauté de Communes	<ul style="list-style-type: none"> La commune adhère à la Communauté de communes du Liancourtois (Vallée Dorée) ;
Pays	<ul style="list-style-type: none"> MONCHY SAINT ELOI fait partie du syndicat mixte du Grand Creillois et Vallées Bréthoise ;
Documents de planification et programmes intercommunaux	<ul style="list-style-type: none"> SCOT approuvé le 26 mars 2013 ; Aucun PLH pour la commune ; Un PDU est en cours de réalisation ;

✧ Démographie

Evolution de la population	<ul style="list-style-type: none"> Depuis 40 ans : évolution positive de la population ;
Indicateurs démographiques	<ul style="list-style-type: none"> Le solde naturel est positif depuis 1968 ; Le solde migratoire est positif depuis 1968 (petite baisse toutefois entre 1975 et 1982)
Structure par âges	<ul style="list-style-type: none"> 56.5 % des habitants ont moins de 44 ans et 25.9 % de la population a moins de 19 ans ; La classe d'âge prédominante est celle des 44-59 ans = 22% pour les hommes et 22.4% pour les femmes ; Une tendance au phénomène de vieillissement à surveiller ;
Structures par catégories professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> Majorité des 15-24 ans sans activité professionnelle
Les ménages	<ul style="list-style-type: none"> En 2011, la commune comptait 700 ménages, soit 18 ménages en plus par rapport à 2006 ; Nombre moyen d'occupants par résidence principale : 2.8 en 2011/ Chiffre en baisse par rapport à 1999 ;

✧ Habitat

Evolution du parc de logements	<ul style="list-style-type: none"> Au recensement de 2011, le parc immobilier de MONCHY SAINT ELOI comptait 738 logements, soit 77 logements supplémentaires par rapport à 1999 ; Augmentation du nombre de résidences principales, stagnation des résidences secondaires et augmentation des logements vacants ;
Typologie des logements	<ul style="list-style-type: none"> Commune résidentielle : 94.1% des résidences principales correspondent à des maisons individuelles ;
Statut d'occupation	<ul style="list-style-type: none"> La majorité des ménages est propriétaire (88.7 %), puis locataire (10 %) ;
Confort des logements	<ul style="list-style-type: none"> Grands logements = en majorité 5 pièces ou plus (56.3% du parc) ; La majorité des résidences principales possède au moins une voiture (93.2%) dont 55.5% d'entre eux possèdent deux voitures ou plus ;
Chiffres de la construction	<ul style="list-style-type: none"> Entre 2003 et 2012, 116 logements ont été commencés (Source : Sit@del2);

✧ **Emploi et activités économiques**

Population active	<ul style="list-style-type: none"> La classe des 25-54 ans est prépondérante puisqu'elle représente 92.1% des actifs de la commune ; Hausse du taux de chômage : 9.2% en 1999 contre 9.5% en 2011 ;
Emploi, lieu de résidence et modes de transport	<ul style="list-style-type: none"> 46.06 % des actifs exercent un emploi dans un rayon inférieur à 10 km, 21.16% entre 10 et 20 kilomètres et 32.78% dans un rayon supérieur à 20 km de la commune ; L'agglomération CREILLOISE constitue le principal bassin d'emploi des habitants de MONCHY SAINT ELOI (24.90%) ; La proximité de la région parisienne est également importante : 22.41% de la population y travaillent ; 18.7% des actifs de MONCHY SAINT ELOI utilisent des solutions de transports alternatives à la voiture individuelle ou aux deux roues ;
Activité agricole	<ul style="list-style-type: none"> Surface Agricole Utilisée : 0Ha en 2010 ; Aucune exploitation agricole en 2010 ;
Activités artisanales, commerciales et industrielles	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs entreprises sont présentes sur le territoire : commerces de proximité, artisans et centre de formation.

✧ **Les réseaux**

Eau potable	<ul style="list-style-type: none"> Elle est gérée par la communauté de communes du LIANCOURTOIS (Vallée Dorée) ; Aucun captage d'eau n'est situé sur le territoire communal. La commune est alimentée par un captage situé sur la commune de LABRUYERE.
Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> Géré par la communauté de communes du LIANCOURTOIS (Vallée Dorée) ; Assainissement collectif sur tout le territoire communal ; La station d'épuration se situe à MONCHY SAINT ELOI ; Sa capacité est de 27 000 équivalents habitants. 24 000 foyers y sont raccordés ;
Voiries	<ul style="list-style-type: none"> 2 voies départementales, dont une artère principale : RD 1016 ;
Desserte numérique du territoire	<ul style="list-style-type: none"> Le taux d'éligibilité à l'ADSL est supérieur à 95 % à MONCHY SAINT ELOI ; Débit de connexion à l'ADSL bon : supérieur à 10Mb/s dans le centre ; Réseaux 4, H+, 3G qualifié de «bonne » et la 2G qualifié de « très bonne » Disponibilité de la 4G ; Disparité du réseau sur l'ensemble du territoire : débit de connexion compris entre 2 et 50 Mb/bits D'après le SDTAN de l'Oise, MONCHY SAINT ELOI se trouve dans la 5^{ème} phase de déploiement du très haut débit (5^{ème} année)
Défense à Incendie	<ul style="list-style-type: none"> 31 poteaux à incendie ; 1 réserve incendie ;

✧ **Les équipements publics**

Identification des équipements	<ul style="list-style-type: none"> • Mairie, église, écoles (primaire et maternelle), Bibliothèque, Salle associations, salle polyvalente, cimetières (Rue Barbier et de la République), cantine scolaire, services techniques et les serres municipales ; • Un bâtiment situé Rue Maillet accueille les activités périscolaires ;
Cimetière	<ul style="list-style-type: none"> • 2 cimetières sur la commune : 389 sépultures occupées à République et 85 à Froidvent ; • Projet de reprises de concession : recensement en cours ; • Présence d'un jardin du souvenir, d'un columbarium, d'une cave-urnes et d'un espace cinéraire ;
Enseignement	<ul style="list-style-type: none"> • La commune accueille les niveaux de maternelle et primaire : 276 enfants • 4 classes pour l'école maternelle ; • 6 classes pour l'école primaire ; • Pour aller au collège, les enfants se dirigent principalement vers VILLERS SAINT PAUL ; • Pour les lycéens, ils se dirigent principalement vers MONTATAIRE ; • 3 arrêts de bus et passage de deux lignes de bus scolaires ;
Equipements sportifs et loisirs	<ul style="list-style-type: none"> • La commune dispose d'un terrain de foot, d'une aire de jeux, d'une salle de dance et de karaté ; • Tissu associatif diversifié (loisirs, sport, culture, entraide, ...)

✧ **Les services**

Les services de proximité	<ul style="list-style-type: none"> • Les bassins de vie se situent dans l'agglomération de CREIL ; • Plusieurs services de proximité : Médecin, Boulangerie, Pharmacie, Boucherie, Coiffeur, Bar/tabac, Infirmières, Plombiers, etc. ...; • Un service ambulant : un poissonnier et un épicier,
Les ordures ménagères	<ul style="list-style-type: none"> • La communauté de communes du LIANCOURTOIS gère la gestion des déchets ; • Aucune déchetterie sur MONCHY SAINT ELOI ; • Le ramassage est effectué 1 fois par semaine ; • MONCHY SAINT ELOI fait partie d'une zone test pendant 2 ans : ramassage de 2 flux: ce qui se recycle et ce qui ne se recycle pas au porte à porte

✧ **L'animation, le tourisme et les possibilités de loisirs**

L'animation, le tourisme et les possibilités de loisirs	<ul style="list-style-type: none"> • La commune de MONCHY SAINT ELOI offre plusieurs possibilités de loisirs et de détente ; • Plusieurs sites remarquables dans un rayon de 15km. ; • Proximité avec le Parc de Chèdeville à MOGNEVILLE, espace socio éducatif sur 6 hectares.
--	--

DEUXIEME PARTIE - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, L'ORGANISATION, LES PERCEPTIONS DU TERRITOIRE COMMUNAL, LE PATRIMOINE BATI ET LES RISQUES

II.1 - Le milieu physique

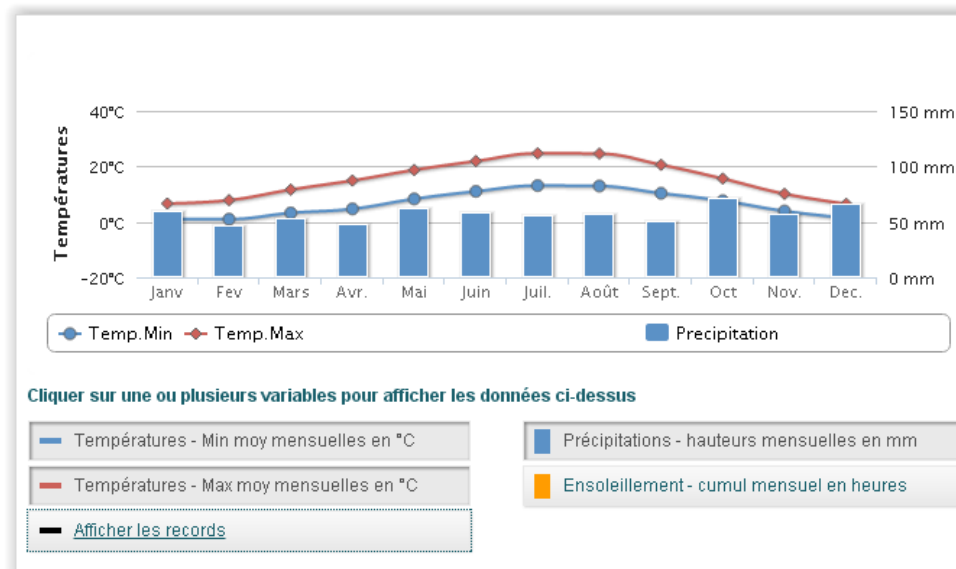
II.1.1 - Le climat

La commune de MONCHY SAINT ELOI est soumise à un climat tempéré continentale comme l'ensemble du département de l'Oise.

Les précipitations sont significatives en toute saison, bien que plus prononcées (en quantité et durée) en automne et en hiver. Le cumul annuel se situe généralement entre 700 et 1000 mm pour l'ensemble du département.

Les températures peuvent être qualifiées de relativement clémentes avec des amplitudes saisonnières assez faibles. La température moyenne annuelle se situe entre 10 et 11 °C pour le département, janvier étant le mois le plus froid (4 à 5 °C de moyenne) et Août étant le mois le plus chaud (17 à 18 °C de moyenne). Les températures extrêmes peuvent très rarement descendre en dessous de -15°C (seulement 2 jours observés à Rouen-Boos depuis 1968) ou bien dépasser +35°C.

La durée d'ensoleillement est peu élevée : en moyenne 1700 heures par an sur la région de Creil. Les brouillards sont fréquents du fait de la position géographique : MONCHY SAINT ELOI se situe plus à l'intérieur des terres. Les mois d'hiver d'Octobre à Janvier sont plus propices à leur formation. Ces brouillards peuvent être localement denses avec des visibilité horizontales réduites à moins de 200 mètres. La neige tombe essentiellement entre Novembre et Mars, même si quelques flocons peuvent encore voltiger en Avril et plus rarement en Mai. Cette neige peut tenir au sol pendant les mois les plus froids et former des congères sous l'effet du vent.



II.1.2 - La qualité de l'air

II.1.2.1 - Schéma Régional Climat Air Energie

La France s'est engagée au niveau international à diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Cet engagement est fixé par la loi dite « Grenelle 1 », du 3 août 2009, relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement. La loi dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, a défini la méthode pour permettre à notre pays d'atteindre cet objectif. A cette fin, le législateur a voulu que soit défini, dans chaque région, un cadre d'actions permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de diminuer la consommation énergétique et d'augmenter la part des énergies renouvelables.

C'est l'objet du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE), document concerté, opérationnel et déterminant, qui est entré en vigueur en Picardie le 30 juin 2012.

Résultant d'un travail d'élaboration conjoint entre l'État et le Conseil régional, auquel ont été également associées les autres collectivités locales, les associations de protection de l'environnement, les représentants du monde économique, le schéma régional climat air énergie définit les orientations régionales en matière de maîtrise de l'énergie pour atteindre les normes de qualité de l'air. Il précise les dispositions permettant de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. Il indique les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération. Il comprend enfin un volet « énergie éolienne », constitué du schéma régional éolien, annexé au SRCAE. Ce schéma détermine les zones favorables au développement de l'éolien pour permettre à la Picardie d'atteindre l'objectif en 2020 de 2800 MW de puissance globale cumulée, soit environ 1100 éoliennes, contre un peu moins de 500 installées aujourd'hui. Le schéma régional climat air énergie, déterminant pour chacun d'entre nous, dans nos attitudes de citoyen, dans nos choix de décideurs publics, dans nos priorités d'acteurs économiques, dans l'aménagement de notre cadre de vie, dans le choix de nos modes de transports propose une stratégie ambitieuse autant que nécessaire.

Sa réussite reposera sur notre capacité collective à la mettre en œuvre, ce qui en appelle à la mobilisation de tous.

• Les orientations du SRCAE

Si la Picardie contribue aux émissions de gaz à effet de serre à hauteur de sa part dans la population française, l'analyse détaillée du diagnostic « énergie - climat » met en évidence des spécificités régionales fortes, desquelles découlent les principaux enjeux que les acteurs territoriaux doivent relever. Conclusion principale de cette analyse : si la Picardie est confrontée aux mêmes enjeux que les autres régions françaises, ceux-ci sont exacerbés par ses caractéristiques socio-économiques. Avec 29 % des émissions de gaz à effet de serre, l'industrie est le secteur le plus émetteur de Picardie. Le poids de ce secteur est plus élevé que la moyenne nationale, du fait de son importance dans l'économie régionale. Au-delà, c'est la nature même des entreprises industrielles (chimie, agroalimentaire) qui explique la part prédominante de ce secteur dans les émissions globales par leur

forte intensité énergétique. Dans la stratégie du SRCAE, l'industrie et les services contribueront à 13 % de l'objectif d'efficacité énergétique d'ici à 2020.

Associée à l'importance de l'industrie, la situation géographique de la Picardie explique l'ampleur du trafic routier de marchandise qui contribue à hauteur de 11 % des émissions de gaz à effet de serre régionales. Par ailleurs, la Picardie est la région française comptant le plus de communes (2 291 communes pour trois départements) pour seulement six agglomérations de plus de 50 000 habitants (Amiens, Beauvais, Creil, Compiègne, Soissons, Saint Quentin) et une population totale de près de 2 millions d'habitants. Conséquence de cette organisation spatiale, les déplacements individuels motorisés sont plus nombreux et plus longs en Picardie que dans le reste du pays. En définitive, les déplacements de voyageurs représentent 14 % des émissions de GES. Dans la stratégie du SRCAE, les actions ciblant l'urbanisme et les transports contribueront à 13 % de l'objectif d'efficacité énergétique d'ici à 2020.

Pour sa part, l'agriculture est le quatrième secteur émetteur, non par ses consommations d'énergie mais par l'utilisation d'engrais minéraux azotés et la présence d'un cheptel important. Le développement des puits de carbone, c'est-à-dire l'absorption nette de CO₂ due à la croissance de la biomasse, renforce l'importance des espaces agricoles et forestiers de la Picardie. Dans la stratégie du SRCAE, les actions ciblant l'agriculture contribueront à 15 % de l'objectif d'efficacité énergétique d'ici à 2020.

L'habitat représente 15 % des émissions de GES. La typologie de l'habitat picard découle naturellement de son organisation territoriale : la dispersion de la population dans de petites communes explique la prédominance à 60 % des maisons individuelles dans le parc de logements. Le chauffage est responsable de 81 % des émissions de l'habitat. 70 % des 750 000 résidences principales picardes ont été construites avant la première réglementation thermique de 1975. Caractérisé par des performances énergétiques plus faibles, le parc de logements anciens contribue à 82 % des émissions de l'habitat. Dans la stratégie du SRCAE, les actions ciblant le secteur du bâtiment contribueront à 19 % de l'objectif d'efficacité énergétique d'ici à 2020.

La Picardie est caractérisée par la présence de milieux naturels diversifiés, particulièrement sensibles au changement climatique. C'est le cas des forêts picardes abritant certaines essences intolérantes aux sécheresses, du littoral menacé par l'élévation du niveau de la mer, des zones humides qui pourraient subir les effets du réchauffement, les ressources en eau fragilisées par les pressions humaines et notamment agricoles. Le changement climatique amplifiera les tensions existantes et entraînera l'apparition de nouvelles problématiques, portant autant sur la quantité d'eau disponible que sur sa qualité. Ainsi, les objectifs identifiés dans le cadre de l'élaboration du SRCAE sont de deux ordres : d'une part, ces ressources doivent être autant que possibles préservées des effets attendus des changements climatiques. Pour certaines d'entre elles, le changement climatique aura des effets inévitables, il conviendra dans ces cas d'anticiper ces changements et mettre en place des politiques d'adaptation voulue plutôt que subie.

La mise en œuvre des orientations définies par le SRCAE mobilisera des ressources locales, notamment pour la production d'énergie. Cette mobilisation accrue par rapport à la situation actuelle devra respecter les équilibres écologiques de la région. A l'horizon 2020, 500 000 tonnes équivalent pétrole (tep) d'énergies renouvelables, soit près de 900 millions de tepCO₂ économisées, seront produites, ce qui représente un doublement de la production actuelle en Picardie. Cette augmentation repose essentiellement sur l'éolien et la biomasse énergie. Volet annexé au SRCAE, le schéma régional éolien doit permettre d'accompagner le développement de l'éolien en Picardie et de contribuer à l'objectif national de

19000 MW de puissance éolienne terrestre d'ici à 2020. Le développement de l'ensemble des énergies renouvelables contribue à à 31 % de l'objectif d'efficacité énergétique d'ici à 2020.

En application du décret n°2011-678 du 16 juin 2011 relatif aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie pris pour application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie de Picardie a été approuvé par le conseil régional le 30 mars 2012, puis arrêté par le Préfet de région le 14 juin 2012. Il est entré officiellement en vigueur le 30 juin 2012.

II.1.2.2 - Le Plan climat-énergie territorial

En application de la loi Grenelle II, il concerne :

- les régions et collectivités territoriales de Corse (sauf si ce PCET est intégré dans un SRCAE)
- les départements, Communautés Urbaines, Communautés d'agglomération, communes ou communautés de communes de plus de 50 000 habitants.

Le Plan Climat-Energie Territorial (PCET) est un projet territorial de développement durable dont la finalité première est la lutte contre le changement climatique. Institué par le Plan Climat National et repris par les lois Grenelle 1 et le projet de loi Grenelle 2, il constitue un cadre d'engagement pour le territoire. Le PCET vise deux objectifs :

- atténuation / Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre, il s'agit de limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans la perspective du facteur 4 (diviser par 4 les émissions d'ici 2050) ;
- adaptation au changement climatique, il s'agit de réduire la vulnérabilité du territoire puisqu'il est désormais établi que les impacts du changement climatique ne pourront plus être intégralement évités.

Un PCET se caractérise également par des ambitions chiffrées de réduction des émissions de GES et par la définition dorénavant d'une stratégie d'adaptation du territoire (basée sur des orientations fortes en termes de réduction de la vulnérabilité et de créations d'opportunités), dans des contraintes de temps.

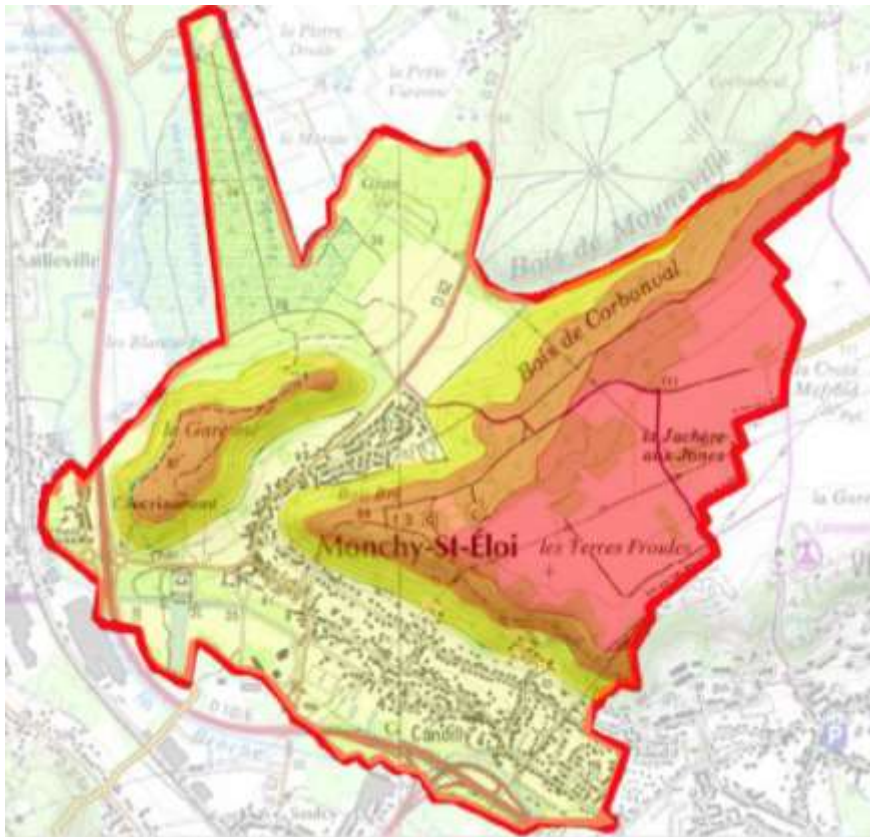
Pour mémoire, un Plan Climat Énergie (ancien PCE antérieur au Grenelle) a été lancé par le Conseil Régional de la Picardie. Un diagnostic a été établi le 25 Janvier 2013. Celui-ci est en cours de finalisation.

Le plan Climat-Energie Territorial du département de l'Oise a été initié fin 2011, suite au bilan des émissions de gaz à effets de serre du département. Ce diagnostic permet d'élaborer le programme d'actions à l'horizon 2015.

A l'échelle de la communauté d'agglomération et de la communauté de communes, MONCHY SAINT ELOI n'est pas concerné par un périmètre de PCET.

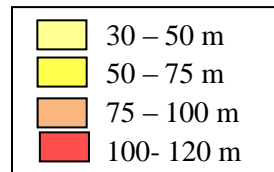
II.1.3 - Le relief

La commune possède un territoire avec des altitudes variant entre 35 et 111 mètres, soit un dénivelé de 76 mètres.



Carte du relief

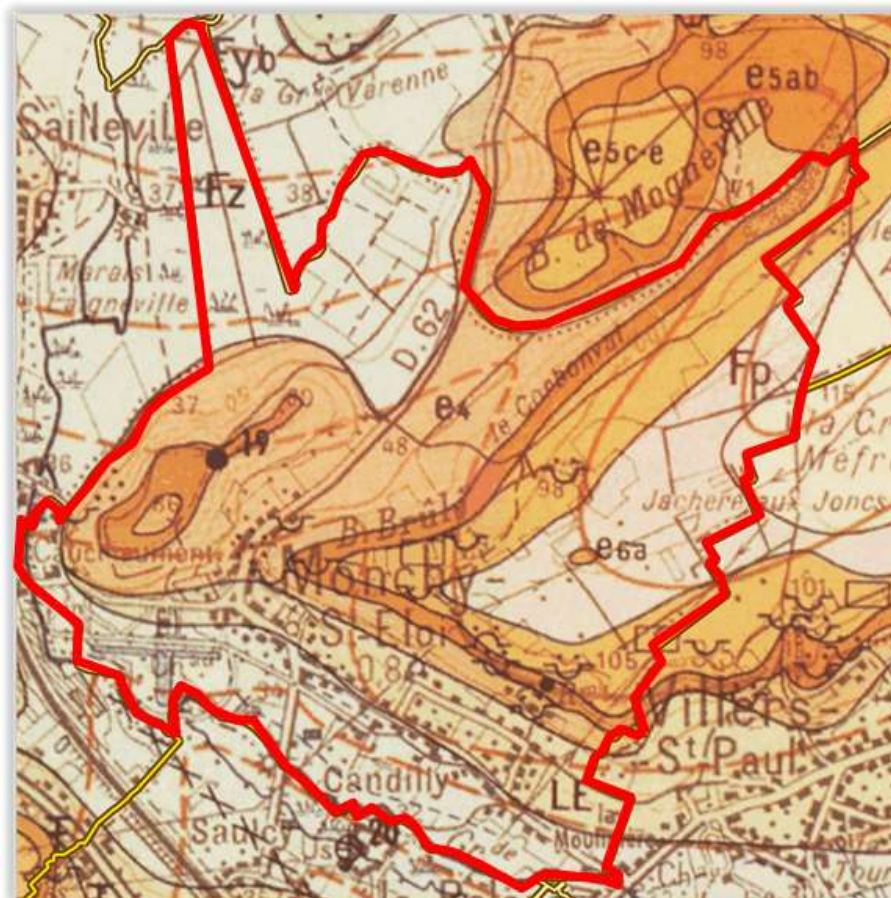
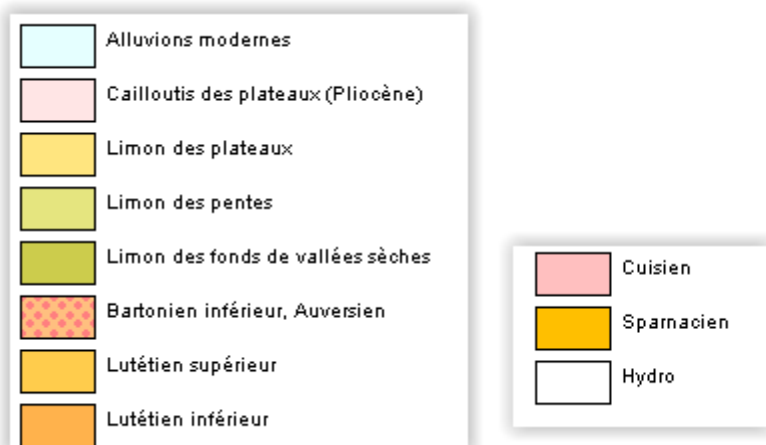
Le relief de MONCHY SAINT ELOI est caractérisé par un plateau crayeux, entaillée en son centre par la vallée de la Brèche. Le plateau Est est marqué par une forte vocation forestière et agricole. Le plateau Est est entièrement occupé par le Bois Bri et le Bois de Corbonval. Le centre bourg est localisé dans la vallée.



II.1.4 - La géologie

6 types de sols sont présents sur la commune de MONCHY SAINT ELOI et sont à mettre en corrélation avec le relief :

- **Sol d'alluvions modernes** : correspond au fond de vallée plat et humide ; il s'agit d'alluvions récentes.
- **Sol de limons des pentes** : on le retrouve généralement sur des pentes moyennes à fortes. A MONCHY SAINT ELOI ce type de sol se retrouve sur le versant de la vallée,
- **Sol Cuisien** : est présent sur des pentes moyennes à forte. Ce type de sol se situe en remontant sur le plateau..
- **Sol Lutétien intérieur** : se situe sur les pentes fortes, en bordure de plateau. On l'identifie au Nord et à l'ouest (Caucriaumont) du territoire communal.
- **Sol Lutétien supérieur** : Il se situe en bordure du plateau, en continuité du lutétien inférieur.
- Les cailloutis des plateaux se situent sur le plateau (à l'extrémité Nord du territoire de MONCHY SAINT ELOI).



II.1.5 - L'hydrologie

II.1.5.1 - Le contexte règlementaire

❖ Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Créé par la loi sur l'eau de 1992, le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. Cette gestion s'organise à l'échelle des territoires hydro-géographiques cohérents que sont les six grands bassins versants de la métropole ainsi que les quatre bassins des DOM.

Outil de planification et de cohérence de la politique de l'eau prévu pour une période quinquennale, le S.D.A.G.E. est accompagné d'un programme de mesures qui décline ses orientations en moyens (réglementaires, techniques, financiers) et en actions permettant de répondre à l'objectif ambitieux pour chaque unité hydrographique. Le S.D.A.G.E. est également le cadre de cohérence pour les S.A.G.E. (**Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux**).

MONCHY SAINT ELOI dépend du S.D.A.G.E. Seine-Normandie adopté le 5 novembre 2015.

C'est un document de planification qui fixe, pour une période de six ans, « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux » (article L212-1 du code de l'environnement).

Le schéma 2016-2021, adopté par le Comité de bassin le 5 novembre 2015, fixe 5 enjeux majeurs :

- Préserver l'environnement et sauvegarder la santé en améliorant la qualité de l'eau et des milieux aquatiques de la source à la mer ;
- Anticiper les situations de crise en relation avec le changement climatique pour une gestion quantitative équilibrée et économe des ressources en eau : inondations et sécheresses ;
- Favoriser un financement ambitieux et équilibré de la politique de l'eau ;
- Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locale ;
- Améliorer les connaissances spécifiques sur la qualité de l'eau, sur le fonctionnement des milieux aquatiques et sur l'impact du changement climatique pour orienter les prises de décisions.

Conformément à l'article L.123-1-9 du code de l'urbanisme, le PLU devra intégrer dans un rapport de compatibilité les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

❖ **Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)**

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Il doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

MONCHY SAINT ELOI n'appartient à aucun périmètre de SAGE. Cependant, le SAGE de la vallée de la Brèche est en projet et concerne MONCHY SAINT ELOI.

❖ **Le contrat de rivière**

Un contrat de rivière est un instrument d'intervention à l'échelle de bassin versant. Comme le SAGE, lors de l'élaboration de ce document, des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau sont définis afin d'adopter un programme d'intervention multithématique sur 5 ans (travaux ou études nécessaires pour atteindre ces objectifs, désignation des maîtres d'ouvrage, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.). Contrairement au SAGE, les objectifs du contrat de rivière n'ont pas de portée juridique, mais constituent un engagement contractuel entre les signataires.

La commune de MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par un contrat de rivière.

II.1.5.2 - L'hydrographie

Le territoire de MONCHY SAINT ELOI est traversé en son centre par un cours d'eau nommé la Brèche.

La Brèche mesure 51 kilomètres mais de nombreux travaux de rectification ont pu réduire son cours, et sa longueur pour le SANDRE est de 45,5 km. Elle prend naissance à Reuil-sur-Brèche, à la Fontaine-au-But, à 112 mètres d'altitude. Au Moyen Âge, la source devait se trouver quelques kilomètres plus haut dans le vallon aujourd'hui desséché qui descend de Francastel par La Chaussée-du-bois-d'Écu où elle est encore citée au XVII^e siècle. C'est une «rivière de sources». Celles-ci jaillissent parfois directement dans le lit même de la rivière, et pour cette raison, la Brèche gèle rarement. Ses eaux sont grossies de nombreux rus et ruisseaux parfois asséchés en été, et de deux rivières. Après avoir traversé le parc du château de Monchy-Saint-Éloi, le cours de la Brèche se divise au lieu-dit *Le Fourchet*. La Grande Brèche pénètre dans Villers-Saint-Paul en passant dans ce qui était le parc du château de Mortefontaine aujourd'hui démolí, et se jette dans l'Oise au lieu-dit *Pont-de-Brèche* à 28 mètres d'altitude. (source : wikipédia)



II.2 - Le milieu naturel

II.2.1 - Les protections règlementaires

II.2.1.1 - Les réserves naturelles

❖ Les réserves nationales

Une réserve naturelle nationale est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation.

MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par une réserve naturelle nationale.

❖ Les réserves régionales

Les réserves naturelles régionales présentent les mêmes caractéristiques de gestion que les réserves naturelles nationales, à ceci près qu'elles sont créées par les Régions. Elles constituent aujourd'hui à la fois un vecteur des stratégies régionales en faveur de la biodiversité et un outil de valorisation des territoires.

MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par une réserve naturelle régionale.

II.2.1.2 - Les forêts de protection

Les forêts de protection sont des forêts publiques ou privées, restaurées ou protégées pour se prémunir et prémunir les générations à venir et les écosystèmes contre les catastrophes naturelles, les risques naturels, afin de préserver la sécurité, la santé et la qualité de vie des habitants des zones très urbanisées, les ressources en eau et le patrimoine « sol ».

MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par une forêt de protection.

II.2.1.3 - Les réserves biologiques

Une Réserve biologique (RB) (ou « *Réserve biologique domaniale* » (RBD) quand elle est dans le domaine forestier de l'État) est une réserve naturelle située en forêt, souvent non-ouverte au public, mais pas systématiquement ; ayant l'objectif de protéger des habitats ou espèces particulièrement représentatives du milieu forestier et/ou vulnérables.

MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par une réserve biologique.

II.2.1.4 - Les arrêtés de protection de biotope

L'arrêté préfectoral de protection de biotope ou APB ou APPB, parfois improprement appelé « arrêté de protection de biotope » ou « arrêté de biotope » est en France un arrêté, pris par le préfet, pour protéger un habitat naturel ou biotope abritant une ou plusieurs espèces animales et/ou végétales sauvages et protégées.

L'APB peut concerner un ou plusieurs biotopes sur un même site ; exemple : forêt, zone humide, dunes, landes, pelouses, mares.

L'effet du classement suit le territoire concerné lors de chaque changement de son statut ou de sa vente.

MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par un arrêté préfectoral de protection de biotope.

II.2.1.5 - Les espaces remarquables du littoral

La loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (articles L. 146-1 à 9 et R.146-1 et 2 du Code de l'Urbanisme) détermine les conditions d'utilisation des espaces terrestres et maritimes des communes littorales. Elle affiche une volonté protectrice des espaces littoraux en organisant un développement urbain maîtrisé, en préconisant un aménagement en profondeur, conséquence d'une protection graduée des espaces depuis le rivage. La compatibilité du PLU au regard des dispositions législatives s'apprécie donc sous les deux angles de la préservation environnementale et de la maîtrise de l'urbanisation.

MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par les espaces remarquables du littoral.

II.2.2 - Gestions contractuelles et engagements nationaux

II.2.2.1 - Site NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est un réseau écologique européen destiné à préserver la biodiversité tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels (définis par des groupements végétaux) et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire. Ce réseau sera constitué à terme :

- des Zones de Protection Spéciale (Z.P.S.) issues de la directive Oiseaux,
- des Zones Spéciales de Conservation (Z.S.C.) issues de la directive Habitats.

MONCHY SAINT ELOI n'est pas concerné par un site NATURA 2000.

II.2.2.2 - Forêt relevant du régime forestier

Le régime forestier est un ensemble de règles spéciales protégeant ou renforçant la protection des intérêts des collectivités propriétaires de forêts en France. Il est applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités territoriales ou à des établissements publics et d'utilité publique.

Les forêts relevant du régime forestier sont astreintes à un régime obligatoire de planification de leur gestion qui intègre les interventions directement liées à la gestion courante (interdiction de coupes, limitation du passage des véhicules...).

Une servitude de protection des forêts soumise au régime forestier (servitude A1) a été instituée en application des articles R. 151-1 à R.151-14 du code forestier. Cette servitude a été abrogée par l'article 72 de la « Loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt ».

MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par une forêt relevant du régime forestier.

La commune est toutefois concernée par un plan de gestion forestière sur tout son territoire.

II.2.2.3 - Parc naturel

- Parc national

Défini par l'Etat, le parc national (article L.331-1 du code de l'urbanisme) vise la protection, l'étude et la valorisation des milieux naturels, de la flore et de la faune tout autant que le développement durable du territoire. La réglementation est propre à chaque parc naturel. Les activités agricoles, pastorales ou forestières, en particulier, peuvent être soumises à condition.

MONCHY SAINT ELOI n'est pas située dans le périmètre d'un parc national.

- Parc naturel régional (PNR)

Les Parcs naturels régionaux sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Peut être classé "Parc naturel régional" un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile. Un Parc naturel régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

MONCHY SAINT ELOI n'est pas située dans le périmètre d'un PNR.

II.2.2.4 - Convention de RAMSAR

La Convention sur les zones humides d'importance internationale, appelée Convention de Ramsar, est un traité intergouvernemental qui sert de cadre à l'action nationale et à la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources. Le traité a été adopté dans la ville iranienne de Ramsar, en 1971, et est entré en vigueur en 1975.

La Convention a pour mission: « La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales, régionales et nationales et par la coopération internationale, en tant que contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier ».

MONCHY SAINT ELOI n'est pas située dans le périmètre d'application de la convention de Ramsar.

II.2.3 - Inventaires patrimoniaux

II.2.3.1 - Les zones humides

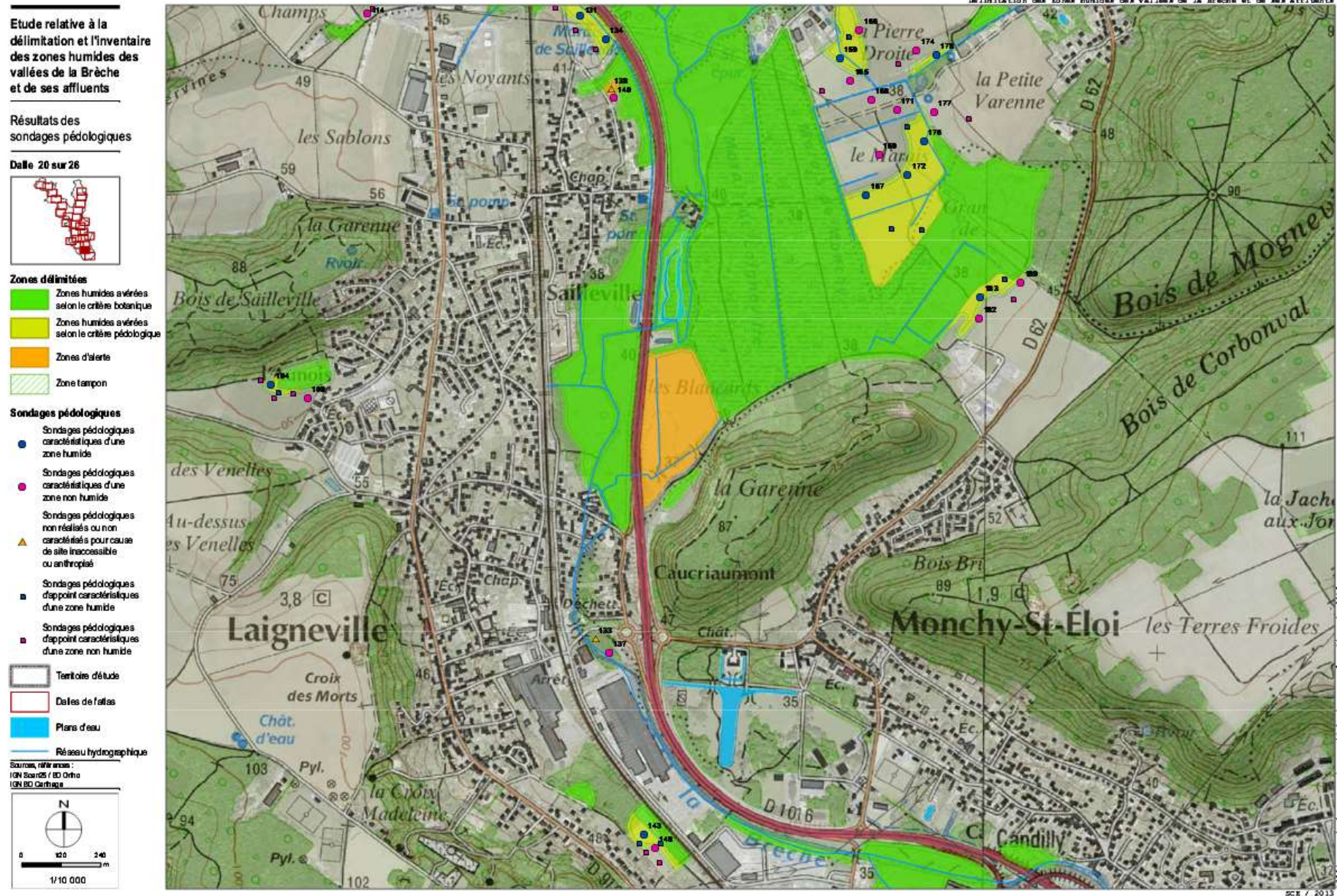
Dans leur grande majorité, les textes nationaux intéressant les zones humides figurent dans le code de l'environnement. Ils sont complétés par le code forestier, le code de l'urbanisme, le code rural et le code général des collectivités territoriales.

Le code de l'environnement instaure et définit l'objectif d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. A cette fin, il vise en particulier la préservation des zones humides. Il affirme le principe selon lequel la préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général. Il souligne que les politiques nationales, régionales et locales d'aménagement des territoires ruraux doivent prendre en compte l'importance de la conservation, l'exploitation et la gestion durable des zones humides qui sont au cœur des politiques de préservation de la diversité biologique, du paysage, de gestion des ressources en eau et de prévention des inondations.

Une étude réalisée par le syndicat intercommunal de la Vallée de la Brèche a déterminé la présence de zones humides sur le territoire des MONCHY SAINT ELOI : zones humides avérées selon le critère botanique.

Une cartographie est jointe page suivante.

Ces zones humides devront être protégées dans le PLU.



II.2.3.2 - Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

En 1979, les pays membres de l'Union Européenne se sont dotés d'une directive portant spécifiquement sur la conservation des oiseaux sauvages. Cette directive prévoit la protection des habitats permettant d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages rares ou menacés, ainsi que la préservation des aires de reproduction, d'hivernage, de mue ou de migration. Le besoin d'un inventaire des sites comportant des enjeux majeurs pour la conservation des espèces d'oiseaux est donc apparu comme indispensable.

L'inventaire des ZICO couvre l'ensemble des milieux naturels du territoire métropolitain.

MONCHY SAINT ELOI n'est pas située dans le périmètre d'application d'une ZICO.

II.2.3.3 - Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Z.N.I.E.F.F.) sont des outils de connaissance des milieux naturels. L'inventaire des Z.N.I.E.F.F. identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats qui y sont liés.

Il existe deux types de Z.N.I.E.F.F. :

- Les Z.N.I.E.F.F. de type I correspondent à des sites ponctuels, répertoriés en raison de la présence d'espèces animales ou végétales remarquables, rares ou protégées au niveau régional ou national. Ces zones sont particulièrement sensibles.
- Les Z.N.I.E.F.F. de type II correspondant à des vastes ensembles composés d'une mosaïque de milieux naturels diversifiés, dont le rôle écologique fonctionnel est primordial. Elles participent ainsi à l'équilibre naturel régional. Ces zones représentent des ensembles peu perturbés par l'homme.

Ainsi, le territoire de **MONCHY SAINT ELOI est concerné** par :

- 2 ZNIEFF de type I, intitulées : PELOUSES ET BOIS DE LA BUTTE DE LA GARENNE A MONCHY SAINT ELOI et LES COTEAUX DE VILLERS SAINT PAUL ET DE MONCHY SAINT ELOI

Les éléments de détails et les cartographies sont joints dans les pages suivantes. Les informations présentées ci-dessous sont issues des fiches détaillées accessibles sur le site internet de la DREAL PICARDIE et du site de l'INPN.

❖ **ZNIEFF de type I : PELOUSES ET BOIS DE LA BUTTE DE LA GARENNE A MONCHY SAINT ELOI**

✓ **Superficie:** 55 hectares

✓ **Intérêt de la zone :**

La Butte de la Garenne s'étend en rive droite de la vallée de l'Oise, entre Monchy-Saint-Eloi et Laigneville.

Elle constitue une butte résiduelle, détachée du plateau du Clermontois par l'érosion. Elle possède des versants raides, définis par l'affleurement de l'épais banc de calcaire lutétien au sommet, lequel recouvre une importante strate de sable cuisien.

Les sols sont squelettiques sur les dalles calcaires et sur les affleurements sableux. La mise à nu des roches est issue de l'entaillement de la butte, en bordure de la route nationale 16. Les affleurements de sable cuisien, sous les calcaires, génèrent des sols calcaro-sableux avec des colluvions calcaires en milieu de versant, et des sols sableux acides en bas de versant.

Ces conditions sont favorables au développement de végétations pelousaires pionnières (Alyso-Sedion). Les activités des lapins (grattements, broutements...) et l'érosion maintiennent ces stades pionniers.

Cependant, la forêt gagne sur tout le pourtour des secteurs rocheux : les buissons des fruticées (prunelliers, cornouillers, troènes, viornes... ; alliance du Berberidion) envahissent la pelouse. A terme, une hêtraie thermocalcicole (Cephalanthero-Fagion accompagné d'éléments du Quercion pubescentis) s'installera durablement.

Elle existe déjà au-dessus de la butte, d'où elle progresse vers le bas de versant.

De très nombreux arbustes et arbres pionniers envahissent les sols à nu, en particulier les Arbres aux papillons (*Buddleia davidii*), les bouleaux et les robiniers.

L'exposition au sud permet le développement d'une flore et d'une faune au caractère thermocalcicole marqué, typiques des coteaux calcaires bien ensoleillés du Clermontois.

INTERET DES MILIEUX

Les pelouses pionnières calcicoles, calcaro-sabulicoles, sabulicoles en bas de versant ainsi que les ourlets et les bois thermocalcicoles sont des milieux rares et menacés en Picardie et dans tout le nord-ouest de l'Europe. A ce titre, ces milieux sont inscrits à la directive "Habitats" de l'Union Européenne. En Picardie par exemple, à la suite des évolutions de l'économie agricole, les surfaces de pelouses ont été divisées par vingt environ en un siècle. Ces milieux abritent de nombreuses espèces rares et menacées.

INTERET DES ESPECES

Parmi les espèces végétales les plus remarquables se trouvent :

- Sur les calcaires et sables calcaires :
 - a Bugrane rampante (*Ononis pusilla**), sur les écorchures ;
 - la très rare Laîche pied-d'oiseau (*Carex ornithopoda**) ;
 - l'Iris fétide (*Iris foetidissima*) ;

- l'Hellébore fétide (*Helleborus foetidus*) ;
- le Daphné lauréolé (*Daphne laureola*) ;
- le Sceau de Salomon odorant (*Polygonatum odoratum*) ;
- l'Anacamptis pyramidal (*Anacamptis pyramidalis*) ;
- le Domppe-venin officinal (*Vincetoxicum officinale*) ;
- le Chêne pubescent (*Quercus pubescens*) ;
- le Bugle petit-pin (*Ajuga chamaepitys*) ;
- l'Epipactis brun rouge (*Epipactis atrorubens*) ;
- l'Ibérider amara (*Iberis amara*).
- Sur les sables :
 - le Corynéphore blanchâtre (*Corynephorus canescens*),
 - le Plantain corne de cerf (*Plantago coronopus*),
 - l'Oeillet prolifère (*Petrorhagia prolifera*).
- La faune comprend les espèces précieuses suivantes :
 - plusieurs lépidoptères remarquables, inféodés aux pelouses thermophiles, dont le Fluoré (*Colias australis*) ;
 - la Cicindèle des champs (*Cicindela campestris*), inféodée aux sols meubles secs.

D'autres espèces végétales et animales restent très certainement à découvrir, notamment en ce qui concerne l'entomofaune (surtout pour les lépidoptères et les orthoptères) et l'herpétofaune.

FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE :

La coupe circonstanciée des arbustes envahissants serait souhaitable, afin de conserver les faciès pionniers remarquables des affleurements rocheux. En effet, l'envahissement des ligneux (surtout des bouleaux et des « Arbres à papillons ») entraîne à terme la disparition des espèces héliophiles les plus importantes. En bas de versant, l'extraction non autorisée de sables menace les milieux pelousaires sabulicoles remarquables.

❖ **Facteurs influençant l'intérêt de la zone :**

FACTEUR	Potentiel / Réel
Route	Réel
Extraction de matériaux	Réel
Plantations, semis et travaux connexes	Réel
Entretiens liés à la sylviculture, nettoyages, épandages	Réel
Erosions	Réel
Envahissement d'une espèce ou d'un groupe	Réel
Fermeture du milieu	Réel

✓ **Critères d'intérêt :**

- patrimoniaux : Floristique, Phanérogames. Faunistique, Insectes, Bryophytes,
- fonctionnels : Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales,

✓ **Typologie des milieux :**

Habitats déterminants :

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
41.16 Hêtraies sur calcaire		30	
41.4 Forêts mixtes de pentes et ravins		30	
62.1 Végétation des falaises continentales calcaires		20	

Habitats autres :

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
41.2 Chênaies-charmaies		20	

Habitats périphériques :

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
82 Cultures			
86 Villes, villages et sites industriels			

✓ **Liste des espèces déterminantes :**

Insectes :

Taxon	Statut biologique	Abond	Apparue	Disparue	Effectif		Pér. d'obs.		Source	Localisation
					Min	Max	Min	Max		
<i>Cicindela campestris</i> Linnaeus, 1758	-	Abondant								
<i>Colias alfacariensis</i> Ribbe, 1905	-	Faible								

Plantes :

Taxon	Statut biologique	Abond	Apparue	Disparue	Effectif		Pér. d'obs.		Source	Localisation
					Min	Max	Min	Max		
<i>Ajuga chamaepitys</i> (L.) Schreb., 1773	-	Faible								
<i>Anacamptis pyramidalis</i> (L.) Rich., 1817	-	Faible								
<i>Blackstonia perfoliata</i> (L.) Huds., 1762	-	Faible								
<i>Carex ornithopoda</i> Willd., 1805	-	Faible								
<i>Corynephorus canescens</i> (L.) P.Beauv., 1812	-	Faible								
<i>Daphne laureola</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Epipactis atrorubens</i> (Hoffm.) Besser, 1809	-	Moyen								
<i>Helleborus foetidus</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Iberis amara</i> L., 1753	-	Moyen								
<i>Iris foetidissima</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Neckera crispa</i> Hedw.	-	Faible								
<i>Ononis pusilla</i> L., 1759	-	Faible								
<i>Petrorhagia prolifera</i> (L.) P.W.Ball & Heywood, 1964	-	Faible								
<i>Plantago coronopus</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Polygonatum odoratum</i> (Mill.) Druce, 1906	-	Faible								
<i>Quercus pubescens</i> Willd., 1805	-	Moyen								
<i>Vincetoxicum hirundinaria</i> Medik., 1790	-	Faible								

Espèces à statut réglementé :

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
Mammifères	60636	<i>Meles meles</i> (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (lien)
Oiseaux	2623	<i>Buteo buteo</i> (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3723	<i>Anthus trivialis</i> (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
Angiospermes	87143	<i>Buxus sempervirens</i> L., 1753	Autre	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire (lien)

✓ **Localisation de la ZNIEFF :**

Voir carte page 75.

ZNIEFF de type I: LES COTEAUX DE VILLERS SAINT PAUL ET DE MONCHY SAINT ELOI

✓ **Superficie:** 115.35 hectares

✓ **Intérêt de la zone :**

Ce coteau, situé sur le flanc droit de la vallée de l'Oise entre Villers-Saint-Paul et Monchy-Saint-Eloi, s'étire sur un versant raide, principalement exposé au sud, où affleure l'épais banc de calcaire lutétien.

Les sols sont maigres à squelettiques sur les dalles calcaires. Les affleurements de sable cuisien sous les calcaires génèrent des sols calcaro-sableux.

Ces conditions litho-pédologiques et topographiques sont favorables à la présence d'une végétation thermocalcicole.

L'occupation du sol est majoritairement forestière, avec une mosaïque de chênaies pubescentes claires thermophiles (*Quercion pubescentis*), de hêtraies de pente, sur les pentes moins ensoleillées (*Cephalanthero-Fagion*), et de plantations de pins.

Liée notamment aux dalles et éboulis calcaires des anciennes carrières abandonnées, une végétation saxicole pionnière (*Alyssosedion*) se développe sur les écorchures et les affleurements rocheux. Quelques pelouses calcaro-sabulicoles subsistent dans des clairières intraforestières et des lisières, notamment en contrebas du camping de Villers-Saint-Paul. Elles sont rattachées (provisoirement) au *Veronico scheereri-Koelerietum macranthae*.

La forêt tend à envahir tous ces espaces ouverts : les prunelliers, les aubépines, les pruniers de Sainte Lucie, les cornouillers, les troènes... (alliance du *Berberidion*) envahissent la pelouse. Le *Baguenaudier* est également présent. A terme, après une chênaie pubescente, c'est une hêtraie thermocalcicole (*Cephalanthero-Fagion*) qui s'installera durablement.

INTERET DES MILIEUX

Les pelouses calcicoles et calcaro-sabulicoles, les ourlets et les bois thermocalcicoles sont des milieux rares et menacés en Picardie et dans tout le nord-ouest de l'Europe. Ces milieux sont, à ce titre, inscrits à la directive "Habitats" de l'Union Européenne. Par exemple, à la suite des évolutions de l'économie agricole, les surfaces de pelouses en Picardie ont été divisées par vingt environ en un siècle.

Les milieux pelousaires abritent une flore et une faune précieuses, comportant plusieurs espèces rares et menacées. Plusieurs taxons, aux affinités subméditerranéennes, sont ici proches de leur limite d'aire septentrionale. Le *Clermontois* constitue, en effet, une limite biogéographique, notamment pour la chênaie pubescente et son cortège associé (*Iris fétide*, *Sceau de Salomon* odorant, *Limodore* à feuilles avortées, *Géranium sanguin* en lisière...).

INTERET DES ESPECES

Parmi les espèces végétales les plus remarquables se trouvent les taxons suivants, assez rares à très rares en Picardie :

- la Germandrée des montagnes (*Teucrium montanum**), sur les écorchures ;
- le Fumana couché (*Fumana procumbens**) ;
- le Chêne pubescent (*Quercus pubescens*) ;
- le Baguenaudier (*Colutea arborescens*), probablement pas autochtone ;
- l'Iris fétide (*Iris foetidissima*) ;
- le Sceau de Salomon odorant (*Polygonatum odoratum*) ;
- l'Epipactis rouge foncé (*Epipactis atrorubens*) ;
- l'Ibéride amer (*Iberis amara*) ;
- le Daphné lauréolé (*Daphne laureola*) ;
- le Lin à feuilles ténues (*Linum tenuifolium*) ;
- le Dompte-venin officinal (*Vincetoxicum officinale*) ;
- le Monotrope sucepin (*Monotropa hypopitys*) ;
- le Thésion couché (*Thesium humifusum*) ;
- l'Euphorbe de Séguier (*Euphorbia seguieriana*) ;
- le Tétragonolobe siliquieux (*Tetragonolobus siliquosus*) ;
- le Silène à oreillettes (*Silene otites*) ;
- l'Armoise champêtre (*Artemisia campestris*)...

La faune comprend le Fluoré (*Colias australis*), lépidoptère remarquable inféodé aux pelouses thermophiles.

D'autres espèces végétales et surtout animales restent à découvrir sur ces pelouses et lisières thermocalcicoles riches et menacées.

FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

La problématique principale de ces coteaux tient dans l'envahissement progressif des ligneux. Les dernières petites pelouses ouvertes sont menacées par l'extension des stades préforestiers. Il s'ensuivrait une perte de diversité biologique importante. En effet, la flore et la faune spécifiques tendent à disparaître et ne persistent actuellement que sur les secteurs rocheux des anciennes carrières, ainsi que sur les zones grattées et broutées par les lapins.

Les plantations de résineux conduisent à la même banalisation, à la fois biologique et paysagère. Une coupe circonstanciée des broussailles envahissantes serait donc souhaitable. Par ailleurs, le réaménagement des carrières en activité pourrait privilégier une valorisation biologique par le maintien de dalles rocheuses et de stades pelousaires initiaux, nettement préférable à un reboisement.

❖ **Facteurs influençant l'intérêt de la zone :**

FACTEUR	Potentiel / Réel
Habitat humain, zones urbanisées	Réel
Route	Réel
Extraction de matériaux	Réel
Dépôts de matériaux, décharges	Réel
Equipements sportifs et de loisirs	Réel
Mises en culture, travaux du sol	Réel
Traitements de fertilisation et pesticides	Réel
Pratiques et travaux forestiers	Réel
Sports et loisirs de plein-air	Réel
Fermeture du milieu	Réel

✓ **Critères d'intérêt :**

- patrimoniaux : Floristique, Phanérogames. Faunistique, Insectes, Bryophytes,
- fonctionnels : Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales, rôle naturel de protection contre l'érosion des sols.

✓ **Typologie des milieux :**

Habitats déterminants :

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
31.8 Fourrés		20	
34.32 Pelouses calcaires sub-atlantiques semi-arides		10	
41.16 Hêtraies sur calcaire		30	
41.4 Forêts mixtes de pentes et ravins		3	
41.7 Chênaies thermophiles et supra-méditerranéennes		30	

Habitats autres :

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
86.41 Carrières		5	

Habitats périphériques

CORINE BIOTOPE	Source	Surface (%)	Observation
82 Cultures			
86.2 Villages			

✓ Liste des espèces déterminantes :

Insectes :

Taxon	Statut biologique	Abond	Apparue	Disparue	Effectif		Pér. d'obs.		Source	Localisation
					Min	Max	Min	Max		
<i>Colias alfacariensis</i> Ribbe, 1905	-	Faible								

Plantes :

Taxon	Statut biologique	Abond	Apparue	Disparue	Effectif		Pér. d'obs.		Source	Localisation
					Min	Max	Min	Max		
<i>Artemisia vulgaris</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Colutea arborescens</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Daphne laureola</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Epipactis atrorubens</i> (Hoffm.) Besser, 1809	-	Faible								
<i>Euphorbia seguieriana</i> Neck., 1770	-	Faible								
<i>Fumana procumbens</i> (Dunal) Gren. & Godr., 1847	-	Faible								
<i>Gymnostomum calcareum</i> Nees & Hornsch.	-									
<i>Iberis amara</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Iris foetidissima</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Libanotis pyrenaica</i> (L.) O.Schwarz, 1949	-									
<i>Linum tenuifolium</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Lotus maritimus</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Monotropa hypopitys</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Polygonatum</i>	-	Faible								

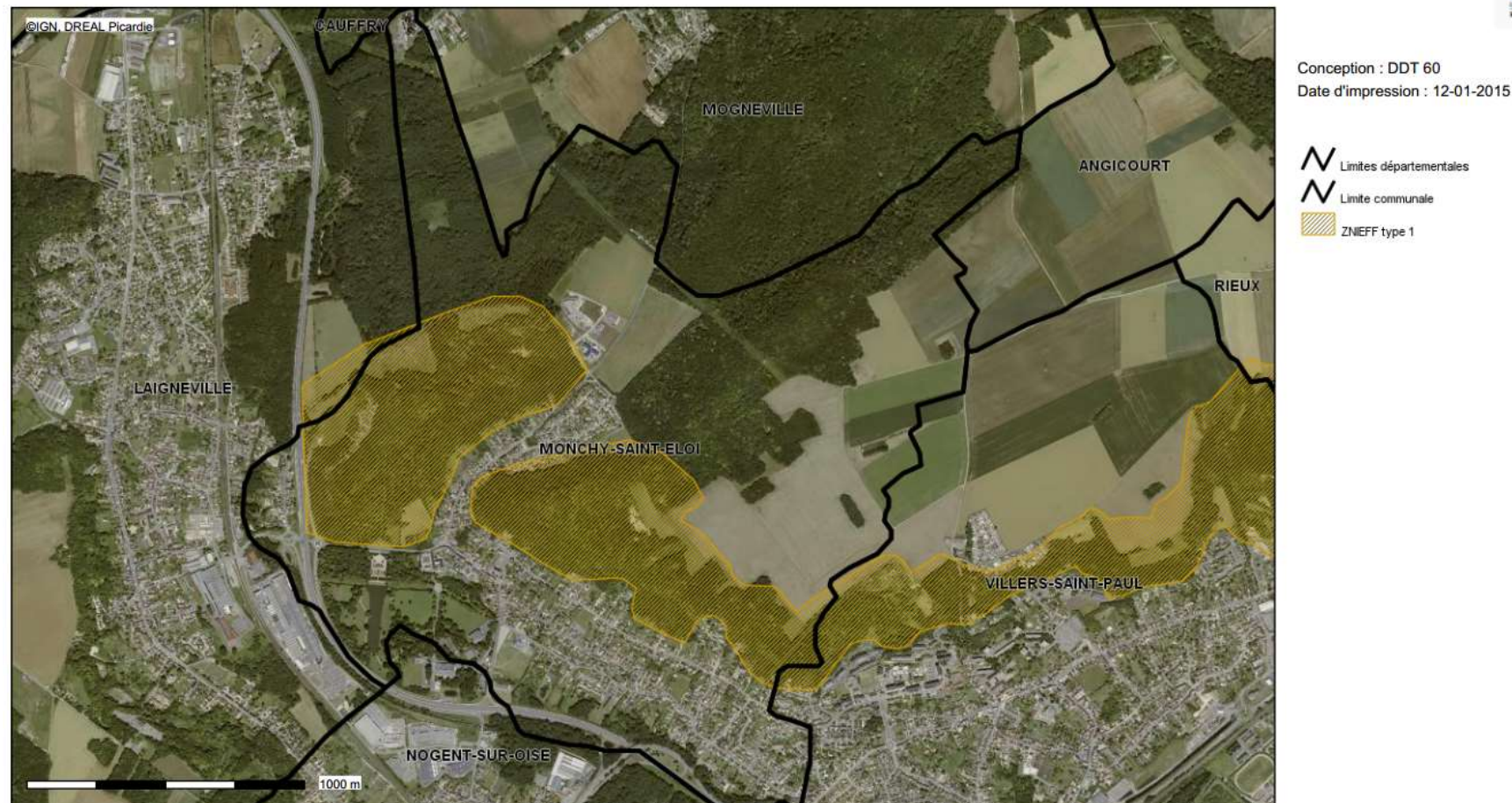
<i>odoratum</i> (Mill.) Druce, 1906										
<i>Quercus pubescens</i> Willd., 1805	-	Abondant								
<i>Silene otites</i> (L.) Wibel, 1799	-	Faible								
<i>Southbya nigrella</i> (De Not.) Henriq.	-									
<i>Teucrium montanum</i> L., 1753	-	Faible								
<i>Thesium humifusum</i> DC., 1815	-	Faible								
<i>Vincetoxicum hirundinaria</i> Medik., 1790	-	Faible								
<i>Vulpia unilateralis</i> (L.) Stace, 1978	-	Faible								

Espèces à statuts réglementé :

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
Mammifères	60383	<i>Myotis mystacinus</i> (Kuhl, 1817)	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) (lien)
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection (lien)
Oiseaux	2669	<i>Falco tinnunculus</i> Linnaeus, 1758	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)
	3723	<i>Anthus trivialis</i> (Linnaeus, 1758)	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (lien)

✓ **Cartographie des ZNIEFF de type I sur MONCHY SAINT ELOI :**

Enjeux Environnementaux



La ZNIEFF « PELOUSES ET BOIS DE LA BUTTE DE LA GARENNE A MONCHY SAINT ELOI » se situe sur vers Caucriaumont, sur la butte de la Garenne, à cheval entre les communes de MONCHY SAINT ELOI et de LAIGNEVILLE. L'autre ZNIEFF de type I intitulé « LES COTEAUX DE VILLERS SAINT PAUL ET DE MONCHY SAINT ELOI » se localise sur les coteaux de MONCHY SAINT ELOI, au Nord du bourg, au bord du plateau et plus particulièrement dans les massifs forestiers. Ces deux ZNIEFF encercle le bourg.

II.2.3.4 - Les espaces naturels sensibles

Afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés à l'article L. 110, le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non. (Article L142-1 du code de l'Urbanisme).

La commune accueille un ENS sur son territoire : le Marais.

Une convention tripartite a été signée entre la commune, l'ONF et le Conservatoire des sites naturels de Picardie.

II.2.4 - Sites et paysage

II.2.4.1 - Les Sites classés

Les sites classés sont des lieux dont le caractère exceptionnel justifie une protection de niveau national. L'objectif est de conserver les caractéristiques du site en le préservant de toute atteinte à l'esprit des lieux.

A début, étaient classés des éléments remarquables, isolés et menacés de dégradation (rochers, cascades, fontaines, sources, grottes, arbres...), des châteaux et leurs parcs. Ensuite, les protections ont progressivement porté sur de plus vastes étendues : massifs, forêts, îles... par exemple, les Gorges du Tarn, le massif du Mont-Blanc ou l'île de Ré. Les lieux de mémoire, comme le champ de bataille de Verdun, font aussi l'objet d'une protection au titre de l'Histoire.

Aucun site classé n'est identifié à MONCHY SAINT ELOI.

II.2.4.2 - Les Sites inscrits

Un site naturel inscrit désigne les sites naturels dont l'intérêt paysager, artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque exceptionnel qui, sans présenter une valeur ou une fragilité telle que soit justifié leur classement, ont suffisamment d'intérêt pour que leur évolution soit surveillée de très près. Cette surveillance se fait sous la forme d'une consultation de l'architecte des Bâtiments de France sur les travaux qui y sont entrepris.

Aucun site inscrit n'est identifié à MONCHY SAINT ELOI.

II.2.4.3 - L'opération Grand Site

Une Opération Grand Site est la démarche proposée par l'Etat aux collectivités territoriales pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle permet de définir et de mettre en œuvre un projet concerté de restauration, de préservation et de mise en valeur du territoire. Il s'agit de retrouver les qualités qui ont fait la renommée du site, mais aussi d'élaborer un projet qui permette d'en assurer la pérennité et de mettre en valeur le site dans toute sa diversité.

Une Opération Grand Site poursuit trois objectifs :

- Restaurer et protéger activement la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site ;
- Améliorer la qualité de la visite (accueil, stationnements, circuits, information, animations) dans le respect du site ;
- Favoriser le développement socio-économique local dans le respect des habitants.

La démarche comporte différentes étapes que les partenaires conduisent ensemble. Elle aboutit à un programme d'études et de travaux mis en œuvre par le gestionnaire du site (souvent un regroupement de collectivités territoriales), grâce à des financements apportés par l'Etat, les collectivités et le cas échéant l'Union européenne.

MONCHY SAINT ELOI n'est pas située dans le périmètre d'application d'une opération grand site.

II.2.5 - Les continuités écologiques

II.2.5.1 - Définition

La thématique des continuités écologiques est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques.

C'est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'homme leurs services.

Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. Les continuités écologiques sont ainsi constituées par des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

II.2.5.2 - Le patrimoine naturel ordinaire (haies, alignements arbres, mares, ...)

- Le végétal

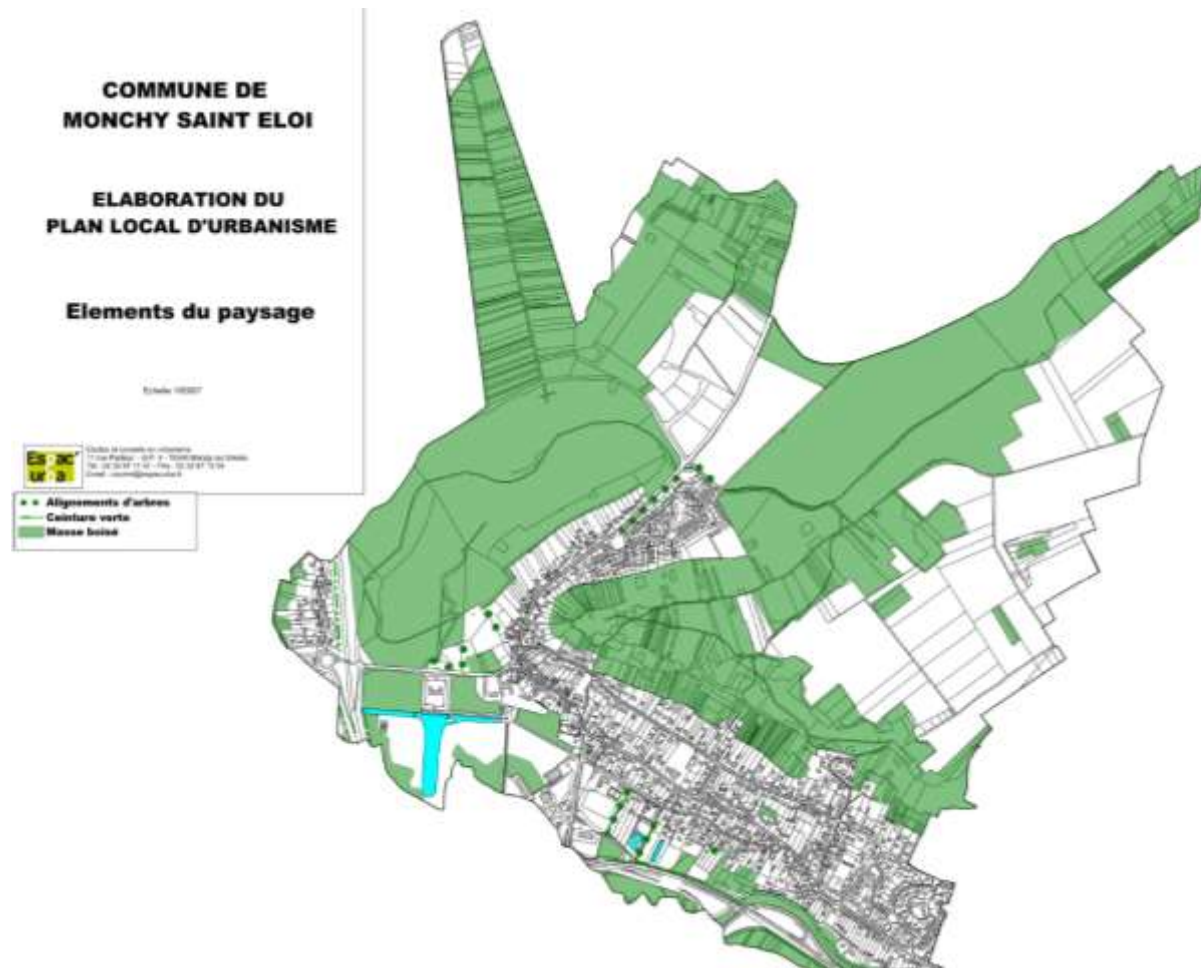
La commune possède également un patrimoine végétal qui se décline sous différentes formes. Celui-ci est présent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des zones bâties.

On retrouve tout d'abord les masses boisées, de taille plus ou moins importante :

- ✓ le Bois de Corbonval,
- ✓ le Bois Briard,
- ✓ le Bois de la Garenne,
- ✓ le Bois Brûlé
- ✓ Des masses boisées dans la vallée, au niveau du château et à Candilly.

On recense également quelques alignements d'arbres ainsi qu'un réseau de haies bocagères. Ces éléments sont présents essentiellement dans la vallée et au pourtour du bourg.

Un repérage de ces divers éléments, constituant le patrimoine végétal communal, a d'ailleurs été effectué par le groupe de travail afin de préserver la richesse et le cadre de vie de MONCHY SAINT ELOI.



A l'intérieur du village, cette richesse végétale apparaît dans les jardins privés et les espaces publics mais aussi dans les haies privées ou publiques qui permettent d'intégrer les constructions dans le paysage. Ces éléments naturels constituent de l'extérieur et de l'intérieur, l'image du village.



Les haies jouent de nombreux rôles. Il est donc intéressant de les conserver :

Intérêt pour la faune sauvage : beaucoup d'animaux empruntent les haies pour aller d'un endroit à un autre: elles servent de corridor. Nombreux sont les animaux qui y trouvent également un abri (nid, terrier) et leur nourriture.

Intérêt paysager : en cassant la monotonie des cultures, en guidant le regard, la haie permet de structurer le paysage.

Lutte contre l'érosion et régulation des eaux : située en bordure de cours d'eau, de fossés, elles permettent d'absorber une partie des eaux de pluie, régulant ainsi le niveau des cours d'eau et limitant les inondations.

Amélioration de la qualité des eaux : la haie grâce à son pouvoir d'épuration des eaux est très importante pour la rétention des produits polluants.

L'alignement d'arbres est défini comme un ensemble de sujets arborés, la plupart du temps d'une même essence et organisé selon un schéma simple et volontaire, la ligne. Il peut être multiplié pour varier l'effet ou créer un espace particulier. C'est ainsi que si les alignements routiers sont la plupart du temps par deux, sur les cours ou les allées il peut en exister des séries parfois importantes.





Les bois sont importants pour de multiples raisons :

- La protection contre les érosions grâce à son couvert continu ;
- L'action régulatrice sur le climat, l'air et le cycle de l'eau par la transpiration végétale et par la déviation des vents au sommet des arbres qui assurent un hygrométrie plus régulière au niveau du sol.

- **L'eau**

Sur la commune de MONCHY SAINT ELOI, l'élément « eau » se traduit d'une part par la présence du cours d'eau et d'autre part, par l'existence de mares.

Les Mares : Principales composantes des zones humides continentales par leur nombre, les mares présentent un très vif intérêt environnemental en raison de leur richesse biologique et de la multitude des fonctions biophysiques et sociales qu'elles remplissent. Les mares assurent de nombreux services écologiques indispensables à l'homme. Mais, de par leur petite taille et leur apparente trivialité, ces micro-zones humides sont souvent envisagées comme habitats de moindre « valeur »



II.3 - Le paysage

II.3.1 - La composition paysagère du territoire

D'après l'Atlas des Paysages de l'Oise, la commune de MONCHY SAINT ELOI appartient au grand ensemble paysager du Clermontois, ainsi qu'à 1 unité paysagère :

- ✓ « Le plateau du Clermontois ». Les principaux éléments de paysage de cette unité sont :
 - des paysages de grandes cultures ;
 - des paysages de polyculture ;
 - des paysages de massifs forestier.

Le Clermontois doit faire face à deux enjeux majeurs :

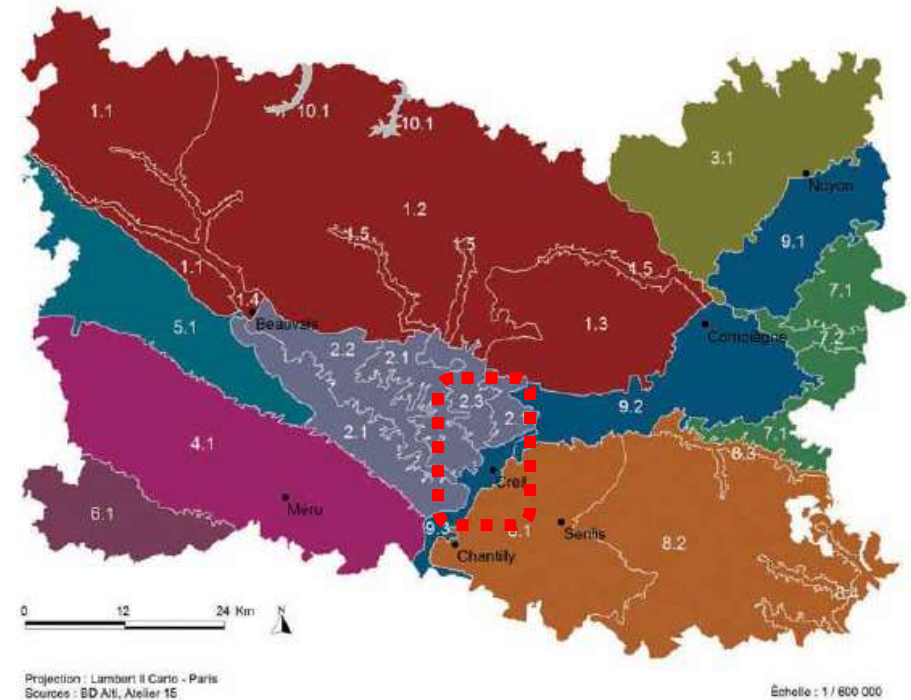
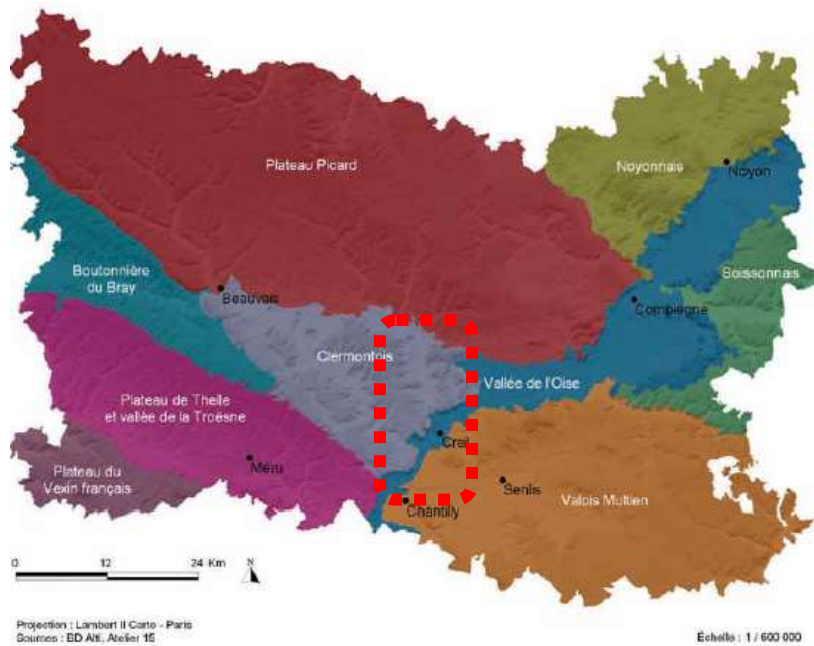
- La lisibilité des structures paysagères ;
- Le devenir de leur composante rurale.

Les principaux enjeux paysagers de MONCHY SAINT ELOI sont identifiés au niveau de la vallée et correspondent aux :

- Enjeux liés au développement de l'urbanisation ;
- Enjeux sur la lisibilité des vallées.

Au niveau du plateau, MONCHY SAINT ELOI fait face à l'enjeu sur les herbages et la polyculture.

Source : Extrait Atlas des Paysages de la Picardie



Légende

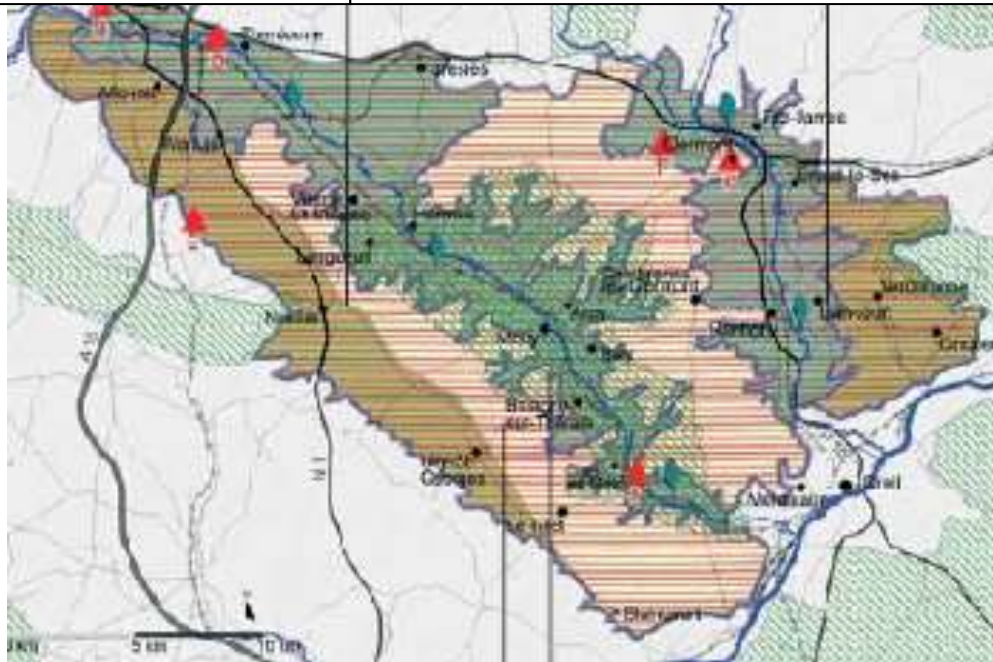
1.1	Plateau de la Picardie verte	2.2	Vallée du Thérain-aval	8.1	Plateau du Valois Multien forestier
1.2	Plateau du Pays de Chaussée	2.3	Vallée de la Brèche-aval	8.2	Plateau du Valois Multien agricole
1.3	Plaine d'Estrées-St-Denis	3.1	Noyonnais	8.3	Vallée de l'Automne
1.4	Vallée du Thérain-amont	4.1	Plateau de Thelle et Vallée de la Troisne	8.4	Vallées affluentes de l'Ourog : Gergonne, Grivette, Authieu
1.5	Petites vallées : Brèche, Arré, Aronde	5.1	Boutonnère du Bray	9.1	Vallée de l'Oise Noyonnaise
2.1	Plateaux du Clermontois : Mouy, Montataire, Liancourt	6.1	Plateau du Vexin français	9.2	Vallée de l'Oise Compiègnoise
		7.1	Plateaux du Soissonnais	9.3	Vallée de l'Oise Creilloise
		7.2	Vallée de l'Aisne	10.1	Vallées de la Selle et de la Noye (voir atlas des paysages de la Somme)

La plaine agricole et la Montagne de Liancourt :

- Devenir de l'urbanisme rural,
- Invention de réponses architecturales et urbaines spécifiques (urbanisation de versant)
- Maîtrise des développements d'activités.

La vallée de la Brèche aval :

- Devenir de l'urbanisme rural : invention de réponse architecturale et urbaine spécifiques (urbanisation de versant).
- Lisibilité des structures et caractères paysagers : gestion voies limitation des développements urbains ; ouverture des paysages, lisibilité de la présence de l'eau et reconversion des peupleraies



Les plateaux du Clermontois :

- Devenir de l'urbanisme rural de la Plaine Agricole et de la Montagne de Liancourt : Invention de réponses architecturales et urbaines spécifiques : Maîtrise des développements d'activités.

La vallée du Thérain aval :

- Devenir de l'urbanisme rural : Invention de réponses architecturales et urbaines spécifiques (urbanisation de versant)
- Lisibilité des structures paysagères (site, présence de l'eau) : reconversion des peupleraies
- Devenir du vocabulaire de recueil et circulation des eaux : maîtrise des développements urbains

II.3.2 - Les perceptions du territoire communal

En raison du relief et de l'occupation du sol, différents types de perceptions du paysage se dessinent sur le territoire communal :

- ✓ au niveau du plateau Nord : de vastes espaces ouverts dédiés à la culture ne présentent aucun obstacle visuel à l'œil, puis une masse végétale attire le regard : il s'agit de la ceinture végétale implantée au pourtour du bourg.
- ✓ au niveau du hameau de Caucriaumont : en venant de LAIGNEVILLE, ce dernier est marqué par des alignements d'arbres le long de la voirie, ainsi que des fosses plantées. Une liaison douce vient également longer la voirie (voie piétonne)



- ✓ Depuis la sortie de la RD 1016 : Cette dernière est marquée par une arrivée soudaine au milieu des habitations avec une rue assez étroite, laissant peu de place à la végétation.



- ✓ au niveau de la RD 62 : les perceptions sont plus fermées au niveau de la vallée qui canalise le regard par les masses végétales. En perceptions lointaines, le centre bourg est masqué par les végétaux.



II.3.3 - Approches visuelles des pôles construits

Lorsqu'on s'approche des entrées d'un pôle construit, les perceptions sont parfois différentes en fonction du type et de l'implantation du bâti. En effet, en général, le bâti ancien s'intègre dans le paysage (couleurs et matériaux). Par contre les constructions neuves sont plus visibles dans le paysage car elles sont, souvent, construites en dehors de la structure paysagère de la commune. Cet impact visuel est renforcé par des matériaux et couleurs utilisés non traditionnels. C'est pourquoi il faut porter une attention particulière aux constructions qui s'implantent en entrées de commune. Il semble donc important de réaliser des plantations d'essences locales afin d'intégrer visuellement ces nouvelles constructions.

Les 2 principales entrées du centre bourg offrent des vues et ambiances différentes.

L'entrée Ouest présente un caractère végétal assez présent une ceinture végétale intégrant visuellement les constructions présentes.

L'entrée Est offre un caractère urbain plus marqué avec la perception plus importante des diverses constructions d'habitations.

Perception depuis VILLERS SAINT PAUL



Perception depuis la rue de la République

L'entrée depuis la rue de la république offre un espace ouvert mélangeant végétation et habitations.

II.4 - L'organisation du territoire

II.4.1 - Rappel historique (source site internet : MONCHY SAINT ELOI.com)

La commune s'est appelée: Monciacum, Monciaco villa, Montchy, Moncy et Monchy-Eloi sous la Révolution.

Voici selon Saint Ouen, et rapportés par L.Graves, les événements qui se seraient produits à Monchy au temps de Saint Eloi et de suite après sa mort, et qui ont amené la dénomination actuelle du village. Eloi, conseiller des rois Clotaire II et Dagobert I, avait coutume en se rendant à la villa royale de Compiègne de prendre son gîte au-delà de la rivière d'Oise à Monchy chez son ami Vualdolenus. Or comme cet homme, après la mort d'Eloi eut ôté le lit et la couche où Eloi avait coutume de coucher, l'ayant mis en un autre lieu il se coucha sur celui-ci, et il fut pris d'une grande fièvre durant la nuit, et par révélation sa femme et lui ayans été avertis en songes qu'ils eussent à leur retirer de là et à rétablir la couche en sa place : le mary voyant que la fièvre ne le quittait point, et même qu'elle augmentait de plus en plus, fit remettre les lit et couche en leur place ; ce qu'il n'eut pas si tôt fait que la fièvre le quitta et il fût guéri. Ce qu'étant divulgué, plusieurs commencèrent d'y venir faire leurs vœux et offrandes, et où plusieurs miracles furent faits ? Ce qui donna occasion à cet hôte de quitter sa maison et de la donner pour qu'elle soit démolie et qu'à sa place ont construisit une église en bois dans laquelle furent mis les lit et couches d'Eloi, après la mort de celui-ci survenue en 659, de nombreux miracles s'opérèrent en ce lieu par le contact de son lit entre autres l'un vers Clotaire, roi de France. C'est vraisemblablement depuis cette époque que le village de Monchy doit l'épithète qui accompagne son nom au saint patron des forgerons et des orfèvres.



La légende dit aussi que vers 640, Eloi faisant construire un oratoire en forêt de Noyon, on vint l'avertir qu'un ours avait dévoré un des bœufs de l'attelage employé aux travaux. Eloi fit venir l'ours et le contraignit à prendre la place de sa victime. Le lieu en fut nommé ursus campus : « Ourscamp » (G..Poisson)

On ne sait pas par qui fut construit le premier château. Mais du XIII au XVIème, il relevait de l'abbaye royale du Parc-aux-Dames.

Vers 1340, le suzerain du moulin était le seigneur de Creil, comte Louis Ier de Clermont. Vers cette époque existait un manoir à Candilly, en bordure de la rue des Froids-Vents, où sont demeurées des caves du XIVème, biens conservées, au lieu appelé aujourd'hui le Clos des Moines. En 1539, le seigneur de Monchy était J.de Marigny, député de la paroisse à l'assemblée de Creil pour la réforme des coutumes du bailliage de Senlis. En 1570, la paroisse relevait de Rantigny et indirectement de la châtellenie de Bulles.

Lorsqu'Henri IV créa le marquisat de Verneuil en 1600, il y incorpora les seigneuries de Monchy, Mogneville et Villers. En 1646, une chapelle fut construite au château par le seigneur du lieu François Le Comte. Vers 1675, l'évêque de Grasse Antoine Le Comte fit planter au nord de la Petite Montagne, les arbres de la Grande Avenue. François Bréhamel, ayant acquis le château en 1726, fit planter entre la rivière et Caucriaumont le verger que l'on appela plus tard le Quinconce.

Pierre Poterat, conseiller du roi, acheta le domaine en 1740 et fit reconstruire le château, accompagné de quatre pavillons carrés remplaçant les quatre tours. Le tout entouré de murailles avec fossés remplis des eaux de la Brèche. Il s'agit de la construction que nous connaissons.

En 1764, ce fut Nicolas Guelle qui devint châtelain, puis la famille Percheron, avant le retour des Guelle en 1788. La propriété ne fut pas vendue comme bien national sous la Révolution. En 1816, Théophile Deyeux en devient propriétaire. Ce furent ensuite les familles Lévêque en 1829, de Poret en 1834, Lebœuf en 1865 (Julie Lebœuf fut plus connue sous le nom de Marguerite Bellanger, amie de Napoléon). Puis vint les Misanguy en 1875, Augustin Godillot célèbre fournisseur des chaussures de l'armée, Brabant en 1886, Dailly en 1896. Il sert depuis 1963 à l'association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports (A.F.T.IFTIM) Le château, fort bien restauré, les communs et la ferme sont devenus la base de l'école.



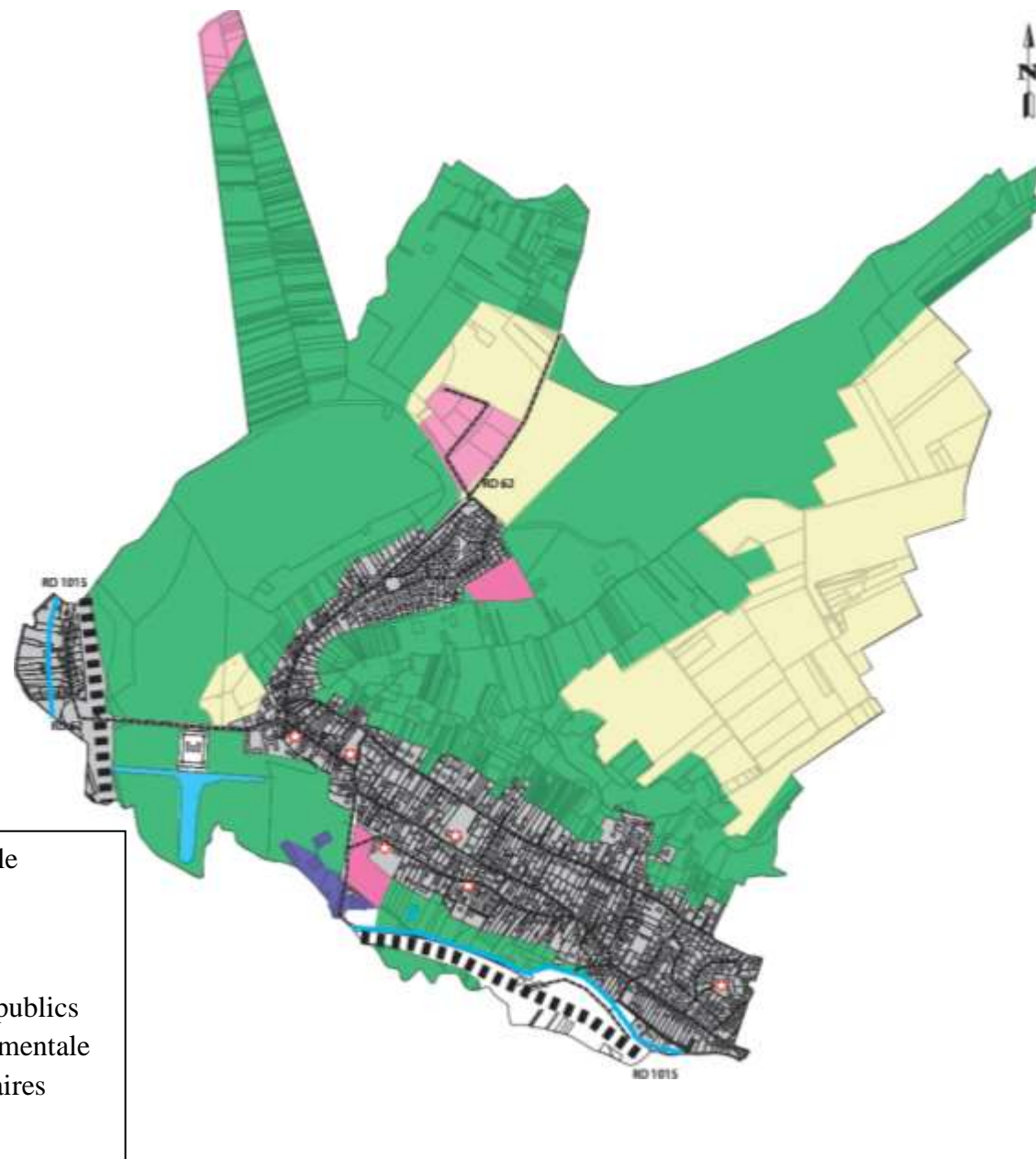
II.4.2 - L'occupation du sol

Le relief ainsi que certains éléments physiques structurants (axes de communication et cours d'eau) ont fortement conditionné le développement de l'urbanisation. Ainsi, MONCHY SAINT ELOI est constituée d'un centre bourg et d'un écart. Le centre bourg est implanté dans la vallée, proche du cours d'eau de la Brèche et de la RD 1015. L'urbanisation s'est ainsi diffusée progressivement, dans un axe Nord Ouest/Sud Est, parallèlement à la vallée.

Les équipements publics sont regroupés dans le centre pour former un « pôle d'équipements » : mairie, bibliothèque, salle polyvalente, terrain de football, école et église.

Les axes routiers principaux desservant le territoire communal sont les routes départementales numéros 1015 et 62.

Une vaste masse boisée occupe une grande partie du territoire communale (coteau + plateau). Elle se situe autour du bourg, comme le montre la carte ci-contre.



II.4.3 - La consommation de l'espace

Un bilan des surfaces urbanisées depuis la mise en place du POS a été effectué. La méthodologie employée se base sur la comparaison entre 2 sources:

- Le cadastre du POS, approuvé le 1 juillet 1995. Les premières modifications ont été engagées en 2001. Il a été ensuite approuvé le 18 décembre 2006.
- la 2^{de} photo correspond à une campagne réalisée en 2010 sur le département de l'Oise.

Ces informations ont ensuite été complétées avec la connaissance du territoire communal par les élus. Les photographies présentées ci-après correspondent aux surfaces consommées depuis 10 ans.

Ainsi, au total, ce sont un peu plus de **5.47 hectares** qui ont été urbanisés depuis l'entrée en vigueur du POS, dont 2.16 hectares pour l'habitat, et 3.31 Ha pour les équipements, dont l'EHPAD « la résidence la Grande Prairie ». Cette consommation de l'espace pour la commune de MONCHY SAINT ELOI se décline ainsi et sur le cadastre dans les pages suivantes :

- **dans le bourg :**
 - 2.16 hectares pour les habitations.
- **en continuité du bourg**, au Nord, 3.31 Hectares ont été urbanisés afin d'accueillir des équipements publics. (résidence « la Grande Prairie »).

Une estimation a également été établie pour connaître la moyenne parcellaire de l'habitat. Ainsi, l'analyse des différentes opérations d'aménagement réalisées depuis le POS révèle une moyenne parcellaire d'environ 800 m².

Libellé	Type	Superficie m ²	Superficie Ha
1	Habitat	395,66	0,04
2	Habitat	922,66	0,09
3	Habitat	565,22	0,06
4	Habitat	611,88	0,06
5	Habitat	4623,58	0,46
6	Habitat	1743,57	0,17
7	Habitat	423,19	0,04
8	Habitat	784,15	0,08
9	Habitat	990,30	0,10
2	Habitat	809,03	0,08
11	Habitat	398,22	0,04
12	Habitat	514,10	0,05
13	Habitat	427,66	0,04
14	Habitat	414,87	0,04
15	Habitat	1360,45	0,14
16	Habitat	1304,38	0,13
17	Habitat	1095,94	0,11
18	Habitat	342,62	0,03
19	Equipements publics	33083,68	3,31
20	Habitat	862,95	0,09
21	Habitat	3122,37	0,31
Total		54796,48	5,47

COMMUNE DE MONCHY SAINT ELOI

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Analyse foncière

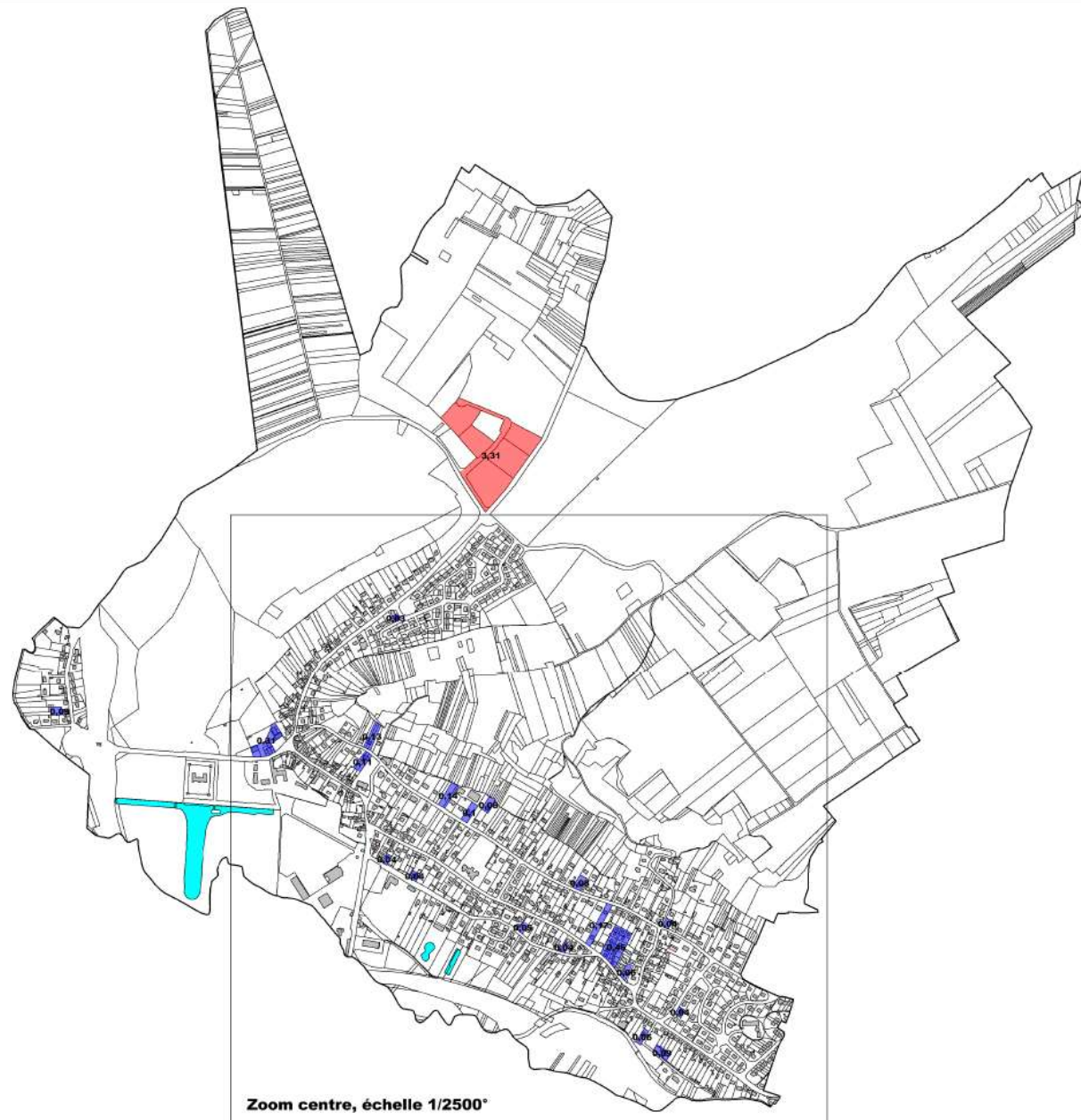
Bilan de la consommation
modifié suite à la réunion du 6 Janvier 2015

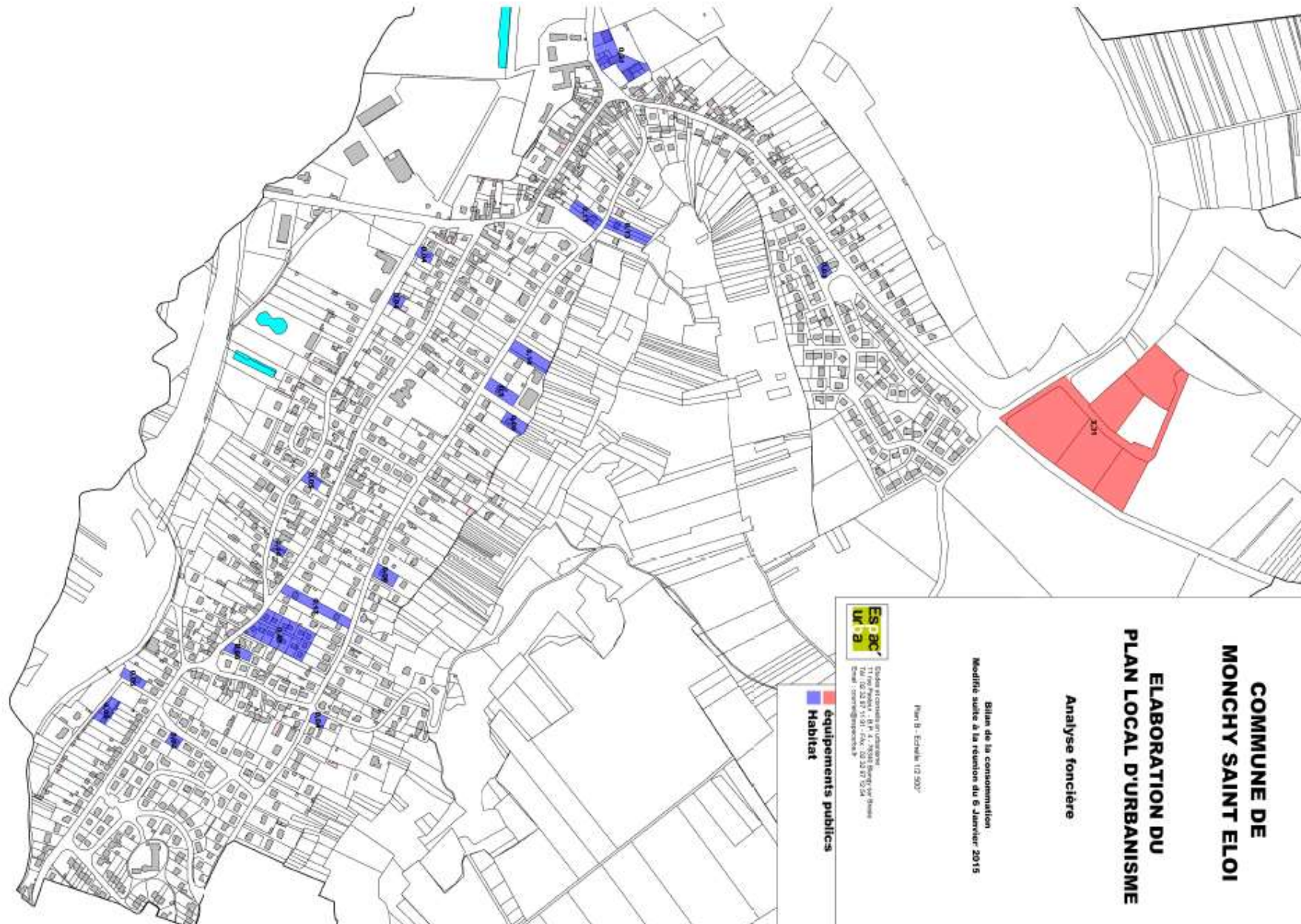
Plan A - Echelle 1/5000°



Etudes et conseils en urbanisme
11 rue Pasteur - B.P. 4 - 76340 Blangy sur Bresse
Tel : 02 32 97 11 91 - Fax : 02 32 97 12 54
Email : courriel@espacurba.fr

équipements publics
Habitat



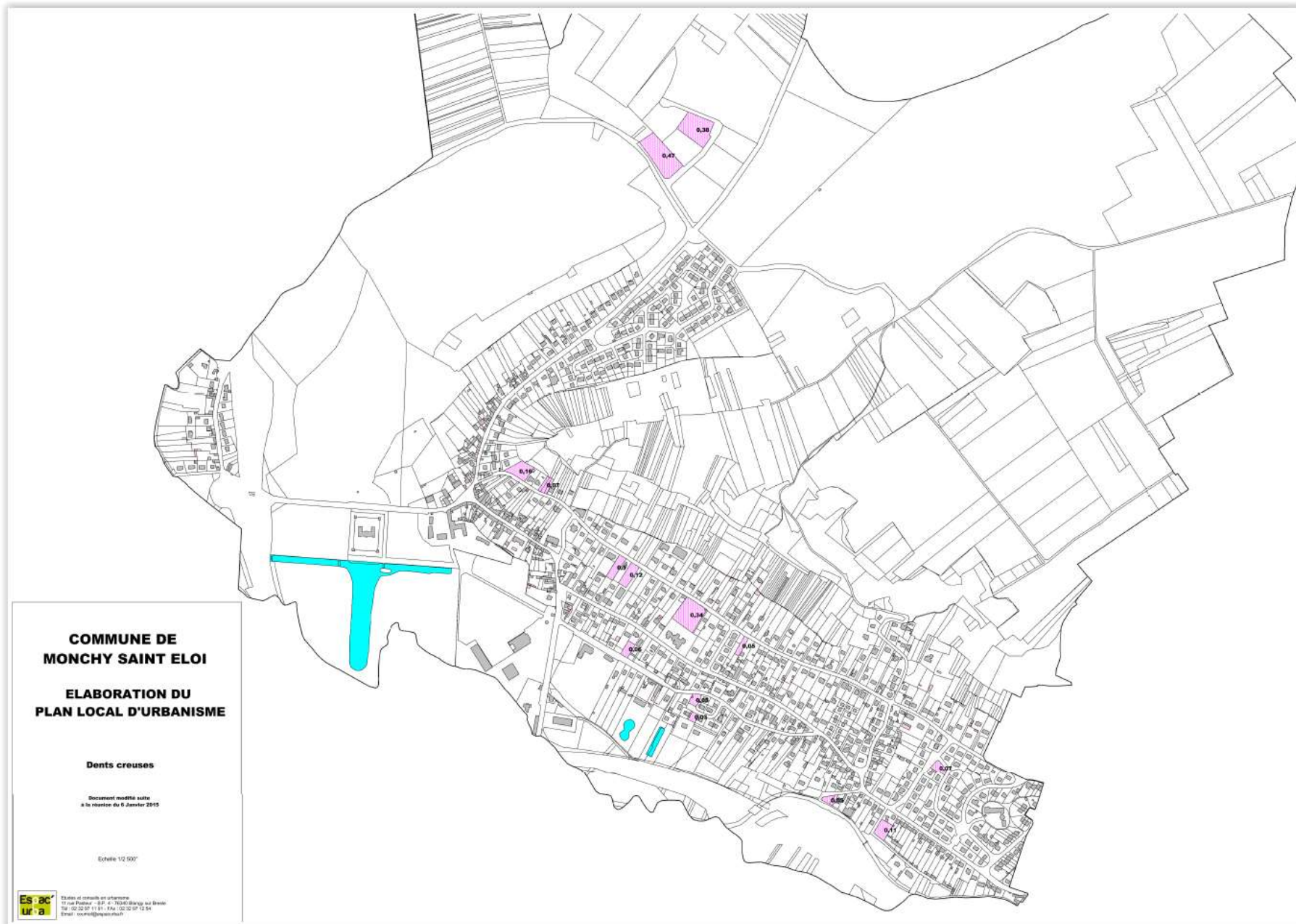


II.4.4 - Les dents creuses

Un recensement des dents creuses a aussi été effectué. Les dents creuses sont des parcelles non construites entourées par des terrains bâtis. Les politiques actuelles de renouvellement urbain préfèrent la densification des zones urbaines à la consommation d'espaces agricoles et naturels. Des zones ont donc été repérées.

Dents creuses	Contraintes	Superficie m²	Superficie Ha	Total Ha (hors contraintes)
1	Aucune	3449,18	0,34	0,34
2	Aucune	1168,16	0,12	0,12
3	Bois, rétention 30 %	1592,15	0,16	0,1
4	Aucune	3848,34	0,38	0,38
5	Aucune	4676,13	0,47	0,47
6	Aucune	1134,03	0,11	0,11
7	Aucune	1013,22	0,1	0,1
8	Aucune	344,24	0,03	0,03
9	Aucune	714,71	0,07	0,07
10	Aucune	649,66	0,06	0,06
11	Aucune	513,08	0,05	0,05
12	Aucune	546,16	0,05	0,05
13	Aucune	531,38	0,05	0,05
14	Aucune	697,15	0,07	0,07
Total		20877,59	2,06	2

Ainsi, deux hectares de dents creuses ont été observés à MONCHY SAINT ELOI. Il s'agit des parcelles encore urbanisable inscrite dans le POS. Il est à noter que deux parcelles près de l'EHPAD, dans la zone Nord du bourg, sont encore urbanisables. Cela concerne probablement l'accueil d'équipements publics (0.85 ha, soit un peu moins de 9000 m²). Cela se résume à une capacité de 1.15 hectare urbanisable dans le cœur du bourg. Un plan de localisation est joint page suivante.



II.4.5 - Les espaces mutables

Un recensement des espaces mutables a également été effectué. Celui-ci consiste à repérer les espaces dans lesquels il serait possible de densifier.

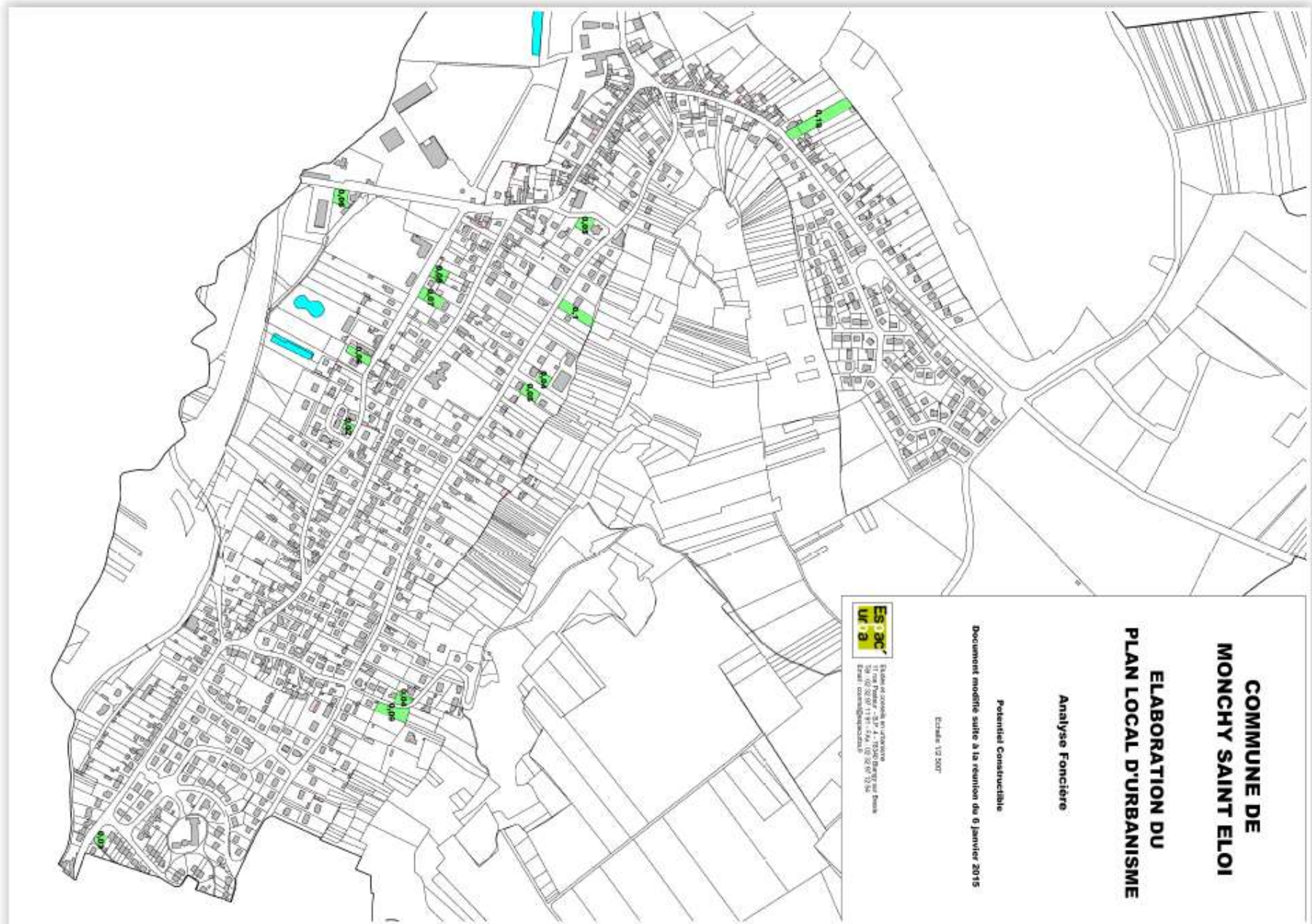
Espaces mutables	Contraintes	Superficie m ²	Superficie Ha
1	Aucune	1949,94	0,19
2	Aucune	523,12	0,05
3	Aucune	951,81	0,1
4	Aucune	366,18	0,04
5	Aucune	522,67	0,05
6	Aucune	438,83	0,04
7	Aucune	924,39	0,09
8	Aucune	327,83	0,03
9	Aucune	599,28	0,06
10	Aucune	543,91	0,05
11	Aucune	712,7	0,07
12	Aucune	560,83	0,06
13	Aucune	217,71	0,02
14	Aucune	704,75	0,07
Total		9343,95	0,92

Un peu moins de 1 hectare d'espaces mutables a été comptabilisé. Ces espaces sont répartis au cœur du bourg. Une carte de localisation est jointe page suivante.



Hameau de Caucriaumont

Dans le hameau de Caucriaumont, une parcelle en espace mutable a été identifiée. Ainsi, une parcelle de 712 m² pourra, à terme accueillir une future construction.



II.5 - Le bâti

II.5.1 - Le bâti ancien

II.5.1.1 - Les caractéristiques du bâti ancien

Sur MONCHY SAINT ELOI, on distingue 2 typologies différentes dans le bâti ancien.

Elles se retrouvent aussi bien au niveau des caractéristiques du parcellaire qu'au niveau des constructions et sont liées à l'histoire communale. Ainsi, on observe :

- dans le cœur du bourg à proximité de l'église. Les constructions se sont implantées en bordure des voiries, ne laissant pas percevoir le jardin, d'où un caractère très minéral de ces espaces. L'ensemble des constructions anciennes donne un caractère homogène au centre bourg. Cette homogénéité est due à la morphologie des constructions ainsi qu'aux matériaux. L'implantation des maisons est à l'alignement, ce qui définit bien « l'espace rue ». Le parcellaire, assez étroit, est par contre très profond. Il a conduit à la construction de nombreuses maisons à étages, et à la réalisation d'annexes derrière ces maisons.
- un bâti plus diffus sur le reste du territoire. Ces constructions correspondent, majoritairement, à d'anciens corps de ferme. Le parcellaire est beaucoup plus vaste ; les constructions sont réparties sur la parcelle selon de leur fonction.

L'architecture est traditionnelle à la région :

- implantation en front de rue ou retraits avec un espace jardin sur l'espace public,
- les volumes sont simples avec un rez-de-chaussée plus des combles voire un étage,
- une toiture à deux versants, à 45° de moyenne,
- les ouvertures en façade sont plus hautes que larges,
- en toiture, les lucarnes animent les façades,

Localisation du bâti ancien



Le parcellaire ancien dans le bourg





*Certaines constructions sont composées d'un rez-de-chaussée et de combles aménagés
D'autres constructions ont des volumes plus importants : rez-de-chaussée + étage + combles*



II.5.1.2 - Les matériaux

Les matériaux rencontrés sur la commune de MONCHY SAINT ELOI sont très diversifiés : la brique, le silex, la pierre (bloc de calcaire), le torchis, l'ardoise et la tuile. Ces tons s'harmonisent entre eux et permettent une homogénéité du bâti ancien. Les constructions neuves pourront s'inspirer de ces caractéristiques afin de permettre une meilleure intégration dans le site.



II.5.1.3 - Les éléments de détails

Même si dans la volumétrie, les habitations de MONCHY SAINT ELOI se ressemblent, chaque habitation se distingue grâce à sa façade personnalisée : utilisation de différents matériaux, appareillages de briques, détails de construction, piliers de portails, murs de clôtures...



II.5.2 - Le bâti récent

Le principe de construction de type pavillonnaire est dominant au pourtour des noyaux anciens. Le parcellaire est caractéristique : il s'agit d'une trame très géométrique et regroupée sur elle-même. La maison est implantée au centre de la parcelle avec un jardin d'agrément. La proportion des volumes construits est modifiée : l'habitation est plus massive et la richesse des détails architecturaux réduite voire inexistante. Les matériaux utilisés sont le parpaing enduit et la tuile.

L'hétérogénéité de ces groupements est accentuée par des implantations en retrait par rapport à l'alignement souvent en milieu de parcelle, rendant ainsi nécessaire les clôtures.

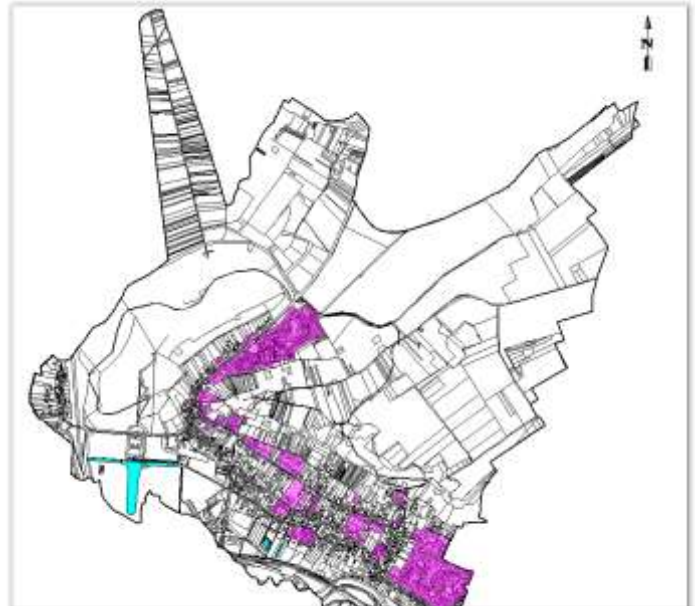
L'habitat pavillonnaire est le type de logements le plus recherché depuis une quarantaine d'années. Bien que les règles d'implantation de la construction dans la parcelle soient variables, l'immeuble respecte le volume traditionnel : maison à rez-de-chaussée, à plan rectangulaire avec combles aménageables, toitures en tuiles ou ardoises avec lucarnes, pente à 40-45°, fenêtres sur pignons, sous-sols aménagés, construction en retrait de l'alignement, orientation personnelle.

Le bâti récent s'est développé :

- soit au coup par coup, le long des axes de communication, en fonction des disponibilités foncières,
- soit à travers des opérations d'aménagement d'ensemble.

La création d'un aménagement d'ensemble est l'occasion d'une réflexion sur les formes urbaines ainsi que sur les liaisons.

Localisation du bâti récent



Le parcellaire caractéristique du bâti récent



Les constructions groupées



Les constructions individuelles



II.5.3 - Le patrimoine

II.5.3.1 - Le patrimoine bâti

- Les monuments historiques

Un monument historique est un immeuble ou un objet mobilier recevant un statut juridique particulier destiné à le protéger, du fait de son intérêt historique, artistique, architectural mais aussi technique ou scientifique.

La protection au titre des monuments historiques constitue une servitude de droit public.

Deux niveaux de protection existent : un monument peut être **classé ou inscrit** comme tel, le classement étant le plus haut niveau de protection.

Les immeubles dont la conservation présente un intérêt public au point de vue de l'histoire ou de l'art peuvent être **classés comme monuments historiques**. Les immeubles classés au titre des monuments historiques, en raison de leur intérêt historique, artistique et architectural exceptionnel, font l'objet de dispositions particulières pour leur conservation afin que toutes les interventions d'entretien, de réparation, de restauration ou de modification puissent être effectuées en maintenant l'intérêt culturel qui a justifié leur protection. L'immeuble classé au titre des monuments historiques ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, sans autorisation de l'autorité administrative.

Les immeubles qui, sans justifier une demande de classement immédiate au titre des monuments historiques, présentent un intérêt d'art ou d'histoire suffisant pour en rendre désirable la préservation peuvent être **inscrits au titre des monuments historiques**. Les immeubles inscrits au titre des monuments historiques, en raison de leur intérêt historique, artistique et architectural, font l'objet de dispositions particulières pour leur conservation afin que toutes les interventions d'entretien, de restauration ou de modification puissent être effectuées en maintenant l'intérêt culturel qui a justifié leur protection. Les services de l'État chargés des monuments historiques définissent, en fonction des caractéristiques des immeubles inscrits concernés, les conditions scientifiques et techniques selon lesquelles les interventions sur ces monuments historiques sont étudiées, conduites, et font l'objet de la documentation appropriée. Ils veillent à leur mise en œuvre. Avant toute intervention notamment de travaux sur un immeuble inscrit, il appartient au propriétaire de se rapprocher des services de l'État en charge des monuments historiques (les directions régionales des affaires culturelles).

La commune de MONCHY SAINT ELOI ne possède pas de monument historique inscrits ou classés sur son territoire. Cependant, MONCHY SAINT ELOI est concerné par le périmètre liée au monument historique de l'église de LAIGNEVILLE, plus particulièrement le hameau de Caucriaumont.

- **Le patrimoine vernaculaire**

MONCHY SAINT ELOI possède un patrimoine vernaculaire de qualité, trace de l'histoire communale : église, calvaires, Château...

• **EGLISE SAINT ELOI (source mairie)**

Plus que par son extérieur assez remanié, l'église de Monchy présente un intérieur intéressant. Elle se compose de deux bâtiments juxtaposés, qui rendent son plan irrégulier. La partie droite de l'église actuelle aurait été construite entre la fin du XI^{ème} et le début du XII^{ème} siècle. Le clocher, carré, se trouve dans la partie sud la plus ancienne, précédant l'autel de cette nef. Le premier étage a des fenêtres romanes bouchées, à arcades avec billettes. Un cordon d'étoiles court à la naissance des arcs. La corniche est une torsade. Le second étage est percé de lancettes simples avec corniches à têtes de clous. Il est surmonté par un toit pyramidal à quatre pans couvert d'ardoises. Cette partie au midi formait l'édifice primitif. Sa chapelle est sur l'emplacement du premier monument dédié à Saint Eloi, elle est assez sombre, avec des chapiteaux sculptés d'hommes et d'animaux, sa corniche est à arcatures romanes, avec contre corbeaux et têtes plates. Ces arcatures géminées se retrouvent à Bury, Cambronne, Cauffry, Nogent et Villers. La partie nord de l'église : façade, nef, chœur arrondi, a été accolée après une cinquantaine d'années, vers la fin du XII^{ème} siècle, comme le révèle la corniche à folioles trilobées. Le portail se trouve au centre de la façade nord. C'est une ogive romane à voussures et boudins portant sur des colonnettes dont les chapiteaux ont des feuilles saillantes. Au-dessus sont deux fenêtres en ogive simple. A côté il en est une autre semblable. Une porte basse dessert la nef primitive. Les murs nord et sud ont des fenêtres identiques. Le chœur sud présente trois petites fenêtres en plein cintre, à colonnettes. L'abside est polygonale. Cependant sa corniche est un hémicycle. Cela provient dit Graves de la reconstruction en 1667 du chœur nord, probablement sous l'initiative de la famille LECONTE qui possédait le Château. Il n'y a pas de transept. L'intérieur présente aussi deux parties: celle du midi est plus basse on peut y voir une statue de Saint Eloi accompagné de ses attributs emblématiques (marteau et enclume). Le chœur y est de transition, avec de grosses nervures et des colonnes à chapiteaux de réminiscences de l'art antique, une flore semi-conventionnelle et des scènes de l'histoire sainte ou fabriquées par une imagination fantaisiste. Le chœur nord a aussi des nervures à boudins, simples et soutenues par de hautes colonnes. Derrière l'Autel, un retable sculpté que l'on peu attribuer au XVII^{ème} siècle, représente « l'Annonciation » avec de part et d'autre, à gauche Saint Eloi, et à droite Saint Nicolas. Sur un piédestal à gauche de l'Autel, une statue du Christ offerte à l'église en souvenir de M et Mme Alfred DAILLY. Dans la Nef on peut



admirer à gauche en entrant, un confessionnal en bois sculpté, et les fonds baptismaux en pierre. Un peu plus avant, un christ crucifié, et sur la droite : la Chaire en bois sculpté ornée de cinq panneaux, représentant saint Jean-Baptiste et les quatre évangélistes. Sur tout le pourtour des murs, on peut voir des tableaux en plâtre moulé représentant « le Chemin de Croix ». La nef sud est plafonnée. Celle du nord est couverte en berceau par des lambris de bois. Parmi les statues on peut admirer particulièrement, une « Piéta », et une « Vierge à l'enfant » qui sont magnifiques. Dans le Registre Paroissial, on peut lire que deux cloches furent bénites le 6 août 1673, l'une baptisée Marie, Elisabeth, est aujourd'hui disparue, (probablement réquisitionnée et fondue suite aux décrets de 1793). L'autre Elisabeth, Bonne, toujours en place actuellement dans le clocher, porte les armes épiscopales de Antoine LECONTE Seigneur de Monchy et autres lieux, qui devint évêque de Grasse en juillet 1681 et mourut à Monchy le 6 septembre 1683. Ces armes consistent en 2 carrés dont les cotés sont décorés de feuillages en triangle. Au centre d'un carré les lettres I.H.S et au centre de l'autre les lettres M.A. Cette cloche est également décorée de deux sujets religieux, le premier représente un Christ en croix et Marie (?) et l'apôtre Jean. Le second : La vierge portant l'enfant Jésus entourée de deux évêques, à sa gauche saint Eloi et à sa droite saint Nicolas. Sous le sujet, une estampille en forme de cœur au centre duquel se trouve une cloche avec le nom Jean GILLO (probablement le fondeur) et au dessous les lettres F & M. Il est à signaler que les deux chœurs sont réunis par une arcade en ogive où une colonnette de soutien (désaxée) a été placée pour la sécurité de l'ensemble. Une bannière ancienne, nous rappelle qu'autrefois un pèlerinage avait lieu chaque année en l'église, de Monchy. Le Parvis restauré, fût inauguré par le Maire James EMROT et son Conseil Municipal le 17 avril 1993 qui lui donnèrent le nom de Serge LAMARCHE ancien prêtre de Nogent sur Oise de 1964 à 1991, ayant également desservi la Paroisse de Monchy Saint Eloi à la suite du décès du Père François FRUCHAUD en 1986.

• CHATEAU DE MONCHY

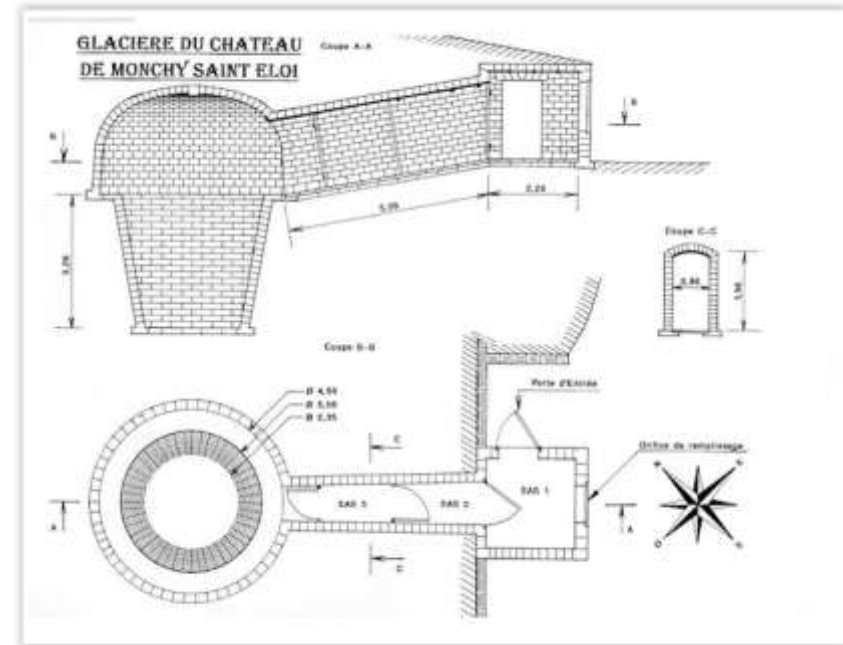
Château construit vers 1650 par Antoine Leconte, évêque de Grasse, qui mourut à Monchy en 1683. François Bréhamel, ayant acquis le château en 1726, fit planter entre la rivière et Caucriaumont, le verger que l'on appela plus tard le Quinconce. Pierre Poterat, conseiller du roi, acheta le domaine en 1740. Il fit reconstruire le château, accompagné de quatre pavillons carrés remplaçant les quatre tours. Le tout entouré de murailles avec fossés remplis des eaux de la Brèche. En 1764, ce fut Nicolas de Guelle qui devint chatelain, puis la famille Percheron, avant le retour des Guelle en 1788. Le domaine appartint à Théophile Deyeux en 1816. C'était le fils de Nicolas Deyeux, chimiste membre de l'institut, qui avait présenté à l'empereur en 1811, le premier pain de sucre de betterave pressée dans son laboratoire et qui s'installa dans les dépendances. Ce furent ensuite les familles Lévêque en 1829, de Poret en 1834, Leboeuf en 1865 (Julie Leboeuf fut plus connue sous le nom de Marguerite Bellanger, amie de Napoléon). Ce fut ensuite les Misanguy en 1875, Augustin Godillot (célèbre fournisseur des chaussures de l'armée) en



1879, Brabant en 1886, Dailly en 1896. La propriété fut vendue en 1963 à l'Association de Formation Professionnelle des Transports (A.F.P.T.)

• **La glacière du château de MONCHY SAINT ELOI :**

Elle est située à une cinquantaine de mètres au Nord-Ouest du portail du Château, de l'autre côté de la rue de Caucriaumont dans un terrain appelé la "Demi-Lune" au lieu-dit "La Garenne". C'est une glacière du type maçonnée, en pierres calcaires provenant des carrières locales, elle est intégrée dans une butte naturelle couverte de végétation, située à la base d'un coteau à forte pente appelé la "Petite Montagne" (anc. Mont de Caucry). Pour pénétrer dans cette glacière, on trouve tout d'abord un premier sas en rocaille de forme carré de 2,20m sur 2,20m. C'est la partie visible de l'extérieur, ce sas comporte une ouverture en façade qui servait probablement au remplissage de la glacière, et était ensuite refermé. Sur le côté droit orientée vers le Nord-Est, la porte d'entrée bien à l'abri du bas de la colline, afin d'éviter toute entrée d'eau dans la glacière. A l'intérieur du sas une seconde porte permettait d'entrer dans l'unique couloir conduisant à la cuve, ce couloir rectiligne et axé sur la coupole, descend en pente douce sur une longueur de cinq mètres, sa forme et sa hauteur sont constantes mais sa largeur diminue légèrement vers le fond. Il était recoupé vers le milieu de sa longueur par une porte intermédiaire, formant ainsi un second sas son plafond est renforcé par quelques fers qui sont très oxydés. L'extrémité de ce couloir arrive sur la partie supérieure de la cuve au niveau maximum de remplissage. La cuve circulaire d'une profondeur de 3,20m est tronconique, sa conicité est faible, le petit diamètre se situant vers le fond. Celui-ci est constitué par le terrain naturel sablonneux donc très perméable. En effet le fond de cuve avait une grande importance, car il permettait l'évacuation de l'eau de fusion, très préjudiciable à la bonne conservation de la glace. (la cuve a un volume d'environ 20 m³) Le raccordement du couloir avec la coupole, est appelé "la lunette", il était aussi fermé par une porte formant un troisième sas, ces dispositions permettaient de limiter au maximum les entrées d'air extérieur (source principale de réchauffement d'une glacière). Toutes les portes étaient en bois, elles sont aujourd'hui disparues il ne reste que quelques gonds encore scellés dans la maçonnerie. Une banquette permet de cheminer sur tout le pourtour supérieur de la cuve. Celle-ci est surmontée d'une coupole sphérique légèrement aplatie, réalisée en pierres soigneusement appareillées, qui prolonge directement les parois verticales. Sur place, on peut voir au plafond, un crochet qui permettait de suspendre une lanterne pendant les opérations de remplissage où d'extraction de la glace.



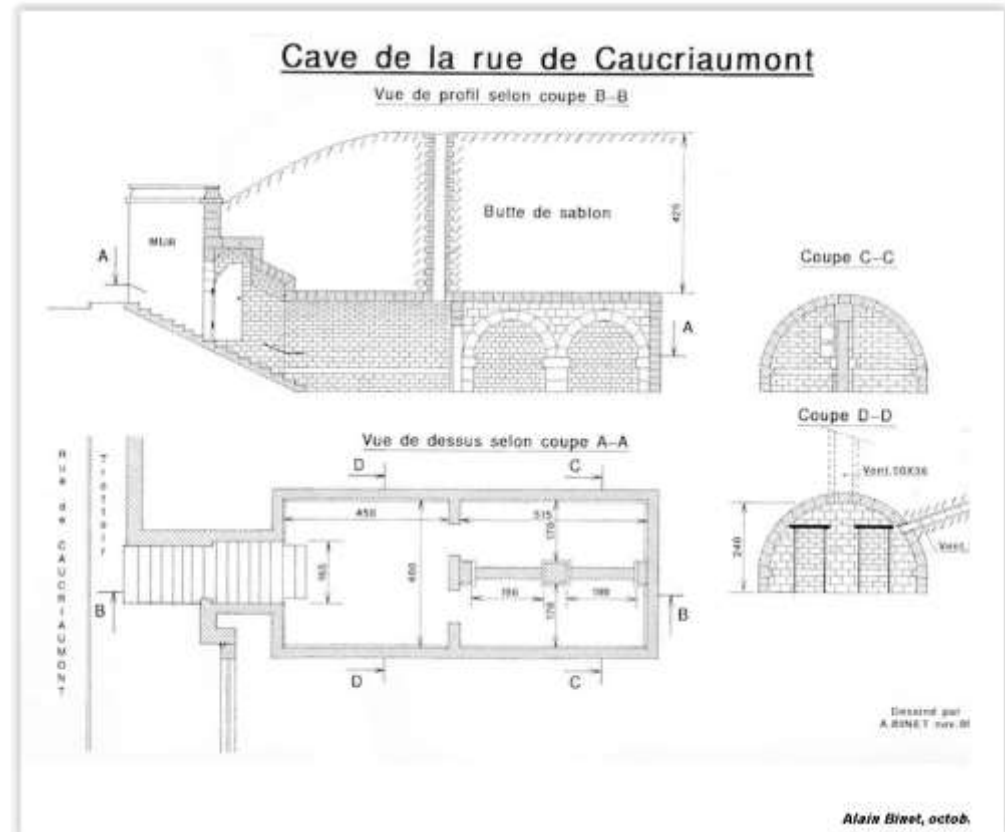
- **La cave :**

La Cave de la rue de Caucriaumont :

Le promeneur qui passe au nord du Château en empruntant la rue de Caucriaumont, est intrigué par une voûte de pierre dans le mur de la propriété de la « Garenne », laissant deviner une ancienne entrée souterraine. S'il écoute certaines rumeurs locales, on lui parlera de départ d'un souterrain, de communication avec la glacière qui est toute proche. Il n'en est rien il s'agit simplement d'une grande et belle cave appartenant au domaine du Château qui permettait de stocker les provisions, le vin et le cidre. Car dans la propriété même du Château, la nature du sol et la faible profondeur de la nappe phréatique, ne permettaient pas le creusement d'une cave enterrée. Le départ de l'escalier qui empiétait sur le trottoir a été remblayé, par les services techniques de la ville, et l'entrée partiellement murée pour des raisons de sécurité.

Description de cette Cave :

Un escalier de pierre partait du trottoir à l'angle du mur le plus proche de la chaussée, après être descendu de quelques marches, l'on trouvait une porte en bois à deux vantaux qui s'ouvraient vers l'intérieur, dans une cavité ménagée à cet effet dont la clé de voûte en forme de croix est remarquable, continuant notre descente, l'on se trouve en présence d'une belle cave voûtée en pierre partagée sur sa profondeur en deux parties par un mur. La première partie est ventilée par une cheminée de pierre partant du sommet de la voûte et remontant à la verticale sur 4,25 m pour arriver à la surface de la colline de sable surmontant la cave. Un conduit en poterie part obliquement sur la droite vers le mur de roaille extérieur contigu à la glacière. La partie du fond est divisée en deux parties égales, par un mur de refend d'une épaisseur de 60cm constitué par deux arcades en plein cintre soigneusement appareillées. Au cours des temps ses arcades ont été remplies d'un mur en moellons afin de séparer complètement les deux parties une porte permet l'accès à chacune d'elles. Dans la partie de gauche deux petites cavités en pierre ont été aménagées dans le mur du fond et constituent un petit rangement. Une bordure taillée en saillie marque le soubassement sur tout le pourtour de la cave.



- **MOULIN DE MONCHY**

Moulin à blé construit en 1747 dans le parc du château, il appartenait au sieur Vertin. Propriété de Mr. Auprix de 1874 à 1925, puis de Georges Mazeau qui en fait un atelier de mécanique de précision et de décolletage. Devenue propriété de l'A.F.P.T. en 1963, la grande roue à palette est restée sur son emplacement ancien et a été bien restaurée ainsi que les bâtiments.

- ❖ **Plan de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine Plan de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine**

Le plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) est un document d'urbanisme tenant lieu de plan local d'urbanisme (PLU) dans le périmètre du secteur sauvegardé. Il fixe, sur le territoire auquel il s'applique (secteur sauvegardé), les principes d'organisation urbaine ainsi que les règles destinées à assurer la conservation et la mise en valeur du patrimoine architectural et urbain.

Ce plan comporte des dispositions spécifiques permettant de fixer, parcelle par parcelle, les règles qui s'appliquent à chacun des immeubles et des espaces situés à l'intérieur de son périmètre.

La commune de MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par un plan de sauvegarde et de mise en valeur.

- ❖ **Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine**

Une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP ou AMVAP) est une servitude d'utilité publique ayant pour objet de « promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces ». Les AVAP ont été instituées par la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 en remplacement des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).

Une AVAP peut être établie par l'assemblée délibérante d'une commune, de plusieurs ou d'un établissement public de coopération intercommunale s'il est compétent en matière d'urbanisme.

Les objectifs de l'AVAP sont déterminés en fonction du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLU. Le règlement de l'AVAP contient, notamment, des règles relatives à la conservation ou à la mise en valeur des espaces naturels et à l'insertion paysagère des constructions.

La commune de MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

II.5.3.2 - Le patrimoine archéologique

Constituent des éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel (article L.510-1 du code du patrimoine).

L'article L.522-5 du code du patrimoine prévoit qu'avec le concours des établissements publics ayant des activités de recherche archéologique et des collectivités territoriales, l'État dresse et met à jour la carte archéologique nationale. Cette carte rassemble et ordonne pour l'ensemble du territoire national les données archéologiques disponibles.

Dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'État peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Les informations, à venir du porter à connaissance, ne représentent en aucun cas un inventaire exhaustif du patrimoine archéologique de la commune. D'autres sites non localisés dont la documentation est trop partielle peuvent ne pas avoir été mentionnés. Des découvertes fortuites sont donc toujours possibles.

Ces découvertes fortuites sont protégées par les articles L.531-14 et suivants du code du patrimoine. Cet article L.531-14 précise que « lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitations ou de sépultures anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie ».

✓ La loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques

Afin d'éviter toute destruction de site, qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et délits contre les biens (articles 322-1 et 322-2 du code pénal), le Service Régional de l'Archéologie devra être immédiatement prévenu de toute découverte fortuite conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 27 septembre 1941, validée par l'ordonnance n° 45-2092 du 13 septembre 1945 et reprise à l'article L.531-14 du code du patrimoine précisé ci-dessus.

« Conformément aux dispositions de l'article L. 522-5 du code du patrimoine, les projets d'aménagement affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones définies en annexe sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation. »

« Par ailleurs, en dehors de ces zones, des découvertes fortuites au cours de travaux sont possibles. En ce cas, afin d'éviter toute destruction de site qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et aux délits contre les biens (articles « 322-1 et 322-2 » du code pénal), le Service Régional de l'Archéologie devra en être immédiatement prévenu, conformément à l'article L.531-14 du code du patrimoine. »

✓ La loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive

Cette loi modifiée par la loi n° 2003-707 du 1er août 2003 a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics et privés concourant à l'aménagement.

Les dispositions de cette loi sont pour partie reprises aux articles L.510-1 et suivants du code du patrimoine institué par l'ordonnance 2004.178 du 20 février 2004.

✓ Le décret n° 2004.90 du 3 juin 2004

Il précise notamment les opérations susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique qui ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde, définies par la loi du 17 janvier 2001 modifiée.

Aucune donnée n'est disponible concernant les sites archéologiques de MONCHY SAINT ELOI.

II.6 - Les déplacements

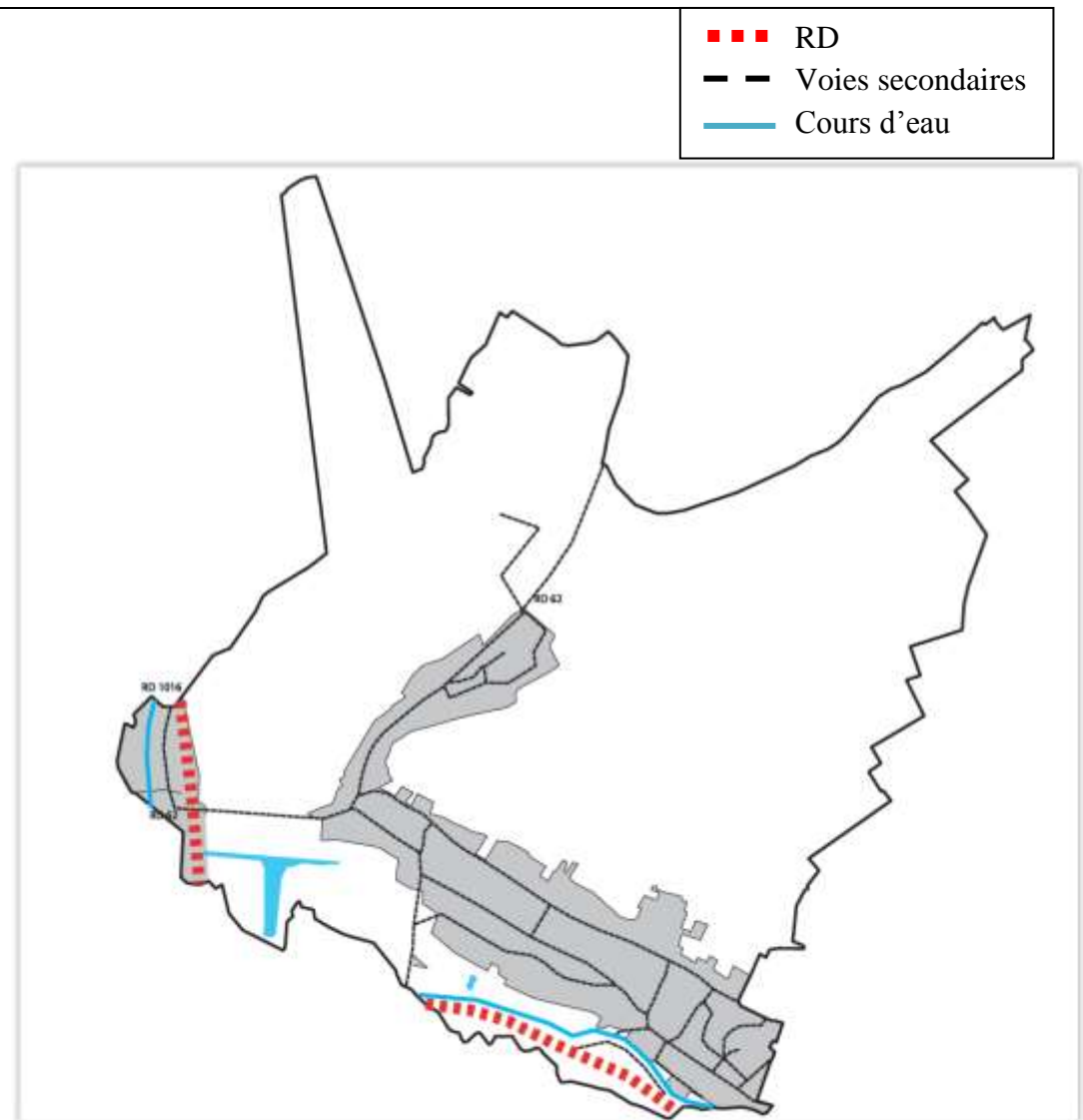
II.6.1 - Les déplacements internes à la commune

A noter que le territoire de MONCHY SAINT ELOI est parcouru par plusieurs types de voiries :

- les routes départementales,
- les voiries secondaires,
- les chemins communaux.

Le gabarit des voiries varie en fonction de leur typologie :

- Larges (2 voies distinctes) et accompagnées de trottoirs pour les voiries principales,
- Plus étroites pour les voiries secondaires ; les piétons ne disposent pas d'un cheminement spécifique aménagé. Dans cette typologie de voirie, on retrouve les impasses des opérations d'aménagement, qui par leur configuration, ne permettent pas les connexions entre les quartiers.
- Les chemins ruraux ne sont (généralement) pas destinés à la voiture mais permettent les déplacements doux.



- **Les routes départementales RD1016, 62 et 200**

Axe fort, cette route départementale RD1016 relie CREIL à CLERMONT, vers BEAUVAIS. Cette voie est parallèle à la Brèche. Elle s'est inscrite à l'Ouest du territoire communal dans une vallée humide. Cet axe fait le liant entre MONCHY SAINT ELOI et un pôle de service plus important : CREIL.



L'autre voie départementale, la RD62, est perpendiculaire à la vallée. Elle permet de relier le plateau et la vallée. Elle se situe au Nord de la commune. Elle s'inscrit sur le plateau, se trouvant perpendiculairement à la vallée de la Brèche. Elle démarre au nord de la commune pour relier la vallée, par l'Ouest.

La RD 200 passe au Sud du territoire communal. Elle se connecte à une voie de circulation plus importante: la RD 1016. C'est une voie de circulation dense où l'urbanisation est peu présente. Elle permet de relier la commune de NOGENT SUR OISE et VILLERS SAINT PAUL.



- **Le tissu viaire secondaire :**

Un réseau de voies secondaires complète le maillage du territoire. Ces voies secondaires se distinguent, soit par des voies à grand gabarit présentant une morphologie de 2x2 voies, soit par des gabarits de voirie resserrés, ne laissant la place qu'à une voiture. Cela se remarque très nettement dans les hameaux.



- **Les gabarits de voiries des opérations d'aménagement :**

Cette typologie se caractérise par une voirie de 6m, qui permet de desservir les quartiers d'opérations d'aménagement. Comme le montre cette photographie (Rue de l'Aulnaie), ces voies sont souvent des impasses avec une raquette de retournement.



- **Les chemins agricoles :**

Ils entourent les zones bâties et assurent la liaison entre les différentes entités. Ce sont des voies peu larges s'appuyant sur la topographie naturelle.

- **Le tissu viaire piétonnier rural :**

De nombreux cheminements doux ont été aménagés sur le territoire de MONCHY SAINT ELOI. On les retrouve aussi bien :

- A l'intérieur des 2 principaux pôles construits
 - o Circulations sécurisées des piétons et cycles en bordure des voiries,
 - o Connexions inter-quartiers.
- En zones agricoles, afin de relier les différents hameaux ou écarts.



Aménagements piétons en bordure des voiries



Liaison inter-quartier



Aménagements piétons en zone rurale



L'analyse des circulations démontre :

- Une présence de plusieurs formes modales : voiture, piétons, liaison de bus...
- Un manque d'espace dédié aux cyclistes. Malgré tout, les cyclistes empruntent la voirie au même titre que les véhicules,
- Des aménagements sécurisés au cœur du bourg. Les carrefours ou rond-point (voir photo page précédente) sont correctement aménagés pour améliorer la circulation des piétons,
- Des liaisons inter-quartier existent entre les nouvelles opérations d'aménagement et le bâti ancien,
- Des voies sont présentes pour accéder au pôle d'équipement au Nord de la commune. Cependant, celle-ci reste à améliorer au niveau de la sécurité pour les piétons,
- Au niveau des espaces publics, le centre-bourg de MONCHY SAINT ELOI possède un tissu d'espace public ayant un vocabulaire routier, de carrefour et de desserte des habitations. Par ailleurs, la commune dispose de place dans les espaces résidentiels. Elles servent d'air de retournement pour l'impasse, mais elles offrent un lieu de rencontre, encore sous-exploité, pour les habitants du quartier.

Pour conclure, la typologie de voirie sur la commune de MONCHY SAINT ELOI est multiple. Les routes départementales RD 1016 et RD 62 sont les plus empruntées par les automobilistes. Ce sont les principales artères de la commune. Malgré tout, nous pouvons remarquer que les différents modes de transports ne sont pas en adéquation. En effet, malgré la présence de voies piétonnes, celles-ci sont plus sécurisées dans le centre bourg où l'on retrouve de multiples espaces publics. De plus, le stationnement sauvage s'est installé quelques fois en périphérie. Il en est de même pour le réseau communal. En effet cela pose des problèmes pour les Personnes à Mobilité Réduite concernant l'accessibilité de la voirie.

Les objectifs, en matière de déplacement, sont les suivants :

- Renforcer et valoriser la centralité de MONCHY SAINT ELOI ;
- Renforcer le cheminement piéton dans la commune, connecter un chemin piéton au circuit de randonnée pour favoriser le développement touristique de la commune et de son territoire. Connecter par un renforcement des cheminements piétons le centre historique et la route départementale RD62, axe de développement des équipements.
- Valoriser le caractère des espaces publics existants avec leur proximité et le lien piéton à renforcer.



II.6.2 - Les déplacements extérieurs à la commune

Actuellement, les déplacements en direction des bassins d'emplois et de vie se réalisent majoritairement par l'intermédiaire de la voiture.

Toutefois plusieurs moyens de transport alternatifs peuvent également être utilisés par les habitants de MONCHY SAINT ELOI.

Ainsi, outre le transport scolaire, les habitants de MONCHY SAINT ELOI peuvent bénéficier du système de transport mis en place par le département : une ligne de bus régulière passe par MONCHY SAINT ELOI, la ligne n°1. Elle relie CREIL à CLERMONT.

Il existe aussi des lignes de Bus scolaire :

- Ligne COL.VSP - Collège Emile Lambert Villers- Saint Paul
- COLCAUFFRY - Collège du Marais Cauffry

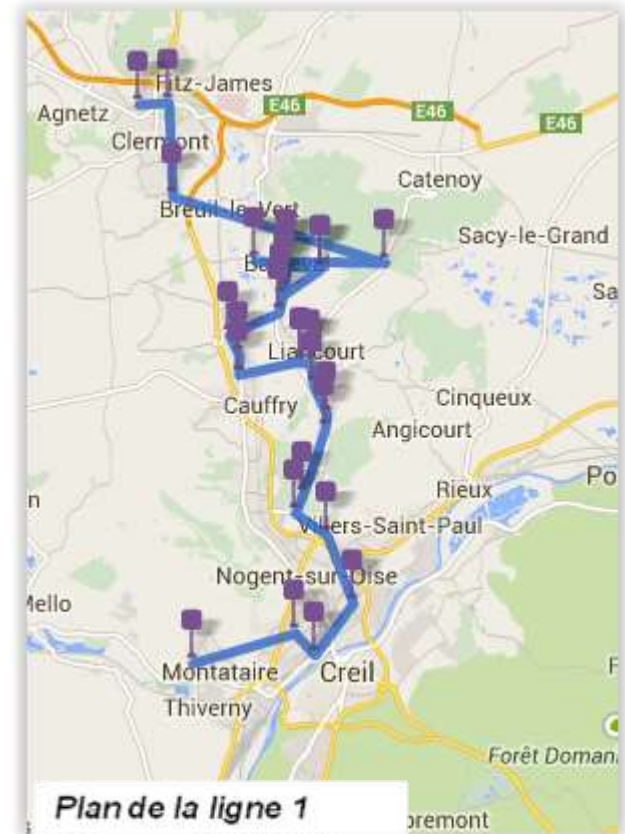
La proximité du train, avec la gare de Creil, permet aussi aux habitants d'avoir une alternative de transport.

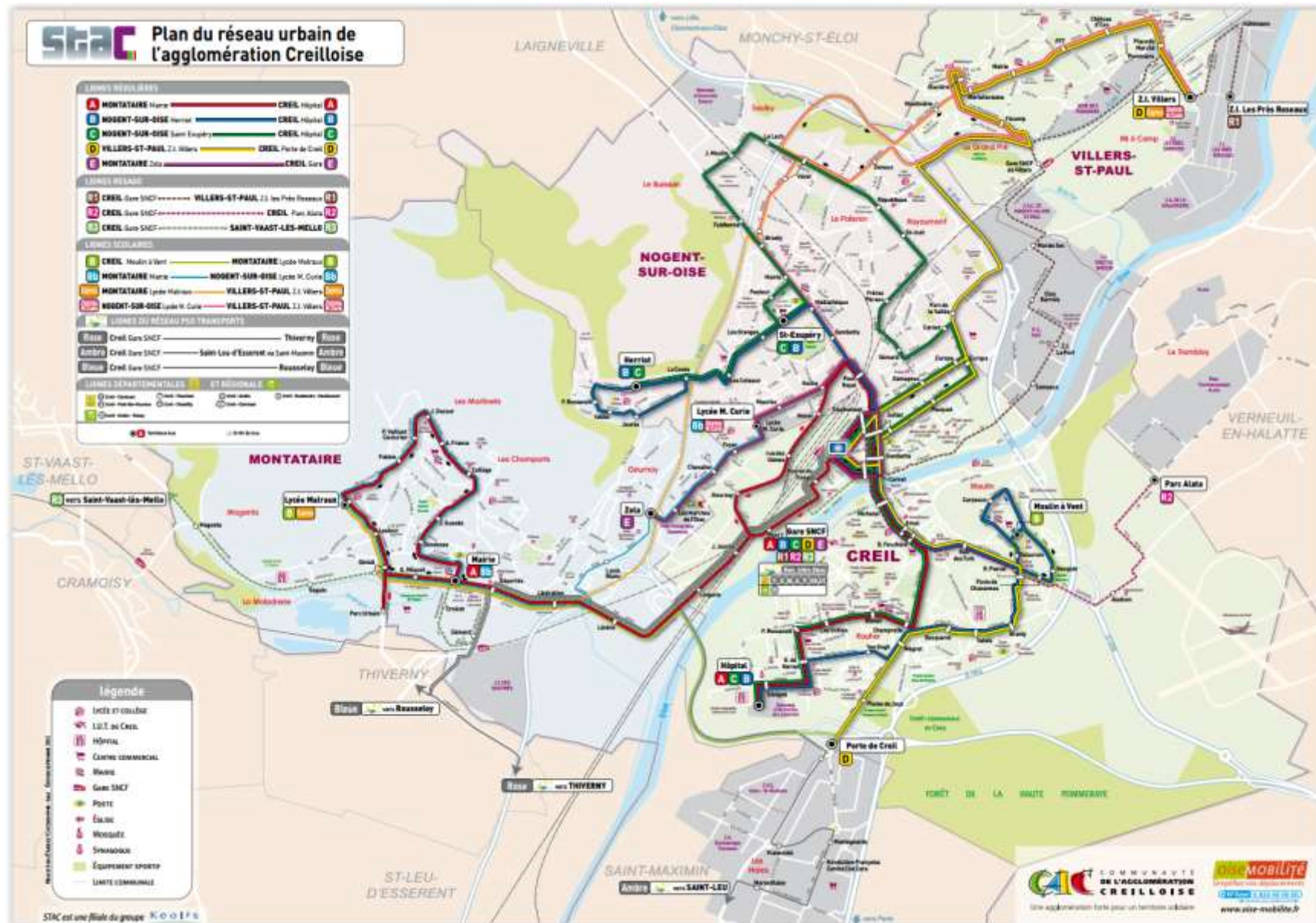
La proximité de 2 autres gares : **LAIGNEVILLE** et **VILLERS SAINT PAUL** permettent aux habitants de MONCHY SAINT ELOI de s'y rendre à pieds.

MONCHY SAINT ELOI ne fait pas partie du réseau urbain de l'agglomération Creilloise: aucun bus de dessert la commune (voir page suivante). Les lignes les plus proches se situent à VILLERS SAINT PAUL.

Pour les habitants de MONCHY SAINT ELOI, il y a la possibilité de faire appel à des taxis grâce à la présence de sociétés dans l'agglomération Creilloise.

A noter que des informations sont disponibles sur le site internet <http://www.oise-mobilite.fr>. Ce site regroupe les informations sur tous les transports collectifs présents au sein du département de l'Oise.





II.6.3 - Les capacités de stationnement

Le bilan des capacités de stationnement de véhicules a été réalisé au cœur du bourg car les principaux enjeux de stationnement se situent sur cette zone de la commune et sont liés à 3 destinations principales :

- les habitations,
- les commerces et services,
- les équipements publics.

2 typologies de stationnement ont été distinguées :

- des stationnements que l'on qualifiera « d'officiels » et qui sont matérialisés par des marquages au sol,
- des stationnements que l'on identifiera comme « tolérés ».

Concernant les possibilités de mutualisation, les stationnements recensés répondent déjà à diverses destinations. Au total ce sont environ 200 places organisées en parking (place de la république, mairie, commerces, Clos Saint Paul, salle communale et sport, ...). Les stationnements latéraux dans les rues n'ont pas été comptabilisés. Enfin, l'entreprise AFTRAL contient environ 200 places de stationnement sur son site. Les autres activités (dont celles de la Croix Blanche) gère le parking sur leur parcelle.

Seuls points noirs : le stationnement dans le cœur de bourg, devant la mairie. Le croisement des véhicules est en effet difficile avec le stationnement autorisé constituant la seule possibilité des habitants des habitations du bourg (sans garage).

Voici quelques photographies présentant les places de stationnements :

Place Rue de la République : environ 12 stationnements



Mairie : environ 14 stationnements



Place Rue de la République : stationnement latéral



II.7 - Les risques et nuisances

En application de l'article L.121-1-3 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme doit prendre en considération l'existence de risques naturels prévisibles et de risques technologiques. Cette prise en considération devra être justifiée dans le rapport de présentation et se traduire par des mesures particulières dans le zonage.

II.7.1 - Les risques naturels

II.7.1.1 - Les cavités souterraines

Le BRGM a été chargé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, du Transport et du Logement (MEDDTL) de réaliser un inventaire des cavités souterraines d'origine anthropique (hors mines) ou naturelle sur l'ensemble du territoire métropolitain. Le département de l'Oise, dont le territoire comprend un nombre important de cavités souterraines, fait partie des départements sélectionnés pour faire l'objet d'un inventaire spécifique. Ainsi, le recensement des cavités souterraines (hors mines) du département, inscrit au programme 2010-2011, a pour objectif principal de recenser, caractériser et localiser les cavités du département.

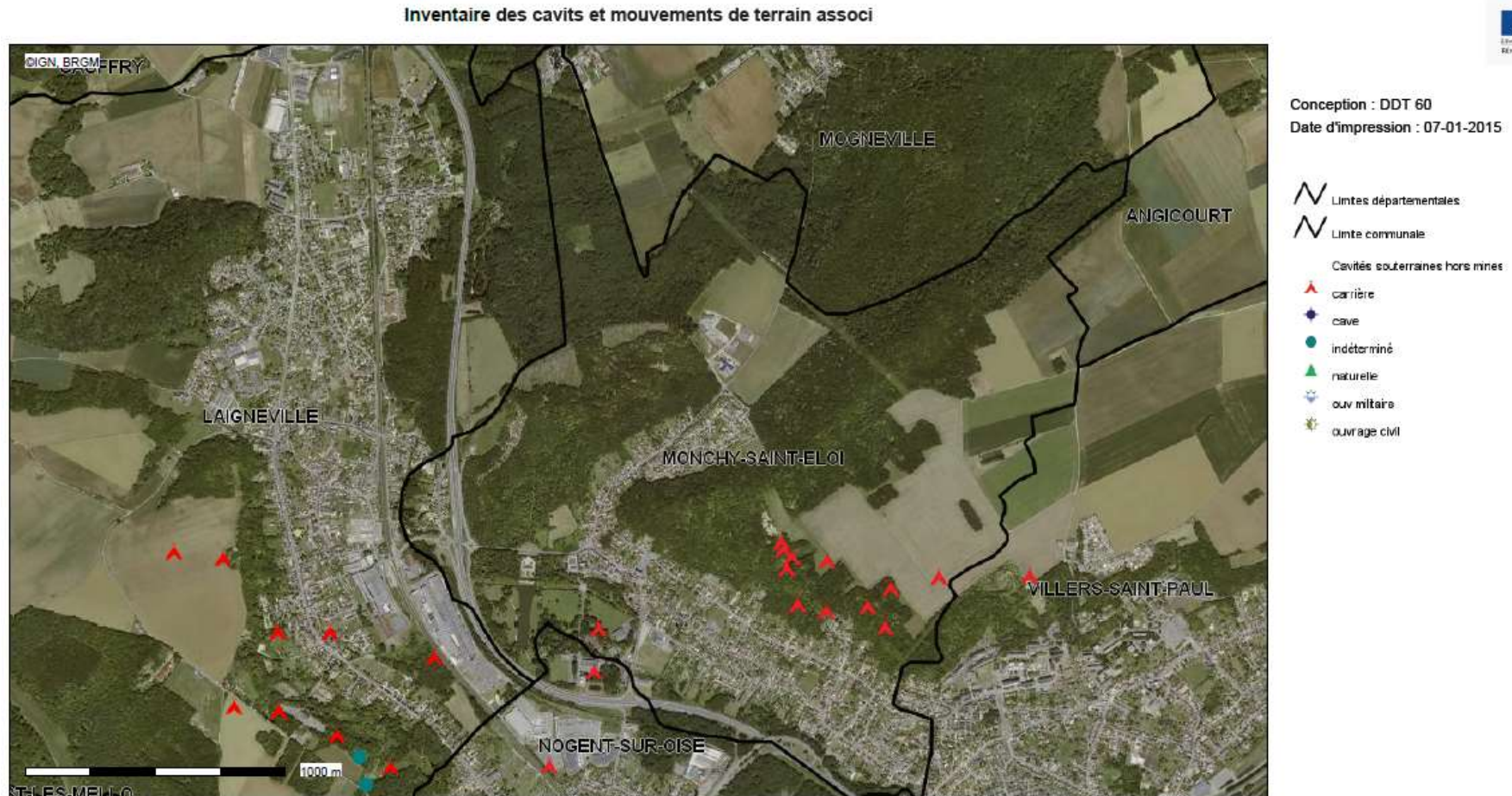
Les cavités concernées par le présent inventaire sont :

- les carrières souterraines abandonnées, à savoir les exploitations de substances non concessibles et dont l'exploitation est désormais arrêtée,
- les ouvrages civils tels que les tunnels, les aqueducs,
- les caves abandonnées à usage agricole et industriel,
- les ouvrages militaires (fortifications et sapes des dernières guerres),
- les cavités naturelles.

Le but de l'étude est :

- A l'échelle départementale, de conserver la mémoire des cavités souterraines, désormais pour la plupart abandonnées, les archives écrites concernant les anciennes exploitations étant le plus souvent incomplètes et dispersées.
L'information concernant la localisation et l'extension des cavités souterraines abandonnées, lorsqu'elle est disponible, permet une meilleure connaissance du risque, et donc sa prévention, et l'organisation des secours en cas de crise. Elle peut en particulier permettre l'élaboration de cartes de l'aléa associé à la présence des cavités souterraines, et ainsi participer à l'élaboration de Plans de Prévention des Risques naturels, comme à l'information préventive du public.

- A l'échelle nationale, d'initier une démarche globale de recensement des cavités souterraines d'origine anthropique et naturelle, ce qui suppose de réaliser ce travail d'inventaire départemental sur l'ensemble du territoire, la connaissance des zones sous-cavées étant jusqu'à présent diffuse, hétérogène et incomplète.



MONCHY SAINT ELOI est concerné par 12 cavités souterraines de type carrière.

II.7.1.2 - Le risque « mouvements de terrains »

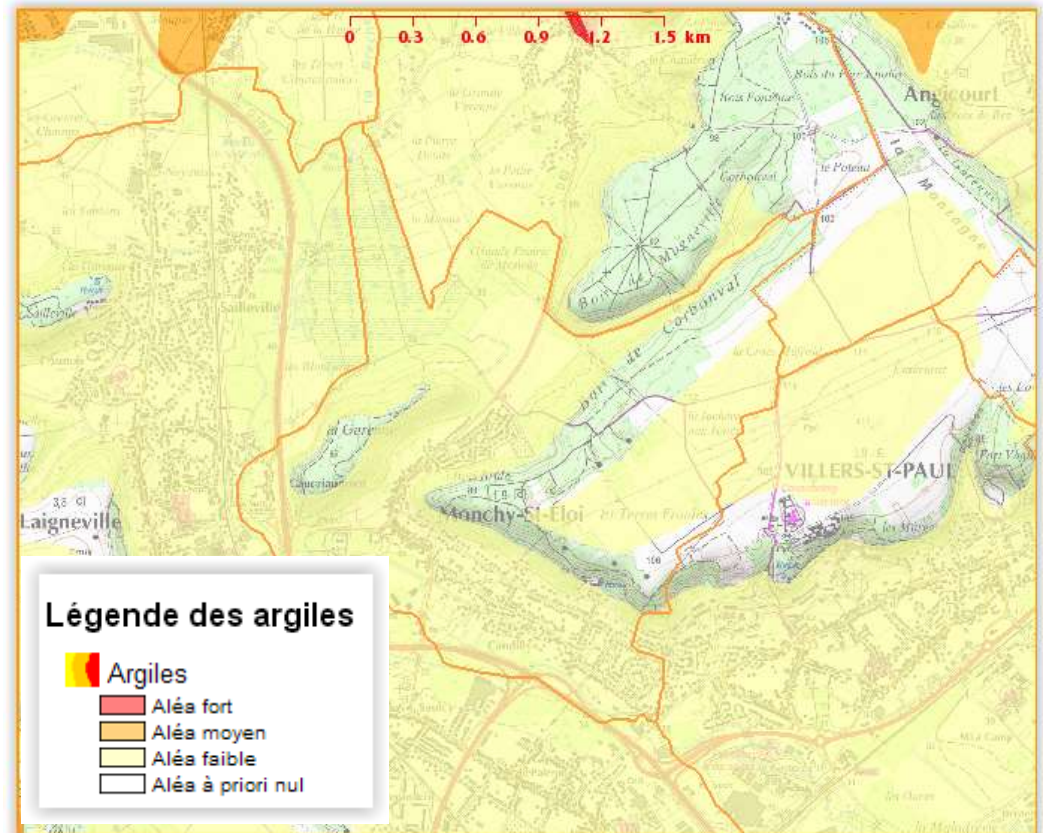
Les mouvements de terrain concernent l'ensemble des déplacements du sol ou du sous-sol, qu'ils soient d'origine naturelle ou anthropique (occasionnés par l'homme). On distingue :

- karstiques) ou anthropique (marnières) ;
- les chutes de pierre et éboulements ;
- les glissements de terrain ;
- les avancées de dunes ;
- les modifications des berges de cours d'eau et du littoral ;
- les tassements de terrain provoqués par les alternances de sécheresse et de réhydratation des sols ;
- le retrait-gonflement des argiles.

Le territoire communal est toutefois largement concerné par un risque lié au retrait-gonflement des argiles, avec un aléa moyen.

Selon la base de données du BRGM relative à ce risque (www.argiles.fr), le retrait-gonflement des argiles est un phénomène lié à la modification de la teneur en eau des sols argileux. Cette modification entraîne un changement de volume de l'argile, et provoque un retrait des sols en cas d'assèchement, ou un gonflement en cas d'apport en eau : ces mouvements de terrain peuvent entraîner des fissurations au niveau du sol, mais aussi sur les constructions. La nature et l'épaisseur du sol, l'intensité des phénomènes climatiques, mais aussi la topographie, la végétation ou encore la présence d'eaux souterraines peuvent influencer ce phénomène.

Le territoire de MONCHY SAINT ELOI est concerné par un aléa moyen au niveau du plateau, au cœur de la forêt et dans la vallée, au niveau du bourg et de la RD 1016.



II.7.1.3 - Le risque sismique

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Il provient de la fracturation des roches en profondeur ; celle-ci est due à l'accumulation d'une grande énergie qui se libère, créant des failles, au moment où le seuil de rupture mécanique des roches est atteint. Les dégâts observés en surface sont fonction de l'amplitude, la fréquence et la durée des vibrations.

Initialement, le décret n°91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique définit les modalités d'application de l'article 41 de la loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, en ce qui concerne les règles particulières de construction parasismique pouvant être imposées aux équipements, bâtiments et installations dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique. Ce décret prévoyait cinq zones de sismicité croissante sur l'ensemble du territoire. Ce décret a été révisé afin de s'adapter au code européen des constructions parasismiques (l'Eurocode 8).

Ainsi, le nouveau décret adopté le 22 octobre 2010 est entré en vigueur le 1er mai 2011, et définit une nouvelle carte des zones sismiques. Elle s'appuie sur une meilleure connaissance du territoire en matière de risque sismique.

Pour l'application des mesures de prévention du risque sismique, le territoire national est divisé en différentes zones, de sismicité croissante :

- Zone 1 : sismicité très faible
- Zone 2 : sismicité faible
- Zone 3 : sismicité modérée
- Zone 4 : sismicité moyenne
- Zone 5 : sismicité forte.

Selon les données disponibles sur la base de données Prim.Net, le territoire de MONCHY SAINT ELOI est classé en zone de sismicité 1, c'est-à-dire que le risque sismique très faible.

II.7.1.4 - Le risque inondation

L'intégration d'un volet hydrologique dans un document d'urbanisme a pour but :

- de recenser les secteurs pouvant faire l'objet d'un risque d'inondation. Tout décideur devra ensuite faire procéder aux examens complémentaires du risque inondation, en préalable à l'implantation de toute nouvelle construction dans ces secteurs : l'objectif étant d'éviter toute construction en zone d'aléa ;
- de veiller à ne pas aggraver les risques, en cartographiant les secteurs bâtis vulnérables connus.

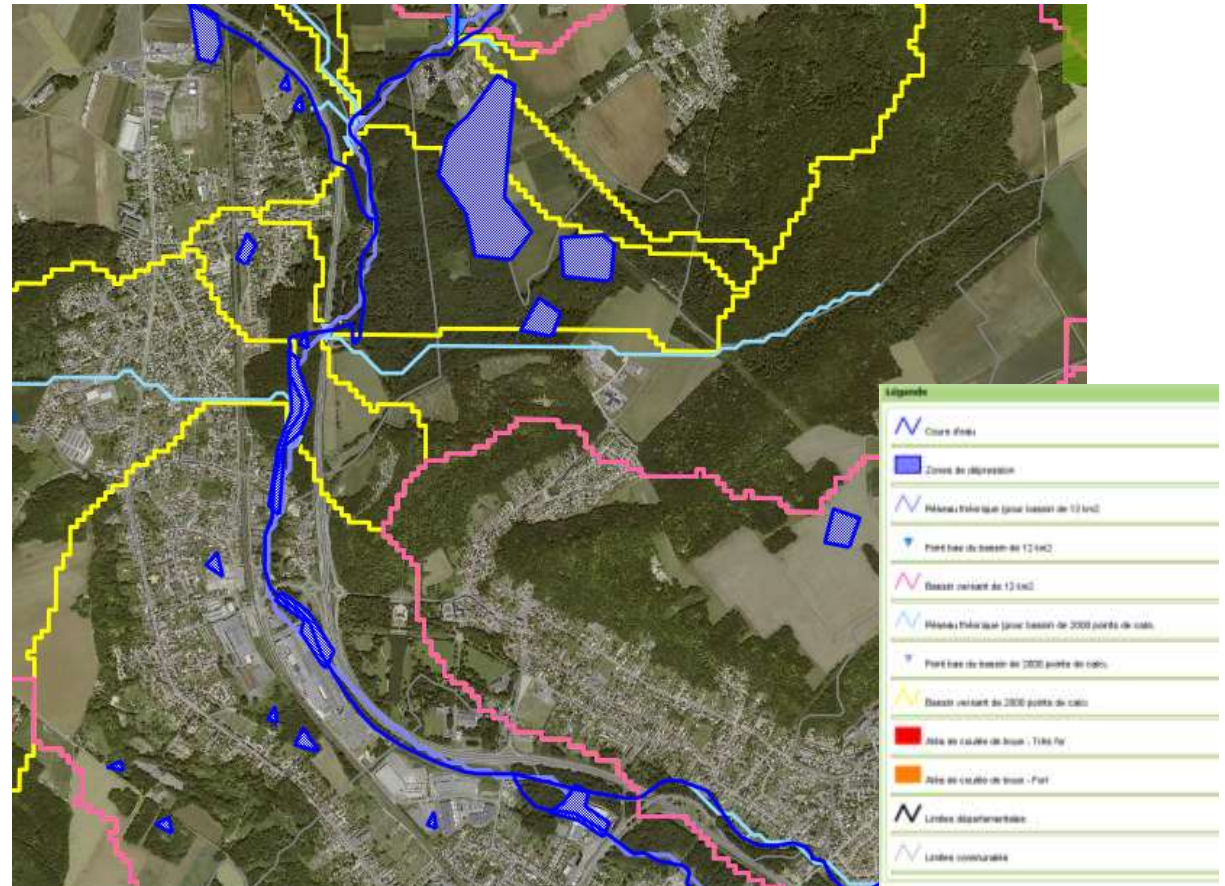
De part son relief et sa géologie, la commune de MONCHY SAINT ELOI peut être confrontée à des risques d'inondation. Plusieurs types d'inondations peuvent être distingués : par crue, par ruissellement et coulées de boue, par remontées de nappes et par submersion marine.

La commune a fait l'objet de 1 arrêté de catastrophes naturelles pour « Inondations, coulées de boue, glissements et chocs mécaniques liés à l'action des vagues » en date du 29 Décembre 1999. Ce dernier est lié à la tempête de 1999.

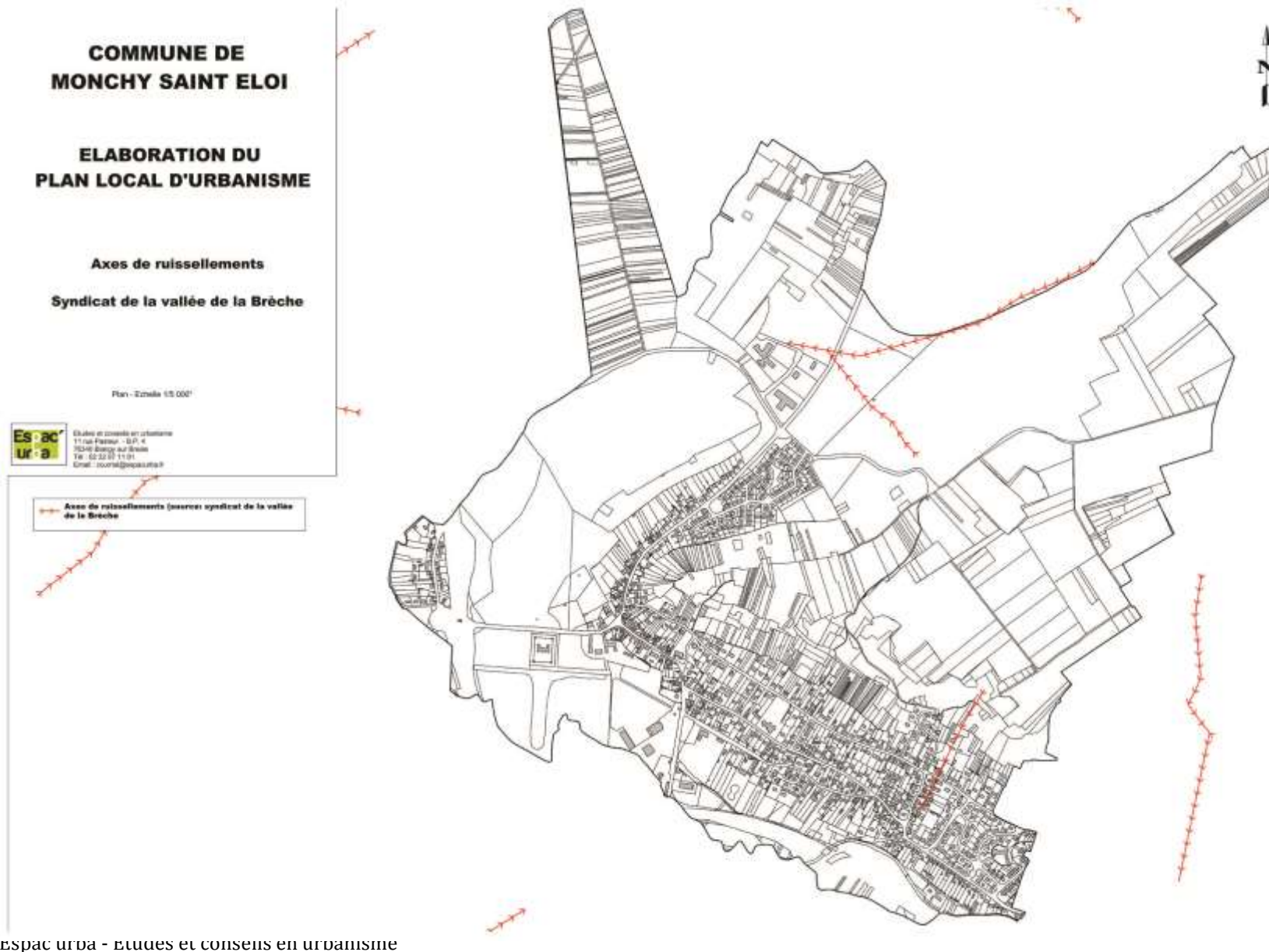
La commune de MONCHY SAINT ELOI ne dispose pas de Schéma de Gestion des Eaux pluviales. Toutefois, le syndicat de la Brèche a fourni des éléments sur les ruissellements.

Toutefois, le département de l'Oise met à disposition une carte sur les enjeux du ruissellement sur le site internet www.oise-equipement-agriculture.gouv.fr.

La carte ci-contre montre que le territoire de MONCHY SAINT ELOI est concerné par le risque inondation. La vallée de la Brèche est concernée par un risque de sensibilité très élevée.



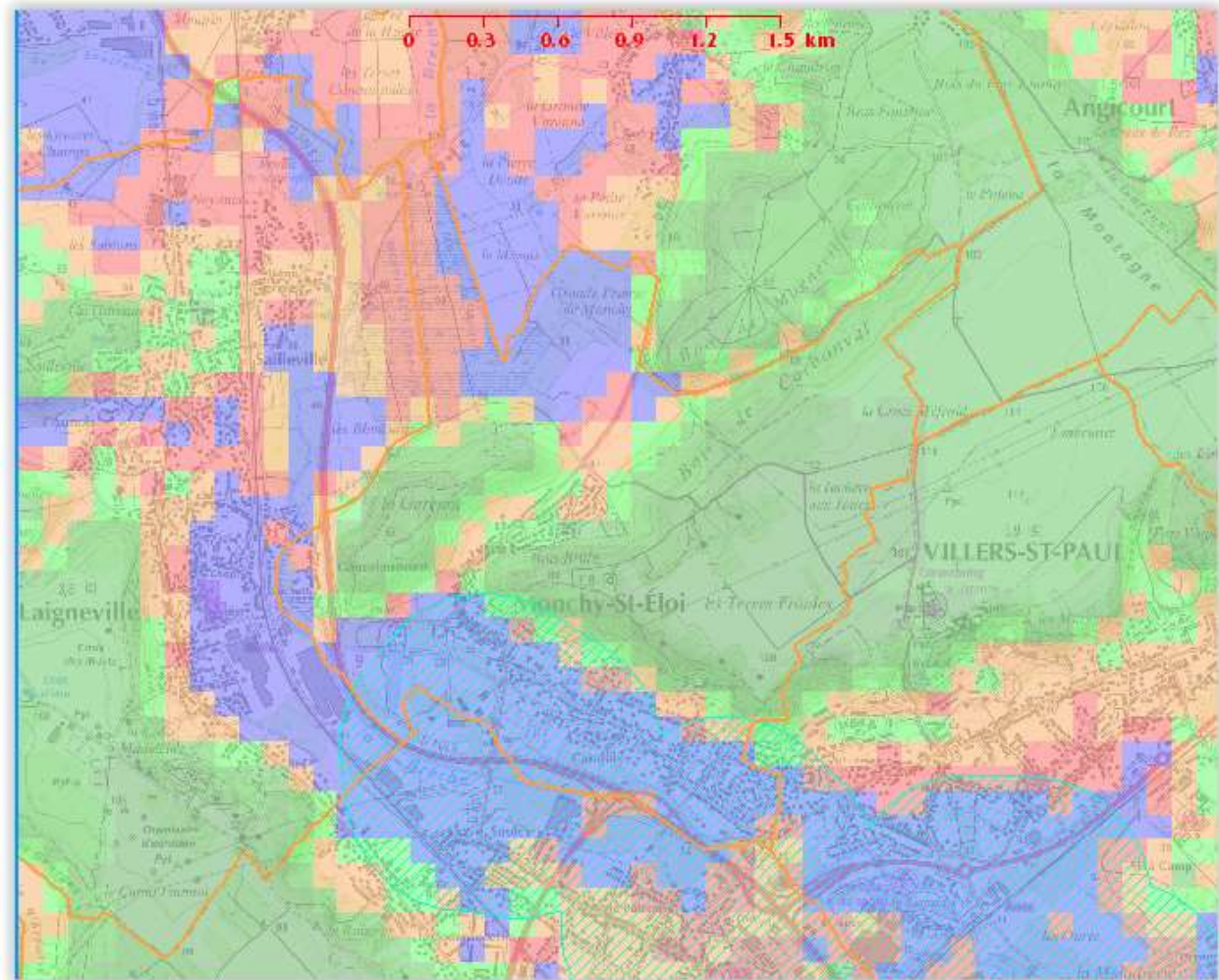
Cartographie des axes de ruissellement (Source syndicat de la Vallée de la Brèche)



Le phénomène des remontées de nappe est présent sur le territoire de MONCHY SAINT ELOI.

Légende socle

- Nappe sub-affleurante
- Sensibilité très forte
- Sensibilité forte
- Sensibilité moyenne
- Sensibilité faible
- Sensibilité très faible
- Non réalisé



II.7.2 - Les risques technologiques

II.7.2.1 - Les anciens sites industriels ou activités de service

Pourquoi Basias : La France a été l'un des premiers pays européens à conduire des inventaires des sites pollués d'une façon systématique (premier inventaire en 1978). Les principaux objectifs de ces inventaires sont :

- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- conserver la mémoire de ces sites,
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

La réalisation d'inventaires historiques régionaux (IHR) des sites industriels et activités de service, en activité ou non, s'est accompagnée de la création de la base de données nationale BASIAS.

Cette banque de données BASIAS a aussi pour objectif d'aider, dans les limites des informations récoltées, les notaires et les détenteurs des sites, actuels ou futurs, pour toutes transactions immobilières.

Il faut souligner que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit. Compte tenu des finalités affichées, BASIAS a reçu un avis favorable de la Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés (CNIL) en septembre 1998. La création de BASIAS et les principes de son utilisation sont définis dans l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 publié le 16 avril 1999, ainsi que dans deux circulaires ministérielles, en date du 26 avril 1999, adressées aux Préfets et aux Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE).

Les inventaires Basias

La sensibilisation de l'ensemble des acteurs est l'un des outils d'une politique de prévention des risques liés à la pollution des sols. C'est dans le but de développer une vigilance à tous les niveaux que, sous l'égide du ministère en charge de l'Environnement, le BRGM a développé, depuis 1994, des inventaires des sites ayant été occupés par des activités de type industriel. Cette base de données appelée BASIAS (Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service) est accessible librement sur Internet (<http://basias.brgm.fr>). L'inventaire historique BASIAS est avant tout destiné au grand public, aux notaires, aux aménageurs et doit servir à apprécier les enjeux relatifs à l'état d'un terrain en raison des activités qui s'y sont déroulées.

Ces sites ne sont pas repris sur les documents graphiques de zonage ni dans le règlement, par contre, il est important de noter qu'avant toute nouvelle utilisation de ces sites, et en cas de pollution avérée, il conviendra d'en vérifier le niveau et de la rendre compatible avec l'usage prévu.

N°	Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Adresse (ancien format)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
1	<u>PIC6001360</u>	Dourlens et Fils (Ets)	Avenir (rue de l') 109, le clos saint Paul (lieu dit) Monchy saint Eloy 60290	109 Rue Avenir, le Clos Saint Paul	MONCHY-SAINT-ELOI (60409)	g47.30z, v89.03z, g45.21a	Activité terminée	Inventorié
2	<u>PIC6001357</u>	Soca Metal	Avenir (rue de l') 75, les longues plantes (lieu dit) Monchy saint Eloy 60290	75 Rue Avenir, Lieu-dit : les longues plantes	MONCHY-SAINT-ELOI (60409)	c25.62b	Ne sait pas	Inventorié
3	<u>PIC6001356</u>	Stoop (Ets)	Cauchois Eugène (rue) (Ex : vert (rue du chemin)) Monchy saint Eloy 60290	Rue Eugène Cauchois (Ex : rue du chemin vert)	MONCHY-SAINT-ELOI (60409)	e38.31z	En activité	Inventorié
4	<u>PIC6001359</u>	Schott jean claude (Ets)	le champ saint leu (lieu dit) Monchy saint Eloy 60290	Lieu-dit champ Saint Leu	MONCHY-SAINT-ELOI (60409)	v89.03z	Ne sait pas	Inventorié
5	<u>PIC6001358</u>	Centre technique et culturel des transports	Monchy saint Eloy 60290	Monchy Saint Eloy 60290	MONCHY-SAINT-ELOI (60409)	v89.03z	En activité	Inventorié

5 sites susceptibles d'être pollués sont recensés à MONCHY SAINT ELOI d'après la Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service dite BASIAS.

II.7.2.2 - BASOL

L'inventaire BASOL reprend des sites réellement pollués, recensés par les pouvoirs publics et faisant l'objet d'une action. BASOL impose une traduction réglementaire dans les documents graphiques. Par ailleurs, à travers la base BASOL (<http://basol.environnement.gouv.fr>), le ministère de l'Écologie et du Développement Durable met à disposition la liste des sites pollués recensés par les pouvoirs publics, faisant l'objet d'une action. Cette base est le prolongement des importantes actions de recensement entamées au début des années 1990 ; dans ce cadre, de nombreux diagnostics ont été réalisés au cours de la décennie passée pour connaître les problèmes posés par ces sites et mettre en place les mesures afin qu'ils ne soient pas générateurs de risque compte tenu de l'usage qui en est fait.

La commune de MONCHY SAINT ELOI compte un site recensé dans cette base de données : Le site « STOOP ».

Ce site est caractérisé par un arrêté préfectoral du 17 septembre 2014. Cet arrêté instaure des servitudes d'utilité publique sur ce site. Une copie est jointe en annexe.

II.7.2.3 - Les installations classées

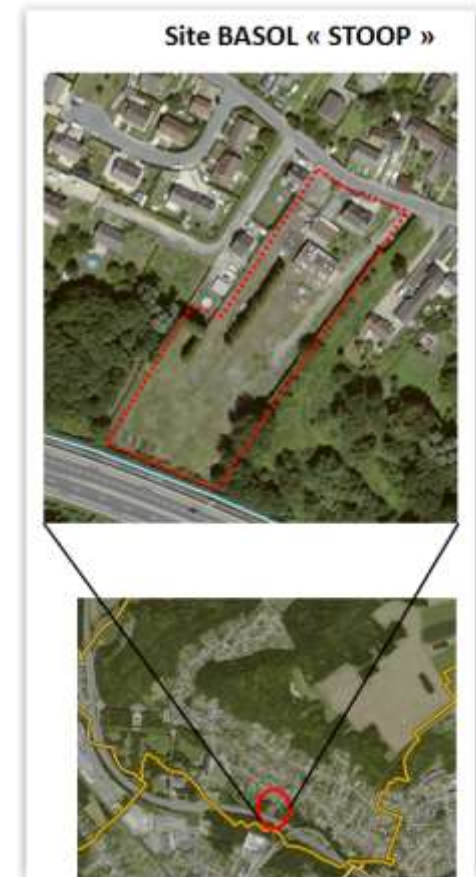
Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée. Les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime d'autorisation ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés :

- Déclaration : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses. Une simple déclaration en préfecture est nécessaire
- Enregistrement : conçu comme une autorisation simplifiée visant des secteurs pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues et standardisées. Ce régime a été introduit par l'ordonnance n°2009-663 du 11 juin 2009 et mis en œuvre par un ensemble de dispositions publiées au JO du 14 avril 2010.
- Autorisation : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement.

La nomenclature des installations classées est divisée en deux catégories de rubriques :

- l'emploi ou stockage de certaines substances (ex. toxiques, dangereux pour l'environnement...).
- le type d'activité (ex. : agroalimentaire, bois, déchets ...) ;

Aucune installation classée (hors agriculture) n'est recensé sur le territoire de MONCHY SAINT ELOI.



II.7.2.4 - SEVESO

La directive dite Seveso ou directive 96/82/CE est une directive européenne qui impose aux États membres de l'Union européenne d'identifier les sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs. La directive, officialisée le 24 juin 1982, a été modifiée le 9 décembre 1996 et amendée en 2003 la directive 2003/105/CE. Cette directive est nommée ainsi d'après la catastrophe de Seveso qui eut lieu en Italie (1976) et qui a incité les États européens à se doter d'une politique commune en matière de prévention des risques industriels majeurs.

Aucun établissement SEVESO 2 n'est recensé sur la commune.

II.7.2.5 - Le plan de prévention des risques technologiques

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages prévoit l'élaboration de plans de prévention des risques technologiques (PPRT). Leur objectif est de résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé et mieux encadrer l'urbanisation future. Les PPRT concernent les établissements SEVESO à « hauts risques » dits AS.

Pour préserver l'avenir, le PPRT pourra, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, délimiter des zones dans lesquelles les constructions nouvelles ou extensions seront interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction ou à l'utilisation.

L'exploitant de l'établissement SEVESO AS devra mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité pour atteindre un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'établissement. La réduction des risques à la source est la première priorité.

Aucun PPRT n'est recensé sur la commune.

II.7.2.6 - Le transport de matières dangereuses

Le transport de matières dangereuses ne concerne pas que des produits hautement toxiques, explosifs ou polluants. Tous les produits dont nous avons régulièrement besoin, comme les carburants, le gaz ou les engrais, peuvent, en cas d'événement, présenter des risques pour la population ou l'environnement. Le risque de transport de matières dangereuses, ou risque TMD, est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces matières par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisations.

D'après la base de données Prim.net, MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par le risque lié au transport de matières dangereuses.

II.7.2.7 - Le risque nucléaire

Le risque nucléaire majeur provient principalement des installations génératrices d'électricité (centrales électronucléaires) et des usines ou installations destinées à fournir le combustible de ces centrales ou à retraiter ce combustible et à conditionner et stocker les déchets. D'autres activités peuvent être génératrices d'accidents graves (transports d'éléments radioactifs, utilisation de radioéléments (industries, usage médical). La distance géographique d'une centrale nucléaire n'est pas un indicateur pertinent de l'exposition au risque. En effet, cette dernière dépend de nombreux autres facteurs comme la topographie, l'orientation des vents dominants, les précipitations, etc. Ainsi, une ville située à 80 km d'un site nucléaire mais dans le sens du vent, est plus exposée qu'une autre située à 30 km de la même installation. Il est donc très difficile de déterminer le niveau de risque nucléaire d'une zone géographique.

La commune de MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par ce type de risque.

II.7.3 - Les nuisances sonores

II.7.3.1 - Le Plan d'exposition au bruit

C'est un document d'urbanisme fixant les conditions d'utilisation des sols exposés aux nuisances dues au bruit des aéronefs. Le PEB vise à interdire ou limiter les constructions pour ne pas augmenter les populations soumises aux nuisances.

Il anticipe à l'horizon 15/20 ans le développement de l'activité aérienne, l'extension des infrastructures et les évolutions des procédures de circulation aérienne.

La commune de MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée par un tel document.

II.7.3.2 - Le classement des infrastructures de transport terrestre

L'article L.571-10 du code de l'environnement stipule que dans chaque département, le préfet recense et classe les infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic. Sur la base de ce classement, il détermine, après consultation des communes, les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, les niveaux de nuisances sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions techniques de nature à les réduire.

Les secteurs ainsi déterminés et les prescriptions relatives aux caractéristiques acoustiques qui s'y appliquent sont reportés dans les plans d'occupation des sols et plans locaux d'urbanisme des communes concernées.

Ce dispositif est donc complété et décliné aux articles R. 123-13 13° et R. 1231-14 5° du code de l'urbanisme qui déterminent les modalités de reports de ces éléments devant être pris en compte dans le PLU.

La catégorie 1 correspond aux voies les plus bruyantes, engendrant la délimitation d'un secteur d'une largeur maximale de 300 m de part et d'autre du bord, de la chaussée pour une route, ou du rail extérieur pour une voie ferrée.

En catégorie 2, cette largeur passe à 250 m.

En catégorie 3, elle passe à 100 m.

En catégorie 4, elle passe à 30 m.

En catégorie 5, elle passe à 10 m.

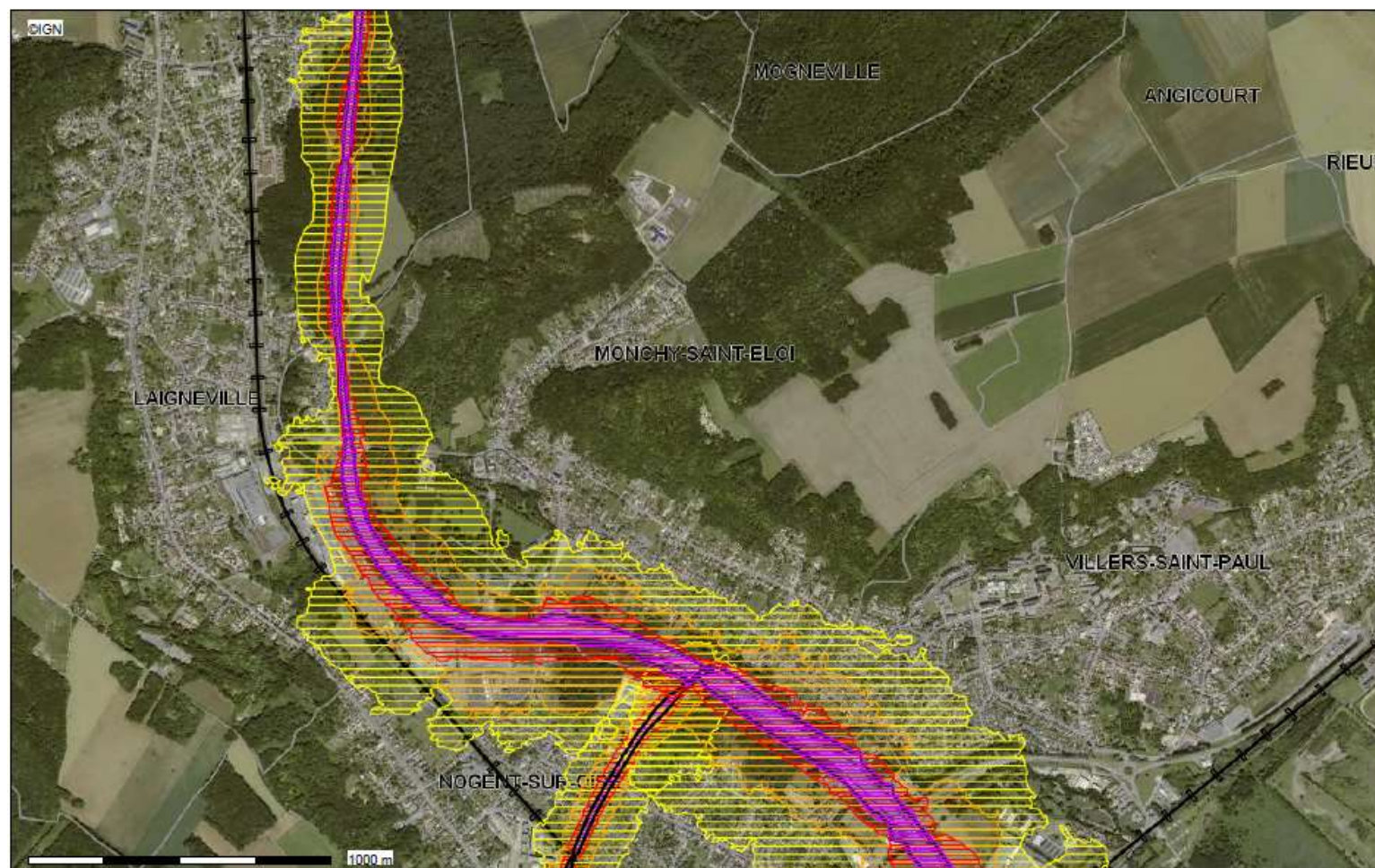
Aucune information n'est donnée pour le classement des voies à grande circulation. Toutefois, la DDT de l'Oise met à disposition une cartographie (carte ci-contre) sur le bruit des transports terrestre. Il en ressort que la RD 1016 est un axe de circulation bruyant allant de 70dB à 55 dB.

Bruit des transports terrestres

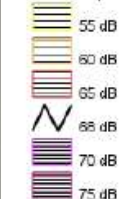


Conception : DDT 60

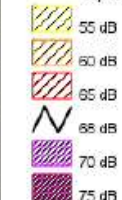
Date d'impression : 08-01-2015



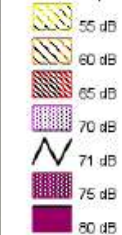
Isophones routes départementales jour ph



Isophones routes nationales jour ph



Isophones autoroutes jour ph



Isophones voies ferrées jour ph



II.8 - Projets de l'Etat

II.8.1 - Le Schéma National des Infrastructures et des Transports en voie de finalisation

L'État a décidé, dans le cadre du Grenelle de l'Environnement de ré-évaluer tous les projets d'infrastructure.

Les décisions sont à traduire dans le Schéma National des Infrastructures et des Transports (SNIT) en proche de sa finalisation.

Ce schéma national des nouvelles infrastructures de transport tous modes, visé par l'article 15 de la loi Grenelle I, constitue une révision du comité interministériel de l'aménagement et du développement du territoire de décembre 2003. Il doit évaluer globalement la cohérence et l'impact de tout projet sur l'environnement et l'économie, avant toute nouvelle décision. De la même façon, il doit établir et évaluer une programmation régionale des infrastructures de transport.

A l'occasion de la réunion du comité national du développement durable et du Grenelle de l'Environnement le 26 janvier 2011, le Ministre de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement a présenté une nouvelle version de l'avant-projet du SNIT.

Celui-ci devrait être adopté courant 2011 et va définir la politique de la France en matière d'infrastructures de transport pour les 20 à 30 années à venir.

Les grands équilibres du projet initial sont conservés et conformément aux engagements du Grenelle, le SNIT favorisera le développement des modes de transport alternatifs à la route : le ferroviaire, les transports en commun en site propre, le fluvial, le maritime.

Les principales évolutions concernent :

- ✓ Une affirmation renforcée de la modernisation et de l'optimisation des infrastructures existantes avant le développement de nouvelles. Un rattrapage important dans le domaine du ferroviaire est cependant nécessaire conformément aux engagements du Grenelle.
- ✓ Une meilleure intégration de la dimension européenne et une meilleure prise en compte des territoires transfrontaliers.
- ✓ Un renforcement du caractère multimodal et intégré :
 - De nouvelles actions pour soutenir le développement des chaînes intermodales dans le transport de marchandises et de voyageurs, le développement des plates-formes multimodales, intermodalité ferroviaire.
 - Une prise en compte renforcée des besoins de développement des réseaux ferrés et fluviaux et des plates-formes multimodales des grands ports maritimes.

- Une clarification du contenu de la politique de modernisation. En particulier :
 - s'agissant de la route, une meilleure prise en compte des enjeux liés à l'amélioration de l'accessibilité des territoires dont les populations souffrent d'enclavement,
 - s'agissant du ferroviaire, une meilleure prise en compte des besoins d'adaptation de la capacité du réseau ferroviaire au développement des trafics et un accent mis sur la desserte optimisée des territoires non directement desservis par le réseau des lignes à grande vitesse.

Après cette consultation publique, le document a été soumis en avril 2011 au Conseil Économique, Social et Environnemental pour avis et fera l'objet d'un débat au Parlement. Le schéma sera ensuite définitivement adopté.

II.8.2 - Le Projet de mise à 2x2 voies de la RD 200 entre la RD 1016 et la RD 1017

MONCHY SAINT ELOI est concerné par un projet de mise à 2x2 voies de la RD 200 entre la RD1016 et RD1017. Ainsi la déclaration d'utilité publique stipule :

« Le public est informé que, par arrêté du 17 novembre 2014, le préfet de l'Oise a, en application du code de l'expropriation, déclaré d'utilité publique les travaux relatifs à la mise à 2x2 voies de la RD 200 entre la RD 1016 et RD 1017 sur le territoire des communes de MONCHY SAINT ELOI, NOGENT SUR OISE, VILLERS SAINT PAUL, RIEUX, BRENOUILLE, MONCEAUX, LES AGEUX et PONT SAINTE MAXENCE.

L'acquisition devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la publication de l'arrêté susvisé.

En application de l'article L.123-16 du code de l'urbanisme, la décision précisée emporte approbation des nouvelles dispositions des documents d'urbanisme des communes de MONCHY SAINT ELOI, NOGENT SUR OISE, VILLERS SAINT PAUL, RIEUX, BRENOUILLE, MONCEAUX, LES AGEUX et PONT SAINTE MAXENCE.

Il peut être pris connaissance de ces nouvelles dispositions des documents d'urbanisme en mairies de MONCHY SAINT ELOI, NOGENT SUR OISE, VILLERS SAINT PAUL, RIEUX, BRENOUILLE, MONCEAUX, LES AGEUX et PONT SAINTE MAXENCE ainsi qu'à la préfecture de l'Oise (direction des relations avec les collectivités locales. »

II.9 - Les servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique (SUP) constituent des limitations administratives au droit de propriété, instituées dans un but d'utilité publique au bénéfice de personnes publiques (État, collectivités locales ...), de concessionnaires de services publics (EDF, GDF ...) et de personnes privées exerçant une activité d'intérêt général (concessionnaires de canalisations ...). La liste des SUP, dressée par décret en conseil d'État et annexée au code de l'urbanisme, les classe en quatre catégories :

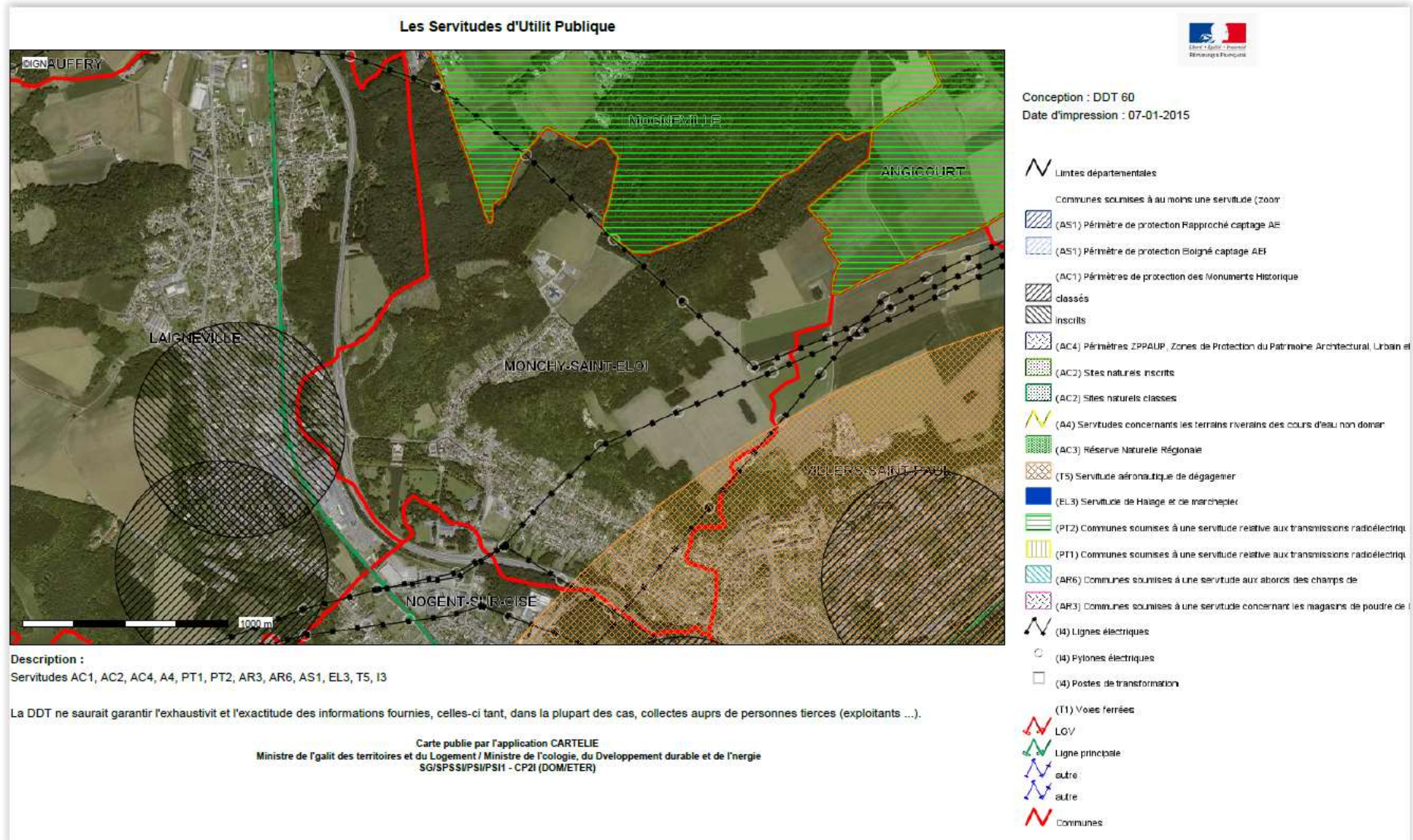
- les servitudes relatives à la conservation du patrimoine,
- les servitudes relatives à la conservation de certaines ressources et équipements,
- les servitudes relatives à la défense nationale,
- les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques.

A l'expiration du délai d'un an suivant l'approbation du PLU OU l'institution d'une nouvelle servitude, seules celles annexées au PLU peuvent être opposées aux demandes d'autorisations d'occupation du sol.

Les SUP recensées intéressant le territoire communal sont répertoriées sur la carte page suivante ainsi que dans le dossier annexe du PLU.

Les servitudes « A5 » attachées aux canalisations publiques d'eau et d'assainissement ne figurent pas sur la carte ci-dessous.

Type	Servitude
I4	Lignes électriques. Seules sont reportées au plan des servitudes les lignes de tension supérieure à 63 KV.
T5	Servitude aéronautique de dégagement
AC1	Périmètre de protection des monuments historiques inscrits Commanderie : Arrêté du 30 mai 1988
PT2LH	Servitudes radioélectriques
Servitude	Servitude résultant des périmètres délimités autour des installations classées Arrêté préfectoral du 17.09.2014



II.10 - Les énergies renouvelables

II.10.1 - Le schéma régional éolien

Le Schéma Régional de l'Éolien approuvé en juin 2012 par le Conseil Régional a identifié un potentiel intéressant de développement de cette énergie renouvelable notamment sur le département de la Somme.

Ce schéma a été élaboré en application de l'article L.553-4 du code de l'environnement. Ce document d'orientation a l'ambition de prendre en compte l'ensemble des enjeux liés au développement de l'éolien sur le territoire régional. Même s'il n'a pas de valeur réglementaire, il se veut être un outil d'aide à la décision à l'attention des élus ainsi qu'un outil d'aide à la conception des projets éoliens à destination des développeurs.

Il vise notamment à favoriser le développement et l'intégration territoriale des projets éoliens en permettant aux élus de choisir des lieux d'implantation raisonnés en excluant les territoires les plus sensibles.

Ce schéma a été élaboré en application de l'article L.553-4 du code de l'environnement. La publication de ce schéma vaut mise à disposition du public à compter du 30 juin 2012.

Une carte des zones d'implantation préférentielles de parcs éoliens a été établie en 2011.

D'après ce document, la commune de MONCHY SAINT ELOI n'est pas située dans une zone propice à l'implantation de parc éolien.

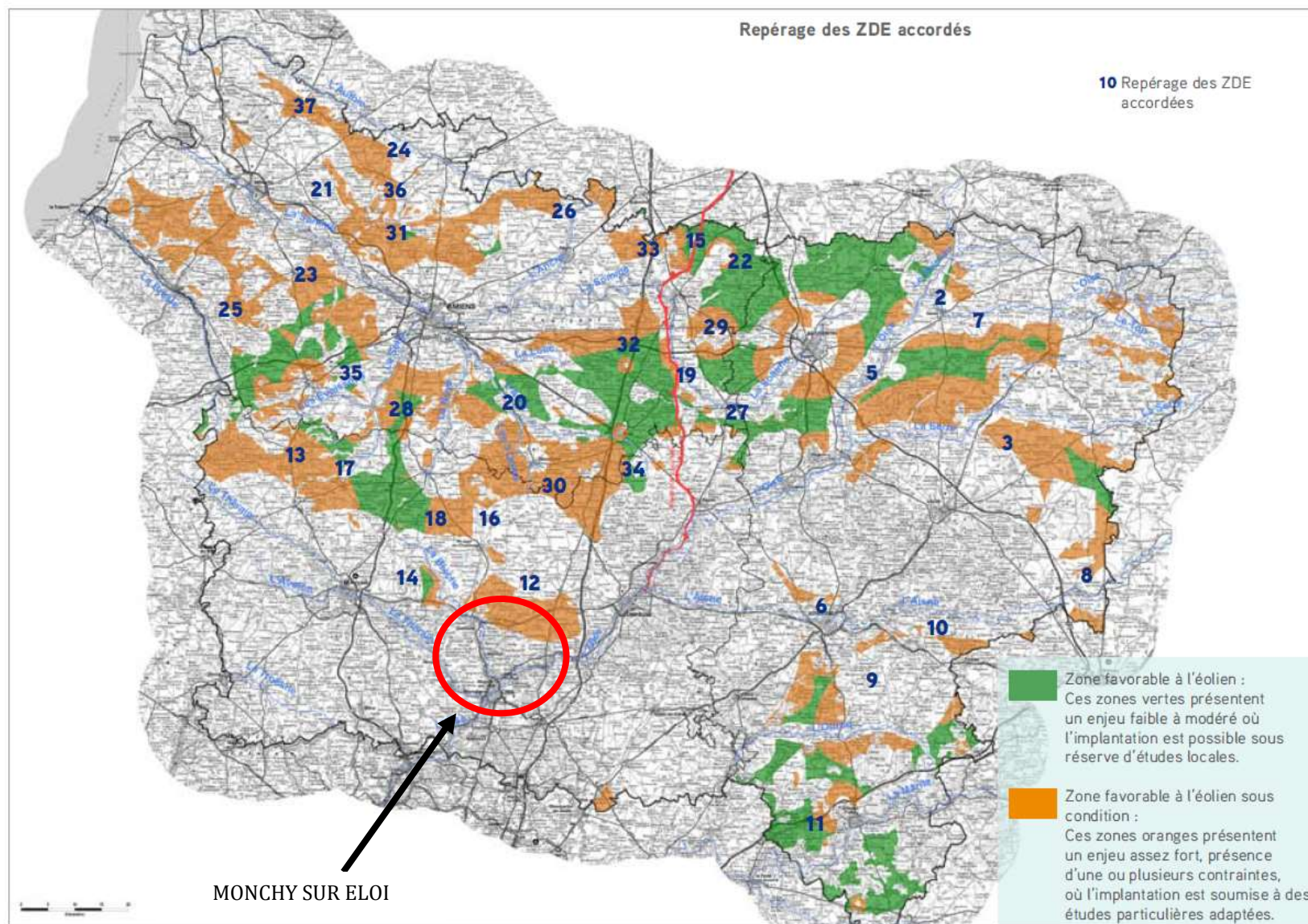
II.10.2 - Les textes actuels sur les énergies éoliennes et solaires

S'agissant des procédures d'autorisation, les projets d'implantation d'éoliennes (d'une hauteur supérieure ou égale à 12 mètres) entrent dans le champ de la procédure de permis de construire (articles R.421-1 et R.421-2 du code de l'urbanisme).

Seules sont exemptées les éoliennes dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est inférieure à douze mètres ainsi que les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol dont la puissance crête est inférieure à trois kilowatts et dont la hauteur maximum au-dessus du sol ne peut pas dépasser un mètre quatre-vingt.

En règle générale les demandes de permis sont déposées à la mairie de la commune dans laquelle les travaux sont envisagés (article R.423-1 du code de l'urbanisme).

Enfin lorsque l'énergie ainsi produite est destinée à être vendue, le préfet de département est l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire.



Dans la mesure où les éoliennes auront une hauteur du mât qui dépasse 50 mètres, le projet devra faire l'objet d'une étude d'impact et d'une enquête publique.

Par ailleurs, le projet devra s'intégrer dans une zone de développement de l'éolien, si on souhaite bénéficier des conditions de rachat de l'électricité à conditions préférentielles.

Il convient de se rapprocher des services du Conseil Régional en charge du suivi de schéma pour toute précision utile.

Au titre des nuisances sonores et visuelles, la charte départementale éolienne recommande un éloignement minimal de 500 mètres entre les éoliennes et des habitations existantes.

Le décret n° 2009-1414 du 19 novembre 2009 relatif aux procédures administratives applicables à certains ouvrages de production d'électricité a modifié les articles R. 421-2-9 et 11 du C.U.

Il a de même modifié l'article R.123-20-1 du code de l'urbanisme visant à permettre l'utilisation de la procédure de modification simplifiée visée à l'article L. 123-19, pour permettre, notamment, de *«supprimer des règles qui auraient pour seul objet ou pour seul effet d'interdire l'installation d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol d'une puissance crête inférieure ou égale à douze mégawatts, dans les parties des zones naturelles qui ne font pas l'objet d'une protection spécifique en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages et qui ne présentent ni un intérêt écologique particulier ni un intérêt pour l'exploitation forestière»*.

II.10.3 - Dispositifs favorisant la performance énergétique et les énergies renouvelables dans l'habitat

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010, renforçant celle du 13 juillet 2005 de programme sur les orientations de la politique énergétique, permet désormais au PLU :

- selon l'article L. 123-1-5 14°: *« d'imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements, notamment dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation, de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit »*.
- Selon l'article L. 128-1 modifié, *« Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit et à la densité d'occupation des sols résultant du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu peut être autorisé, par décision du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, dans la limite de 30 % et dans le respect des autres règles établies par le document, pour les constructions satisfaisant à des critères de performance énergétique élevée ou alimentées à partir d'équipements performants de production d'énergie renouvelable ou de récupération. Ce dépassement ne peut excéder 20 % dans un secteur sauvegardé, dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager créée en application de l'article L. 642-1 du code du patrimoine, dans le périmètre de protection d'un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques défini par l'article L. 621-30 du même code, dans un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement, à l'intérieur du cœur d'un parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du même code, ni pour les travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou adossé à un immeuble classé, ou sur un immeuble*

protégé en application du 7° de l'article L. 123-1 du présent code. Il ne peut permettre de déroger aux servitudes d'utilité publique visées à l'article L. 126-1. Un décret en Conseil d'Etat détermine les critères de performance et les équipements pris en compte. La partie de la construction en dépassement n'est pas assujettie au versement résultant du dépassement du plafond légal de densité».

- Selon l'article L. 128-2 (modifié par LOI n°2011-12 du 5 janvier 2011 - art. 19) *« la délibération du conseil municipal (...) peut décider de moduler le dépassement prévu à l'article L. 128-1 sur tout ou partie du territoire concerné de la commune (...). Elle peut supprimer ce dépassement dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines. Le projet de la délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale prévue à l'article L. 128-1 est mis à disposition du public afin de recueillir ses observations, pendant une durée d'un mois. Lorsque le conseil municipal (...) fait usage de la faculté de modulation de cette possibilité de dépassement, il ne peut modifier la délibération prise en ce sens avant l'expiration d'un délai de deux ans. »*
- Selon l'article L. 128-3 (modifié par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010- art. 20) : *« l'application combinée des articles L. 127-1, L. 128-1 et L. 128-2 ne peut conduire à autoriser un dépassement de plus de 50 % de la densité autorisée par le coefficient d'occupation des sols ou du volume autorisé par le gabarit .11 en est de même de l'application combinée des articles L. 123-1-11-1, L. 127-1, L. 128-1 et L. 128-2. »*
- Selon l'article L.128-4 créé par LOI n°2009-967 du 3 août 2009 - art. 8 *« toute action ou opération d'aménagement telle que définie à l'article L. 300-1 et faisant l'objet d'une étude d'impact doit faire l'objet d'une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone, en particulier sur l'opportunité de la création ou du raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération ».*

II.10.4 - La méthanisation intégrée à l'activité agricole

La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) modifie la rédaction de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime lequel comporte une redéfinition de ce qu'est une « activité agricole » (voir paragraphe sur ce thème). La loi favorise ce thème d'énergie verte « de biogaz, d'électricité et de chaleur par la méthanisation, lorsque cette production est issue pour au moins 50 % de matières provenant de ces exploitations agricoles».

Cette nouvelle rédaction permet, d'une part de donner un fondement légal à l'activité de méthanisation dans une exploitation agricole, d'autre part de lui conférer un avantage fiscal.

II.11 - Synthèse

✧ Milieu physique

Climat	<ul style="list-style-type: none"> • Climat océanique tempéré caractérisé par des températures douces (faible amplitude thermique) et une pluviométrie relativement élevée ;
Qualité de l'air	<ul style="list-style-type: none"> • SRCAE de Picardie approuvé le 30 mars 2012 ; • PCET du département de l'Oise en cours d'élaboration ;
Relief	<ul style="list-style-type: none"> • Relief un plateau crayeux, entaillée au Sud par la vallée de la Brèche ;
Géologie	<ul style="list-style-type: none"> • 5 grands types de sols : Sol d'alluvions modernes, sol de limons des pentes, sol Cuisien, Sol Lutétien intérieur, Sol lutécien supérieur ;
Hydrologie	<ul style="list-style-type: none"> • SDAGE Seine-Normandie approuvé le 20 novembre 2009 ; • aucun périmètre de SAGE, projet de SAGE de la vallée de la Brèche ; • pas de contrat de rivière ; • Territoire traversé au Sud par un cours d'eau (la Brèche) ;

✧ Milieu naturel

Protections réglementaires	<ul style="list-style-type: none"> • pas de réserve naturelle nationale et régionale ; • pas de forêt de protection ; • pas de réserve biologique ; • pas d'espaces remarquables du littoral ;
Gestions contractuelles et engagements nationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun site Natura 2000 ; • Aucune forêt relevant du régime forestier ; • Pas de périmètre d'un parc national ; • Pas de périmètre d'un PNR ; • Pas de périmètre d'application de la convention de Ramsar ;
Inventaires patrimoniaux	<ul style="list-style-type: none"> • 1 typologie de zones humides identifiées sur le territoire au niveau de la vallée et en bordure du cours d'eau : Zones à dominante humide ; • Pas périmètre d'application d'une ZICO ; • 2 ZNIEFF de type I, intitulée : «PELOUSES ET BOIS DE LA BUTTE DE LA GARENNE A MONCHY SAINT ELOI» et « LES COTEAUX DE VILLERS SAINT PAUL ET DE MONCHY SAINT ELOI » ; • Pas de ZNIEFF de type II ; • UN d'Espace Naturel Sensible : le Marais

Sites et paysage	<ul style="list-style-type: none"> Aucun site classé ni inscrit ; Pas de périmètre d'application d'une opération grand site ;
Continuité écologiques	<ul style="list-style-type: none"> Projet de schéma régional de cohérence écologique de PICARDIE arrêté le 20 février 2015 ; Patrimoine naturel ordinaire de qualité ;

✧ **Analyse paysagère**

Composition du paysage	<ul style="list-style-type: none"> Grand ensemble paysager du Clermontois ; 1 unité de paysage : « le plateau du Clermontois »
Perceptions du territoire	<ul style="list-style-type: none"> Différents types de perceptions du paysage en raison du relief et de l'occupation du sol ; Le végétal est un élément important du champ de vision du paysage communal ;
Patrimoine naturel	<ul style="list-style-type: none"> Important massif forestier ; Présence de haies et d'alignements d'arbres ;

✧ **Organisation du territoire**

Occupation des sols	<ul style="list-style-type: none"> Un centre bourg, un écart (Caucriaumont)
Consommation d'espace	<ul style="list-style-type: none"> Depuis 10 ans, environ 5.47 ha ont été urbanisés à MONCHY SAINT ELOI : <ul style="list-style-type: none"> 2.16 Ha pour l'habitat ; 3.31 Ha pour les équipements publics ; Moyenne parcellaire constatée d'environ 800 m².
Potentiel foncier	<ul style="list-style-type: none"> Dents creuses : 2 hectares à MONCHY SAINT ELOI, dont 1 hectare au cœur du bourg ; Espaces mutables : 1 hectare de possibilité de division de parcelles ;

✧ **Le bâti**

Le bâti ancien et récent	<ul style="list-style-type: none"> Bâti ancien traditionnel à la région ; Un habitat pavillonnaire prédominant au niveau du bâti récent ;
Le patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> Pas de monument historique ; Périmètre du monument historique situé sur la commune de LAIGNEVILLE ; Un patrimoine vernaculaire de qualité : église, calvaires, Château de MONCHY SAINT ELOI, ... Pas de plan de sauvegarde et de mise en valeur ; Pas d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ; Aucune information sur les sites archéologiques ;

✧ Les déplacements

Les déplacements internes à la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs gabarits des voiries en fonction de leur typologie ; • Dans le centre bourg, présence d'aménagements destinés aux déplacements en modes doux (piétons) ; • Les déplacements entre le bourg, le hameau et les écarts s'effectuent principalement par l'intermédiaire de la voiture ; • Plusieurs sentiers de randonnées sur le territoire communal • Plusieurs objectifs : <ul style="list-style-type: none"> - renforcer et valoriser la centralité de MONCHY SAINT ELOI - Renforcer le cheminement piéton ; - Valoriser le caractère des espaces publics ;
Les déplacements extérieurs à la commune	<ul style="list-style-type: none"> • Les déplacements en direction des bassins d'emplois et de vie se réalisent majoritairement par l'intermédiaire de la voiture ; • Plusieurs moyens de transport alternatifs : <ul style="list-style-type: none"> - Transports scolaires ; - Ligne de car n°1 ; Gare de Creil, Laigneville et Villers Saint Paul, - Covoiturage

✧ Risques et nuisances

Risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> • 12 cavités souterraines de type carrière sont recensées sur la commune d'après la DDT ; • Aucun SGEP concernant le risque inondation (ruissellement, débordement du cours d'eau et remontées de nappe) ;
Risques technologiques	<ul style="list-style-type: none"> • 5 sites susceptibles d'être pollués (BASIAS) ; • 1 site BASOL : STOOP ; • Aucune installation classée (hors agriculture) ; • Aucun établissement SEVESO 2 ; • Aucun PPRT ; • Aucun risque de transport de matières dangereuses ; • Aucun risque nucléaire
Nuisances sonores	<ul style="list-style-type: none"> • Non concernée par un plan d'exposition au bruit ; • Aucune information concernant le classement des infrastructures routières comme voie bruyante ;

✧ Projets de l'Etat

Projets de l'Etat	<ul style="list-style-type: none">• Schéma National des Infrastructures et des Transports
--------------------------	---

✧ Les servitudes d'utilité publique

Servitudes d'utilité publique	<ul style="list-style-type: none">• La commune est concernée par 3 servitudes.
--------------------------------------	--

✧ Les énergies renouvelables

Le schéma régional éolien	<ul style="list-style-type: none">• MONCHY SAINT ELOI est située dans une zone non propice à l'implantation de parc éolien.
----------------------------------	---

TROISIEME PARTIE - OBJECTIFS COMMUNAUX ET PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

III.1 - Les scénarii de développement

Pour mémoire, entre les recensements 2009 et 2017 (chiffre de l'INSEE de 2014), la population de MONCHY SAINT ELOI a observé un gain de 158 personnes, soit une progression totale de 7,95%. La variation annuelle moyenne est donc évaluée à 0,99%.

Le groupe de travail a analysé plusieurs scénarii d'évolution démographique variant d'une évolution annuelle de 0,5%, jusqu'à une évolution annuelle de 1%.

Population 0,50% par an											Nombre Habitants en plus	Nombre logements	Population totale
2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027			
2146	2157	2168	2178	2189	2200	2211	2222	2233	2245	2256	121	50	2 267
Nombre d'habitants	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	22		
Nombre de logements	4	4	5	5	5	5	5	5	5	5	9		
Population 0,75% par an											Nombre Habitants en plus	Nombre logements	Population totale
2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027			
2146	2162	2178	2195	2211	2228	2244	2261	2278	2295	2312	184	76	2 330
Nombre d'habitants	16	16	16	16	17	17	17	17	17	17	34		
Nombre de logements	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	14		
Population 1% par an											Nombre Habitants en plus	Nombre logements	Population totale
2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027			
2146	2167	2189	2211	2233	2255	2278	2301	2324	2347	2371	248	103	2 394
Nombre d'habitants	21	22	22	22	22	23	23	23	23	23	47		
Nombre de logements	9	9	9	9	9	9	9	10	10	19			

Après examen et discussion du groupe de travail, le scénario de 0,50% identifié entre 1999 et 2009 n'a pas été retenu. Les élus souhaitent une évolution plus forte.

Le scénario de 1%, correspondant à la période 2009-2017, a été discuté mais de manière à être compatible avec le SCOT, le scénario annuel de 0,75% a été retenu.

Ainsi, compte tenu des équipements existants (école, sports, ...), de la présence de commerces, des emplois présents sur la commune, le scénario proposant une évolution annuelle moyenne de 0,75% a été retenu, soit une construction de 76 logements. Le seuil démographique communal de 2 330 habitants reste cohérent avec les structures publiques scolaires et autres réseaux et services.

III.2- Le bilan de la capacité d'accueil

La capacité d'accueil de MONCHY SAINT ELOI a été étudiée dans les dents creuses et espaces mutables. Les logements vacants n'ont pas été comptabilisés car le marché immobilier a beaucoup fluctué durant les dernières années.

Ainsi, les dents creuses se comptabilisent sur environ 2 hectares et les espaces mutables reprennent 0,92 hectare.

Au total, la capacité d'accueil s'élève à **2,92 hectares**.

III.3 - Les besoins en logements et en foncier

Le besoin en logement

L'objectif affiché dans les orientations du PLU fixe ainsi à environ 184 habitants le seuil démographique d'ici 10 ans. L'augmentation programmée représente environ 18 habitants supplémentaires répartis sur les 10 prochaines années ce qui semble être un objectif acceptable compte tenu du profil de MONCHY SAINT ELOI et de son niveau d'équipements. Aussi à l'horizon du PLU, les objectifs renvoient donc à la réalisation d'environ **76 logements**. La densification ainsi que des aménagements d'ensemble sont deux volontés communales, sachant que les élus souhaitent avant tout préserver leur cadre de vie, en intégrant le végétal dans l'aménagement urbain.

Le besoin en foncier

Les 76 logements à créer (sur 10 ans) nécessitent une enveloppe foncière de 4,20 hectares selon la densité de 18 logements à l'hectare. 2,92 hectares sont disponibles dans la trame urbaine. Le PLU doit donc s'attacher à ouvrir à l'urbanisation **1,28 hectare** pour répondre au scénario démographique.

III.4 - La programmation

Les élus ont réfléchi à la mixité dans leur projet de développement en s'orientant vers une répartition des logements.

Ainsi, la simulation d'accueil en logement reprend la programmation suivante :

- dans la trame urbaine : logements individuels purs, pavillonnaire,
- au cœur du bourg : logements de formes urbaines denses : habitat individuel groupé, intermédiaire, locatif, petit collectif et collectif.

Dans le respect du territoire et de la morphologie urbaine, la configuration de ce futur parc immobilier sera de type « rez-de-chaussée + 1 étage + 1 niveau de combles », pour s'intégrer dans le site.

III.5 - Le projet d'aménagement et de développement durables

A travers le diagnostic et des enjeux définis, le projet d'aménagement et de développement durables se décline comme suit :

1. Préservation du cadre de vie

- Protection du patrimoine : veiller au caractère typique du village
- Gestion des équipements publics
- Gestion des déplacements sur le territoire communal
- Prise en compte des communications numériques
- Protection des personnes et des biens

2. Gestion cohérente de l'urbanisation

- Renforcement du centre bourg
- Gestion du bâti existant sur l'ensemble du territoire
- Accueil de nouvelles habitations

3. Pérennisation des activités et services

- Pérennisation des activités économiques,
- Pérennisation des équipements de santé,
- Pérennisation des surfaces agricoles,
- Promotion du tourisme : accueil d'un hôtel, diversification du site du château,

4. Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain

- réduire les possibilités d'urbanisation rendues possibles grâce à la réglementation à laquelle est soumise la commune de MONCHY SAINT ELOI aujourd'hui (plan d'occupation des sols),
 - dans le centre bourg : définir des limites d'urbanisation (interdire toute nouvelle construction au-delà de la dernière habitation existante) et privilégier le projet du cœur de bourg.
 - au niveau de Caucriaumont : aucun développement de l'urbanisation / gestion des constructions existantes présentes dans la zone humide et inondable.
- réduire le nombre de terrains constructibles en bout de réseaux,
- tendre vers une réduction de la surface consommée par logement, à travers une offre diversifiée de production de logement,
- réduire d'au moins 10% la consommation de l'espace, comptabilisée à 5,47 hectares depuis les 10 dernières années en favorisant la densification au profit du cœur de bourg.

QUATRIEME PARTIE - EXPLICATION DU PROJET

IV.1 - Le projet de territoire, le zonage

Le projet de zonage du PLU de MONCHY SAINT ELOI reprend les caractéristiques du territoire et les objectifs des élus.

La commune de MONCHY SAINT ELOI est composée d'un centre bourg et d'un hameau situé dans la vallée : Caucriaumont.

L'accueil d'habitat a constitué le 1^{er} objectif d'élaboration du PLU. La densification de l'enveloppe urbaine du centre bourg est apparue la plus cohérente.

Le hameau n'est pas voué à se développer, notamment en raison de problématiques liées à l'implantation en vallée et en bordure de la RD 106, mais aussi en respect des réglementations en vigueur prônant la densification des tissus urbains.

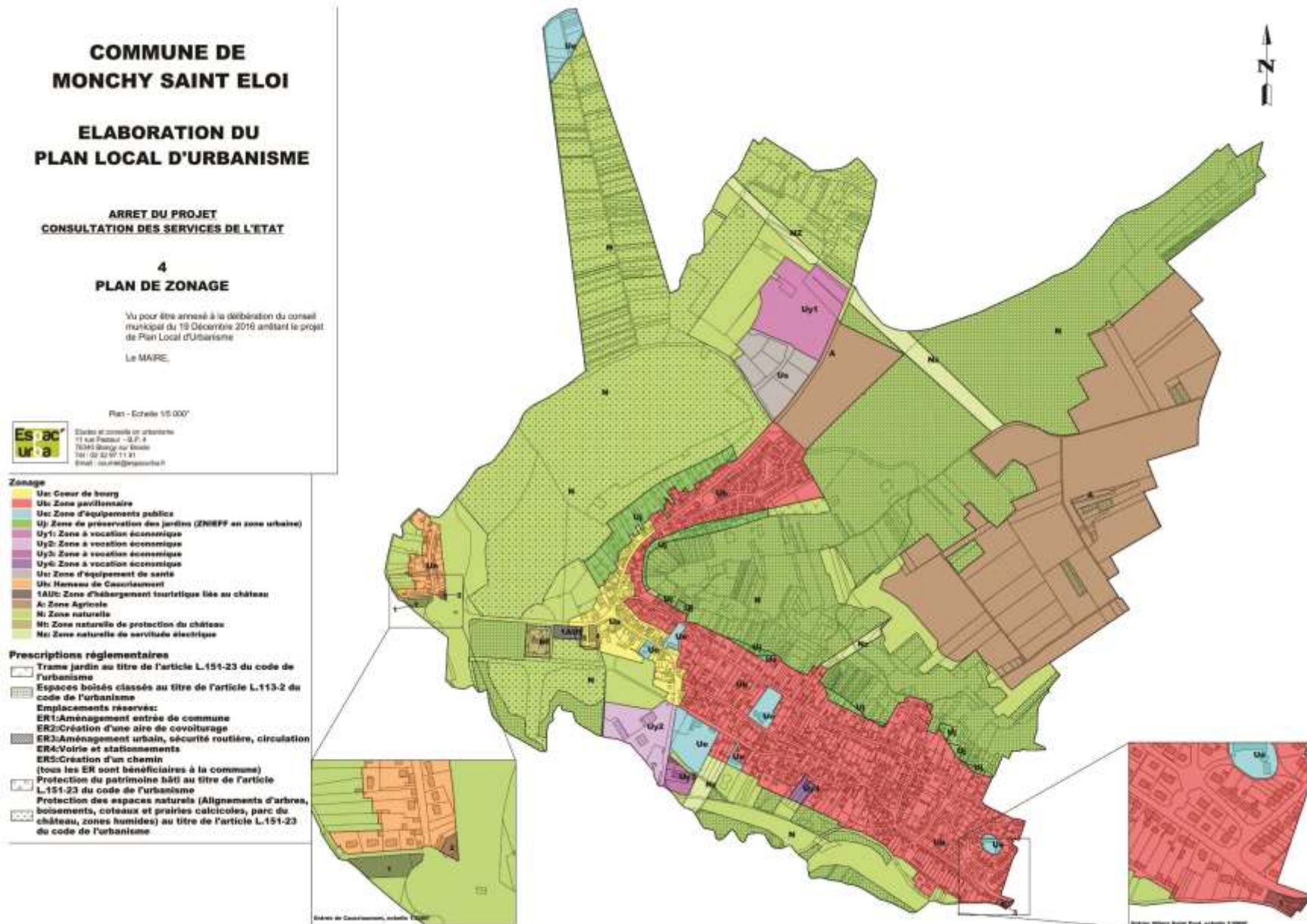
La préservation du cadre de vie et des caractéristiques architecturales, végétales et paysagères, au sens large, du territoire de MONCHY SAINT ELOI a constitué un deuxième axe de réflexion.

Le tissu économique est également inscrit dans le projet de territoire : pérenniser l'existant et permettre l'implantation de nouvelles activités dans la zone d'activités de la Croix Blanche, et dans la trame urbaine à la condition qu'elles soient compatibles avec le voisinage d'habitations.

Enfin, l'aspect réglementaire découlant des richesses ou enjeux environnementaux du territoire a été intégré et traduit à travers différents outils réglementaires.

Les risques naturels ont également été pris en compte dans la réflexion lors de la définition du plan de zonage et du règlement.

Le plan de zonage est joint page suivante.



IV.2 - Explication de la délimitation des zones

IV.2.1 - Le POS en vigueur

Les prescriptions visant à induire un développement harmonieux de la commune étaient exprimées par le zonage complété par le règlement du POS.

La nécessité de maintenir d'une part une cohérence et une harmonie avec la morphologie du tissu existant, et d'orienter d'autre part l'urbanisation future en fonction des options retenues, avait conduit à découper le territoire communal en 2 grandes zones, réparties en zones urbaines et naturelles. Ainsi le découpage du P.O.S. était le suivant :

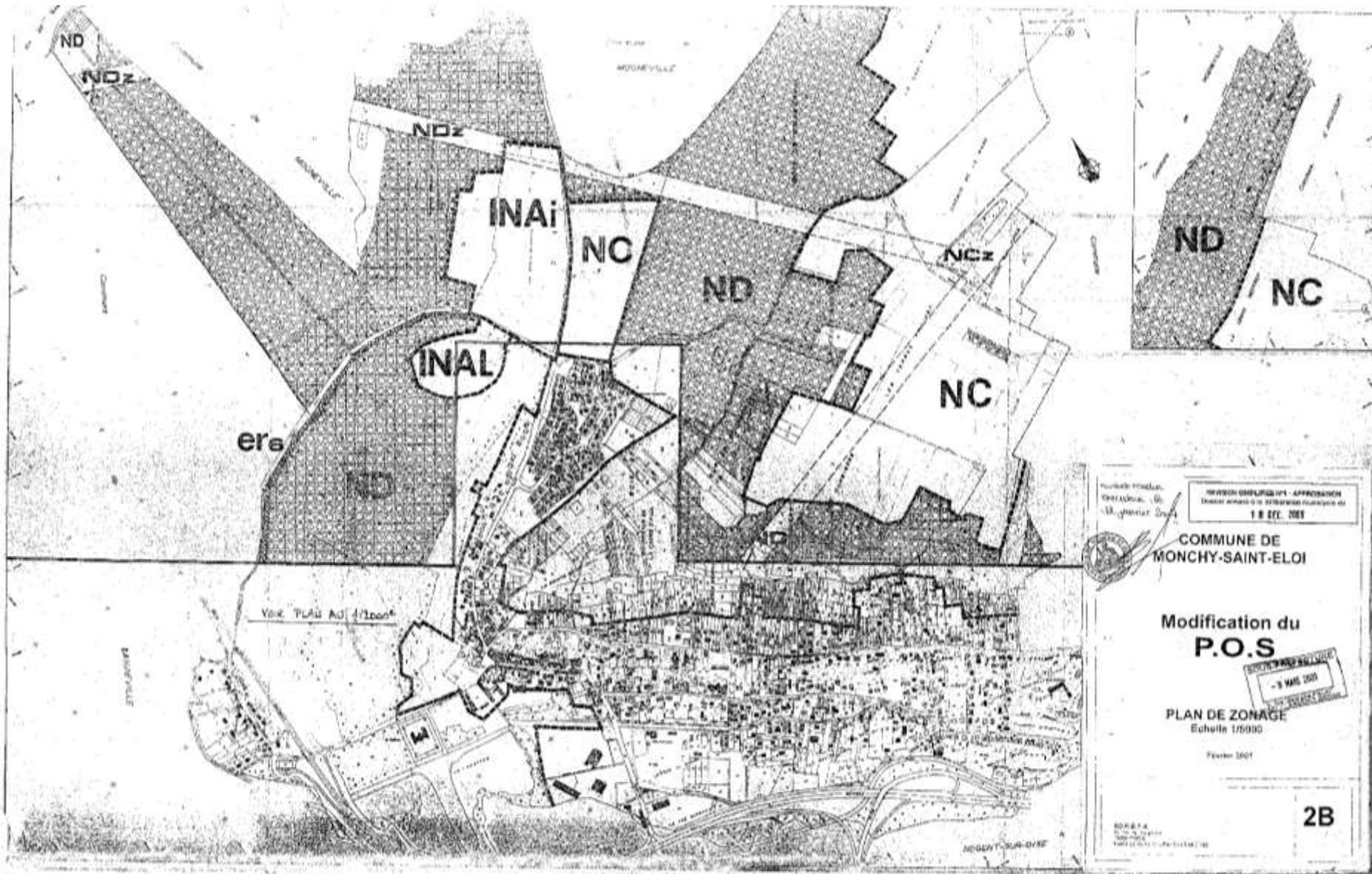
- **Les zones urbaines** : quatre zones urbaines étaient définies :
 - **la zone UA** Cette zone correspond au bâti ancien essentiellement édifié en bordure de la rue de la République et de la rue du Froid Vent. Les règles du POS y sont assez souples pour permettre la constructibilité des interstices du tissu existant. Les commerces et les activités non polluantes, nécessaires à la vie de la commune, peuvent s'y développer.
 - **la zone UC** correspond au bâti pavillonnaire réalisé au coup par coup dans le maillage fin du parcellaire ancien le long des rues Eugène Cauchois, de l'Avenir, Raymond Maillet et du Froid Vent, ou sous forme de lotissements pavillonnaires, comme par exemple rue Louis Vauthier.
 - **la zone UD** correspond au quartier de Caucriaumont, situé à l'ouest de la RN 16. Soumise aux nuisances de la voie, cette zone est réservée à un habitat peu dense.
 - **la zone UL** correspond au site d'implantation des équipements sportifs et culturels situés rue de la République, et dont la vocation doit être maintenue pour préserver leur présence à proximité immédiate du centre-ville, à proximité de l'école primaire
- **Les zones naturelles** : 4 types de zones naturelles : NA, NB, ND et NE.
 - **Les zones NA** sont des zones "d'urbanisation future", actuellement non équipées, et qui devront être réalisées sous forme de programmes d'ensemble, et notamment de Zones d'Aménagement Concerté, permettant à la commune de contrôler étroitement l'ensemble des conditions de réalisation de ces urbanisations.

Elles se répartissent en trois types de zones : IINA1, IINAA et IINAI, détaillées page suivante.

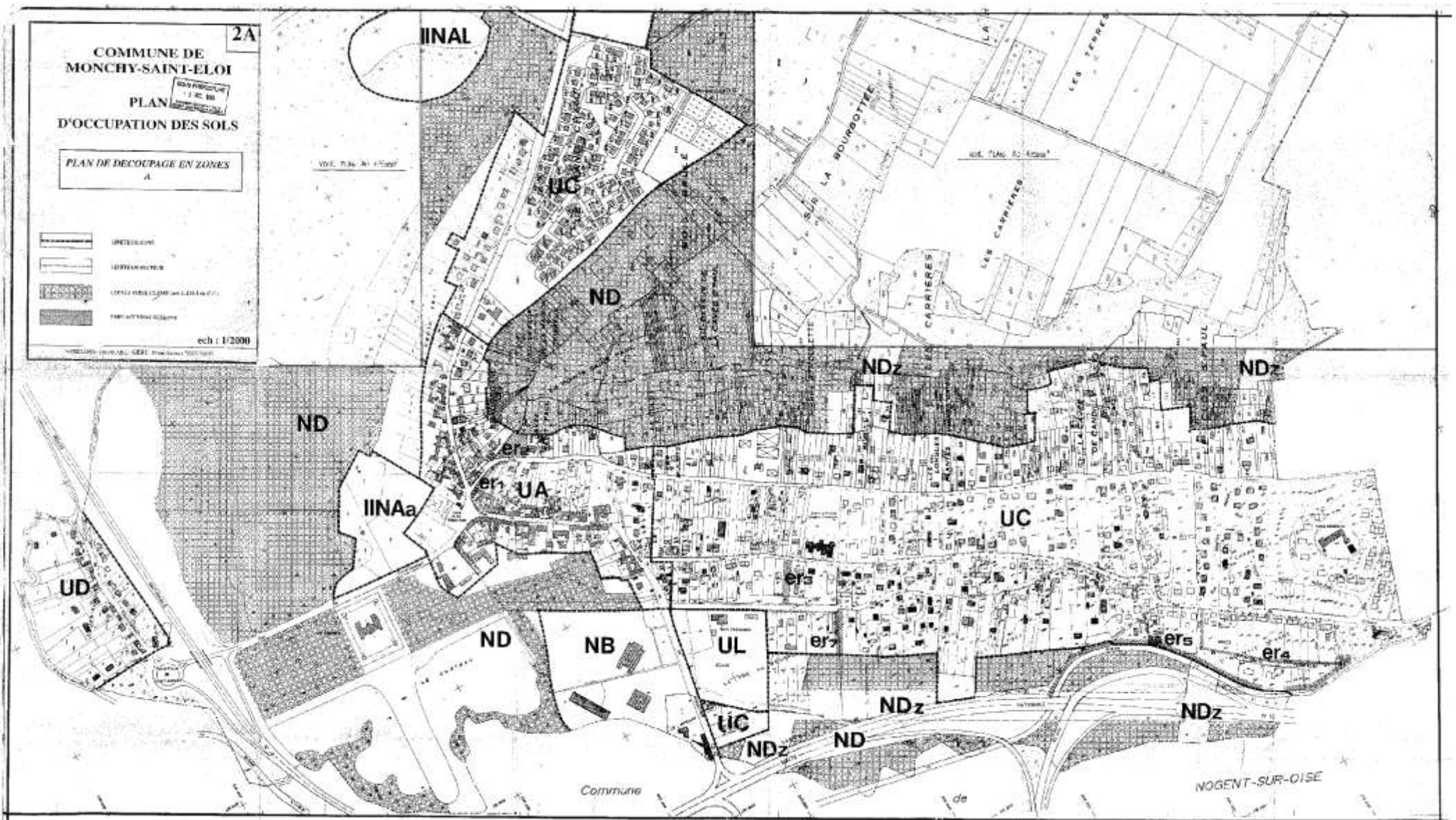
- **La zone IINAI** est réservée à des équipements publics de loisirs et d'hébergement destinés aux enfants des écoles (centre de loisirs), qui intéressent plusieurs communes voisines et pourront être réalisés dans le cadre d'une action intercommunale. Elle est située dans une clairière existante (liée à une ancienne carrière) au pied de la butte de la Garenne. Ces activités de loisir pourront bénéficier de l'ensemble du site protégé de la butte de la Garenne. Cette occupation d'un site particulièrement sensible du point de vue paysager permettra d'y assurer une maîtrise publique et d'éviter ainsi tout risque de dégradation.
- **La zone IINAA** est la partie encore urbanisable de l'ancienne zone NAb. Située dans le prolongement du centre-ville, elle pourra reprendre les formes urbaines, incluant de petits immeubles collectifs (R+2-fcombles) permettant une mixité d'habitat et plusieurs types de statuts (locatifs et accession à la propriété), avec une proportion d'au moins un tiers de logements sociaux, afin de répondre aux objectifs de diversité de l'habitat tels qu'énoncés dans la loi n°91-662 du 13 juillet 1991. L'aménagement de cette zone devra prendre en compte la préservation et la mise en valeur du mur de clôture le long de la rue de Caucriaumont.
- **La zone IINAI** a vocation d'accueil d'activités industrielles, artisanales ou commerciales et de service. Ce site devra recevoir un traitement paysager en accord avec la qualité particulière de sa localisation. Une étude approfondie de ses conditions d'accès devra être réalisée dans le cadre des études d'impact obligatoires. Aucun accès ne devra impliquer la traversée du centre-ville. Cette réalisation est donc conditionnée par la réalisation d'une voie d'accès au nord de la butte de la Garenne.
- **La zone NB** correspond à l'occupation d'une ancienne zone ND par des équipements d'enseignement construits par l'AFT- IFTIM. Le classement en zone NB permet de mettre en conformité le règlement avec l'existant, et de permettre une extension mesurée de ces activités.
- **La zone NC** est une zone protégée au titre de la valeur agricole de ses sols. Les règles du POS offrent toutes garanties aux agriculteurs pour le maintien et le développement de leurs activités.
- **La zone ND** est une zone naturelle protégée au titre du maintien des sites et des paysages. Elle comprend notamment les coteaux boisés et les zones marécageuses, dont la plus grande partie est classée en espaces boisés protégés.

Les plans de zonage sont joints pages suivantes.

PLAN DE ZONAGE DU P.O.S. - ENSEMBLE DU TERRITOIRE



PLAN DE ZONAGE DU P.O.S. - ZOOM



IV.2.2 - Les zones délimitées dans le cadre du PLU

IV.2.2.1 - Appellation et caractéristiques des zones du PLU

En traduction du PADD, le plan local d'urbanisme de MONCHY SAINT ELOI se décompose ainsi :

❖ LES ZONES URBAINES : Les zones urbaines figurent au plan de zonage avec l'indice U.

Elles déterminent les terrains suffisamment desservis en voirie, eau, électricité, assainissement, pour qu'ils aient une vocation immédiatement constructible, sous la forme de lotissements ou d'opérations individuelles. Ainsi, la commune ne peut en aucun cas demander au constructeur ou au lotisseur de participer financièrement à la création ou au renforcement éventuel des réseaux. Le classement des terrains en zone U implique qu'ils soient desservis par des réseaux ou que la commune les réalise (article R.123-5 du code de l'urbanisme). Dans ces zones, les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation doivent permettre d'admettre immédiatement les constructions ; en conséquence, il conviendra de limiter l'extension de l'urbanisation dans les secteurs où ces conditions ne sont pas remplies.

Le P.L.U. de MONCHY SAINT ELOI comporte SEPT zones urbaines :

- **ZONE UA** : Zone urbaine du cœur de bourg, de forte densité, accueillant de l'habitat ainsi que les équipements d'accompagnement, les services, les commerces et l'artisanat sans nuisances,
- **ZONE UB** : Zone urbaine d'extension récente caractérisée par la présence de constructions individuelles isolées ou groupées, d'immeubles collectifs d'habitation ainsi que par les équipements d'accompagnement, les services, les commerces et l'artisanat sans nuisances,
- **ZONE UE** : Zone urbaine accueillant les équipements publics et des logements.
- **ZONE UH** : Zone urbaine de hameau reprenant Caucriaumont, de forte densité, accueillant de l'habitat.
- **ZONE UI** : Zone urbaine de jardin concernée par la ZNIEFF.
- **ZONE US** : Zone urbaine accueillant les équipements de services publics et privés.
- **ZONE UY** : Zone urbaine accueillant les activités économiques.

❖ LES ZONES A URBANISER : Les zones à urbaniser figurent au plan de zonage par l'indice AU :

Elles délimitent des zones éventuellement constructibles sous certaines conditions.

Dans le P.L.U. de MONCHY SAINT ELOI, UNE typologie de zone AU a été définie :

- **ZONE 1AUt** : Zone de développement à vocation d'hébergement touristique lié à la présence du château.

❖ **LES ZONES AGRICOLES DITES ZONES « A »**

Article R.151-22 du Code de l'Urbanisme : « Peuvent être classées en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ».

Sur la commune de MONCHY SAINT ELOI, la zone A se situe essentiellement en dehors des parties urbanisées. Il n'existe plus de corps de ferme sur le territoire, donc seules les terres exploitées ont été inscrites en zone A.

Afin de protéger le paysage de cette zone, les futures constructions autorisées devront respecter les prescriptions indiquées dans le règlement : article 10 pour les hauteurs et l'article 11 pour l'aspect des constructions. A propos des installations classées qui pourraient être construites dans cette zone, la distance minimale à respecter entre les zones construites et les bâtiments entre eux, qu'elle qu'en soit l'affectation, est déterminée par le Règlement Sanitaire Départemental, le principe de réciprocité doit ainsi être respecté.

❖ **LES ZONES NATURELLES DITES ZONES « N »**

La zone N est destinée à assurer la protection des sites, tout en y permettant certains aménagements compatibles avec cette protection. Elle correspond aux zones naturelles à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique et écologique, historique et archéologique ou en raison de l'existence de risques. Sont concernées les zones à caractère patrimonial et préservation du cadre de vie de la commune.

L'article R. 151-24 du Code de l'Urbanisme : « Les zones naturelles et forestières sont dites « zones N ». Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;*
- b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;*
- c) Soit de leur caractère d'espaces naturels.»*

Sur la commune de MONCHY SAINT ELOI, la zone N reprend notamment les zones à caractère patrimonial ainsi que des espaces naturels à préserver.

Deux secteurs de zone ont été créés :

- **Secteur Nz**, secteur surplombé par des lignes électriques haute tension,
- **Secteur Nt**, secteur correspondant au château et destiné à l'hébergement. tourisme, ...

IV.2.2.2 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux enjeux du territoire

Comme évoqué dans le diagnostic communal et l'état initial de l'environnement, le territoire de MONCHY SAINT ELOI est soumis à divers enjeux (risques naturels, préservation des espaces naturels).

Plusieurs de ces enjeux ont un impact sur le développement de l'urbanisation.

- Les inondations : ce risque est identifié à MONCHY SAINT ELOI sous une forme : inondations par remontée de nappe et ruissellements. Le fond de vallée a été inscrit en zone N où la constructibilité est limitée. Quant aux ruissellements, ils traversent des zones déjà urbanisées pour certains et des zones agricoles pour d'autres. Quant à la zone d'extension de la Croix Blanche, un axe existe mais a été pris en compte dans le dossier au titre de la loi sur l'eau établi pour le dépôt du permis d'aménager.
- Les données environnementales : il s'agit d'un élément réglementaire destiné à protéger des espaces naturels remarquables. A MONCHY SAINT ELOI, les espaces concernés par les 2 ZNIEFF de type 1 sont classés en zone N et Uj (pour les parties déjà urbanisées des arrières de parcelles) du P.L.U. afin de garantir leur préservation.

IV.2.2.3 - Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux orientations du PADD

Les objectifs et grands principes d'aménagement définis dans le PADD ont été traduits à travers différents outils sur le plan de zonage. Bien entendu, le document graphique est complété par le règlement permettant de mettre en œuvre d'autres aspects des objectifs communaux.

➤ Renouvellement urbain et densification :

- Gestion cohérente du tissu bâti existant grâce aux réhabilitations : évolution du parc de logements existants : cet objectif est traduit à travers les zones UA, UB et UH, car bien sûr le renouvellement urbain constitue un enjeu de ces zones. Des prescriptions adaptées sont définies dans le règlement afin de permettre l'évolution du parc de constructions implantées au cœur du bourg et dans le hameau de Caucriaumont.
- Densification et urbanisation des dents creuses : La délimitation des zones UA, UB et UH répond pleinement à cet objectif. En effet, de par son règlement, ces zones permettent l'accueil de nouvelles habitations dans les dents creuses et face à un bâti déjà existant (sauf contrainte ou enjeu spécifique).
- Gestion des constructions excentrées du bourg - Hameau de Caucriaumont : la zone UH a été créée pour répondre aux constructions présentes dans le hameau. La densification par la construction de nouvelles habitations est autorisée. Un règlement adapté a été rédigé pour ce secteur.
- Accueil de nouvelles habitations : La zone UA s'élargit en reprenant des espaces situés sur l'arrière de la mairie. C'est dans ce secteur que la commune va pouvoir densifier son cœur de bourg en l'accompagnant du changement de destination des bâtiments existants.

- **Gestion et développement des équipements publics :**
 - Pérennisation et développement des équipements publics existants : cet objectif est traduit à travers le secteur de zone UE puisqu'il s'agit de la vocation principale de cette zone. Les autres zones permettent également la construction d'équipement public d'intérêt collectif.
- **Pérennisation des activités économiques :**
 - pérenniser les activités artisanales, commerciales et de services existantes : le règlement des zones UA, UB, UY et US permet de pérenniser les activités économiques existantes.
 - permettre l'accueil de nouvelles activités (artisanat, commerces, services) : le règlement des zones urbaines UY et US permet l'accueil de nouvelles activités, dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec un tissu bâti déjà présent.
- **Promotion du tourisme :**
 - les zones 1AUt et Nt permettent la promotion du tourisme sur le territoire de MONCHY SAINT ELOI en autorisant la diversification du site du château : changement de vocation du château et construction d'un bâtiment d'hébergement lié à la présence de ce dernier.
 - les zones Uy1 et Uy3 autorisent les établissements hôteliers et de restauration.
 - le château a été inscrit en zone Nt pour permettre son changement de destination.
- **Pérennisation des équipements de santé :** le classement en zone US de la zone de la Croix Blanche déjà aménagée et accueillant un EHPAD, ..., permet leur maintien et leur développement.
- **Protection des surfaces agricoles :** en l'absence de sites d'exploitations agricoles, les terres cultivées (à l'exception de celles concernées par les ZNIEFF) ont été classées en zone A du PLU qui est vouée à cette activité.
- **Gestion des déplacements sur le territoire communal :** aucune prescription n'a été reprise sur le plan de zonage. Des orientations d'aménagement et de programmation ont été définies sur l'arrière de la mairie dans le cadre du projet du cœur de bourg.
- **Protection du patrimoine, de l'identité rural et du paysage :** cette thématique constitue un objectif majeur des élus pour l'élaboration du PLU de MONCHY SAINT ELOI :
 - Protection de l'environnement et du cadre de vie : les éléments du paysage ont été identifiés et protégés à travers le PLU soit avec l'article L.151-23 ou L.113-2 du code de l'urbanisme.
 - Protection de la ressource en eau : chaque zone créée doit gérer ses eaux usées et pluviales. L'article 4 fournit les prescriptions.
 - Protection des éléments caractéristiques du paysage de MONCHY SAINT ELOI : les espaces boisés, les jardins, ..., sont recensées sur le plan de zonage. Des prescriptions spécifiques sont définies dans le règlement.
 - Protection du patrimoine vernaculaire et des caractéristiques architecturales : la thématique de la préservation des caractéristiques architecturales est abordée essentiellement à travers le règlement des différentes zones. Une zone UA a toutefois été créée pour préserver le cœur dense historique du bourg de MONCHY SAINT ELOI dans lequel l'implantation en alignement est primordiale pour

assurer la continuité visuelle. Le château a été inscrit en zone Nt et le parc attenant en zone N complété d'une protection au titre de l'article L.151-23 et L.113-2 du code de l'urbanisme.

- Prise en compte des mesures de protection environnementales et des continuités écologiques : ces zones naturelles remarquables répertoriées (ZNIEFF, zones humides) ont été inscrites en zone Uj et N du projet de PLU afin de garantir leur préservation. De plus, l'ensemble des éléments du paysage repérés sur le plan de zonage (espaces boisés...) participent au maintien des continuités écologiques.
- Restauration du marais : le marais a été inscrit en zone N complété de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, protection plus souple pour l'entretien. Et la restauration du marais. L'espace boisé classé du POS a ainsi été revu en partenariat avec le conservatoire des sites naturels.
- Création d'un parc urbain : la zone urbaine sera accompagnée d'un espace public vert traduit dans le PLU à travers la zone N, dans laquelle seuls des équipements d'intérêt public sont autorisés.
- Traitement qualitatif des entrées de commune : chaque entrée reprend un classement suivant son occupation du sol : habitat, économie, patrimoniale... Pour la zone de développement économique de la Croix Blanche, la zone UY a fait l'objet d'un permis d'aménager qui a organisé le paysage et l'insertion des futures constructions. Pour le hameau de Caucriaumont, des emplacements réservés ont été créés pour améliorer l'entrée de commune et accompagner la création de stationnement et cheminement. L'entrée Sud depuis la RD 1016, les zones UY permettent à travers leur règlement des aménagements accompagnés d'un pourcentage de végétalisation. La hauteur des bâtiments contribuera également à leur intégration visuelle.

➤ **Prise en compte des risques :**

- comme évoqué précédemment, un risque inondation est recensé sur la commune de MONCHY SAINT ELOI : les zones parcourues par des ruissellements ont été inscrites en zone U, A ou N, selon leur localisation, sur le plan de zonage. En zone urbaine, les axes traversent des parcelles déjà aménagées ou à aménager pour l'extension de la Croix Blanche.
- le risque de pollution est également pris en considération, à travers le classement du secteur Uy4, d'une entreprise ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral suite à pollution des sols.

➤ **Prise en compte des communications numériques** : cet objectif n'est pas traduit graphiquement sur le plan de zonage.

➤ **Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain**

- La définition des zones UA, UB, Uh et Uj, au pourtour de l'enveloppe urbaine du bourg et du hameau permet de répondre à cet objectif en fixant clairement des limites au pôle construit, notamment au niveau des entrées et sur les arrières de parcelles. De plus, la définition des zones UC participe à la gestion du hameau et à la lutte contre le mitage du territoire et l'étalement urbain.
- La réduction d'au moins 10% la consommation de l'espace, comptabilisée à 5,47 hectares depuis les 10 dernières années favorise la densification au profit du cœur de bourg, traduite à travers les zones UA et UB.

IV.2.3 - Analyse des différentes zones du PLU

De multiples paramètres ont été intégrés aux réflexions du groupe de travail afin d'aboutir au projet de zonage du PLU de MONCHY SAINT ELOI :

- une réglementation forte : la loi SRU de décembre 2000, la loi Urbanisme et habitat de juillet 2003, la loi MAP de juillet 2010, les lois de Grenelle 1 et 2, la loi ALUR du 27 Mars 2014, la loi LAAF...
- des contraintes et enjeux sur le territoire communal,
- les objectifs communaux et grands principes, déclinés précédemment.

Dans les pages suivantes, nous allons nous attacher à expliquer synthétiquement les choix retenus par les élus pour définir le zonage du PLU.

La zone Ua

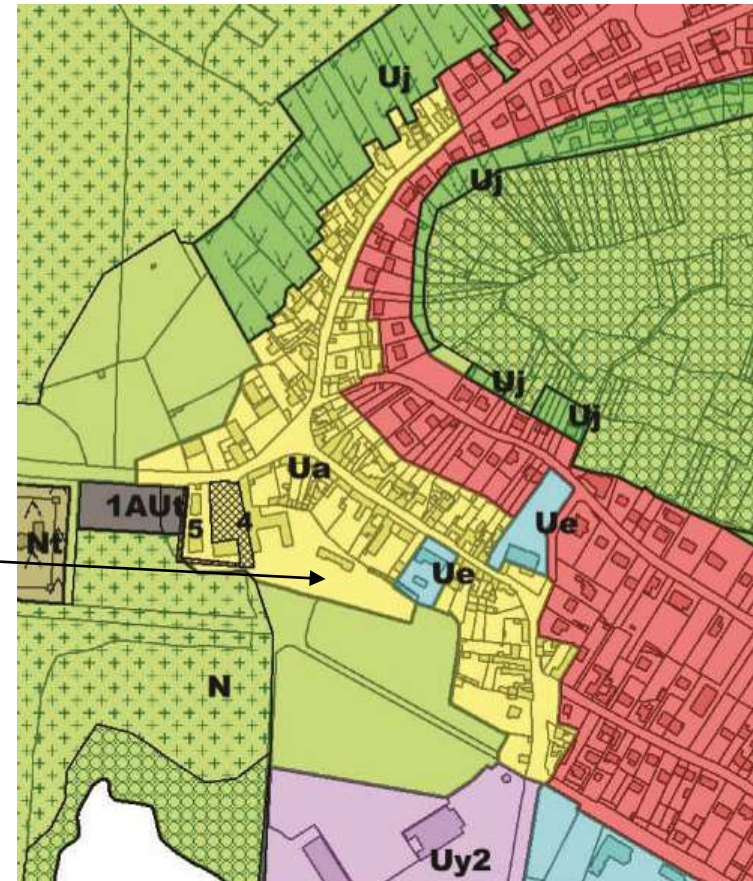
La zone Ua reprend le cœur historique du bourg, de densité forte, dans lequel les constructions sont implantées à l'alignement sur rue.

Le découpage de la zone suit le parcellaire du tissu ancien et la limite du périmètre de la ZNIEFF, inscrite en Uj pour les jardins des constructions existantes.

Dans la zone Ua, les nouvelles constructions sont autorisées ainsi que les extensions, les changements de destination des bâtiments existants.

La zone Ua s'est élargie sur l'arrière des équipements publics pour autoriser la construction de nouveaux logements en accompagnement d'une réflexion sur les équipements publics existants et futurs.

Des orientations d'aménagement et de programmation ont été définies pour ce secteur, elles concernent essentiellement des indications en terme d'accès et desserte.

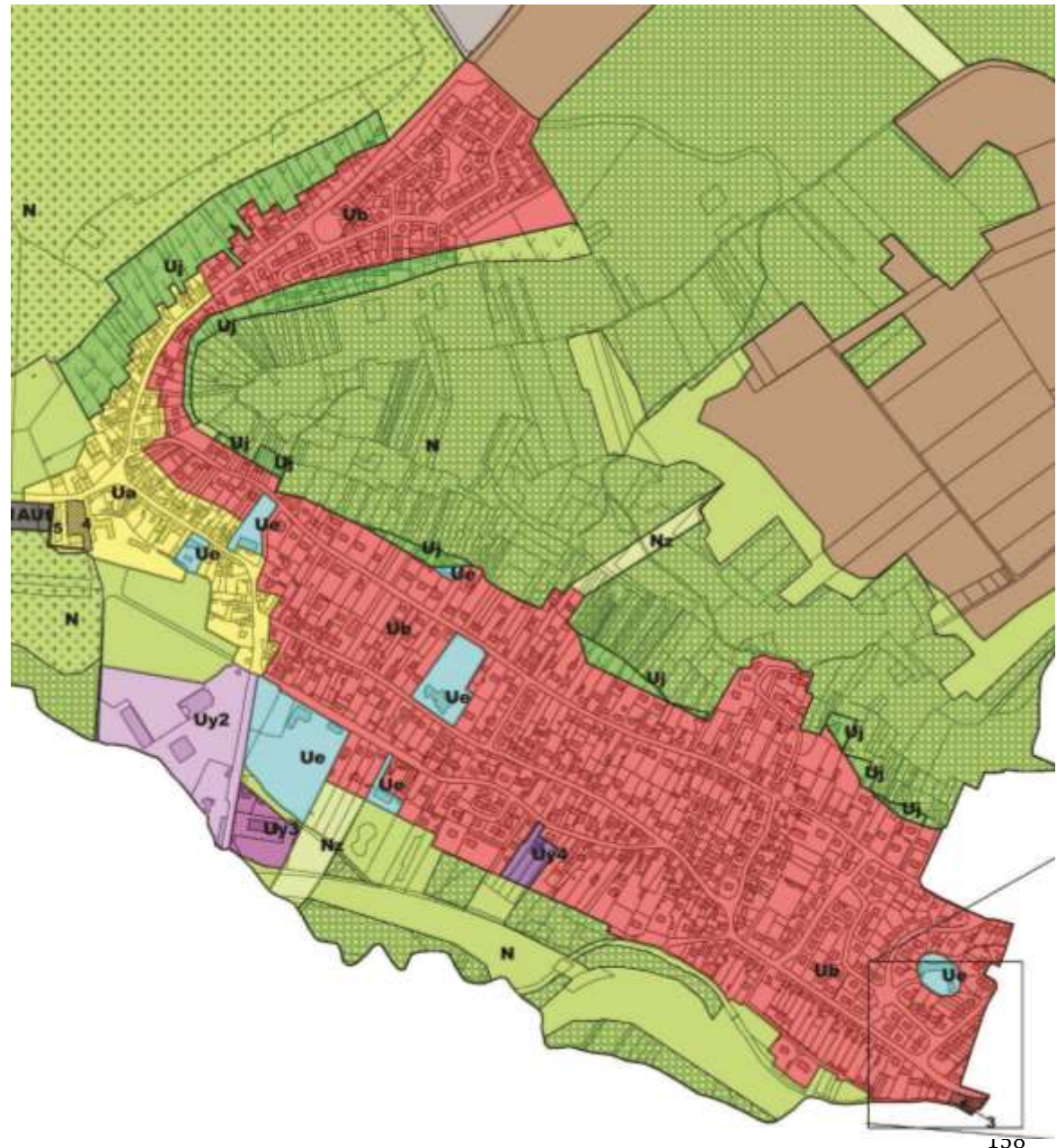


La zone Ub

La zone Ub correspond aux zones d'extension du cœur de bourg de MONCHY SAINT ELOI, à densité moyenne, dans lequel les constructions sont implantées en retrait de l'espace public offrant une vision plus végétal de l'urbanisme à travers les jardins privatifs.

Le découpage de la zone suit le parcellaire du tissu récent bâti et la limite du périmètre de la ZNIEFF, inscrite en Uj pour les jardins des constructions existantes.

La vallée inscrite en zone N est également une limite à la zone Ub.



La zone Uh

La zone Uh a été créée pour le hameau de Caucriaumont, secteur isolé du centre bourg.

Le caractère isolé et la proximité avec la RD 1016 limitent l'accueil de nouvelles constructions d'habitation.

La zone Uh permet la densification tout en préservant le site implanté dans la vallée en imposant une implantation en retrait des limites séparatives.

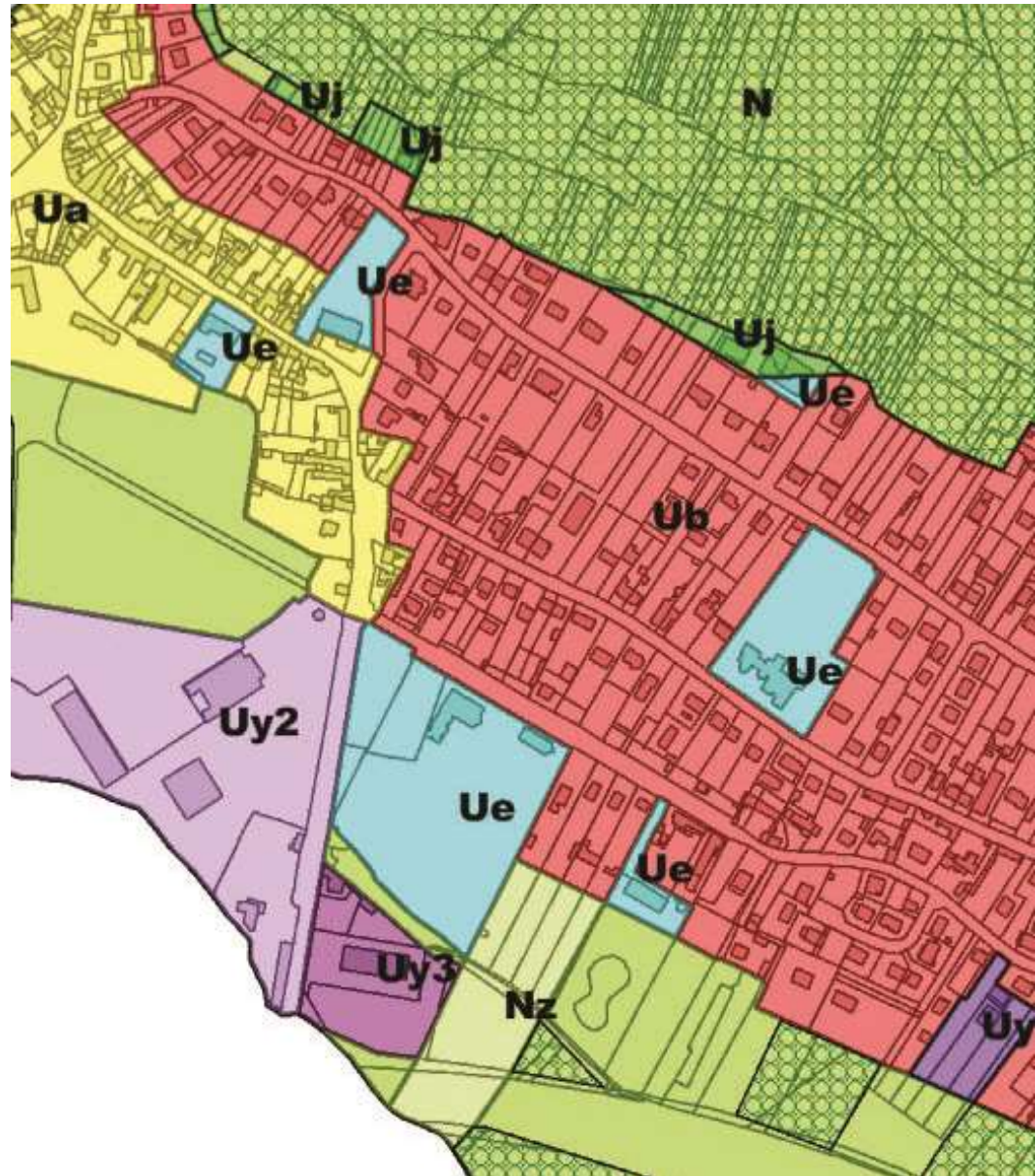
Le contour de la zone Uh se rapproche le plus près possible des constructions existantes. Les seules possibilités de construire ne pourront se faire que dans cette bande constructible.



La zone UE

Cette zone reprend les équipements publics : écoles, mairie, équipements sportifs, station d'épuration, salle des fêtes, ...

Dans cette zone de nouveaux équipements publics seront autorisés, ...



La zone Us

Elle accueille des activités de services. Ce classement permet de poursuivre l'aménagement de cette zone à vocation d'équipements de services publics et privés.

La zone Uy - secteur Uy1

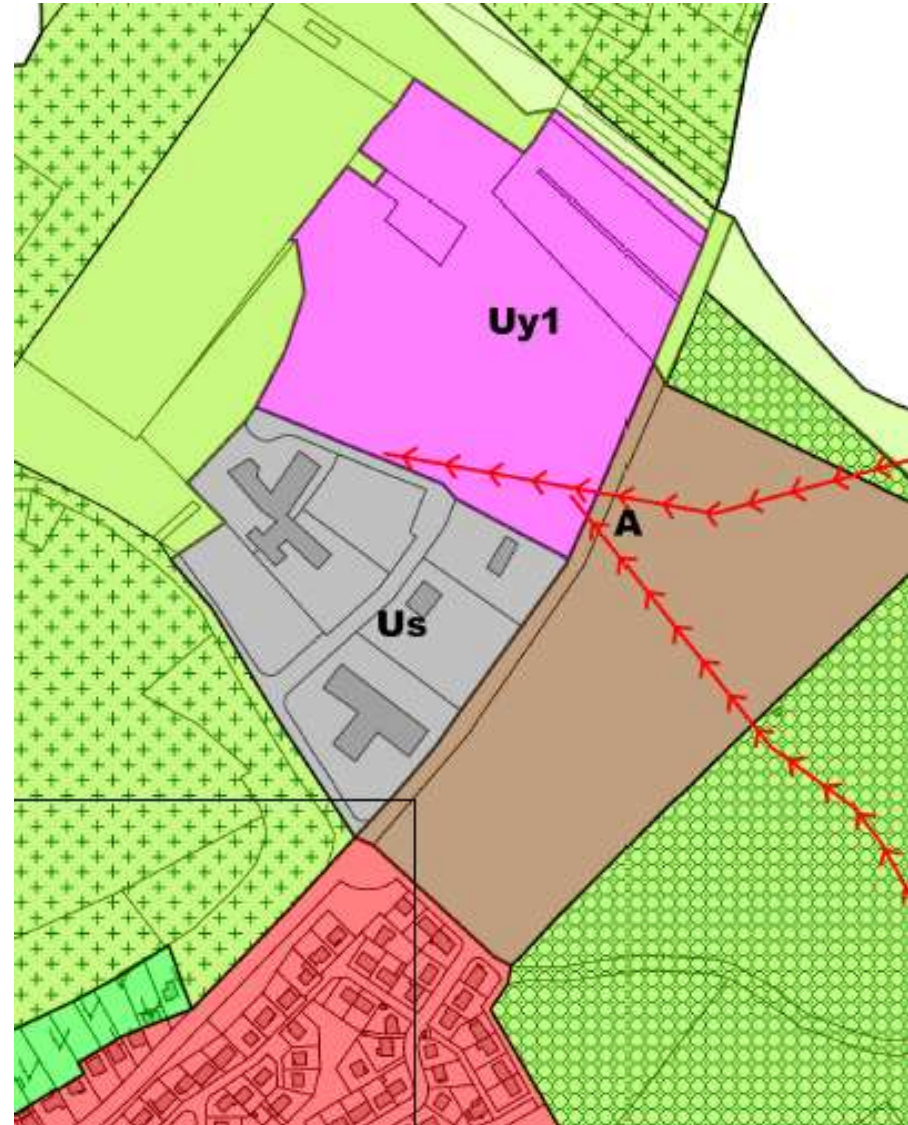
Elle se décline en plusieurs sous-secteurs selon les spécificités de leur vocation.

Dans le cadre de l'aménagement de la zone de la Croix Blanche, une partie a été aménagée en zone Us (vu précédemment), la 2nde partie reste à lotir. Le permis d'aménager a été délivré (cf. partie1 de ce rapport).

Cette zone permettant la création de 14 parcelles pourra accueillir :

- des activités artisanales,
- des établissements commerciaux et les bureaux.
- des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- des hébergements hôteliers.

La présence d'un axe de ruissellement (source syndicat de la vallée de la Brèche) n'est pas contraignant : il a été pris en considération dans le dossier établi au titre de la Loi sur l'Eau.



La zone Uy - secteurs 2, 3 et 4

La zone Uy se décline en plusieurs sous-secteurs selon les spécificités de leur vocation :

- Uy2 reprend l'entreprise AFTRAL,
- Uy3 reprend un site situé en entrée de commune Sud, face à l'entreprise AFTRAL,
- Uy4 reprend un site BASOL.

Ces secteurs reprennent des spécificités et projets différents.

Pour la zone **Uy2** (entreprise AFTRAL), sont autorisés :

- l'extension des constructions existantes et la reconstruction des immeubles détruits à la suite d'un sinistre, sauf si ce sinistre est lié à un ruissellement.
- les établissements de formation et les services annexes.

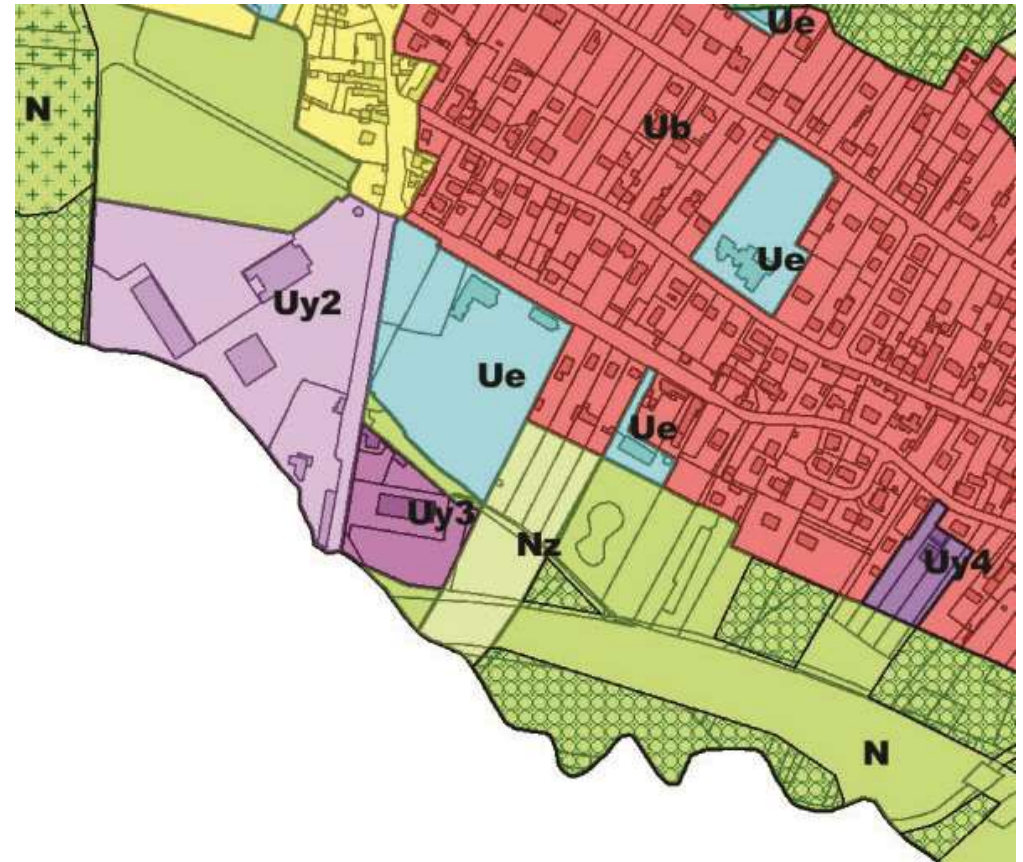
L'objectif est de maintenir cet espace de formation, reconnu nationalement, sur MONCHY SAINT ELOI.

Pour la zone **Uy3** située en face de l'entreprise AFTRAL, il s'agit d'améliorer l'entrée de commune en ouvrant sa vocation à des entreprises ayant un besoin de vitrine. Pour cela, il pourra être autorisé :

- des activités artisanales, de services,
- des établissements commerciaux et les bureaux.
- des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- l'extension des constructions existantes et la reconstruction des immeubles détruits à la suite d'un sinistre, sauf si ce sinistre est lié à un ruissellement.
- des hébergements hôteliers et de restauration.

Une habitation est présente sur le site, laquelle pourra procéder à des travaux de confortement sans construction d'une nouvelle habitation.

Pour la zone **Uy4**, située au cœur de la trame bâtie résidentielle, il s'agit de signaler la présence d'un ancien site économique avec pollution du sol. En effet, un arrêté préfectoral encadre la future vocation de cette zone en interdisant le logement. Pour cela, la zone autorisera les activités artisanales, de services, les établissements commerciaux et les bureaux et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.



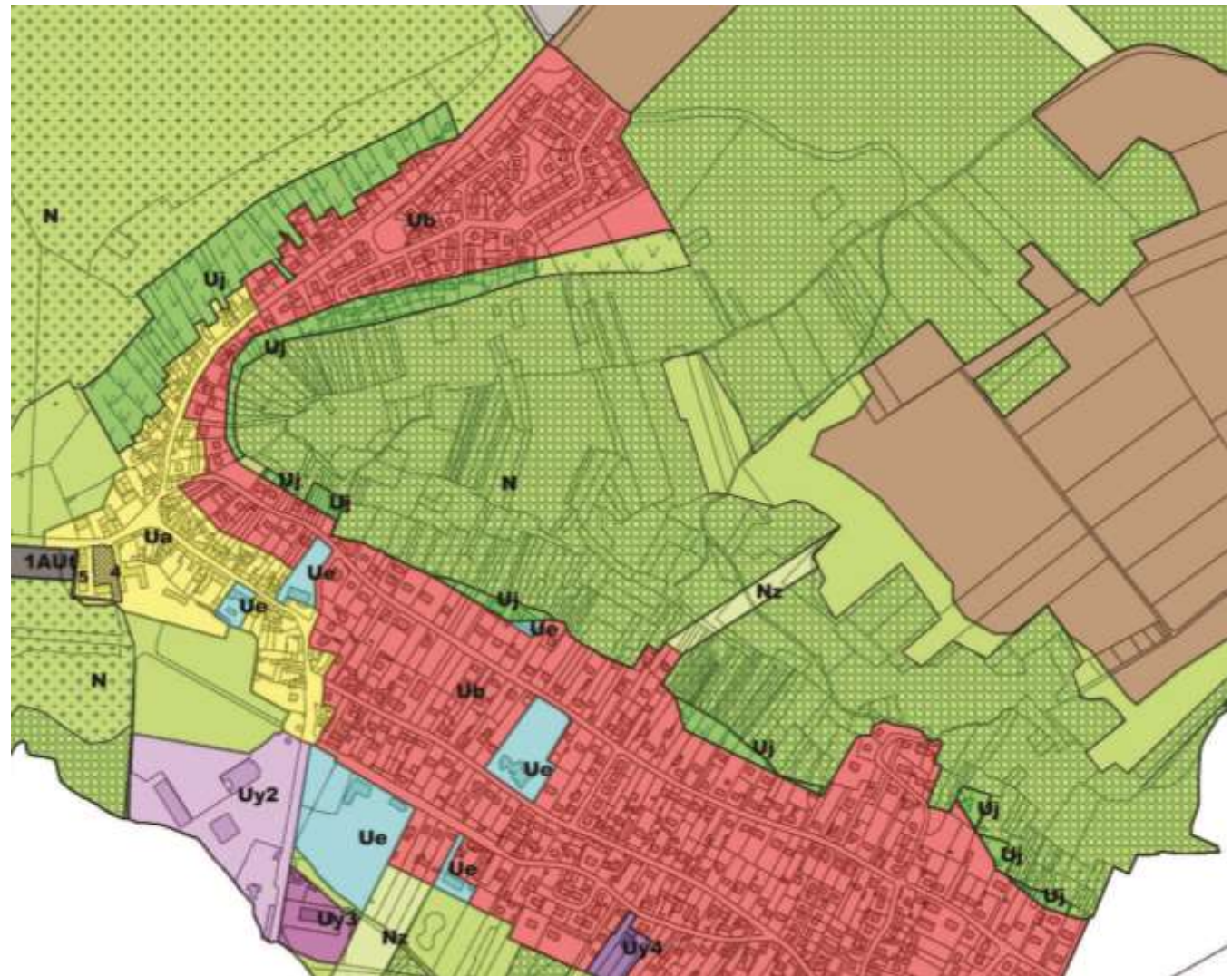
La zone Uj

La ZNIEFF est dans les parcelles construites.

Aussi pour permettre aux constructions existantes d'évoluer, un secteur Uj a été créé pour signaler la sensibilité du site mais accompagner les habitants présents.

Dans cette zone Uj, sont autorisés :

- l'extension des constructions existantes et la reconstruction des immeubles détruits à la suite d'un sinistre, sauf si ce sinistre est lié à un ruissellement.
- les annexes.
- les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
- les changements de destination des constructions existantes à l'approbation du PLU.
- la reconstruction en cas de sinistre à égalité de surface de plancher.

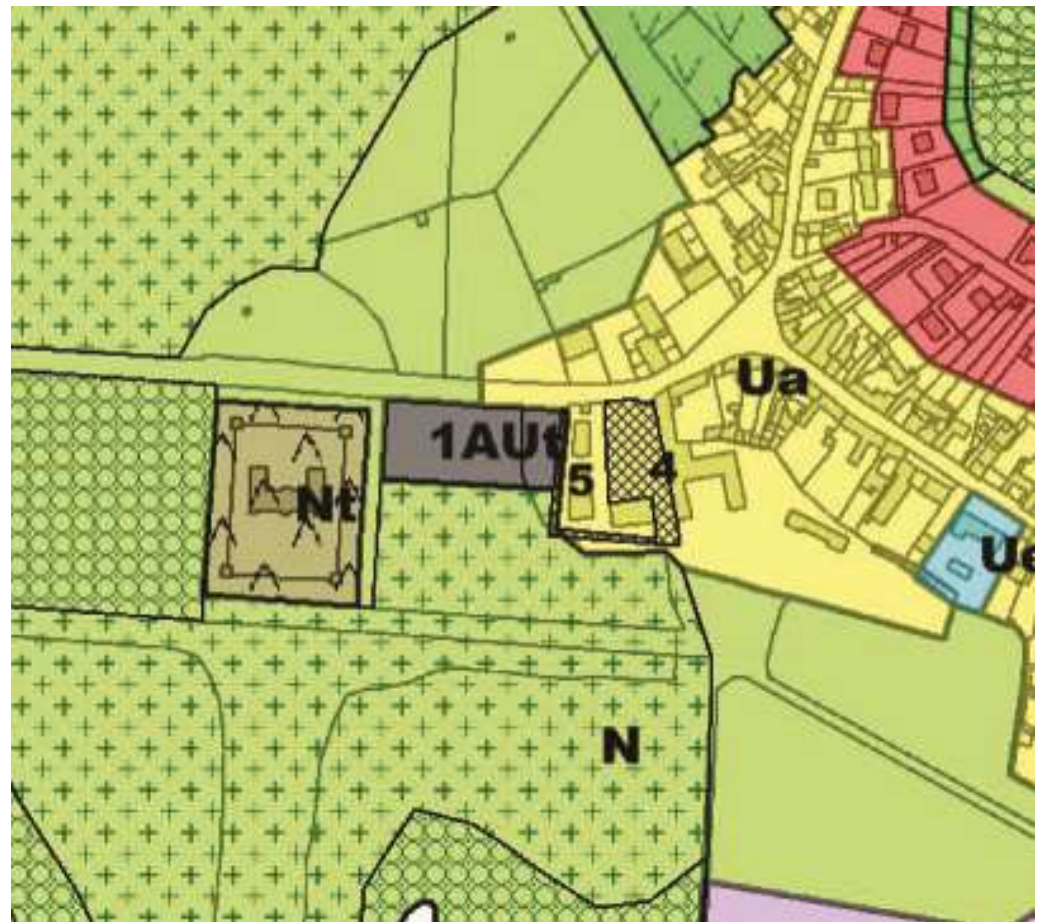


La zone 1AUt

Cette zone reprend une partie du parc du château.

Afin d'accompagner la reconversion du château, la zone 1AUt autorise les hébergements touristiques et leurs annexes liés à la présence du château ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Le site naturel est préservé à travers son inscription en zone naturelle N doublée d'une protection au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

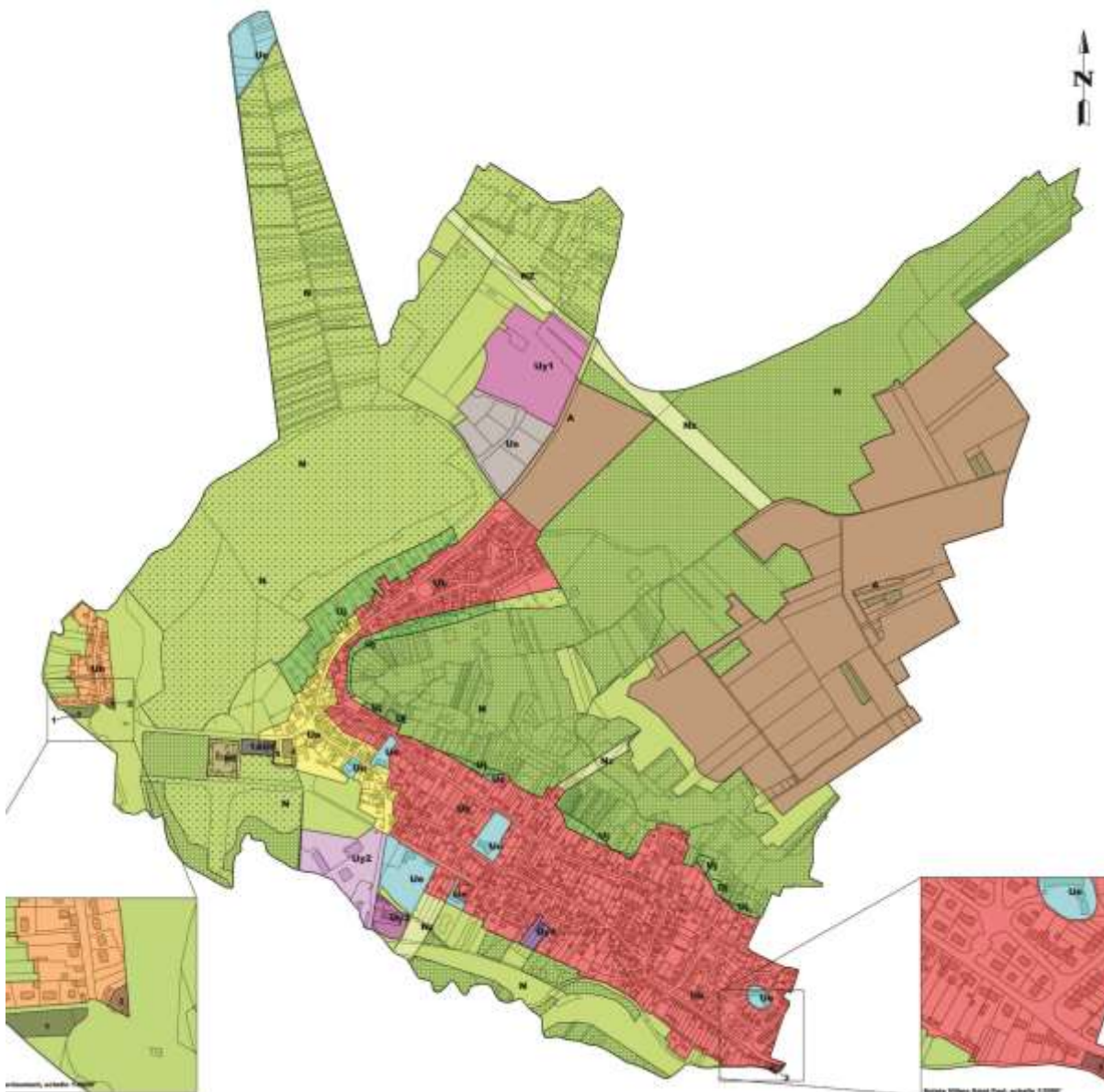


La zone A

Aucune exploitation agricole n'est présente sur le territoire de MONCHY SAINT ELOI.

Par contre, des terres agricoles sont cultivées par des exploitants basés hors territoire. Elles ont été reprises en zone A. Le règlement permet la construction de bâtiments agricoles.

Les terrains cultivés concernés par la ZNIEFF ont été protégés en zone naturelle : cela signifie que l'exploitation agricole est possible sans pouvoir y édifier un bâtiment.



La zone N

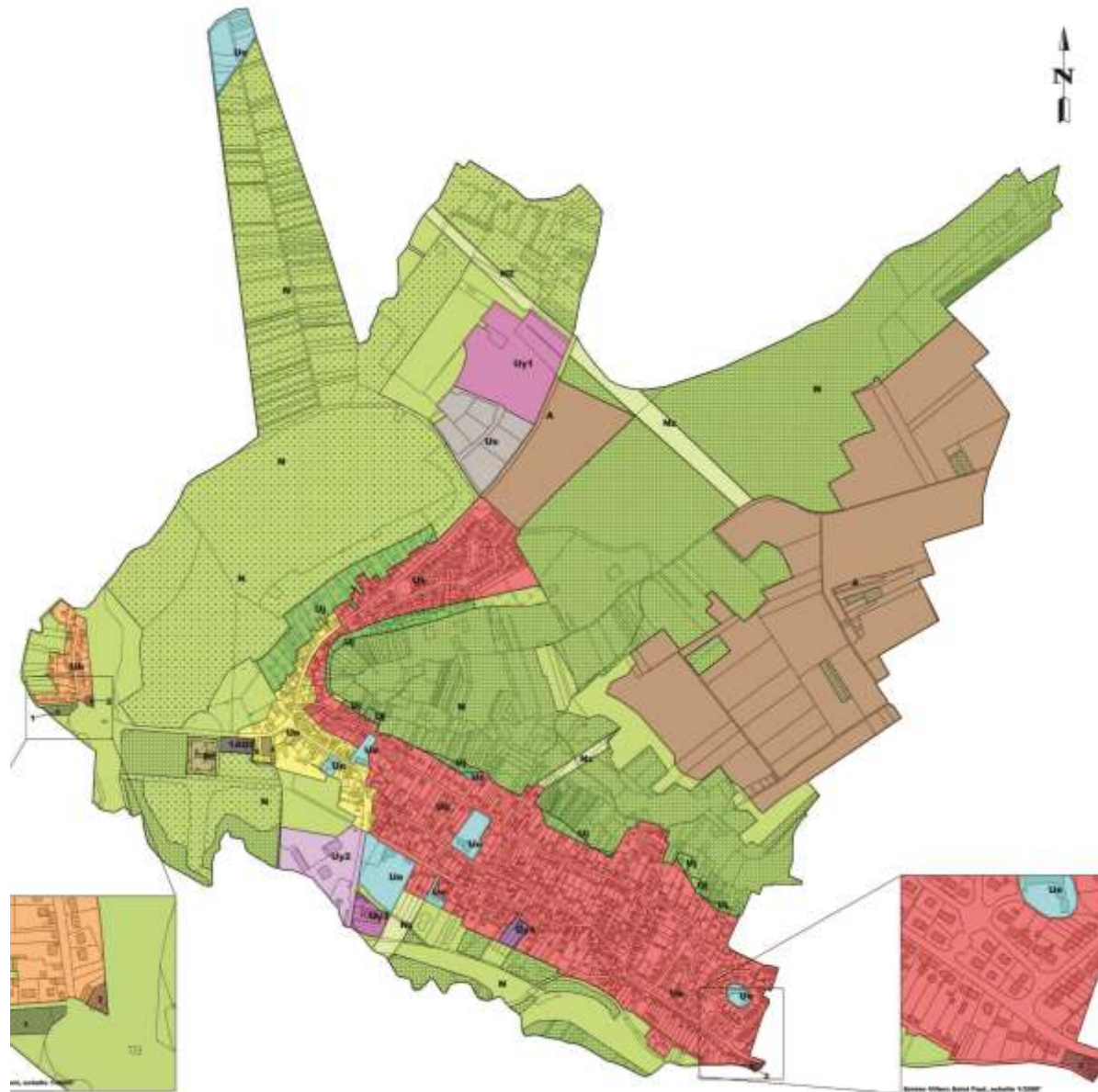
Elle reprend les espaces boisés, la zone des marais, le fond de vallée et les espaces agricoles concernés par la ZNIEFF.

Des secteurs de zone N ont été créés

- Nz, secteurs surplombés par des lignes électriques haute tension,
- Nt, secteur destiné à l'hébergement.

En surplomb des secteurs Nz, aucun espace boisé classé n'a été repris pour pouvoir accéder et pouvoir intervenir techniquement.

Le secteur Nt a pour objectif de permettre le changement de destination du château. L'environnement proche du château a été protégé au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.



IV.2.3.1 - La réponse du PLU aux objectifs démographiques et besoin foncier

Rappel des objectifs démographiques et du besoin foncier :

- objectif de croissance annuelle moyenne de 0,75%, soit l'accueil d'environ 184 habitants supplémentaires et la création de 76 logements,
- besoin foncier de 4,20 hectares, conformément à la densité du SCOT de 18 logements à réaliser par hectare,
- en déduisant la capacité constructible de la trame urbaine estimée à 2,92 hectares,
- le besoin foncier global s'élève à 1,28 hectare.

Cette surface à ouvrir à l'urbanisation est répartie sur l'ensemble du bourg et plus précisément sur l'arrière de la mairie dans la volonté de densifier le cœur de bourg à proximité des services et commerces :

- **A** - 9000 m² disponibles sur l'arrière de la mairie permettant à la fois la construction et la réhabilitation des bâtiments existants en logements.
- **B** - 800 m² ouverts en zone Ua, en dehors de la ZNIEFF.
- **C** - 2 400 m² ouverts à proximité du cimetière, hors ZNIEFF.



IV.2.3.2 - La protection des espaces naturels

Comme évoqué précédemment dans le présent rapport, le territoire de MONCHY SAINT ELOI fait l'objet d'un enjeu environnemental : ZNIEEF de type 1 et zones humides. C'est pourquoi les coteaux et la vallée ont été classés en zone N afin de garantir leur préservation.

Des espaces boisés ont été classés dans le plan d'occupation des sols. Un bilan a été dressé dans le cadre de l'élaboration du PLU.

En résumé,

- sur le territoire vaste, en dehors des parties urbanisées, les espaces boisés ont été préservés et sont toujours existants. Ils doivent donc être repris dans le plan local d'urbanisme. Ils sont essentiellement localisés dans la vallée, sur les coteaux et ponctuellement dans l'espace agricole.
- la protection des espaces boisés a été revue dans le PLU pour permettre plus facilement l'entretien, soit l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Le détail est joint page suivante.

IV.2.3.3 - La zone agricole

Les terres agricoles, non concernées par les enjeux environnementaux de la ZNIEFF, ont été inscrites en zone A. Cette zone dédiée permettra aux exploitations agricoles de faire évoluer leurs activités, même s'il n'existe plus de corps de ferme à MONCHY SAINT ELOI.

IV.3 - Justification du règlement

Articles 1 et 2 - Occupations et utilisations des sols

Ces articles permettent d'introduire ou de soumettre à conditions les occupations du sol qui sont compatibles avec la vocation de la zone.

En zone Ua et Ub, ils permettent une mixité des fonctions urbaines : des restrictions sont édictées pour les activités industrielles, artisanales et les installations classées afin d'éviter tout conflit avec la fonction d'habitat.

La zone Uh permettra de densifier le hameau de Caucriaumont sans développement possible car l'enveloppe de la zone a été définie au plus près du bâti.

Les zones Us et Uy permettent des vocations économiques, artisanales, commerciales, services, tertiaires, hébergement hôtelier, restauration.

La zone 1AUt vient en accompagnement du château repris en zone Nt : les hébergements touristiques et leurs annexes ; les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisés.

La zone N correspond aux zones naturelles et forestières à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.

C'est pourquoi, seuls sont autorisés les équipements d'infrastructure, en particulier ceux liés à la voirie, et les équipements d'intérêt général, les ouvrages techniques d'intérêt public à condition qu'ils ne soient pas destinés à recevoir du public ou à être utilisés par celui-ci et les ouvrages hydrauliques.

En zone A, vouée à l'agriculture, les occupations ou utilisations du sol autorisées doivent être liées et nécessaires à l'exploitation agricole. Les constructions nécessaires au bon fonctionnement des équipements publics sont également autorisées.

Article 3 - Conditions de desserte et d'accès aux voiries.

Cet article régit les accès et voiries qui doivent desservir les parcelles à construire. Les règles de l'article 3 organisent les accès sur les voies de manière à préserver la sécurité. Tout projet ne doit pas nuire à la bonne circulation.

Article 4 - Conditions de desserte par les réseaux.

Cet article détermine les conditions de raccordement aux réseaux indispensables à la constructibilité des terrains.

Bien entendu, toute construction ou installation nécessitant une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'eau potable et doit disposer d'un dispositif d'assainissement individuel. Dans l'ensemble des zones urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles, des prescriptions liées à la gestion des eaux pluviales ont été précisées. L'imperméabilisation doit être limitée et maîtrisée.

Article 5 - Caractéristique des terrains

Aucune prescription spéciale n'a été définie : cet article a été supprimé par la loi ALUR.

Article 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies

Cet article permet de maintenir ou de modifier les caractéristiques morphologiques des zones. Ainsi en zone urbaine Ua, Ub et Uh, l'implantation des habitations est fixée soit à l'alignement, soit en retrait de 4 mètres minimum, constitué par la limite de l'espace public. Des dérogations seront possibles dans le cas d'agrandissement d'une construction existante. En zone Uj, Us, Uy, 1AUt, un recul 5 mètres est à observer.

En zone Ua, Ub et Uh, les constructions à usage d'habitation ne pourront être implantées à plus de 30 m de l'alignement sur la rue de desserte. Au-delà de la bande constructible des 30 mètres, les annexes sont autorisées. En zone A et N, les constructions et extensions autorisées devront respecter une distance minimale des emprises publiques de 5 mètres, dans un souci de gestion de l'impact visuel.

Article 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Cet article permet de maintenir ou de modifier les caractéristiques morphologiques des zones.

En zone Ua, Ub, Uh et 1AUt, les constructions d'habitation devront être implantées soit en limite séparative, soit être implantées à une distance au moins égale à 6 mètres dans le cas de façades comportant des baies de pièces principales, 3 m dans le cas contraire. Cette distance peut être diminuée en cas de mur aveugle ou ne comportant que des jours de souffrance à condition que des éléments de liaison (auvent, pergola...) soient réalisés de la construction à la limite séparative.

Pour les parcelles dont une limite séparative est constituée par la rivièrre de la Brèche, les clôtures et les constructions devront observer un recul minimum de 5 mètres par rapport au sommet de la berge. Cette bande de 5 mètres peut être végétalisée.

Les prescriptions d'implantation définies permettent de garantir des principes de bon voisinage dans une commune comme MONCHY SAINT ELOI.

En zone Us, les constructions doivent être implantées soit en limite séparative soit à une distance minimale de 5 mètres. En zone Uy, le retrait à observer est de 3 mètres. Les constructions agricoles présentant des gabarits plus volumineux et pouvant générer des nuisances pour le voisinage, les prescriptions sont différenciées. Ainsi, ce type de construction devra être implanté à une distance au moins égale à 5 mètres des limites séparatives. Des dérogations sont prévues pour les constructions existantes. Pour la zone N, les constructions doivent être implantées soit en limite séparative, soit à une distance au moins égale à 3 mètres des limites séparatives.

Article 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les dispositions de cet article permettent d'imposer un espacement entre deux bâtiments pour assurer l'éclairement des locaux. Pour l'ensemble des zones (sauf naturelles), aucune prescription a été définie.

En revanche, en zone N, un même terrain, les constructions doivent être implantées soit jointivement soit en observant un recul de 3 m minimum.

Article 9 - Emprise au sol des constructions

Cette disposition permet de limiter la partie de terrain utilisée pour les constructions dans le souci de maintenir le cadre de vie et les surfaces imperméabilisées. Il n'a pas été fixé d'emprise au sol pour les zones Ua, Ub, Ue, 1AUt, A, Uy et Us de manière à inciter la densification de la trame urbaine. En zones Uh, Uj et N, l'enveloppe des projections au sol des divers niveaux des constructions, y compris leurs annexes ne doit pas excéder 20% de la superficie totale de la parcelle pour maintenir une part importante d'espace naturel dans des secteurs à enjeux environnementaux ou isolées du bourg.

Article 10 - Hauteur maximale des constructions

La limitation de la hauteur des constructions permet de s'assurer de l'harmonie des silhouettes bâties avec le cadre environnant.

En zone Ua, Ub, Uh, Us et A pour les constructions d'habitation, la hauteur de toute construction ne doit pas excéder un étage droit sur rez-de-chaussée plus un niveau de comble aménageable, ni 9 mètres à l'égout de toiture. L'idée directrice est de permettre des typologiques similaires au bâti ancien que l'on retrouve sur la commune.

En zone Ue et 1AUt, dédiée aux équipements publics, la hauteur maximale ne doit pas excéder 2 étages droits sur rez-de-chaussée plus un niveau de comble aménageable, ni 9 mètres à l'égout de toiture. En Uj, s'agissant d'annexes, la hauteur de toute construction ne doit pas dépasser le gabarit du bâtiment principal existant sur la parcelle.

En zone Uy, la hauteur des constructions agricoles ne devra pas excéder 12 mètres au faîtage. Cette hauteur permettra l'accueil de bâtiments artisanaux, de services, d'hôtellerie, ...

En zone A, la hauteur des constructions agricoles ne devra pas excéder 15 mètres au faîtage. Cette hauteur permet aux engins agricoles de manœuvrer à l'intérieur des bâtiments, tout en donnant un cadre afin de conserver des gabarits en adéquation avec le site.

En zone N, la hauteur de toute construction ne doit pas dépasser le gabarit du bâtiment principal existant sur la parcelle.

Article 11 - Aspect extérieur des constructions

Cet article permet de définir les règles destinées à harmoniser l'aspect des bâtiments entre eux. Les thèmes suivants sont abordés :

- Généralités
- Volumes et terrassements
- Toitures
- Matériaux de couverture
- Ouvertures en toiture
- Les capteurs solaires, vérandas et antennes
- Façades, matériaux, ouvertures en façades
- Clôtures

Les principes définis ont pour objectif de préserver le cadre de vie de la commune de MONCHY SAINT ELOI, dans un principe de développement durable.

Les dispositions de l'article R-111.27 du Code de l'Urbanisme sont applicables. Tout projet d'architecture d'expression contemporaine sera recevable dès lors que cette architecture ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Article 12 - Aire de stationnement

Le nombre de place de stationnement exigé par cet article est fonction de la destination de la construction. Ainsi, le stationnement des véhicules correspondant aux besoins actuels et futurs des usagers, des visiteurs et des services, doit être assuré en nombre suffisant en dehors des voies publiques. Pour les constructions nouvelles en zone Ue, Ub, Uh, des espaces de stationnement sont exigés, à raison de 2 places de stationnement par logement sur la parcelle.

Suivant la densité de la zone Ua et devant l'impossibilité de créer des garages, aucune place de stationnement n'est imposée en Ua. Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins actuels et futurs des usagers, des visiteurs et des services doit être assuré en nombre suffisant en dehors de la voie publique. La réalisation d'aires de stationnement devra être accompagnée de dispositifs permettant une gestion des eaux pluviales.

Article 13 - Espaces libres et plantations

Afin de préserver les caractéristiques végétales et paysagères de la commune, cet article impose aux constructeurs la préservation des plantations existantes, le traitement paysager des espaces libres, ... Les espaces boisés identifiées sont protégées au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ces mesures s'inscrivent dans une logique de préservation du patrimoine végétal, de l'identité paysagère et de la préservation des continuités écologiques et de la trame verte et bleue.

Dans l'ensemble des zones, les surfaces libres de toute construction ainsi que les délaissés des aires de stationnement doivent être traités en espaces verts d'agrément et ne peuvent être occupés par des dépôts, même à titre provisoire. Les plantations existantes doivent être maintenues, ou remplacées par des plantations constituées d'essences locales. Une liste des végétaux d'essences locales est annexée au règlement.

Afin de limiter l'imperméabilisation des sols, une surface végétalisée a été imposée différemment suivant les occupations du sol : en Ub et Uj 60% de l'unité foncière pour préserver le cadre de vie et ne pas densifier à outrance ; en Ue, Us et Uy 25% pour permettre l'implantation de nouveaux bâtiments publics et économiques ; en Uh 70% pour ne pas densifier le hameau ; en 1AUt 40% pour préserver le site du château ; en zone N 80% puisque la zone doit être préservée pour son enjeu environnemental et enfin la zone Nt à 60% pour préserver le château.

Dans toutes les zones, les citernes de gaz liquéfié ou de mazout ainsi que les installations similaires doivent être masquées par un rideau de verdure constitué d'essences locales.

Article 14 - Coefficient d'occupation du sol

Cet article a été supprimé par la loi ALUR. Aucun COS n'a donc été fixé dans les différentes zones du projet de PLU.

Article 15 - Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements en matière de performances énergétiques et environnementales

Cet article permet d'imposer des règles constructives pour les bâtiments, en respect avec les lois Grenelle et la réglementation thermique en vigueur. Afin de préserver le caractère architectural de MONCHY SAINT ELOI, en zone Ua, l'isolation thermique par l'extérieur est interdite sur les constructions en pierre.

Article 16 - Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques

Dans toutes les zones, des fourreaux devront être prévus pour le passage de la fibre optique, ainsi que pour le passage des réseaux de télécommunication.

IV.4 - Autres prescriptions figurant aux documents graphiques

IV.4.1 - Espaces boisés

Les espaces boisés ont été inscrits en zone naturelle. Une protection supplémentaire a été appliquée sur ces éléments du paysage au titre de l'article L.113-2 du code de l'urbanisme.

IV.4.2 - Emplacements réservés

Cinq emplacements réservés ont été créés dans le projet de PLU de MONCHY SAINT ELOI.

Désignation de l'opération	Bénéficiaire	Superficie
1 - Aménagement de l'entrée de commune	Commune	1 700 m ²
2 - Création d'une aire de covoiturage	Commune	470 m ²
3 - Aménagement urbain lié à la sécurité routière et à la circulation	Commune	930 m ²
4 - Création d'un accès et stationnements	Commune	1 800 m ²
5 - Création d'un accès	Commune	750 m ²
TOTAL DES EMPLACEMENTS RESERVES		5 650 m²

IV.4.3 - La protection du patrimoine

La protection du patrimoine reprend aussi bien le patrimoine végétal que le patrimoine bâti.

Le patrimoine naturel « ordinaire » mais également les espaces boisés pour faciliter leur entretien a fait l'objet d'une protection au titre de l'article L. 151-23.

IV.4.4 - Les secteurs de risques naturels

Concernant le risque inondation, les axes de ruissellements sont repris sur le plan de zonage.

IV.4.5 - Les secteurs de risques technologiques

Il existe une activité polluée à MONCHY SAINT ELOI. Le document graphique précise cette particularité à travers la zone Uy4.

IV.4.6 Le droit de préemption urbain

Le droit de préemption urbain est un mode public d'acquisition foncière très finalisé. En application des articles L.210.1 et L.300.1, il peut être exercé en vue de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement tendant à : Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ; Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ; Promouvoir les loisirs ou le tourisme ; Réaliser des équipements collectifs ; Lutter

contre l'insalubrité ; Sauvegarder et mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ; Créer ou aménager des jardins familiaux (article L.126.1). Le droit de préemption urbain ne peut être institué que dans certains secteurs seulement (article L.211.1). Ces secteurs sont tout ou partie :

- des zones urbaines (U) ou d'urbanisation future (AU), délimitées par le plan local d'urbanisme ;
- des territoires couverts par un plan d'aménagement de zone (PAZ) approuvé en application de l'article L.311.4 ;
- des territoires couverts par un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), rendu public ou approuvé en application de l'article L.313.1.

La délibération du conseil municipal instituant le droit de préemption urbain peut être prise le même jour que la délibération rendant public ou approuvant le P.L.U.. Mais, tant que le P.L.U. ne sera pas exécutoire et opposable aux tiers, le droit de préemption urbain n'entrera pas en vigueur. Le périmètre de préemption doit être reporté sur des documents graphiques, en annexe du P.L.U., par une procédure de mise à jour si nécessaire. L'exercice de ce droit devra être motivé et appuyé sur une volonté communale d'aménagement.



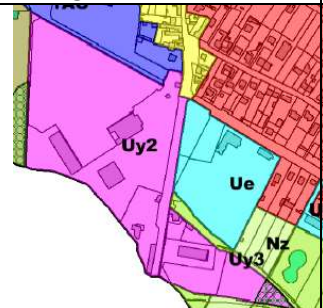
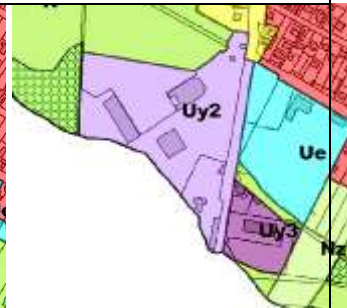
Le conseil municipal pourra décider d'instaurer un droit de préemption urbain sur ses zones U. Le cas échéant, ce D.P.U. fera l'objet d'une délibération du conseil municipal à l'approbation du P.L.U..




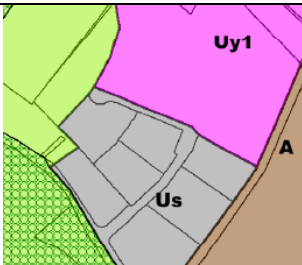
CINQUIEME PARTIE - ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT


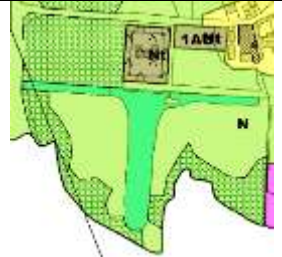


V.1 - Préambule




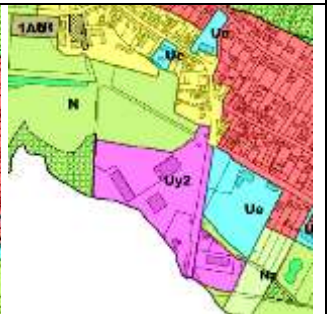
Suite à la demande d'examen au cas par cas effectuée par la commune de Monchy-Saint-Eloi à l'Autorité Environnementale, le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune est soumis à évaluation environnementale par arrêté préfectoral du 02 février 2016.

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des éléments évoqués dans l'arrêté préfectoral et les réponses apportées par le projet.

Remarques issues de l'arrêté cas par cas	Réponses du projet modifié	Figures	
<p>Considérant que la commune de Monchy-Saint-Eloi (2120 habitants en 2012) prévoit de créer une nouvelle zone urbaine d'habitat (1AU), 4 zones à vocation économique (Uy), 7 zones d'équipement public (UE) et une zone d'équipement de santé (US) ;</p>	<p>Evolution :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 zone 1AU (31 170m²) évolue et diminue en zone 1AUt (5 190m²) 	 <p>Zonage Novembre 2015</p>	 <p>Zonage Novembre 2016</p>
	<p>Données : l'ensemble des zones Uy s'élève à 137 760 m²</p> <p>Evolution :</p> <ul style="list-style-type: none"> réduction de la zone Uy 3 : vocation restauration/hôtellerie et aménagement de l'entrée de ville réduction de la zone Uy 2 : vocation tertiaire maintien de la zone UY 1 : une convention a été signée avec l'exploitant de la parcelle pour qu'il puisse toujours exploiter cette surface agricole. l'éviction a été réglée. 	 <p>Zonage Novembre 2015</p>	 <p>Zonage Novembre 2016</p>

Remarques issues de l'arrêté cas par cas	Réponses du projet modifié	Figures	
	Evolution des zones d'équipements publics (Ue) : <ul style="list-style-type: none"> 8 zones d'équipement public (UE) (53 440 m²) intégration de la zone du cimetière en zone Ub. 		
	Evolution : <ul style="list-style-type: none"> une partie urbanisée maintenue (35 640 m²) : il ne reste plus de disponibilité foncière sur cette zone : les 2 dernières libres sont pour l'une une réserve d'extension d'une activité présente et la seconde sera vendue en fin d'année 2016. une partie non urbanisée supprimée (4 560 m²) : elle correspond aux ouvrages hydrauliques existants. 		
<i>Considérant que le territoire communal comprend des zones humides et à dominantes humides, des biocorridors intra ou inter forestiers, deux ZNIEFF de type I « pelouses et bois de la butte de la garenne à Monchy-Saint-Eloi » et « les coteaux de Villers-Saint-Paul et de Monchy-Saint-Eloi », et qu'elles se situent à 3 km Natura 2000 le plus proche, la ZSC « Coteaux de l'Oise autour de Creil » ;</i>	Evolution : <ul style="list-style-type: none"> suppression d'une partie des espaces boisés classés en faveur d'une protection au titre de l'article L.151-23 du CU, et non plus L.113-2 pour une facilité d'entretien. à noter que la commune est propriétaire en grande partie de ces espaces naturels et possèdent un contrat de gestion avec le conservatoire des espaces naturels. Evaluation environnementale : <ul style="list-style-type: none"> protection des ZNIEFF au titre de l'article L. 151-23 du CU étude d'incidence Natura 2000 insérée dans le rapport de présentation du PLU 		

Remarques issues de l'arrêté cas par cas	Réponses du projet modifié	Figures	
Considérant que le parc du château de Monchy-Saint-Eloi est recensé dans la base Mérimée « Jardins remarquables »	Maintien des protections affichées pour le bâti et l'environnement : <ul style="list-style-type: none"> protection du château au titre de l'article L.151 19 du CU protection des boisements du parc avec l'article L. 113-2 du CU Evaluation environnementale : <ul style="list-style-type: none"> protection de l'ensemble du parc au titre de l'article L.151-19 du CU 	 <p>Zonage Novembre 2015</p>	 <p>Zonage Novembre 2016</p>
Considérant que la commune est concernée par des risque d'inondation (commune recensée dans l'AZI) ;	L'Atlas des Zones Inondables est un document informatif (cf. courrier réponse du préfet au président du ScoT)		
Considérant que les aménagements prévus peuvent détruire 4,4 ha de zones à dominantes humides (zones 1AU, Us, Uy1, 2, 3 et 4) et 6 ha hectares de terres agricoles (soit 10% des terres cultivées) ;	Evolution : <ul style="list-style-type: none"> diminution zone Us : 4 560 m² (ouvrages hydrauliques) Evaluation Environnementale : <ul style="list-style-type: none"> données zones humides Brèche. (0 ha) Aucun projet en ZH d'après les données Brèche, inventaire joint dans l'EE <ul style="list-style-type: none"> reclassement du hameau de Caucriaumont en Uh suppression du secteur Uhzh (hors ZH d'après données Brèche) 1 zone Uy1 : 60 280 ha maintenue, convention établie suite acquisition des terrains par la commune, projet en cours à travers la réalisation par tranches, zone économique actée dans le SCOT 	 <p>Zonage Novembre 2015</p>	 <p>Zonage novembre 2016</p>

Remarques issues de l'arrêté cas par cas	Réponses du projet modifié	Figures	
<p>Considérant que le classement d'une partie du parc du château de Monchy-Saint-Eloi en zone urbaine (1AU) est susceptible d'impacter le parc recensé en tant que « jardin remarquable » dans la base Mérimée ;</p>	<p>Réduction :</p> <ul style="list-style-type: none"> zone 1AU (31 170 m²) : évolution en zone 1AUt sur 5 190 m² pour accueillir un hébergement lié à la présence du château <p>Evaluation environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> réduction zonage, OAP rédigée : protection du mur de clôture sur rue. 	 <p>Zonage Novembre 2015</p>	 <p>Zonage Novembre 2016</p>
<p>Considérant que les zones 1AU, Us, Uy1, Uy2 et Uy3 sont situées dans le lit majeur de la Brèche et que ce classement peut avoir pour conséquence une aggravation du risque d'inondation sur la commune ;</p>	<p>Idem :</p> <ul style="list-style-type: none"> Us, Uy2 : existant Uy1 : création <p>Evolution :</p> <ul style="list-style-type: none"> diminution de la zone 1AU diminution de la zone Uy2 suppression de la zone Uy3 <p>Evaluation environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> prise en compte de l'AZI, document d'information, prise en compte de l'Atlas des Risques Naturels Majeurs de l'Oise prise en compte de l'Evaluation Préliminaire du Risque inondation du Bassin Seine Normandie. 	 <p>Zonage Novembre 2015</p>	 <p>Zonage Avril 2016</p>
<p>Considérant que la mise en œuvre de l'élaboration du PLU de Monchy-Saint-Eloi est susceptible d'entraîner des effets notables sur l'environnement</p>	<p>Evaluation environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> actualisation de l'état initial (notamment avec ZH) étude des incidences : précisions apportées sur les zones humides, le risque inondation, le volet agricole, Natura 2000 justifications du projet et évolutions apportées au projet de PLU entre cas par cas et le projet arrêté 		

V.2 - Incidences notables prévisibles

V.2.1 - INCIDENCES : DEFINITION ET PRESENTATION

a) Cadrage de l'analyse des incidences

Dans cette partie les incidences de la mise en œuvre du plan sur l'environnement seront étudiées au travers :

- de la politique générale d'aménagement du territoire de Monchy-Saint-Eloi (PADD),
- du zonage,
- du règlement,
- des orientations d'aménagement.

b) Les incidences générales envisageables

Les incidences de l'élaboration du document d'urbanisme supposent le changement de la nature de l'occupation du sol au droit des ouvrages et des nouvelles infrastructures.

c) Les effets notables probables sur l'environnement

La notion « d'effets notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement » visée par le Code de l'Environnement recouvre différentes typologies d'effets potentiels. Les typologies d'effets communément identifiées pour analyser les incidences des plans et programmes englobent les effets positifs et négatifs, directs et indirects, temporaires ou permanents, les effets à court/ moyen/ long terme, ainsi que les effets cumulés avec d'autres plans ou programmes connus.

V.2.2 - LES INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE L'ELABORATION DU P.L.U. SUR LE MILIEU PHYSIQUE ET MESURES LIEES

a) Le climat

L'élaboration du P.L.U. n'entraînera pas d'incidences significatives au niveau du département ou de la région.

b) Les sols

La création d'une nouvelle zone urbanisée (1AUt) et plus spécifiquement de les fondations nécessitera des remaniements locaux de la couche superficielle du sol. Elle pourra dans certains cas atteindre les premiers horizons géologiques. Par ailleurs, le poids final des constructions pourrait provoquer un tassement des premières couches géologiques. Néanmoins, ce compactage des horizons géologiques supérieurs sera limité en profondeur.

L'impact sur les formations géologiques sera donc limité.

c) Sols pollués

Les installations permises par le nouveau zonage du P.L.U. devront respecter la réglementation en vigueur afin de ne pas engendrer un risque de pollution du sol.

L'élaboration du P.L.U. n'a pas *a priori* d'incidences sur les sols pollués étant donné que le site BASOL les cinq sites BASIAS recensés, dont l'activité est terminée, ne connaissent pas de changement d'affectation.

Le site BASOL « STOOP » est caractérisé par un arrêté préfectoral du 17 septembre 2014. Cet arrêté instaure des servitudes d'utilité publique sur ce site. Une copie est jointe en annexe. Les prescriptions issues de la servitude d'utilité publique seront à traduire au sein d'un potentiel projet sur les parcelles AD 139, 140, 142, 143, 145, 187, 188, 202, 203 :

Prescription n°1 : usage des terrains sur l'emprise des parcelles

L'usage des terrains est industriel.

Prescription n°2 : changement d'usage

Toute modification de l'usage des terrains est subordonnée à la réalisation d'études et de mesures garantissant, en fonction de l'usage prévu, l'absence de tout risque pour la santé et l'environnement conformément à la méthodologie applicable.

Prescription n°3 : travaux

Tous les travaux affectant le sol ou le sous-sol des parcelles concernées (notamment travaux d'affouillement, de mise en place de constructions, de fondations ou de canalisations...) devront faire l'objet de mesures de précautions adaptées. Ces travaux ne devront pas avoir un effet de remobiliser, solubiliser ou faire migrer sensiblement les polluants présents dans les sols vers les eaux de surface et les eaux souterraines. La réalisation des travaux pouvant induire un contact direct ou indirect (par le biais de poussière notamment) avec les terrains impactés doit être précédée d'une évaluation des risques afin d'assurer la protection des travailleurs, de l'environnement et de la santé publique lors des chantiers. Cette évaluation définira, en conformité avec la réglementation en vigueur, les mesures de prévention à mettre en œuvre pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs, l'environnement et notamment les sols, les eaux souterraines et superficielles, la qualité de l'air, la sécurité des riverains, la santé et la salubrité publiques. Des précautions particulières devront être prises durant le chantier afin de limiter les envols de poussières, notamment lors du transport des terres polluées (bâchage des camions, nettoyage des roues, et/ou des chaussées...).

Prescription n°4 : devenir des terres excavées :

Les terres ou autres matériaux qui seraient excavés dans ce cadre et qui ne pourraient être réutilisés sur la zone dans des conditions environnementales satisfaisantes devront faire l'objet d'analyses dans l'objectif de déterminer leur filière d'élimination, conformément à la réglementation applicable.

Prescription n°5 : gestion des eaux

L'infiltration des eaux pluviales dans la zone est interdite. L'irrigation des terrains et l'usage des eaux souterraines sont interdits, sauf en cas de réalisation d'études prouvant que cela est possible. En cas de pose de nouvelles canalisations d'eau potable, celles-ci seront isolées des terres potentiellement contaminées par une protection appropriée ou seront prévues dans un matériau interdisant l'éventuelle migration des polluants extérieurs dans l'eau qu'elles contiennent.

La mise en œuvre du PLU aura une incidence positive sur la qualité des sols de Monchy-Saint-Eloi : le recensement effectué des sites et sols potentiellement pollués, bien qu'il ne soit ni opposable, ni exhaustif, permet à la commune et aux usagers d'intégrer le risque potentiel de pollution de sols, notamment pour des projets futurs de reconversion ou réhabilitation.

d) L'eau

1. Eaux pluviales et de ruissellement

D'après les données informatives de l'AZI, 3 axes de ruissellements principaux sont localisés au sein de talwegs. Aucune zone d'ouverture à l'urbanisation n'est localisée au sein de ces secteurs. Le projet de PLU n'aura pas d'incidences sur le risque inondation par ruissellement.

L'article 4.3 de chaque zone reprend les éléments suivants :

« 4.3 - Assainissement des eaux pluviales : Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales. »

La mise en œuvre du PLU n'aura pas d'incidences sur les eaux pluviales

2. Eaux usées

L'assainissement est géré par la communauté de communes du Liancourtois. L'assainissement est collectif pour toute la commune. Une station d'épuration est présente sur le territoire communal : sa capacité est prévue pour 27 000 équivalent habitants. Actuellement 24000 foyers sont raccordés. Le projet démographique de Monchy-Saint-Eloi a défini en respect avec le SCoT une progression de 0.75% par an, soit 181 habitants supplémentaires.

La mise en œuvre du PLU n'aura pas d'incidences sur les eaux usées

3. Eaux superficielles

La commune de Monchy-Saint-Eloi est longée par la rivière de la Brèche.

Les bassins du parc du Château sont protégés au titre de l'article L.151-23 du Code d'Urbanisme. Le bassin de rétention de la zone US est protégé en zone naturelle.

La mise en œuvre du PLU n'aura pas d'incidences sur les eaux superficielles

4. Hydrogéologie

Une partie du fond de vallée de la commune de Monchy-Saint-Eloi, relatif au lit majeur de la rivière de la Brèche, est proche de la nappe. L'ensemble de ces zones non urbanisées se trouvant en fond de vallée est classé en zone naturelle afin de limiter tout risque de dégradation du milieu et notamment des zones humides.

L'élaboration du P.L.U. n'entraînera pas d'incidence directe sur la ressource en eau

5. Captages

Aucun captage d'eau n'est situé sur le territoire communal. La commune est alimentée par un captage situé sur la commune de LABRUYERE.

La mise en œuvre du document n'aura pas d'incidence sur les captages ou l'alimentation en eau potable.

V.2.3 - LES INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT SUR LE MILIEU NATUREL (HORS NATURA 2000) ET MESURES LIEES

L'étude des incidences sur le milieu naturel s'effectue principalement par le biais des surfaces ouvertes à l'urbanisation. En effet, hormis les zones ouvertes à l'urbanisation, le document d'urbanisme ne prévoit pas de changement marquant au vu de l'organisation actuelle de la commune.

b) Les inventaires patrimoniaux

1. Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (Z.N.I.E.F.F.)

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.) sont répertoriées suivant une méthodologie nationale, en fonction de leur richesse ou de leur valeur en tant que refuge d'espèces rares ou « relictuelles » pour la région (circulaire du 14 mai 1991 du ministère chargé de l'environnement).

Il existe deux périmètres de Z.N.I.E.F.F. de type I sur le territoire communal de Monchy-Saint-Eloi :

Nom	Identifiant national	Sup	FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE	INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT D'URBANISME
Z.N.I.E.F.F. de Type I				
PELOUSES ET BOIS DE LA BUTTE DE LA GARENNE A MONCHY SAINT ELOI	220420005	55 ha	La coupe circonstanciée des arbustes envahissants serait souhaitable, afin de conserver les faciès pionniers remarquables des affleurements rocheux. En effet, l'envahissement des ligneux (surtout des bouleaux et des « Arbres à papillons ») entraîne à terme la disparition des espèces héliophiles les plus importantes. En bas de versant, l'extraction non autorisée de sables menace les milieux pelousaires sabulicoles remarquables.	La mise en œuvre du PLU aura une incidence positive sur les deux périmètres de ZNIEFF de type I : l'ensemble de ces zones est classé en zone naturelle (N) au plan de zonage afin de souligner l'enjeu écologique de ces milieux.

Nom	Identifiant national	Sup	FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE	INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU COUMENT D'URBANISME
LES COTEAUX DE VILLERS SAINT PAUL ET DE MONCHY SAINT ELOI	220420008	115.35 ha	La problématique principale de ces coteaux tient dans l'envahissement progressif des ligneux. Les dernières petites pelouses ouvertes sont menacées par l'extension des stades pré-forestiers. Il s'ensuivrait une perte de diversité biologique importante. En effet, la flore et la faune spécifiques tendent à disparaître et ne persistent actuellement que sur les secteurs rocheux des anciennes carrières, ainsi que sur les zones grattées et broutées par les lapins. Les plantations de résineux conduisent à la même banalisation, à la fois biologique et paysagère. Une coupe circonstanciée des broussailles envahissantes serait donc souhaitable. Par ailleurs, le réaménagement des carrières en activité pourrait privilégier une valorisation biologique par le maintien de dalles rocheuses et de stades pelousaires initiaux, nettement préférable à un reboisement.	Les protections les plus adaptées afin de protéger et maintenir les éléments environnementaux de Darnétal ont été recherchés. Le fait de ne pas systématiquement appliquer un Espace Boisé Classé au boisement, Autant que possible, les coteaux ont été protégés au titre de l'article L 151-23° du code de l'urbanisme. De plus, les zones ouvertes à l'urbanisation ne se situent pas au sein de ces périmètres et en sont relativement éloignées.

2. La trame verte et bleue (T.V.B.)

Les espaces naturels inventoriés ou non ont été classés en zone naturelle : boisements, coteaux, zones humides, jardins, haies....

L'élaboration du P.L.U. n'aura pas d'incidence sur la trame verte et bleue et viendra la renforcer et protéger en certains points en implantant notamment des jardins ou des haies.

c) Engagements internationaux (hors Natura 2000)

1. Les Zones d'Importance Communautaires pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.)

Les Z.I.C.O. (Zones d'Importance Communautaire pour les Oiseaux) constituent le premier inventaire des sites de valeur européenne pour l'avifaune, établi en phase préalable de la mise en œuvre de la Directive Oiseaux n° 79/409/CEE du 2 avril 1979 du Conseil des Communautés européennes concernant la conservation des oiseaux sauvages.

Il n'y a pas de Z.I.C.O. sur la commune de Monchy-Saint-Eloi ou à proximité, la mise en œuvre du plan n'aura donc pas d'incidences.

d) Convention Ramsar

La commune n'est pas située à proximité d'une zone de convention Ramsar. Le projet communal n'aura pas d'incidences sur la zone Ramsar.

e) Réserves de biosphères

Il n'y a pas de réserve biosphère dans l'Oise ou dans les régions voisines.

f) Protections réglementaires nationales

La commune de Monchy-Saint-Eloi n'est concernée par aucun site inscrit ou classé.

La mise en œuvre du PLU n'aura pas d'incidence sur les sites inscrits ou classés.

V.2.4 - LES INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE L'ELABORATION DU P.L.U. SUR LES SITES NATURA 2000 ET LES MESURES LIEES

L'analyse des incidences potentielles de l'élaboration du document sur les sites Natura 2000 présents sur la commune ou sur une commune limitrophe de celle-ci se fonde sur les éléments de méthode issus de la circulaire du 15 avril 2010 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000, qui prévoit une approche en trois étapes :

1. Présentation simplifiée de l'activité, d'une carte situant le projet d'activité par rapport aux périmètres des sites Natura 2000 les plus proches et d'un exposé sommaire mais argumenté des incidences que le projet d'activité est ou non susceptible de causer à un ou plusieurs sites Natura 2000. Cet exposé argumenté intègre nécessairement une description des contraintes déjà présentes (autres activités humaines, enjeux écologiques, etc.) sur la zone où devrait se dérouler l'activité.
2. L'exposé argumenté cité au 1 ci-dessus identifie le ou les sites Natura 2000 pouvant être affectés en fonction de la nature et de l'importance de l'activité, de la localisation de l'activité à l'intérieur d'un site ou à sa proximité, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques des habitats et espèces des sites concernés, etc.
3. Une analyse des différents effets de l'activité sur le ou les sites : permanents et temporaires, directs et indirects, cumulés avec ceux d'autres activités portées par le demandeur.

L'évaluation des incidences de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme porte sur le site Natura 2000 : **FR2200379 - Zone Spéciale de Conservation « Coteaux de l'Oise autour de Creil »**

a) Etude des incidences

Afin d'identifier les menaces potentielles induites par l'élaboration du document d'urbanisme, nous nous appuyons sur les DOCOB du site Natura 2000, approuvé le 11 juillet 2013.

Les tableaux ci-après recensent les facteurs naturels et ceux induits par l'activité humaine qui peuvent influencer favorablement ou défavorablement l'évolution de l'état de conservation des habitats ou espèces, et évalue l'incidence de l'élaboration du document d'urbanisme de la commune de Monchy-Saint-Eloi sur celui-ci. Le tableau de la page suivante recense les principales actions favorables ou défavorables sur les types de milieux ou espèces ainsi que les effets induits par l'élaboration du P.L.U.

Dynamique d'évolution, menaces et préconisations de gestion des habitats

Habitats naturels d'intérêt communautaire	Code N 2000	Dynamique d'évolution – menaces	Préconisations de gestion	Enjeux de conservation sur la ZSC	Effets induits par l'élaboration du P.L.U.
Pelouses pionnières des dalles calcaires planitiaires et collinéennes	6110.1*	Stable – Limiter le piétinement	Limiter la recolonisation ligneuse. Limiter les impacts de la fréquentation.	Prioritaire	L'élaboration du PLU n'entraînera pas de destruction d'habitats d'intérêt communautaire et ne mettra pas en avant des actions défavorables aux milieux, elle n'aura donc pas d'impact direct ou indirect, temporaire ou permanent sur leur état de conservation
Pelouses calcicoles méso-xérophiles nord atlantiques des mésoclimats froids	6210.9	En régression - Dynamique naturelle d'évolution liée à l'abandon d'activité agropastorale	Restaurer les surfaces de pelouses calcicoles existantes Fauche annuelle exportatrice ou pâturage.	Prioritaire	De plus, les ZNIEFF de type I PELOUSES ET BOIS DE LA BUTTE DE LA GARENNE A MONCHY SAINT ELOI et LES COTEAUX DE VILLERS SAINT PAUL ET DE MONCHY SAINT ELOI, hors sites Natura 2000 mais pouvant contribuer au réseau des coteaux de l'Oise, ont été protégées au titre de l'article L 151-23 du
Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces	6430.4	Stable - Niveau trophique défavorable par absence de gestion et épandage des boues de curage	Fauche tous les trois à cinq ans avec exportation. Secondaire Ecothème	Secondaire	
Végétation des lisières forestières nitrophiles, hygrophiles, héliophiles à semihéliophiles	6430.6	Stable - Fermeture des lisières par recolonisation ligneuse	Créer et maintenir des lisières progressives (forêt, manteau, lisière). Conserver une bande enherbée à proximité des cultures intensives.	Secondaire	
Buxaies des plaines atlantiques et subatlantiques	5110.1	Stable - Limiter la taille des ouvertures dans la buxaie	Conserver en l'état. Expérimentation de recépage des buis.	Prioritaire	

Habitats naturels d'intérêt communautaire	Code N 2000	Dynamique d'évolution – menaces	Préconisations de gestion	Enjeux de conservation sur la ZSC	Effets induits par l'élaboration du P.L.U.
Hêtraies-Chênaies à Lauréole ou Laïche glauque	9130.2	Stable - Modification du cortège floristique typique (coupe excessive par grande ouverture dans le peuplement...)	Renforcer le mélange des essences dans les strates arborescente et arbustive par traitement irrégulier. Proscrire les coupes sur de grandes surfaces. Tenir compte de la sensibilité au tassement des sols lors d'exploitation. Créer des îlots de vieillissement. Reconstituer et gérer les lisières forestières. Surveiller les espèces envahissantes (Buis et Ailante).	Secondaire	Code de l'Urbanisme afin de faciliter leur gestion.
Hêtraie calcicole atlantique à Érable champêtre	9130.2			Secondaire	
Hêtraies-Chênaies à Jacinthe des bois	9130.3			Secondaire	
Frênaie de ravins hyperatlantique à Scolopendre*	9180.2*			Prioritaire	

La mise en œuvre du PLU de Monchy-Saint-Eloi ainsi que les zones de projet ne font pas l'objet de projet pouvant influencer la qualité du site Natura 2000 des Coteaux de l'Oise autour de Creil. En effet, au vu des caractéristiques du site et des habitats déterminants, les activités en place sur le territoire communal de Monchy-Saint-Eloi ne peuvent pas influencer l'évolution de ces milieux.

b) Synthèse des incidences sur le site Natura 2000

Au regard des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire présents sur les sites Natura 2000 étudiés, la mise en œuvre du document d'urbanisme de la commune ne présente pas d'incidence sur le site Natura 2000 étudié.

V.2.5 - LES INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE SUR LE MILIEU HUMAIN ET MESURES LIEES

a) La santé humaine

L'élaboration du P.L.U. de Monchy-Saint-Eloi n'induit pas d'effets directs sur la santé humaine et présente pas d'enjeu particulier pour cette thématique.

b) Les installations agricoles soumises à déclaration

Les installations agricoles classées soumises à déclaration ne sont autorisées que dans la zone agricole, dont le contour a été défini de manière à respecter généralement les règles de distance.

c) L'air

L'élaboration du P.L.U. en tant que telle n'a pas d'incidence majeure sur la qualité de l'air et le climat : l'évolution du droit du sol n'induit pas d'occupation du sol émettant des gaz à effet de serre dans des quantités aujourd'hui quantifiables.

d) Le bruit

Une route classée pour le bruit est recensée sur la commune, il s'agit de la RD 1016. Toutefois, aucune ouverture à l'urbanisation ne se situe à proximité de cette voie.

L'élaboration du P.L.U. n'a pas d'incidence majeure sur le bruit.

e) Assainissement et traitement des déchets

L'assainissement est géré par la communauté de communes du Liancourtois. L'assainissement est collectif pour toute la commune. Une station d'épuration est présente sur le territoire communal : sa capacité est prévue pour 27 000 équivalent habitants. Actuellement 24000 foyers sont raccordés.

D'après les chiffres présentés, la station d'épuration est en mesure de supporter le projet démographique de la commune de Monchy-Saint-Eloi

f) Les risques

1. Le risque inondation

Par sa localisation en vallée, la commune de Monchy-Saint-Eloi est concernée par le risque inondation par ruissellement, remontée de nappes et débordement de cours d'eau.

Aucun Plan de Prévention des Risques n'est établis sur la commune.

L'Atlas des Zones Inondable de la Brèche, document informatif, représente le lit majeur de la Brèche. Une seule zone d'ouverture à l'urbanisation est située au sein du lit majeur identifié par l'AZI. Il s'agit de la zone 1AUt, à proximité du château, d'une superficie de 5100 m². Toutefois, d'après les données de l'Atlas des Risques Naturels de l'Oise, l'Etude Préliminaire des Risques sur la Vallée de l'Oise et les données communales, la commune de Monchy-Saint-Eloi n'est pas sensible au risque inondation par débordement de cours d'eau.

D'après l'AZI, trois axes principaux de ruissellement sont identifiés, aucune zone d'ouverture à l'urbanisation n'est localisée au sein de ces axes. De plus, les zones Us et Uy1 ont fait l'objet en 2002 d'un arrêté préfectoral d'autorisation Loi sur l'eau (ZAC de La Croix Blanche). Le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau a notamment étudié le fonctionnement hydraulique du périmètre et proposé des solutions de gestion des eaux : les réseaux « eaux pluviales » sont dimensionnés pour une pluie décennale, des fossés enherbés et un bassin de stockage de eaux de pluie sont aménagés.

D'après les données BRGM, la commune de Monchy-Saint-Eloi, des remontées de nappes sont présentes sur la commune. L'ensemble du fond de vallée non urbanisée, hormis la zone 1 AUt, est classé en zone naturelle (N).

La mise en œuvre du projet du PLU n'aura pas d'incidence sur le risque inondation en limitant l'urbanisation dans les zones d'aléas concernées.

2. Le risque cavités

Le territoire de Monchy-Saint-Eloi est concerné par 12 cavités, d'après les données DDT.

Le développement de l'urbanisation ne crée pas de nouvelles cavités souterraines, mais pourrait aggraver le risque sur les constructions si les nouvelles réalisations s'implantaient sans précaution.

11 des 12 cavités recensés, données DDTM, se situent sur le coteau nord, au sein de la ZNIEFF de type I intitulé « LES COTEAUX DE VILLERS SAINT PAUL ET DE MONCHY SAINT ELOI ». La dernière cavité est localisée dans le parc du Château, hors zone 1AUt.

L'ensemble des zones dans lesquelles sont localisées les cavités est classé en zone naturelle (N).

Ainsi, le Plan Local d'Urbanisme prend en compte le risque lié aux cavités souterraines.

3. Le risque Transport de Matières Dangereuses

L'élaboration du P.L.U. n'entraîne aucune incidence sur le risque Transport de Matières Dangereuses. Aucun grand flux supplémentaire de transport n'est prévu sur les routes départementales RD 1016, la RD 200 et la RD 62.

V.2.6 - LES INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE SUR LES PAYSAGES BATIS ET NATURELS

En réglementant les possibilités d'aménagement sur le territoire de la commune, et donc, de ce fait en autorisant un certain nombre de ces aménagements, le Plan Local d'Urbanisme a un réel effet potentiel sur l'évolution des paysages bâtis et naturels.

Le PLU de Monchy-Saint-Eloi a eu le souci de préserver la qualité de ces paysages. En effet, la mise en œuvre du document aura une incidence positive sur les éléments paysagers majeurs : avec l'article L-151-23 du code de l'urbanisme, leur offre un minimum de protection sans pour autant interdire l'activité agricole ou pastorale.

V.2.7 - LES INCIDENCES NOTABLES DES PIECES DU PLU

a) Incidences notables du PADD

Le PADD prend en compte les principes du développement durable d'un territoire ainsi que les grands enjeux environnementaux du territoire et de ses alentours. Le site Natura 2000, le patrimoine naturel, paysager, urbain et historique sont mis en avant et le plan de zonage se décline en douze orientations reprises ci-après :

- ++ Incidence très positive sur l'environnement
- + Incidence positive sur l'environnement
- = Incidence neutre sur l'environnement
- Incidence négative sur l'environnement

Orientations	Incidences potentielles sur l'environnement
1. Préservation du cadre de vie	
Protection du patrimoine : veiller au caractère typique du village	+
Gestion des équipements publics	=
Gestion des déplacements sur le territoire communal	++
Prise en compte des communications numériques	=
Protection des personnes et des biens	++

2. Gestion cohérente de l'urbanisation	
Renforcement du centre bourg	++
Gestion du bâti existant sur l'ensemble du territoire	+
Accueil de nouvelles habitations	=
3. Pérennisation des activités et services	
Pérennisation des activités économiques,	+
Pérennisation des équipements de santé,	+
Pérennisation des surfaces agricoles,	++
Promotion du tourisme : accueil d'un hôtel, diversification du site du château,	+
4. Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain	++

Analyse des incidences notables du PADD sur l'environnement

V.2.8 - INCIDENCES NOTABLES DU PLAN DE ZONAGE

Le territoire communal de Monchy-Saint-Eloi se divise en zones urbaines, zones naturelles et zones agricoles.

❖ **Les zones urbaines (U)**

Les zones urbaines sur le projet de PLU de Monchy-Saint-Eloi se situent au niveau du bourg, des hameaux et zones d'activités et de services. Les zones Ua, Ub, Ue, Uj, Uy, Us, Uh, reprennent l'enveloppe urbaine existante concentrée et limite ainsi le mitage à l'extérieur du bourg.

❖ **Les zones à urbaniser (AU)**

Les zones à urbaniser correspondent aux zones 1AU, 1AUt.

❖ **Les zones naturelles (N)**

Les zones naturelles (N) reprennent les périmètres des zonages et d'inventaires du patrimoine naturel : ZNIEFF de type I, forêt communale... La zone Nt correspond au Château de Monchy-Saint-Eloi. La zone Nz correspond à la servitude électrique des lignes haute tension traversant les zones naturelles.

❖ **Les zones agricoles (A)**

Les zones agricoles s'étendent sur le plateau agricole.

Le zonage prône une faible ouverture de terres agricoles à l'urbanisation. De plus, les éléments naturels inventoriés ou protégés sont référencés en zone naturelle. Le zonage n'entraînera pas d'incidences négatives

V.2.9 - INCIDENCES NOTABLES DU REGLEMENT

Les zones urbaines circonscrivent les terrains dans lesquels les capacités des équipements publics existants ou en cours de réalisation permettent d'admettre immédiatement des utilisations du sol, des constructions (usage d'habitation, d'équipements, d'activités).

La zone N reprend les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. Les zones agricoles reprennent les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles conformément au code de l'urbanisme.

SIXIEME PARTIE - MESURES POUR EVITER, REDUIRE, COMPENSER LES CONSEQUENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

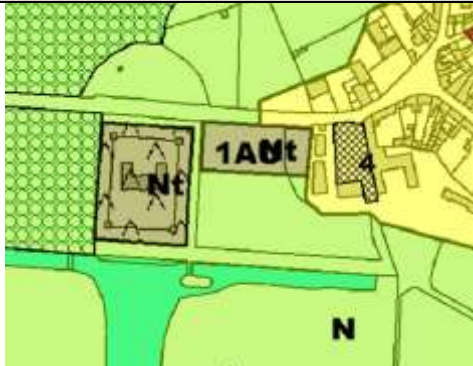
Les mesures compensatoires visent à réduire les incidences négatives des opérations d'urbanisme. Ainsi, elles sont envisageables lorsqu'un effet dommageable ne peut être suffisamment réduit ou lorsque les dommages causés sont irréversibles.

Les mesures compensatoires du PLU sont liées à des actions ayant un impact négatif sur l'environnement. Elles caractérisent les mesures envisagées dans le but de réduire, éviter et éventuellement compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre du PLU.

VI.1 - Mesures d'évitement



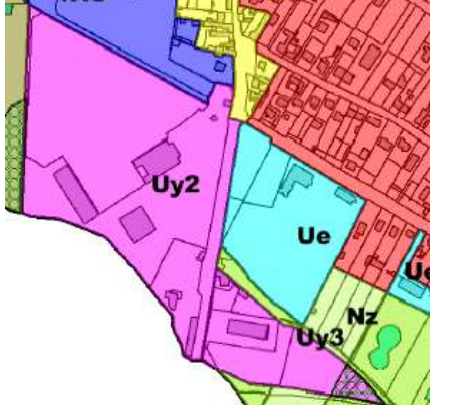
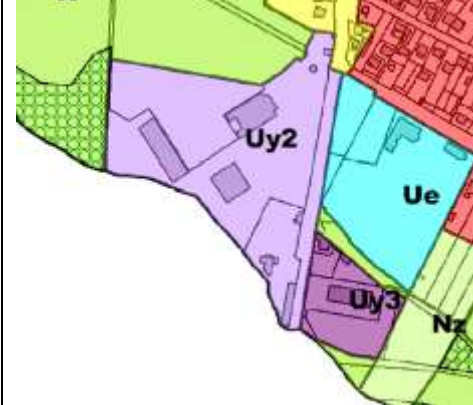
Le projet communal a fait l'objet d'une réflexion globale sur l'ensemble du territoire communal. Ainsi plusieurs possibilités pouvant orienter le développement de la commune ont été étudiées.

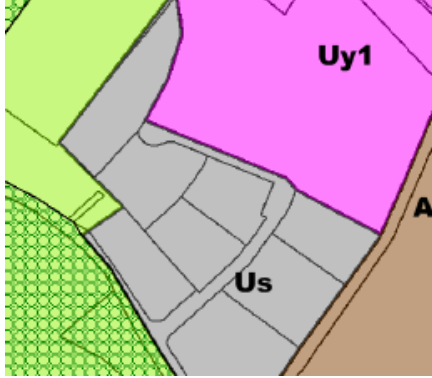
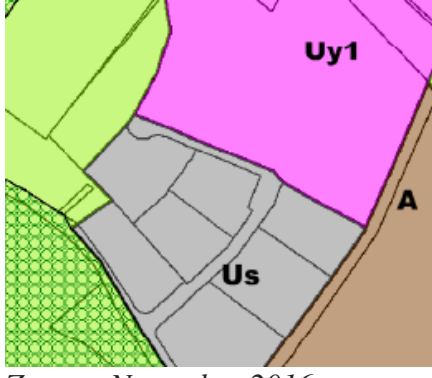
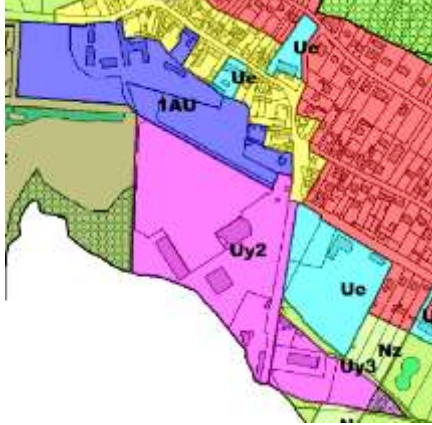
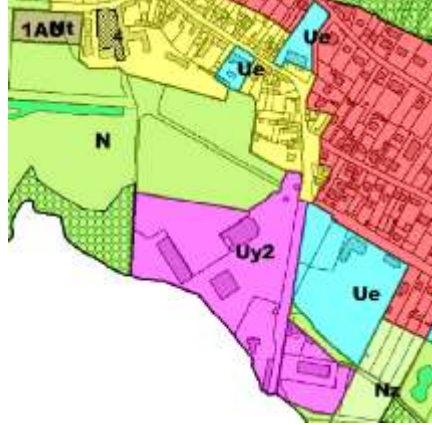
Les ajustements suivants ont été rédigés suite à l'examen au cas par cas du 02 février 2016.

Evolutions du projet	Illustrations
Evolution : <ul style="list-style-type: none"> suppression d'une partie des espaces boisés classés en faveur d'une protection au titre de l'article L.151-23 du CU, et non plus L.113-2 pour une facilité d'entretien. 	
Evolution : <ul style="list-style-type: none"> protection de l'ensemble du parc au titre de l'article L.151-19 du CU 	 <p><i>Zonage Novembre 2016</i></p>

VI.2 - Mesures de réduction

Des zones d'ouverture à l'urbanisation avaient été envisagées lors du premier plan de zonage de novembre 2015. Certaines de ces zones ont été conservées alors que d'autres ont été supprimées afin de limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels.

Evolutions du projet	Illustrations	
<p>Evolution :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 zone 1AU (31 170m²) évolue et diminue en zone 1AUt (5 190m²) 	 <p><i>Zonage Novembre 2015</i></p>	 <p><i>Zonage Novembre 2016</i></p>
<p>Evolution :</p> <ul style="list-style-type: none"> réduction de la zone Uy 3 : vocation restauration/hôtellerie et aménagement de l'entrée de ville réduction de la zone Uy 2 : vocation tertiaire 	 <p><i>Zonage Novembre 2015</i></p>	 <p><i>Zonage Novembre 2016</i></p>

Evolutions du projet	Illustrations	
<p>Evolution :</p> <ul style="list-style-type: none"> une partie non urbanisée supprimée (4 560 m²) : elle correspond aux ouvrages hydrauliques existants. 	 <p><i>Zonage Novembre 2015</i></p>	 <p><i>Zonage Novembre 2016</i></p>
<p>Evolution :</p> <ul style="list-style-type: none"> diminution de la zone 1AU diminution de la zone Uy2 suppression de la zone Uy3 	 <p><i>Zonage Novembre 2015</i></p>	 <p><i>Zonage Novembre 2016</i></p>

VI.3 - Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'est nécessaire après analyse des incidences du projet communal sur l'environnement et le site Natura 2000 à proximité.

SEPTIEME PARTIE - CRITERES ET INDICATEURS POUR L'EVALUATION DU PLU

VII.1- Les indicateurs de suivi du document d'urbanisme

Le dossier de Plan Local d'Urbanisme doit comporter des indicateurs permettant d'évaluer les résultats du PLU (article L.153.27 du Code de l'Urbanisme) :

« Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article [L. 101-2](#) et, le cas échéant, aux articles [L. 1214-1](#) et [L. 1214-2](#) du code des transports.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan. »

Objectifs	Indicateurs	Données de référence / Année 2017 - Elaboration du PLU
Gestion cohérente de l'urbanisation		
Renforcement du centre bourg	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nombre d'habitants ✓ Nombre de constructions d'habitations neuves réalisées dans les zones urbaines depuis l'approbation du PLU ✓ Nombre de constructions d'habitations neuves réalisées dans les zones à urbaniser depuis l'approbation du PLU 	2108 habitants (INSEE 2011)
Gestion du bâti existant sur l'ensemble du territoire	✓ Nombre de bâtiments réhabilités en habitation depuis l'approbation du PLU	/
Développement de l'urbanisation	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Taille moyenne des logements <i>Ou</i> ✓ Nombre de logements adaptés (PMR) 	Tailles moyennes des logements : 5 pièces ou plus
Pérennisation des activités et des services		
Pérennisation des activités économiques	✓ Nombre d'activités économiques (artisanat, commerciale, services) présent sur le territoire communal	Une dizaine d'entreprises
Réalisation d'équipements publics	✓ Nombre d'emplacements créés	/

Pérennisation des exploitations agricoles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nombre de sites d'exploitations agricoles ✓ Evolution du statut des exploitations (installations classées pour la protection de l'environnement, cessation, reprise, ...) 	aucune exploitation
<i>Préservation du cadre de vie</i>		
Protection du patrimoine et de l'identité rurale	✓ Linéaire de haies patrimoniales (espèces locales) créées, supprimées et reconstituées	
Gestion des équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Nombre d'équipements publics ✓ Nouveau équipements publics 	
Gestion des déplacements sur le territoire communal	✓ Linéaire de cheminements piétons aménagés ou requalifiés ;	
Prise en compte des communications numériques	✓ La fibre optique dessert-elle la commune ?	
Protection des biens et des personnes	✓ Pour chaque type d'incident (inondations, mouvements de terrain) préciser la zone du PLU concernée (U, AU, A ou N, secteur d'expansion des ruissellements)	
<i>Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain</i>		
Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain	✓ Surface moyenne des parcelles créées depuis l'approbation du PLU	/

VII.2 - Définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement

Etape essentielle de la démarche évaluative, le dispositif de suivi vise à déterminer des indicateurs pertinents, afin d'évaluer les incidences de la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme sur l'environnement.

Selon l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme, l'objectif de ce dispositif consiste à « identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ». L'article L.123-12-2 précise que la commune doit procéder, « au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de la délibération portant approbation ou de la dernière délibération portant révision de ce plan, à une analyse des résultats de son application ». Dans cette perspective, les indicateurs proposés dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ont été déterminés en fonction des enjeux du territoire et des orientations définies par la municipalité. Il ne s'agit pas de constituer un tableau de bord exhaustif, mais d'élaborer un dispositif adapté aux problématiques du territoire, proportionné au document d'urbanisme et aux moyens de la collectivité.

Les indicateurs retenus pour évaluer les incidences de la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme sur l'environnement sont présentés ci-après

Thèmes	Objectifs	Impacts suivis	Indicateurs	Fréquences	Sources
Patrimoine naturel	Préserver les grands ensembles naturels riches qui offrent des potentialités biologiques importantes.	Consommation d'espace au sein des périmètres Z.N.I.E.F.F.	Surface des constructions édifiées en périmètre Z.N.I.E.F.F.	Tous les 6 ans	Commune : Permis de construire et déclarations de travaux (annexes, extensions...).
		Consommation d'espace au sein des zones humides.	Surface des constructions édifiées en zones humides	Tous les 6 ans	Commune : Permis de construire et déclarations de travaux (annexes, extensions...).
	Préserver la nature dite ordinaire constituant le cadre de vie quotidien	Evolution des linéaires arborés	Linéaire de haies créées, supprimées et reconstituées, pour chaque projet	Tous les 6 ans	Commune.

Thèmes	Objectifs	Impacts suivis	Indicateurs	Fréquences	Sources
			d'aménagement.		
Ressource en eau	Atteindre un bon état écologique des milieux aquatiques et préserver le cadre de vie.	Risques de pollution.	Part de la population ayant accès à un système d'assainissement efficace (Nombre de systèmes d'assainissement individuel conformes)	Tous les 6 ans	Commune.
Risques et nuisances	Prendre en compte le risque d'inondation dans les réflexions d'aménagement.	Risques d'inondation.	Recensement des incidents liés aux inondations.	Tous les 6 ans	Commune.
	Prendre en compte le risque de mouvements de terrain dans les réflexions d'aménagement.	Risques de mouvements de terrain.	Recensement des incidents liés aux mouvements de terrain.	Tous les 6 ans	Commune.
	Prendre en compte le risque de remontées de nappe dans les réflexions d'aménagement.	Risques de remontées de nappe	Recensement des incidents liés aux remontées de nappe	Tous les 6 ans	Commune.

Les indicateurs ont été sélectionnés en concertation avec les élus de sorte à retenir :

- les plus pertinents pour la commune ;
- les plus simples à renseigner/utiliser ;
- les plus représentatifs des enjeux et problématiques du territoire communal.

HUITIEME PARTIE - RESUME NON TECHNIQUE ET DESCRIPTION DE LA METHODOLOGIE EMPLOYEE POUR REALISER L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'évaluation environnementale a pour objectif d'identifier les incidences notables sur l'environnement que la mise en œuvre de l'élaboration de plans ou de l'évolution apportée au document d'urbanisme est susceptible d'engendrer. Ainsi, l'objet de l'évaluation environnementale concerne l'élaboration du Plan Local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune de Monchy-Saint-Eloi.

VIII.1 - Diagnostic communal

VIII.1.1 Généralités

Le territoire de MONCHY SAINT ELOI est situé au Sud du département de l'Oise, à proximité de la ville de CREIL. Elle fait partie du canton de LIANCOURT et adhère à la Communauté de Communes du Liancourtois.

La commune, d'une superficie d'environ 388 hectares, possède un relief de plateau, entaillé par des vallées.

MONCHY SAINT ELOI est constituée d'un centre bourg compact et d'un écart à l'ouest du territoire communal : Caucriaumont, séparé du bourg par la RD 1016.

VIII.1.2 Démographie

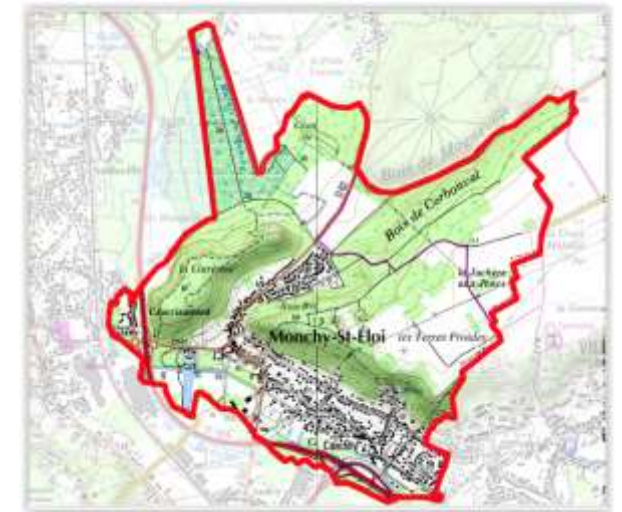
Au recensement de 2011, MONCHY SAINT ELOI comptait 2 108 habitants. Depuis ces 40 dernières années, l'évolution de la population communale connaît une évolution positive.

L'évolution de la population communale est liée à la combinaison de 2 facteurs : le solde naturel et le solde migratoire.

Même si la population du MONCHY SAINT ELOI est relativement jeune, il est nécessaire de rester vigilant par rapport au phénomène de vieillissement de la population.

Il est important de maintenir un équilibre et un renouvellement de la population, afin de poursuivre la dynamique démographique de la population.

700 ménages étaient comptabilisés en 2011. Le nombre moyen d'occupants par ménage est en baisse depuis 1968 et se situe à 2,8 en 2011 à MONCHY SAINT ELOI. Cette évolution correspond à une tendance nationale.



VIII.1.3 Parc de logements

Depuis 1968, la commune de MONCHY SAINT ELOI connaît une croissance progressive de son parc, pour atteindre 738 logements en 2011.

Le parc de logements est caractérisé par :

- 94.1 % de résidences principales,
- 15.7% de constructions réalisées avant 1946,
- 93.5 % de logements individuels,
- 88.7 % de propriétaires,
- Un bon niveau de confort,
- Des logements relativement vastes : 4,7 pièces en moyenne par résidence principale en 2011.

Au niveau du rythme de constructions neuves, il est à noter qu'entre 2003 et 2012, 116 logements ont été commencés à MONCHY SAINT ELOI.

VII.1.4 Economie

❖ Données socio-économiques

En 2011, LE HAMEL comptait 994 actifs. Le taux d'activité a augmenté entre 2006 (71%) et 2011 (73.8%). Bien entendu, les actifs ayant un emploi représentent la part la plus importante. Les étudiants représentent une part de 11.3 %, suivis des autres inactifs (7.6%) et des retraités (7,3 %), puis des chômeurs (7%).

Le taux de chômage a augmenté entre les 2 derniers recensements (+ 0.3 points). Il est à noter que le chômage touche plus particulièrement les hommes âgés de 15 à 24 ans et les femmes.

En 2011, 88 personnes habitaient et travaillaient à MONCHY SAINT ELOI, soit 9.7% des actifs de la commune. D'après les données INSEE, environ 46% des actifs exercent un emploi dans un rayon inférieur à 10 km et 8.71 % dans un rayon d'environ 15 km de la commune.

❖ Activité agricole

Aucune exploitation agricole n'est présente sur le territoire de MONCHY SAINT ELOI. En revanche, des terres agricoles sont cultivées par des exploitants basés hors territoire.

❖ **Activités artisanales, industrielles et commerciales**

MONCHY SAINT ELOI est le siège de diverses activités artisanales, commerciales ou de services :

- Boulanger
- Bar
- Tabac
- Pharmacie

Aucune activité industrielle n'est identifiée sur le territoire communal.

Une zone d'activités est présente sur la commune « La Croix Blanche ». A noter également, la présence d'un centre de formation sur les transports : entreprise AFTRAL.

VIII.1.5 Equipements, réseaux et services

❖ **Eau potable**

L'eau potable est gérée par la Communauté de Communes du Liancourtois. MONCHY SAINT ELOI est alimenté par un captage situé sur la commune de LABRUYERE.

❖ **Assainissement**

L'assainissement est une compétence de la Communauté de Communes du Liancourtois. La totalité de la commune est en assainissement collectif. Une station d'épuration est présente sur le territoire communal.

❖ **Voirie**

Le territoire communal est traversé par 3 routes départementales. Les autres voies sont secondaires et supportent un trafic moins important : ce sont des voies communales et chemins ruraux.

❖ **Desserte numérique du territoire**

Le taux d'éligibilité à l'ADSL est supérieur à 95% à MONCHY SAINT ELOI.

La commune se trouve dans une zone de puissance comprise entre 2 et 50 Mb/s. Le centre bourg est même doté d'un niveau de connexion supérieur à 10Mb/s. Au niveau du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique, la commune de MONCHY SAINT ELOI se situe dans la 5^{ème} phase de déploiement du très haut débit (programmation pour la 5^{ème} année).

❖ **Les équipements publics**

Sur la commune de MONCHY SAINT ELOI, on note la présence de plusieurs équipements publics : une mairie, les écoles primaires et maternelles, l'église et un cimetière. Ces équipements sont répartis sur un seul site et sont tous regroupés dans le bourg. L'école maternelle et le deuxième cimetière sont excentrés.

MONCHY SAINT ELOI ne fait pas partie d'un regroupement pédagogique intercommunal.

La commune dispose de plusieurs équipements sportifs. MONCHY SAINT ELOI compte de nombreuses associations dans plusieurs domaines : la culture, la solidarité, le sport...

❖ **Les services**

MONCHY SAINT ELOI dispose de plusieurs services de proximité mais les habitants peuvent se déplacer vers CREIL, VILLERS SAINT PAUL... La Communauté de Communes du Liancourtois gère les déchets ménagers et assimilés. La collecte des ordures ménagères est réalisée une fois par semaine.

VIII.1.6 L'animation, le tourisme et les possibilités de loisirs

La commune de MONCHY SAINT ELOI offre plusieurs possibilités de loisirs et de détente. La commune est parcourue par des chemins de randonnée. De plus, MONCHY SAINT ELOI dispose de plusieurs sites remarquables dans un rayon de 15 km : le château de Chantilly...

Se trouve également à proximité, sur la commune de MOGNEVILLE, le parc de Chèdeville, un espace socioéducatif sur 6 ha.

VIII.1.7 Organisation du territoire

❖ **L'occupation du sol**

MONCHY SAINT ELOI est constituée d'un centre bourg et d'un écart. Le centre bourg est implanté dans la vallée, proche du cours d'eau de la Brèche et de la RD 1015. L'urbanisation s'est ainsi diffusée progressivement, dans un axe Nord-Ouest / Sud-Est, parallèlement à la vallée. Les équipements publics sont regroupés dans le centre pour former un « pôle d'équipements » : mairie, bibliothèque, salle polyvalente, terrain de football, école et église. Les axes routiers principaux desservant le territoire communal sont les routes départementales numéros 1015 et 62.

Une vaste masse boisée occupe une grande partie du territoire communal (coteau + plateau). Elle se situe autour du bourg, sur le coteau et correspond à une ZNIEFF.

❖ **La consommation de l'espace**

La consommation de l'espace pour la commune de MONCHY SAINT ELOI, pour les 10 dernières années se décline ainsi :

- 2.16 ha destinés à l'habitat,
- 3.31 ha pour les équipements,
- soit une surface totale d'environ 5.47 hectares, toute forme d'urbanisation confondue.

Une estimation a également été établie pour connaître la moyenne parcellaire de l'habitat. Ainsi, l'analyse des différentes opérations d'aménagement réalisées depuis le POS révèle une moyenne parcellaire d'environ 800 m².

❖ **Le potentiel foncier**

Deux hectares de dents creuses ont été observés à MONCHY SAINT ELOI. Il s'agit des parcelles encore urbanisable inscrite dans le POS. Cela se résume à une capacité de 1.15 hectare urbanisable dans le cœur du bourg. A peine 1 hectare a été recensé en espaces mutables.

VIII.1.8 Bâti et patrimoine

❖ **Le bâti**

L'architecture du bâti ancien est traditionnelle à la région. Les matériaux rencontrés sur la commune du MONCHY SAINT ELOI sont très diversifiés : la pierre, la brique et l'ardoise.

Le principe de construction de type pavillonnaire est dominant au pourtour des noyaux anciens. Le bâti récent s'est développé sur la commune de MONCHY SAINT ELOI au coup par coup, le long des axes de communication, en fonction des disponibilités foncières et au travers des opérations d'aménagement d'ensemble.

❖ **Le patrimoine**

La commune de MONCHY SAINT ELOI ne possède pas de monument historique inscrits ou classés sur son territoire. Cependant, MONCHY SAINT ELOI est concerné par le périmètre lié au monument historique de l'église de LAIGNEVILLE (commune voisine), plus particulièrement le hameau de Caucriaumont. MONCHY SAINT ELOI possède un patrimoine vernaculaire de qualité, trace de l'histoire communale : patrimoine religieux (église, calvaires ...), bâti (grandes bâtisses, châteaux...). Le patrimoine agricole fait également partie de la richesse patrimoniale d'une commune et de son histoire. C'est pour ces raisons qu'un recensement de ce patrimoine bâti de MONCHY SAINT ELOI ayant un intérêt patrimonial et architectural a été réalisé dans le cadre de ce diagnostic. Le Porter à Connaissance de MONCHY SAINT ELOI ne comporte aucune indication sur le patrimoine archéologique. A priori, la commune ne compte pas de site archéologique connu sur son territoire pour l'heure actuelle.

VIII.1.9 - Les déplacements et stationnements

❖ Les déplacements internes à la commune

A noter que le territoire de MONCHY SAINT ELOI est parcouru par plusieurs types de voiries : les routes départementales, les voiries secondaires, les chemins communaux.

De nombreux cheminements doux ont été aménagés sur le territoire de MONCHY SAINT ELOI. On les retrouve à l'intérieur des pôles construits. Les habitants peuvent aussi se déplacer à pied ou en vélo sur la commune par l'intermédiaire des divers chemins existants et bien entendu du tour de ville.

Les déplacements internes à la commune (2 principaux pôles construits et écarts) s'effectuent principalement par l'intermédiaire de la voiture.

❖ Les capacités de stationnement

Le bilan des capacités de stationnement de véhicules a été réalisé au cœur du bourg car les principaux enjeux de stationnement se situent sur cette zone de la commune et sont liés à 3 destinations principales :

- les habitations,
- les commerces et services,
- les équipements publics.

❖ Les déplacements extérieurs à la commune

Actuellement, les déplacements en direction des bassins d'emplois et de vie se réalisent majoritairement par l'intermédiaire de la voiture.

Plusieurs lignes de bus peuvent être utilisées par les habitants de MONCHY SAINT ELOI. Il n'y a pas de gare sur la commune de MONCHY SAINT ELOI mais les habitants peuvent profiter de celle située sur la commune de LAIGNEVILLE ou VILLERS SAINT PAUL.

VIII.1.10 Les servitudes d'utilité publique

La commune de MONCHY SAINT ELOI est concernée par 3 types de servitudes.

VIII.1.11 Articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes

❖ Le SCOT

Le SCOT est une synthèse des préoccupations du développement durable, d'urbanisme et du cadre de vie.

Le SCOT du Syndicat mixte du Grand Creillois a été approuvé par le préfet le 26 mars 2013. Les grands objectifs sont : un développement équilibré et durables et la protection et la mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers.

❖ I.1.12 Le Plan Local de l'Habitat (PLH)

La communauté de communes du Liancourtois (Vallée Dorée) ne dispose pas de PLH. Ainsi la commune de MONCHY SAINT ELOI n'est pas concernée.

❖ Le Plan de Déplacement Urbain (PDU)

La communauté de communes du Liancourtois (Vallée Dorée) va engager un PDU. Ce plan va être, à minima, lancé sur le périmètre de ses compétences (3 EPCI).

VIII.2 - Analyse de l'état initial de l'environnement

VIII.2.1 - Le milieu physique

La commune de Monchy-Saint-Eloi est située dans le département de l'Oise. Le relief de la commune se divise entre plateau et vallée de la Brèche.

❖ Sols

D'après les bases de données BASOL et BASIAS, 1 site pollué et 5 sites ou sols pollués ou potentiellement pollués sont recensés sur la commune. D'après la carte géologique au 1/50 000 (BRGM), les formations géologiques se trouvant à l'affleurement dans la commune sont les suivantes :

- Sol d'alluvions modernes
- sol de limons des pentes
- sol Cuisien,
- Sol Lutétien intérieur
- Sol lutécien supérieur ;

❖ **Eaux**

Monchy-Saint-Eloi n'est concerné par aucun périmètre de protection de captages.

La commune dépend du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Seine-Normandie adopté le 05 novembre 2015 La commune n'appartient à aucun Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

La communauté de communes du Liancourtois (Vallée Dorée) est compétente en matière de gestion de l'eau potable et d'assainissement.

VIII.2.2 - Le milieu humain

❖ **Les risques**

D'après le Dossier des Risques Naturels Majeurs de l'Oise, la commune de Monchy-Saint-Eloi est concernée par les risques suivants :

- risque mouvements de terrain
- risque inondation,
- risque sismique

Un arrêté de catastrophe naturelle a été pris sur la commune en 1999.

❖ **Le bruit**

La route départementale RD 1016 est classée comme voie à grande circulation selon le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010.

❖ **Les déchets**

La communauté de communes du Liancourtois (Vallée Dorée) gère la gestion des déchets

VIII.2.3 - Le milieu naturel

❖ **Les zonages à portée réglementaire**

Il n'y a aucun site Natura 2000 sur la commune de Monchy-Saint-Eloi. Le site Natura 2000 le plus proche est localisé à 3 km, il s'agit de la Zone Spéciale de Conservation « Coteaux de l'Oise autour de Creil ».

❖ **Les inventaires sans portées réglementaires**

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.) et les Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (Z.I.C.O.) constituent une information privilégiée sur les milieux naturels possédant une grande richesse écologique et avifaunistique.

La commune de Monchy-Saint-Eloi compte deux Z.N.I.E.F.F. de type I

- PELOUSES ET BOIS DE LA BUTTE DE LA GARENNE A MONCHY SAINT ELOI
- LES COTEAUX DE VILLERS SAINT PAUL ET DE MONCHY SAINT ELOI

❖ **Les réservoirs et corridors de biodiversité du territoire communal**

La commune de Monchy-Saint-Eloi compte plusieurs réservoirs et corridors écologiques, principalement dans la fond de vallée et sur les coteaux.

VIII.2.4 - Synthèse des enjeux du territoire

Thématiques	Eléments communaux majeurs	Niveau d'enjeux sur le site d'étude
Milieu physique		
Climat	Climat océanique dégradé	Faible
Qualité de l'air	Bonne qualité sur la commune	Faible
Sols	1 site pollué 5 sites ou sols pollués ou potentiellement pollués	Moyen
Eaux	Monchy-Saint-Eloi n'est concernée par aucun périmètre de protection de captage	Faible
Milieu naturel		
Engagements internationaux	Aucun site Natura 2000 sur la commune	Faible
Inventaires nationaux	2 ZNIEFF de type I	Moyen
Réservoirs et corridors écologiques	Plusieurs corridors et réservoirs écologiques	Moyen
Milieu humain		
Risques majeurs	Commune soumise à 3 risques majeurs	Moyen
Bruit	Un route départementale classée pour le bruit	Moyen

VIII.3 - Les incidences de la mise en œuvre du document sur l'environnement et mesures associées

VIII.3.1 - Incidences et mesures sur le milieu physique

La mise en œuvre du document d'urbanisme pourra induire une artificialisation supplémentaire dans les zones urbanisées. Elle ne devrait pas avoir d'incidence significative sur les sols et le climat.

VIII.3.2 - Incidences et mesures sur le milieu naturel

Les incidences sur le milieu naturel de la mise en œuvre du document sont plutôt positives. En effet, les périmètres ZNIEFF ont été inscrits en zone naturelle afin d'assurer la protection de ces espaces écologiques riches tout en maintenant une activité agricole.

VIII.3.3 - Incidences sur les zones Natura 2000

Au regard des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire présents sur le site Natura 2000 le plus proche, la mise en œuvre du document d'urbanisme de la commune de Monchy-Saint-Eloi ne présente pas d'incidence sur le site Natura 2000 des Coteaux de l'Oise autour de Creil.

VIII.3.4- Incidences et mesures sur le milieu humain

Les risques naturels ont été pris en compte dans l'élaboration du document.

VIII.3.5 - Incidences et mesures sur le paysage

Les grandes vues paysagères ont été préservées sur la commune.

VIII.4 - Explication du projet

VIII.4.1 Les objectifs communaux

❖ Objectif démographique, desserrement de la population, besoin en logements et foncier

Le projet de zonage du PLU de MONCHY SAINT ELOI reprend les caractéristiques du territoire et les objectifs des élus. La commune de MONCHY SAINT ELOI est composée d'un centre bourg et d'un hameau situé dans la vallée : Caucriaumont.

L'accueil d'habitat a constitué le 1^{er} objectif d'élaboration du PLU. La densification de l'enveloppe urbaine du centre bourg est apparue la plus cohérente. Le scénario démographique retenu s'élève à une progression annuelle de 0,75% annuel soit 75 logements ou 184 habitants supplémentaires à l'horizon 10 ans. Le besoin foncier s'élève à 4,20 hectares en prenant la densité du SCOT en considération, soit 18 logements à l'hectare. Les dents et espaces mutables déduits du besoin foncier, le PLU doit s'attacher à ouvrir à l'urbanisation environ 1,28 hectare.

Le hameau n'est pas voué à se développer, notamment en raison de problématiques liées à l'implantation en vallée et en bordure de la RD 106, mais aussi en respect des réglementations en vigueur prônant la densification des tissus urbains.

La préservation du cadre de vie et des caractéristiques architecturales, végétales et paysagères, au sens large, du territoire de MONCHY SAINT ELOI a constitué un deuxième axe de réflexion.

Le tissu économique est également inscrit dans le projet de territoire : pérenniser l'existant et permettre l'implantation de nouvelles activités dans la zone d'activités de la Croix Blanche, et dans la trame urbaine à la condition qu'elles soient compatibles avec le voisinage d'habitations.

Enfin, l'aspect réglementaire découlant des richesses ou enjeux environnementaux du territoire a été intégré et traduit à travers différents outils réglementaires.

Les risques naturels ont également été pris en compte dans la réflexion lors de la définition du plan de zonage et du règlement.

❖ Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Le diagnostic de la commune a fait apparaître plusieurs constats et enjeux à partir desquels la commune a retenu des priorités, traduites à travers le projet d'aménagement et de développement durables. Plusieurs axes ont guidé la réflexion des élus :

- 1 - Protection du patrimoine
- 2 - Gestion des déplacements sur le territoire communal
- 3 - Gestion des équipements publics
- 4 - Préservation de la ressource en eau
- 5 - Pérennisation des activités économiques
- 6 - Pérennisation des surfaces agricoles,
- 7 - Gestion du bâti existant sur l'ensemble du territoire
- 8 - Protection des personnes et des biens

- 9 - Promotion du tourisme
- 10 - Pérennisation des équipements de santé
- 11 - Renforcement du centre bourg
- 12 - Accueil de nouvelles habitations

VIII.4.2 Explication de la délimitation des zones

❖ Appellation et caractéristiques des zones du PLU

En traduction du PADD, le plan local d'urbanisme de MONCHY SAINT ELOI se décompose ainsi :

- Les zones urbaines

Le P.L.U. de MONCHY SAINT ELOI comporte SEPT zones urbaines : Zone UA, UB, UE, UH, UJ, US, UY.

- Les zones à urbaniser

Dans le P.L.U. de MONCHY SAINT ELOI, UNE typologie de zone AU a été définie : **ZONE 1AUt** : Zone de développement à vocation d'hébergement touristique lié à la présence du château.

- Les zones agricoles

Sur la commune de MONCHY SAINT ELOI, la zone A se situe essentiellement en dehors des parties urbanisées. Il n'existe plus de corps de ferme sur le territoire, donc seules les terres exploitées ont été inscrites en zone A.

Afin de protéger le paysage de cette zone, les futures constructions autorisées devront respecter les prescriptions indiquées dans le règlement : article 10 pour les hauteurs et l'article 11 pour l'aspect des constructions. A propos des installations classées qui pourraient être construites dans cette zone, la distance minimale à respecter entre les zones construites et les bâtiments entre eux, qu'elle qu'en soit l'affectation, est déterminée par le Règlement Sanitaire Départemental, le principe de réciprocité doit ainsi être respecté

- Les zones naturelles

La zone N est destinée à assurer la protection des sites, tout en y permettant certains aménagements compatibles avec cette protection. Elle correspond aux zones naturelles à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique et écologique, historique et archéologique ou en raison de l'existence de risques. Sont concernées les zones à caractère patrimonial et préservation du cadre de vie de la commune. Sur la commune de MONCHY SAINT ELOI, la zone N reprend notamment les zones à caractère patrimonial ainsi que des espaces naturels à préserver.

Deux secteurs de zone ont été créés :

- **Secteur Nz**, secteur surplombé par des lignes électriques haute tension,
- **Secteur Nt**, secteur correspondant au château et destiné à l'hébergement, tourisme, ...

❖ **Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux enjeux du territoire**

Le territoire de MONCHY SAINT ELOI est soumis à divers enjeux (risques naturels, préservation des espaces naturels). On peut citer :

- Les inondations
- Les données environnementales

❖ **Justification des délimitations des zones du PLU par rapport aux orientations du PADD**

Les objectifs et grands principes d'aménagement définis dans le PADD ont été traduits à travers différents outils sur le plan de zonage. Bien entendu, le document graphique est complété par le règlement permettant de mettre en œuvre d'autres aspects des objectifs communaux.

❖ **Analyse des différentes zones du PLU**

La zone Ua reprend le cœur historique du bourg, de densité forte, dans lequel les constructions sont implantées à l'alignement sur rue.

La zone Ub correspond aux zones d'extension du cœur de bourg de MONCHY SAINT ELOI, à densité moyenne, dans lequel les constructions sont implantées en retrait de l'espace public offrant une vision plus végétale de l'urbanisme à travers les jardins privés.

La zone Uh a été créée pour le hameau de Caucriaumont, secteur isolé du centre bourg.

La zone Ue reprend les équipements publics : écoles, mairie, équipements sportifs, station d'épuration, salle des fêtes, ...

La zone Us accueille des activités de services

La zone Uy se décline en plusieurs sous-secteurs selon les spécificités de leur vocation

La zone Uj permet aux constructions existantes d'évoluer

La zone 1Aut reprend une partie du parc du château

La zone A reprend les terres agricoles cultivées

La zone N reprend les espaces boisés, la zone des marais, le fond de vallée et les espaces agricoles concernés par la ZNIEFF.

VIII.4.3 - Justification du règlement

Le règlement a été rédigé pour chaque zone du PLU. L'idée directrice a été de préserver le caractère de la commune tout en permettant une densification des enveloppes bâties en respect des caractéristiques architecturales locales.

VIII.4.4 - Autres prescriptions figurant aux documents graphiques

Plusieurs prescriptions ont été reprises sur le plan de zonage en complément de la définition des différentes zones :

- les espaces boisés,
- les emplacements réservés,
- la protection du patrimoine,
- les secteurs de risques naturels,
- le droit de préemption urbain.

VIII.5 - Description de la méthodologie

Différentes sources ont été utilisées pour réaliser cette évaluation environnementale :

- Décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, dont les dispositions sont codifiées au sein de l'article R. 121-16 du Code de l'Urbanisme.
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie
- Association Régionale de l'Air en Picardie
- Agence Régionale de Santé (ARS) Picardie
- Météo France.
- Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).
- Bases de données Basol (Ministère en charge de l'environnement) et Basias (Bureau de Recherches Géologiques et Minières – BRGM).
- Dossier Départemental des Risques Majeurs 76 (DDRM).
- BRGM : Aléas, risques naturels et technologiques.
- Directive européenne n° 96/82/CE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses, dite directive
- SEVESO, transposée notamment par l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs liés aux ICPE.
- Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN).
- Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de l'Oise
- Schéma départemental des carrières de l'Oise
- Site internet de la DREAL Picardie

ANNEXES

- Description détaillée des hydrants (fiche du centre de secours)
- Arrêté préfectoral instaurant des servitudes d'utilité publique sur le site anciennement exploité par Monsieur Serge STOOP à MONCHY SAINT ELOI

2013

Fiche d'une tournée

Centre de secours 60463 NOGENT

Tournée N° 000001

Commune de 60409 MONCHY SAINT ELOI

Date prévisionnelle 16/04/2013

Date de réalisation 16/04/2013

Personnels du service d'incendie et de secours :

-
-
-
-

Commentaire de la tournée :

-
-
-
-

Personnels de la commune :

-
-
-
-

Personnels du service des eaux :

-
-
-
-

Hydrants																		
N°	Type	Adresse	Diamètre d'alim.	Diamètre de sortie	Débits en m3 / h			Pressions		Heure	Etat				Anomalies			Observations
					Maxi	à 1 bar	à 0,6 bar	Statique	Dynamique		• Etat	• Anomalie	• Accès	• Visite				
00001	P100	rue Louis Vauthier, face entrée lotissement	100	100/2x070	0	60	0	7.1	4.4	Matin	👉	👉	👉	👉				Mesures du service des eaux
00002	P100	rue Louis Vauthier, face au N°12	100	100/2x070	0	60	0	6.6	4.7	Matin	👉	👉	👉	👉				Mesures du service des eaux
00003	P100	rue Louis Vauthier, face au transformateur EDF.	100	100/2x070	0	60	0	6.4	4.7	Matin	👉	👉	👉	👉				Mesures du service des eaux
00004	P100	rue du Froidvent, à côté du N° 24	150	100/2x070	0	60	0	6.8	4.8	Matin	👉	👉	👉	👉				Mesures du service des eaux
00006	P100	rue de la république, à côté de l'arrêt de bus	150	100/2x070	0	60	0	7.5	1.5	Matin	👉	👉	👉	👉				Mesures du service des eaux
00007	P65	rue de l'avenir, angle de la rue du solitaire.	100	070	0	60	0	7	1.6	Matin	👉	👉	👉	👉				Mesures du service des eaux
00008	P100	rue de l'avenir, à côté du N°39	100	100/2x070	0	60	0	7.3	3.7	Matin	👉	👉	👉	👉				Mesures du service des eaux

Hydrants

N°	Type	Adresse	Diamètre d'alim.	Diamètre de sortie	Maxi	à 1 bar	à 0,6 bar	Statique	Dynamique	Heure	✓	✓	✓		
00009	P100	rue de la République, face à l'église	150	100/2x070	0	60	0	7	4.4	Matin	✓	✓	✓		Mesures du service des eaux
00010	P070	rue de la République, face à l'entrée N°1 de l'A.T.	080	070	0	60	0	8.4	4	Matin	✓	✓	✓		Mesures du service des eaux
00011	P070	rue de la République, face à l'entrée 2 de l'A.T.	080	070	0	0	35	8.4	0.6	Matin	✓	X	✓	Non conforme : débit inférieur à 60 m3/h idem 2012	Mesures du service des eaux
00012	P100	rue de Caucraumont, face à l'entrée du château de l'A.T.	100	100/2x070	0	60	0	7.6	5.1	Matin	✓	✓	✓		travaux effectués par la vallée d'orée Mesures du service des eaux
00013	P65	rue de caucraumont, face au n°8.	080	070	0	60	0	7.3	1.6	Matin	✓	✓	✓		travaux effectués par la vallée d'orée Mesures du service des eaux
00014	P100	rue de l'avenir, face au n° 42.	100	100/2x070	0	60	0	7.5	2.8	Matin	✓	✓	✓		Mesures du service des eaux
00015	P100	rue de l'avenir, angle du bel air.	100	100/2x070	0	60	0	7.3	4.3	Matin	✓	✓	✓		Mesures du service des eaux
00016	P100	rue du bel air, face au n° 25.	100	100/2x070	0	60	0	5.5	1.4	Matin	✓	✓	✓		RAS Mesures du service des eaux
00017	P100	rue de l'avenir, angle rue du clos St paul.	100	100/2x070	0	60	0	7.6	1.9	Matin	✓	✓	✓		Mesures du service des eaux
00018	P100	rue de l'aunaie, face au n° 8.	100	100/2x070	0	58	56	8.3	1.2	Matin	✓	✓	✓		HYDRANT ROUILLE DANS SON ETAT GENERAL Mesures du service des eaux
00019	P100	rue des champs de mouton, à l'entrée de l'école maternelle.	100	100/2x070	0	60	0	8	1.4	Matin	✓	✓	✓	idem 2012	l'ouverture du capot empêche l'accessibilité aux sorties de 70 mm à cause d'une clôture Mesures du service des eaux
00020	P100	rue maurice manuel, face au n°15	100	100/2x070	0	60	0	7.9	1.8	Matin	✓	✓	✓		Mesures du service des eaux
00021	P100	rue eugene cauchois, face au transformateur EDF.	100	100/2x070	0	60	0	8	4.8	Matin	✓	✓	✓		Mesures du service des eaux
00022	P100	rue raymond maillet, angle rue des peupliers.	150	100/2x070	0	60	0	8.4	5.4	Matin	✓	✓	✓		Mesures du service des eaux

Hydrants

N°	Type	Adresse	Diamètre d'alim.	Diamètre de sortie	Maxi	à 1 bar	à 0,6 bar	Statique	Dynamique	Heure								
00023	P100	rue raymond maillet, à côté du n°10.	150	100/2x070	0	60	0	8.3	5.6	Matin	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	fuite vis de purge Mesures du service des eaux
00025	P100	rue eugene cauchois, face à la boulangerie.	100	100/2x070	0	60	0	8	4.5	Matin	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Mesures du service des eaux
00026	P100	rue eugene cauchois, face au n°33.	100	100/2x070	0	60	0	8	4.8	Matin	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Mesures du service des eaux
00027	P65	rue eugene cauchois	100	070	0	60	0	8.2	4.4	Matin	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Mesures du service des eaux
00028	P070	rue de villers, à côté du n°12	080	100/2x070	0	60	0	7.8	2.2	Matin	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Mesures du service des eaux
00029	P100	CD 62 face maison de retraite	150	100/2x070	0	60	0	7.9	4.9	Matin	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Mesures du service des eaux
00030	P100	lieux dit La croix Blanche	150	100/2x070	0	60	0	6.9	4.3	Matin	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Mesures du service des eaux
00032	P100	rue de la passerelle	100	100/2x070	0	60	0	8.2	2.8	Matin	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Mesures du service des eaux

☒ Etat
☒ Anomalie
☒ Visite
☒ Accès

☒ Indisponible
☒ Avec anomalies
☒ Non autorisée
☒ Problématique

☒ En service
☒ Sans anomalie
☒ Autorisée
☒ Sans problème

☒ Non conforme en service

Réserves

N°	Type	Adresse	Volume m3	m3 / h Ré-alim.	• Etat	• Anomalie	• Accès	• Visite	Anomalies	Observations
00031	CITE	Rue de la Croix Blanche.	120	-	✓	✓	✓	✓		

A remettre à l'espace urbain



page 125

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté préfectoral instaurant des servitudes d'utilité publique sur le site anciennement exploité par
Monsieur Serge Stoop à Monchy-Saint-Eloi

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er}, parties législative et réglementaire, notamment les articles L. 511-1 à L. 517-2, L. 515-12 et les articles R. 515-31-1 à R. 515-31-7 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par décret n° 2010-146 du 26 février 2010 ;

Vu la circulaire ministérielle du 8 février 2007 relative à la prévention de la pollution des sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;

Vu les guides de gestion des sites pollués édités par le ministère en charge de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 décembre 1984 autorisant M. Serge Stoop à exploiter un dépôt de ferrailles et de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de Monchy-Saint-Eloi ;

Vu les dossiers transmis par M. Serge Stoop concernant la cessation d'activité du site situé 26 rue Raymond Maillet à Monchy-Saint-Eloi notamment le rapport COELYS de cessation d'activité du 21 septembre 2011, les compléments COELYS du 21 septembre 2011, les compléments COELYS R-13-11-013 de novembre 2012 et les compléments du 25 novembre 2013 ;

Vu l'avis de la direction départementale des Territoires de l'Oise, service de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'énergie du 1^{er} avril 2014 ;

Vu l'avis du conseil municipal de Monchy-Saint-Eloi du 15 mai 2014 ;

Vu le rapport et les propositions du 20 juin 2014 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie du 20 juin 2014 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 3 juillet 2014 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 7 août 2014 et l'absence d'observation dans le délai imparti ;

Considérant que M. Serge Stoop a cessé son activité en mai 2004 ;

Considérant que les diagnostics des sols datant de 2011 et 2012 réalisés par COELYS rendent compte de la présence de pollution des sols, notamment superficielle, par des éléments traces métalliques ;

Considérant que le plan de gestion a pris en compte un usage futur de type industriel ;

Considérant qu'afin de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et notamment la santé, la sécurité et la salubrité publiques et en application des dispositions des articles L.515-12 et R.515-31 de ce même code, le préfet peut prendre l'initiative d'instaurer des servitudes d'utilité publique sur un terrain pollué par l'exploitation d'une installation ;

Considérant que ces servitudes sont nécessaires, à cause notamment de la présence de polluants dans les sols ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

A R R Ê T E

Article 1 :

Des servitudes d'utilité publique sont instaurées sur les parcelles cadastrales AD139, 140, 142, 143, 145, 187, 188, 202 et 203 sur la commune de Monchy-Saint-Eloi dont un plan figure en annexe I.

La nature de ces servitudes est définie à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 :

Prescription n°1 : usage des terrains sur l'emprise des parcelles

L'usage des terrains est industriel.

Prescription n°2 : changement d'usage

Toute modification de l'usage des terrains est subordonnée à la réalisation d'études et de mesures garantissant, en fonction de l'usage prévu, l'absence de tout risque pour la santé et l'environnement, conformément à la méthodologie applicable.

Prescription n°3 : travaux

Tous les travaux affectant le sol ou le sous-sol des parcelles concernées (notamment travaux d'affouillement, de mise en place de constructions, de fondations ou de canalisations...) devront faire l'objet de mesures de précaution adaptées. Ces travaux ne devront pas avoir pour effet de remobiliser, solubiliser ou faire migrer sensiblement les polluants présents dans les sols vers les eaux de surface et les eaux souterraines. La réalisation des travaux pouvant induire un contact direct ou indirect (par le biais de poussières notamment) avec les terrains impactés doit être précédée d'une évaluation des risques afin d'assurer la protection des travailleurs, de l'environnement et de la santé publique lors des

chantiers. Cette évaluation définira, en conformité avec la réglementation en vigueur, les mesures de prévention à mettre en œuvre pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs, l'environnement et notamment les sols, les eaux souterraines et superficielles, la qualité de l'air, la sécurité des riverains, la santé et la salubrité publiques. Des précautions particulières devront être prises durant le chantier afin de limiter les envols de poussières, notamment lors du transport des terres polluées (bâchage des camions, nettoyage des roues et /ou des chaussées, ...).

Prescription n°4 : devenir des terres excavées

Les terres ou autres matériaux qui seraient excavés dans ce cadre et qui ne pourraient être réutilisés sur la zone dans des conditions environnementales satisfaisantes devront faire l'objet d'analyses dans l'objectif de déterminer leur filière d'élimination, conformément à la réglementation applicable.

Prescription n°5 : gestion des eaux

L'infiltration des eaux pluviales dans la zone est interdite. L'irrigation des terrains et l'usage des eaux souterraines sont interdits, sauf en cas de réalisation d'études prouvant que cela est possible. En cas de pose de nouvelles canalisations d'eau potable, celles-ci seront isolées des terres potentiellement contaminées par une protection appropriée ou seront prévues dans un matériau interdisant l'éventuelle migration des polluants extérieurs dans l'eau qu'elles contiennent.

Article 3 :

Tout type d'intervention nécessitant la levée ou la modification des restrictions ci-dessus ne sera possible, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine des modifications envisagées, que par suite de la suppression totale des causes ayant rendu nécessaire leur instauration.

Article 4 :

Si des tiers louent le site ou y exercent une quelconque activité, le propriétaire est tenu de notifier ces servitudes aux dits tiers successifs en les obligeant à les respecter.

Article 5 :

Si l'institution des servitudes énoncées aux articles 1 et 2 du présent arrêté entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit du propriétaire, des titulaires de droits directs ou de leurs ayants droit. Les modalités d'indemnisation sont celles prévues par l'article L.515-11 du code de l'environnement.

Article 6 :

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 7 :

Le présent arrêté sera notifié au maire de Monchy-Saint-Eloi et à M. Stoop.

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Monchy-Saint-Eloi pour une durée d'au moins un mois et sera déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

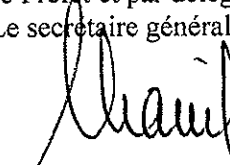
Le maire de Monchy-Saint-Eloi fera connaître par procès verbal, adressé au préfet de l'Oise, direction départementale des Territoires, l'accomplissement de cette formalité.

Article 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Clermont, le maire de Monchy-Saint-Eloi, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 17 SEP. 2014

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Julien MARION

Destinataires :

Monsieur Serge Stoop (ancien exploitant et propriétaire du terrain)
26 rue Raymond Maillet
60290 Monchy-Saint-Eloi

Monsieur le sous-préfet de Clermont

Monsieur le maire de Monchy-Saint-Eloi

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur le directeur départemental des Territoires (SAUE)

Monsieur l'inspecteur de l'environnement
s/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Oise

Département :
CISE

Commune :
MONCHY ST ELOI

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
SENLIS
20 à 24 Chaussée Brunehaut CS 20110
60309
60309 SENLIS CEDEX
tél. 0344538686 -fax 0344538675
cdif.senlis@dgi.finances.gouv.fr

Section : AD
Feuille : 000 AD 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 19/12/2013
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2012 Ministère de l'Économie et des
Finances

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

